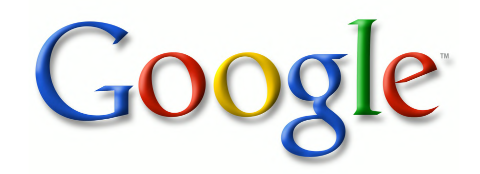
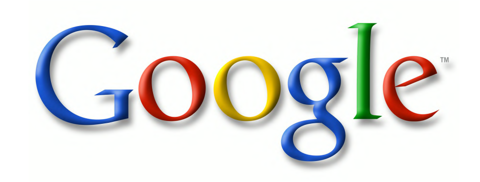







ALTE · VOLARE · VOLO

BIBLIOTHÈQUE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

# HISTOIRE DE LA RUSSIE

DEPUIS LA MORT DE PAUL I[er]
JUSQU'A L'AVÈNEMENT DE NICOLAS II

(1801-1894)

PAR

GASTON CRÉHANGE
Agrégé de l'Université

DEUXIÈME ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE

PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C[ie]
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1896



# HISTOIRE

# DE LA RUSSIE

## A LA MÊME LIBRAIRIE

---

SIMON (Ed.). **L'Allemagne et la Russie au XIX[e] siècle.** 1 vol. in-12. 3 fr. 50

**Recueil des Instructions données aux ambassadeurs et ministres de France, depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française.**

Russie, par *Alfred Rambaud*, professeur à la Sorbonne. 2 vol. grand in-8 sur papier de Hollande : tome I, 20 fr.; tome II, 25 fr.

Pologne, par *Louis Farges*, chef du bureau historique aux archives du ministère des affaires étrangères. 2 vol. grand in-8, sur papier de Hollande. 30 fr.

---

Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD. — 348-95.

# HISTOIRE

DE

# LA RUSSIE

DEPUIS LA MORT DE PAUL I^er^
JUSQU'A L'AVÈNEMENT DE NICOLAS II

(1801-1894)

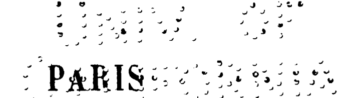
PAR

GASTON CRÉHANGE
Agrégé de l'Université

---

DEUXIÈME ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE

---



PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^ie^
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1896

# HISTOIRE

# DE LA RUSSIE

## DEPUIS LA MORT DU TSAR PAUL Ier

## JUSQU'A NOS JOURS

---

## CHAPITRE PREMIER

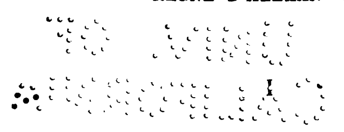
### 1801-1812

I. — Assassinat de Paul Ier. — Avènement d'Alexandre. — Son éducation, son caractère. — Le triumvirat. — Mesures d'administration intérieure. — Institution des ministères. — Essais infructueux d'émancipation des serfs. — Développement de l'instruction publique.

II. — La politique russe depuis Pierre le Grand. — Avances du tsar à l'Angleterre. — Rétablissement des relations avec la cour de Vienne. — Traité avec la France. — Entrevue de Memel avec Frédéric-Guillaume. — Griefs d'Alexandre contre la France. — Coalition contre la France. — Austerlitz. — Nouvelle coalition. — Iéna. — Campagne de Pologne. — Eylau et Friedland. — Entrevue de Tilsitt. — Clauses et conséquences du traité de Tilsitt.

III. — Rupture avec l'Angleterre. — Impopularité de l'alliance française. — Conquête de la Finlande. — Entrevue d'Erfurth.

IV. — Réformes intérieures. — Le comte Spéranski et ses projets. — Opposition de la cour et des Vieux Russes. — Traité de Frédérikshamn. — Guerre de Turquie. — Guerre avec l'Autriche. — Difficultés au sujet de la Pologne. — Occupation du duché d'Oldenbourg. — Le tsar se décide à la guerre contre Napoléon.



On raconte que, dans les premiers jours du mois de mars 1801, le tsar Paul Ier, depuis quelque temps déjà plus fantasque et plus sombre d'humeur, fit appeler le général comte Pahlen, chef de la police de l'Empire et gouverneur de Saint-Pétersbourg. « Il se forme une conspiration contre moi, lui dit-il. — Je le crois, répond froidement le général. — Mais mon fils est d'accord avec les conjurés. — On peut le croire. — Mais vous-même vous en êtes aussi. — Et comment pourrais-je en suivre le cours et le progrès si je n'en étais pas? » — Sur ces mots, Pahlen sortit, le meurtre du tsar était décidé, l'instant était venu de frapper.

Dans la soirée du 23 au 24 mars, entre onze heures et minuit, au sortir d'un long repas, les conjurés, au nombre d'une cinquantaine, pénétraient dans le palais Michel, et tandis que Pahlen occupait les issues, le reste, guidé par Bennigsen et Platon Zoubov, — le dernier favori de la vieillesse de Catherine, — forçait l'appartement du tsar. Ce qui se passa dans cette chambre, que la défiance du malheureux Paul avait barricadée du côté des appartements de l'impératrice, le seul d'où lui pût venir quelque secours, si l'on n'exigea de lui que d'abdiquer en faveur de son fils, ou si les conjurés, aussitôt entrés, le frappèrent, eux seuls pouvaient le dire. Ils n'ont pas manqué d'arranger la scène et de rejeter sur l'obstination de leur victime la responsabilité de l'assassinat; mais leur franchise est peut-être suspecte. C'était depuis Pierre le Grand, dans le court espace de soixante-quinze ans, le troisième souverain qui périssait de mort violente.

Alexandre, son fils aîné, lui succéda. Les larmes que versa ce prince, les convulsions qui le secouèrent quand il apprit le tragique dénouement, quelques paroles entrecoupées qu'il

balbutia comme pour écarter une couronne sanglante, ont permis de croire que, s'il avait connu certainement, et peut-être encouragé le complot, du moins n'avait-il pas prévu que la résolution des conspirateurs dût aller jusqu'à l'assassinat. C'est alors que Nikitisch Mouraviev, chargé d'enseigner à l'impérial élève l'histoire de Russie, se serait bien mal acquitté de sa tâche. Un médecin fit l'ouverture du cadavre et trouva des termes de l'art qui ramenaient la mort de Paul à des causes naturelles. Ce fut d'ailleurs une explosion de joie dans tout l'empire quand la nouvelle se répandit, on s'embrassa dans les rues de Saint-Pétersbourg : le cauchemar était dissipé. On pouvait désormais se dispenser de poudre et porter le chapeau rond sans encourir la disgrâce du prince et risquer l'exil en Sibérie.

Le nouveau souverain entrait dans sa vingt-quatrième année. Son éducation et celle de son frère Constantin avaient été dirigées par l'impératrice Catherine, qui, de sa propre main, avait voulu tracer le programme de leurs études. S'il en faut croire un récent historien d'Alexandre, la « philosophie russe » y faisait figure à côté de la botanique. Un Suisse, le colonel César Laharpe, les instruisit dans la langue et la littérature françaises. Fort honnête homme, nourri aux idées de philanthropie sentimentale du siècle, d'ailleurs aussi peu capable de corrompre un prince que de former un fils aîné de tsar au métier d'autocrate, ses leçons ou plutôt ses conversations et ses confidences développèrent chez Alexandre un goût naturel pour le chimérique, et cette hypocrisie naïve du sentiment dont le successeur de Paul allait donner sur le trône un si singulier modèle.

Heureusement les circonstances lui rendaient la tâche facile. Pendant près de cinq ans, Paul avait fait peser sur toute la Russie la plus dure de toutes les tyrannies, celle qui n'a de règles que la diversité des fantaisies d'un malade et les crises d'un tempérament mal réglé : son successeur

n'avait qu'à le faire oublier. La jeunesse, la grâce de la personne, toutes les séductions du désir de plaire et de l'inexpérience qui s'avoue, cet art savant de « s'abaisser sans se dégrader, » quelque amour du travail, quelque passion du bien, il n'en fallut pas davantage pour que le murmure harmonieux des éloges de cour s'élevât autour d'Alexandre, et que lui-même, comparant ses intentions à la conduite de son père et de son aïeule, pût se croire, selon le mot qui devait lui échapper un jour, un accident heureux sur le trône de Russie. Sa générosité s'étendit jusqu'aux assassins de son père : quelques comparses, dit-on, furent exilés en Sibérie, mais ni les Zoubov, ni Bennigsen ne furent seulement inquiétés; et si le comte Pahlen dut bientôt quitter Saint-Pétersbourg, ce ne fut que pour avoir voulu s'attribuer une influence prépondérante, et surtout pour avoir promptement rendu trop lourd au jeune empereur le fardeau de la reconnaissance. Aussi bien, comme on avait vu les favoris de Catherine céder la place aux favoris de Paul, Kutaïssov, Rostopchine, Pahlen lui-même, était-ce à ceux-ci de disparaître et de laisser arriver les favoris d'Alexandre.

Trois de ces derniers, plus particulièrement, se partageaient alors la confiance et la plus secrète intimité de l'empereur, formant à ses côtés une sorte de « *triumvirat* » — c'est le nom qu'ils ont gardé dans l'histoire — et surnommés à la cour le « *Comité de salut public* ». C'était le comte Paul Strogonov, d'une famille où l'on aimait la France, lui-même admirateur passionné de Mirabeau ; — le comte de Novosiltsov, tout récemment revenu d'Angleterre où quatre ans durant, sur les conseils d'Alexandre, il avait étudié cette constitution célèbre, dont le mérite original est de ne pas être une constitution ; enfin un Polonais, de race royale, le prince Adam Georges Czartoryski, réclamé naguère par Catherine, au lendemain du désastre de Macejowice, comme otage de la résignation de la Pologne, et qui, dans la générosité na-

turelle d'Alexandre, dans l'abandon de ses confidences de jeune homme et dans la séduction de ses caresses avait cru voir un gage de reconstitution de la patrie démembrée. Venaient à quelque distance, déjà plus mûrs et moins familiers, le comte Kotchoubey, le prince Alexandre Galitzin, enfin, plus loin encore de la personne du tsar, un homme dont le nom, jusqu'alors inconnu, était destiné à devenir un jour tristement célèbre en Russie, l'obscur et redoutable Araktchéiev, un de ces « *instruments de règne* », exécuteurs impassibles des volontés du maître, et qui semblent mettre un orgueil d'esclave à couvrir un souverain de leur impopularité. Jadis l'un des favoris de Paul, il devait l'être d'Alexandre encore. On ne se prive pas aisément d'un dévouement si complet.

Diverses mesures signalèrent les commencements du règne. Les unes, comme la liberté rendue aux prisonniers d'État, la remise faite aux débiteurs du Trésor des dettes inférieures à une somme déterminée (1000 roubles), le droit concédé aux paysans de la couronne de faire du bois dans les forêts du domaine, n'étaient guère que de ces mesures par lesquelles un souverain célèbre son avènement. D'autres au contraire, la restitution à la noblesse de ses droits provinciaux, la confirmation des municipalités dans leurs privilèges, le droit reconnu pour la première fois aux marchands et même aux paysans d'acheter et de posséder la terre, la libre exportation des produits de l'agriculture ou de l'industrie russe, le relâchement de l'excessive rigueur des lois sur la censure des journaux et des livres, pouvaient et devaient avoir une portée plus lointaine. Les plus importantes n'allèrent à rien moins qu'à la réforme totale d'un système d'administration séculaire.

En droit, depuis 1716, l'expédition des affaires était aux mains de conseils ou collèges qui, composés chacun de trois ou quatre personnes, décidaient à l'unanimité des voix, sauf

recours, en cas de division, à une instance supérieure. Quelques historiens ont indiqué là un ressouvenir des antiques institutions de la Russie. C'était plutôt une imitation de ce que Pierre le Grand avait pu voir en France, quand au lendemain de la mort de Louis XIV, le régent, duc d'Orléans, avait remplacé par des conseils les ministres du feu roi. En fait, mis à part les deux collèges de la marine et de la guerre, deux hauts fonctionnaires, le procureur général du Sénat et le président du collège des affaires étrangères sous le titre de chancelier ou de vice-chancelier, exerçaient, sauf toujours le bon plaisir du tsar, la réalité du pouvoir. Alexandre remplaça les collèges par les ministères. Huit départements furent donc créés, mais les titulaires, pour la plupart, choisis de telle sorte qu'on vit bien clairement qu'ils restaient de simples commis chargés de la centralisation du travail. Non seulement en effet l'empereur se réservait de travailler avec chacun d'eux en particulier, mais encore il leur adjoignit les membres du comité, seuls vrais conseillers de ses résolutions et seuls dépositaires de sa pensée secrète. C'est ainsi que le poète Derjavine, ministre de la justice, eut pour collaborateur le comte de Novosiltsov; — auprès du ministre des affaires étrangères, comte Voronzov, on plaça le prince Czartoryski; — le maître d'histoire du tsar, Nikitisch Mouraviev, aida de ses conseils le cosaque Savadovski dont on fit un ministre de l'instruction publique. Il n'y eut d'exception que pour les ministres spéciaux et pour le ministère de l'intérieur que se partagèrent les comtes Strogonov et Kotchoubey.

Un peu plus tard on étendit les attributions du Sénat. Il avait déjà hérité des affaires pendantes à la chancellerie secrète, momentanément supprimée dès le mois d'avril 1801. On lui accorda de plus un droit de contrôle et de remontrance, non seulement sur les actes des ministres, mais jusque sur les ukazes impériaux. Il voulut en user, et fit mine à quelque temps de là d'arrêter au passage un ukaze qui prolongeait la

durée du service des jeunes gens de famille noble dans les grades inférieurs. L'empereur ne tint compte de la remontrance, manifesta son mécontentement et trouva ce biais admirable que le droit de contrôle ne pouvait porter que sur les ukazes passés, nullement sur les ukazes présents ou à venir. Toujours cette même comédie qu'avait jouée Catherine : sous un masque de libéralisme, l'omnipotence d'un seul. On supprime la chancellerie secrète, c'est le don de joyeux avènement ; — mais pour la rétablir aussitôt, c'est la nécessité d'État. Seulement Alexandre était dupe de soi-même, et comme les acteurs qui débutent, il prenait le mensonge de son rôle pour la réalité de la vie. C'est l'originalité de ce caractère et de ce génie « *demi-grec*, » selon le mot de Châteaubriand, qu'on ne puisse ni suspecter la franchise, la pureté même de ses intentions, ni comprendre le désaccord flagrant et perpétuel de ses intentions et de ses actes. Il y a là quelque chose d'oriental qui échappe à nos façons ordinaires de définir et de juger.

Faut-il ajouter — comme une de ces leçons morales qui ressortent de l'histoire de Russie tout entière — que ces superbes autocrates, si puissants pour le mal, ont les mains liées pour le bien. L'histoire des tentatives pour l'émancipation des serfs, depuis ce jour de 1597 où Boris-Godounov attacha le paysan russe à la glèbe, et des obstacles qu'elles ont rencontrés, — dans la nature des choses autant que dans l'opposition de la noblesse et dans l'hostilité de la bureaucratie, — en serait une preuve éloquente. C'était encore un des rêves de la jeunesse d'Alexandre que l'émancipation des serfs, un de ces rêves confus du temps où l'héritier du trône de toutes les Russies croyait pouvoir prendre « le plus vif intérêt à la Révolution française ». Au moins lui doit-on cette justice qu'il fut le premier à sentir l'importance et l'intérêt de la question pour l'avenir même de la Russie. A la vérité, son père avait déjà déclaré par un ukaze que

les seigneurs n'auraient pas le droit désormais d'exiger de leurs serfs plus de trois journées de travail par semaine; puis il en était resté là. Alexandre mit un terme à ces avilissantes distributions d'âmes, récompense accoutumée des services rendus à l'État. Plus tard encore il adoucit la condition des serfs du domaine et même assigna pour leur rachat une somme annuelle d'un million de roubles; mais cette mesure, paraîtrait-il, ne reçut pas d'exécution. Il n'y voyait cependant qu'un acheminement à des résolutions plus larges, plus généreuses, plus radicales.

En 1803, un grand seigneur disgracié, le comte Serge Romanzov, pour faire sa cour et rentrer en faveur, sollicita du tsar l'autorisation d'affranchir un certain nombre de paysans. Le tsar lui répondit par l'ukaze du 4 mars « *sur les cultivateurs libres* » qui portait « que tout seigneur pourrait concéder à ses paysans, moyennant redevance ou toute autre convention spéciale, pour les cultiver à titre de travailleurs libres, les terres qu'ils occupaient comme serfs ». Malheureusement, une clause additionnelle introduite par les bureaux lia pour ainsi dire l'émancipation des serfs à la ruine de la noblesse, en stipulant que les terres concédées devraient l'être en toute propriété, et frappa d'inefficacité la bonne volonté du tsar. Deux ou trois personnes en tout répondirent à l'appel d'en haut. Les paysans eux-mêmes, tremblant devant l'avenir, devant la perspective de l'impôt, habitués à compter sur le maître et comme à recevoir leur nourriture de sa main, témoignèrent plus d'effroi que de désir de la liberté. Quant au comte Serge Romanzov, il émancipa cent quatre-vingt-dix-neuf âmes, et mérita que Rostoptchine résumât brièvement la moralité de l'aventure en ces termes : « Romanzov se flattait de rentrer pour la quatrième fois au service et d'attraper deux aunes de cordon bleu. Le pauvre homme, il se contentera d'une tabatière. » Sur d'autres points pourtant, à quelques années de là, dans les provinces baltiques, 1804-1809, la tentative devait mieux

réussir; mais il n'était réservé qu'à l'empereur Alexandre II d'achever de notre temps l'œuvre alors prématurément entreprise.

Il convient de ne pas oublier quelques actes encore qui signalèrent le règne commençant, — la fondation d'Odessa, de sérieux efforts pour achever d'ouvrir la Chine au commerce russe — le voyage de Krusenstern autour du monde, enfin, dans un autre ordre d'idées, une première ébauche d'organisation de l'instruction publique. L'université de Dorpat fut réorganisée, 1802; — l'université de Vilna placée sous la direction du prince Czartoryski; — deux universités nouvelles fondées l'une à Karkov, l'autre à Kazan, 1804; — des gymnases placés au chef-lieu de chaque gouvernement; — des *instituts pédagogiques* à Saint-Pétersbourg et Moscou; — de nombreuses écoles élémentaires un peu partout. Selon l'usage russe, il en resta d'ailleurs beaucoup sur le papier, à l'état de projet; même les universités de Karkov et de Kazan, fondées en 1804, ne furent inaugurées qu'en 1814 : les préoccupations de la politique extérieure allaient promptement détourner Alexandre de ses soucis réformateurs.

## II

La Russie est certainement dans l'histoire l'exemple unique d'un peuple passé sans transition de toute la faiblesse de l'enfance à toute la force de la maturité, d'un empire brusquement tiré de l'ombre pour apparaître au plein jour de la politique européenne. La vigueur du génie et l'énergie de volonté d'un seul homme suffisent à expliquer cette précoce influence de l'État russe. Sans doute Pierre le Grand n'a pas créé la Russie : comme tous les fondateurs d'empire il n'a fait que dégager et relier en faisceau des éléments jusqu'alors épars de prospérité, de puissance, de grandeur; mais surtout il a

le premier reconnu les conditions du développement politique de la Russie, et, pour ainsi dire, entamé par tous les points à la fois l'œuvre que ses successeurs n'ont pas encore achevée.

Tandis que toute l'Europe marchait à travers les épreuves du moyen-âge à la conquête de la civilisation moderne, la Russie, courbée quatre siècles durant sous le joug du Tartare asiatique, était peut-être plus inconnue de l'occident au XIVe qu'au Xe siècle de l'ère chrétienne. Pierre le Grand comprit, en jetant un coup d'œil sur son vaste empire, que pour l'avenir de la Russie il fallait lui faire sa place dans le système des États européens ; il y travailla trente ans. La Russie était comme coupée de ses communications européennes : au nord la Suède était maîtresse de la Baltique et par la Baltique de la mer du Nord ; au sud, la Turquie, redoutable encore, était maîtresse de la mer Noire, et par la mer Noire de la Méditerranée; du nord au sud, de Dantzig au Danube, s'étendait la Pologne comme un grand corps sur lequel il fallait passer pour atteindre l'Europe. Déposséder la Suède, affaiblir la Turquie, conquérir le passage à travers la Pologne, la politique de Pierre le Grand est résumée là tout entière. Par le traité de Nystadt, Pierre avait substitué dans le nord, la prépondérance russe à la prépondérance suédoise. Par les traités de Kaïnardji (1774) et d'Yassy (1791), Catherine avait substitué la domination russe de la mer Noire à la domination turque; et de Pierre à Catherine, Pierre d'abord, Anne, Elisabeth, Catherine, avaient dirigé contre la Pologne cette politique de désorganisation lente qui venait d'aboutir aux traités de partage. Il ne restait plus qu'à intervenir dans les affaires de l'Europe occidentale : coup sur coup, la guerre d'Amérique et l'explosion de la Révolution française en offrirent l'occasion.

A la vérité, Catherine, tout en paraissant s'associer à la haine des souverains du nord contre la France nouvelle, et tout en faisant don au comte d'Artois de cette épée fameuse que le futur Charles X s'empressait d'aller vendre à Londres,

avait eu soin de ne pas engager la Russie dans la lutte. Elle y gagna de pouvoir procéder paisiblement aux derniers partages de la Pologne, à la faveur des intérêts contraires qui tantôt poussaient la Prusse et l'Autriche sur la France, et tantôt les ramenaient précipitamment sur la Vistule où s'achevait la curée. Paul, tranquille de ce côté, avait fait un pr encore : la Russie, sous son règne, commença d'intervenir dans les affaires de l'Europe méridionale. Sous son influence, la République des Sept-Iles s'était créée et organisée; l'ordre de Malte dépossédé s'était donné Paul lui-même pour grand maître; enfin c'était à Saint-Pétersbourg qu'au lendemain de Hohenlinden, la reine Caroline de Naples était venue demander aide et protection contre la République française. Il ne manquait plus à la Russie qu'une flotte pour pouvoir se flatter de l'espérance de prendre un jour l'empire ottoman à revers. Ce fut sur ces entrefaites que la mort du tsar vint remettre la politique russe en question.

De quel côté le nouvel empereur allait-il se tourner? Dans son manifeste d'avènement, passant le règne de son père sous silence, il avait déclaré « son intention de gouverner selon les lois et dans l'esprit de son aïeule de glorieuse mémoire, l'Impératrice Catherine II. » Était-ce une promesse de resserrer la ligue des neutres et de revendiquer contre l'Angleterre les principes du droit maritime? On sut promptement à quoi s'en tenir. Le 20 avril, moins d'un mois après son avènement, au nom même des neutres, Alexandre faisait proposer à l'amiral Parker un armistice aussitôt consenti; le 18 mai, il levait l'embargo mis par Paul sur les navires anglais; le 17 juin, il signait une convention célèbre qui n'était rien moins que l'abandon formel de tous principes protecteurs du droit des neutres, la fin de la ligue du nord, et la souveraineté des mers rendue à l'Angleterre.

L'émotion fut vive à Saint-Pétersbourg où l'opinion publique avait adopté la nouvelle politique du tsar Paul, jusque-là

que le partage de l'Europe de concert avec la France était devenu le mot d'ordre du parti des Vieux-Russes. Il fallut que le tsar publiât un manifeste où il protestait hautement de ses intentions pacifiques et de sa résolution arrêtée « de ne prendre les armes que dans l'intérêt de ses sujets. »

En même temps, il renouait avec l'Autriche les relations brusquement interrompues par Paul. Dès les premiers jours de son règne, il chargeait le conseiller privé Mouraviev Apostol d'une mission à Vienne pour sonder le terrain. Quelques mois plus tard, sur la demande expresse de l'empereur François, le comte Rasoumovski y arrivait comme ambassadeur. Les instructions rédigées de la main du tsar contenaient ce curieux passage que la cour de Vienne pouvait considérer comme un engagement : « Une des bases de mon système politique sera toujours de concourir de tous mes moyens à la conservation de l'empire ottoman dont la faiblesse et la mauvaise administration sont des gages précieux de sécurité. » Elles se résumaient à cette conclusion qu'une alliance intime avec l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre était *extrêmement désirable* pour le maintien de la paix de l'Europe.

Mais à ce moment, la paix de l'Europe exigeait une entente avec la France qui venait d'enchaîner la Prusse à sa fortune, de contraindre l'Autriche à la paix de Lunéville et d'ouvrir les conférences de Londres, préliminaires du traité d'Amiens. Aussi, non content d'accueillir l'ambassadeur anglais, lord Saint-Helens et l'envoyé français, Duroc [1], avec le même empressement officiel, Alexandre avait envoyé à Paris M. de Markov reprendre les négociations entamées par M. de

1. Il est amusant de rapprocher du passage que nous avons cité plus haut ce passage des instructions du premier Consul à Duroc : « Vous parlerez de Catherine comme d'une princesse qui avait bien prévu la chute de l'empire turc et qui avait bien senti qu'il n'y aurait de sécurité pour le commerce russe que lorsqu'il se ferait par le midi. » — Correspondance de Napoléon.

Kolychev. Elles aboutirent à la conclusion d'un traité de paix (8 octobre 1801) qui, dans une convention secrète signée trois jours plus tard, reconnut le droit d'intervention de la Russie dans le règlement de toutes les affaires européennes.

Enfin, dès l'année suivante, Alexandre formait avec la Prusse ou plutôt avec la reine Louise et le roi Frédéric-Guillaume cette étroite et chevaleresque intimité de Memel dont les obligations par la suite gênèrent si souvent la liberté de la politique russe. Plus clairvoyants, quelques-uns des conseillers d'Alexandre essayèrent bien de mettre le souverain en garde contre les entraînements de l'homme et contre le danger de subordonner les intérêts de l'Empire à ses sympathies et à ses affections personnelles; il ne les écouta que d'une oreille distraite.

Une amitié royale n'était pas pour effrayer ce prince nourri de hauts sentiments, plein de l'idée de sa puissance et de la force qu'il pouvait engager dans les conflits européens. La situation géographique de son empire lui assurait le libre choix de ses alliances et du moment favorable pour agir; ses ressources lui garantissaient le succès de ses entreprises; et ses confidents jeunes, impatients d'entrer dans l'histoire, rêvaient pour lui la domination de l'Europe. Ambitieux du premier rôle sur le continent, sans vouloir se tenir à la suite de personne, il avait su par ses premières négociations mettre la Russie en avant, comme une puissance en éveil, toute prête à l'action.

Le premier consul ne s'y trompa nullement : il chercha à faire la part de cette ambition. Le traité de paix portait que la France et la Russie régleraient d'un commun accord les indemnités à répartir entre les princes allemands dépossédés de la rive gauche du Rhin et agiraient de concert pour consolider la paix générale, et « rétablir un juste équilibre dans les différentes parties du monde. » Alexandre gagné, favorisa de tout son pouvoir l'agrandissement des maisons de Bavière,

de Wurtemberg et de Bade, alliées à sa famille, laissa le roi de Prusse, son ami, s'arrondir de 400,000 âmes et 500,000 florins de revenu de plus qu'il n'avait perdu sur le Rhin et alla jusqu'à parler à l'Autriche d'une alliance française pour la contraindre à subir la loi de la force. Toutefois les caresses et les lourdes flatteries de Bonaparte, ne lui permirent pas de longues illusions ; il comprit que tout avait été réglé sans sa participation réelle, et son rôle d'apparat ne l'empêcha pas de sentir la main de fer qui venait de remanier l'Europe.

Aussi, à la première apparence d'une rupture de la paix, Alexandre se rejeta du côté des ennemis de la France. Cette attitude répondait bien plus aux sentiments et aux passions de l'aristocratie russe révoltée d'un rapprochement avec la France de la Révolution. « Si le tsar a sa volonté, la nation russe a aussi la sienne », disait ouvertement M. de Markov, ambassadeur malgré lui à Paris. Et par sa hauteur provocante, il prenait comme à tâche d'aigrir les rapports entre sa cour et le premier consul, « le jacobinisme incarné dans un seul homme et armé de tous les instruments révolutionnaires. » M. de Markov tomba en disgrâce, il est vrai; mais les violences de Bonaparte contre les affidés russes à l'étranger ne laissèrent plus de place au cœur du tsar que pour le ressentiment des injures faites à sa puissance. On eut beau le choisir comme arbitre entre la France et l'Angleterre; sa partialité voulue rendit inutile cette intervention diplomatique. Déjà il cherchait à reformer la troisième coalition.

L'exécution du duc d'Enghien vint donner une nouvelle force à ses instances auprès de la Prusse et de l'Autriche. Des notes menaçantes à Paris comme à Ratisbonne « sur cette violation du droit des gens dont on ne pouvait prévoir les conséquences », indiquaient sa résolution d'aller de l'avant. L'audace de Napoléon, « ce Corse, qui mettait d'une main hardie sur sa tête la couronne de Charlemagne » fut comme un aiguillon de plus à la fierté des Romanov pour lui cher-

cher des ennemis. Dès le mois d'août, le chargé d'affaires de Russie quittait Paris au refus d'un ultimatum inacceptable; et le 6 novembre 1804, un traité secret d'alliance défensive unissait l'Autriche à la Russie pour s'opposer aux envahissements menaçants de l'Empire français. Enfin M. de Novosiltsov, « le grand homme du triumvirat » portait à Londres un plan de reconstitution de l'Europe, première esquisse des traités de 1815; et Pitt, sans escompter l'avenir, signait un traité d'alliance et de subsides, acceptait la mention de longs remaniements en Europe et « la nécessité de réunir un congrès général qui poserait sur des bases précises, les prescriptions du droit des gens. »

L'incorporation de Gênes à l'Empire français mit un terme aux dernières tentatives de rapprochement. Mais la guerre ne répondit pas aux espérances du tsar. Son armée avait à peine atteint le territoire autrichien qu'elle était contrainte de reculer devant Napoléon maître de Vienne; et que l'Empereur François, fugitif, venait chercher un refuge au milieu d'elle. Alexandre se promettait bien de le venger : la présence de Kutusov à la tête de l'armée, l'énergie du soldat russe, l'enthousiasme d'un entourage jeune, infatué de plans militaires et de rêves politiques, tout lui présageait la gloire de modérateur reconnu du continent. Le désenchantement fut cruel : Austerlitz ne laissa d'autre ressource au tsar que de fuir précipitamment jusqu'à Saint-Pétersbourg et à l'orgueil russe de crier à la trahison (2 décembre 1805).

La Russie n'était cependant pas assez étourdie du coup pour oublier ses intérêts. Le traité de Presbourg cédait la Dalmatie à la France, et le sultan Sélim, à la nouvelle d'Austerlitz, se rapprochait de Napoléon et lui reconnaissait le titre de Padischah. Alexandre avait déclaré « qu'il avait assez fait pour les autres; » son intérêt du côté de la Turquie exigeait des garanties contre l'influence française renaissante à Constantinople : il se saisit des bouches du Cattaro.

Il était cependant difficile de continuer seul la guerre contre Napoléon. La Prusse restait bien intacte. Mais, obstiné dans sa neutralité, le roi Frédéric-Guillaume s'était refusé à prendre part à la guerre. La présence des troupes russes à la frontière de Silésie, et la menace d'Alexandre de s'ouvrir de force le passage qu'on lui refusait, n'avaient pu triompher des hésitations du roi : il avait fallu la violation par les Français des territoires d'Anspach et de Baireuth, pour qu'il permît au tsar de marcher au secours de l'Autriche. La présence d'Alexandre à Berlin, la grâce qu'il déploya pour ramener à lui Frédéric-Guillaume, décidèrent enfin l'irrésolution du roi de Prusse, et les deux amis descendirent au tombeau du grand Frédéric, se jurer une éternelle amitié. Mais quand, en vertu du traité de Potsdam (3 novembre 1805), la Prusse voulut porter ses conditions à Napoléon, Austerlitz la condamna à de menteuses félicitations et à une alliance précaire, il est vrai.

La dissolution de l'empire germanique, la création de la Confédération du Rhin, l'influence française établie au cœur de l'Allemagne, c'était là non seulement pour l'Autriche, pour la Prusse, mais encore pour la Russie de nouveaux sujets de craintes. Évidemment si la Russie, depuis près d'un siècle, avait tout fait par la guerre et la diplomatie, par les alliances et les mariages, par la flatterie, par les caresses pour s'avancer et s'enfoncer comme un coin dans le corps germanique, ce n'était pas pour abdiquer ses prétentions devant la France et supporter patiemment que d'un trait de plume Napoléon la dépouillât du fruit de tant d'efforts. Un intérêt plus direct la poussait encore à renouveler la lutte, quand l'envoi du général Sébastiani à Constantinople la menaçait d'une redoutable diversion. Aussi le renouvellement de la coalition entre la Prusse et l'Angleterre offrit à Alexandre l'occasion qu'il cherchait d'effacer l'affront d'Austerlitz. Désavouant les négociations achevées et le traité déjà

conclu avec Napoléon, il écrivit à Frédéric-Guillaume « que l'ami marcherait en personne au secours de l'ami à la tête d'une armée nombreuse et choisie et qu'il mettait de suite à sa disposition 70,000 hommes.» Ils n'eurent pas le temps d'arriver. La journée d'Auerstaedt et d'Iéna (7 octobre 1806) ruina en quelques heures la monarchie prussienne, et dans le court espace d'un mois, la guerre toucha aux bords de la Vistule.

Au moment où Alexandre avait à protéger son empire même, il était déjà engagé contre la Turquie. Une armée de 80,000 hommes sous les ordres du général Michelson était entrée dans les provinces danubiennes. Il en détacha deux divisions seulement et résolut à lutter avec énergie. Il écrivit au roi de Prusse que « doublement lié à lui par la qualité d'allié et par les nœuds de la plus tendre amitié, il n'y avait pas de sacrifice ni d'effort qu'il ne fût prêt à faire pour lui prouver toute l'étendue de son attachement. » En même temps il chargeait Kamenski de marcher contre Napoléon avec Bennigsen et Buxhœvden pour lieutenants et une armée de 90,000 hommes.

C'était bien l'empire russe que défendait cette armée. Car la présence de Napoléon aux frontières surexcitait les espérances des Polonais et ils l'accueillaient déjà comme un libérateur, comme le restaurateur de leur royaume. Napoléon, sans se livrer, les poussait à l'insurrection, disposé à se servir d'eux contre la Russie, incertain encore de sa conduite future. Pour le moment il fallait combattre. Il franchit la Vistule; mais au lieu des coups de foudre d'Austerlitz, d'Iéna, il eut à livrer à Bennigsen une série de combats acharnés, Golymin, Pultusk, Soldau (26 décembre 1806). Bennigsen se retira en proclamant sa victoire. On lui compta sa ténacité et son énergie comme un succès et il succéda à Kamenski, vieux et malade, au commandement en chef. Libre de ses mouvements, il essaya d'un retour offensif sur les cantonnements français. Son attaque échoua; mais il attira l'ennemi à sa suite jusque dans les plaines d'Eylau.

Là se donna le 8 février 1807, une des plus sanglantes batailles du siècle. Malgré les rafales de neige, la charge furieuse des escadrons de Murat et les canons qui les décimaient, les 80,000 hommes de Bennigsen restèrent inébranlables et mirent un moment Napoléon lui-même en péril. Ce ne fut que l'arrivée sur ses ailes des corps de Davoust et de Ney et surtout la constatation de ses pertes qui décidèrent au milieu de la nuit la retraite de Bennigsen. Il ne ramenait que 30,000 hommes. Mais il avait arrêté Napoléon, et montré tout ce que pouvaient la ténacité du soldat russe et la résolution d'un général même contre le génie. Il s'attribua la victoire, quoiqu'il eût cédé le champ de bataille et Napoléon fut si frappé de cette résistance qu'il entama des négociations.

Mais la Russie n'était pas disposée à traiter. La France venait de perdre, à Constantinople, le pacha Sélim, son allié, déposé par les janissaires; la flotte anglaise avait failli se rendre maîtresse de Constantinople; et la résistance d'Eylau semblait de si bon augure que le roi de Prusse et le tsar renouvelant leur alliance à Bartenstein (26 avril 1807) posaient les bases d'un remaniement général de l'Europe.

Soutenu par les Prussiens, Bennigsen avec 120,000 hommes reprit les opérations. Enhardi par son succès si contesté, il marcha à Napoléon. Mais ramené par une manœuvre hardie, il dut battre précipitamment en retraite et accepter à Friedland la bataille avec un fleuve à dos. Il fut complètement défait (14 juin 1807), perdit 20,000 hommes et, poursuivi sans relâche, repassa en toute hâte la Prégel, le Niémen pour chercher un refuge sur le sol russe.

Le tsar n'avait plus, pour renforcer ses troupes que quelques milliers de Kalmouks mal armés. Sans doute, la lutte était encore possible; l'immensité de l'empire suffisait à le protéger et une prudente défensive pouvait user la patience et l'armée de Napoléon. On recommandait déjà à Alexandre la tactique de 1812. Mais les chefs de l'armée et Bennigsen le premier con-

seillaient de traiter. La Prusse était anéantie; l'Autriche n'entendait pas compromettre dans de nouvelles aventures les restes de sa puissance; l'Angleterre avait éveillé l'humeur du tsar en refusant un emprunt à la Russie, en rejetant toute idée d'envoi de troupes dans le Nord. Par-dessus tout, Napoléon, maître de la Pologne, était à la porte de la Lithuanie; il n'avait qu'un mot à dire pour provoquer de redoutables mouvements dans cette province et ramener peut-être la Russie de quarante ans en arrière. Enfin le désir était né dans l'âme mobile d'Alexandre, de voir l'homme extraordinaire porté si haut par la fortune, et alors au comble de sa puissance. Aussi le prince Lobanov, à peine l'armistice signé (22 juin), revenait-il au quartier général de Napoléon à Tilsitt, proposer entre les deux souverains une entrevue qui fut fixée au 25 juin.

L'entrevue des deux empereurs, après une conversation de deux heures sur un radeau au milieu du Niémen, aboutit à une entente complète. Et dès lors, vivant ensemble, partageant les mêmes plaisirs, la même table, « presque la même chambre », ils réglèrent seuls à la mesure de leurs ambitions et de leurs rêves gigantesques les conditions de ce traité fameux (7 juin 1807). Napoléon « par égard pour Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, et voulant donner une preuve du désir sincère qu'il a d'unir les deux nations par les liens d'une confiance et d'une amitié inaltérables, consentait » à restituer à la Prusse la moitié de ses provinces. Ni l'amitié d'Alexandre, ni la présence de la reine de Prusse n'avaient pu modifier les volontés du vainqueur : les provinces au delà de l'Elbe formaient le royaume de Westphalie; et les provinces polonaises constituaient le grand duché de Varsovie. Bien plus, Alexandre recevait sa part des dépouilles de son ancien allié et, sous prétexte d'établir des frontières naturelles entre la Russie et le grand duché, lui prenait le district de Bialistock, singulière façon de tenir les promesses de Memel, Potsdam, Bartenstein! La remise à la France des

îles ioniennes et des Bouches du Cattaro faisait disparaître ces objets de contestation entre les deux pays.

La transaction la plus importante et la plus menaçante pour l'avenir était contenue dans le traité d'alliance offensive et défensive. La Russie offrait sa médiation auprès de l'Angleterre, la France, la sienne auprès du cabinet ottoman. Dans le cas où la démarche échouerait, la Russie accéderait contre l'Angleterre au blocus continental; et quant à la Turquie, non seulement des troupes et des commissaires russes continueraient d'occuper et d'administrer les provinces danubiennes, mais encore les deux puissances feraient cause commune « et s'entendraient pour soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs ». Enfin la Suède devait être sommée de rompre avec l'Angleterre et en cas de refus, la Russie s'annexait la Finlande.

Jamais le tsar, après les plus grands succès militaires, n'eût pu rêver une fortune plus haute. Vaincu, les conséquences de sa défaite égalaient, surpassaient les résultats des plus belles victoires. Sans doute il avait bien oublié les principes de désintéressement et le respect des droits de l'humanité si hautement proclamés autrefois. Mais quelle tentation! Sans rien donner qu'une promesse conditionnelle de concours, il recevait la Finlande, les provinces danubiennes si convoitées; il tenait ou plutôt il partageait cette prépondérance sur l'Europe qu'il ambitionnait d'exercer; et déjà sans doute il sentait, en face de cet empire d'Occident mal assuré, aux proportions démesurées, aux intérêts contraires, que cette prédominance finirait par lui rester à lui seul.

## III

« Le traité de Tilsitt avait plongé l'Europe dans la stupeur et l'effroi, » dit un historien russe de la campagne de 1812. Et de fait, l'Europe pouvait s'inquiéter de ce partage à deux de l'empire et du monde, et s'étonner de ce revirement du tsar. Elle ne savait pas encore combien Alexandre était « changeant et sa pensée d'une mobilité extraordinaire, » avec quelle soudaineté il passait à des « engagements successifs pour des hommes et des choses que séparaient des différences radicales. » Ce vif détachement, ces retours soudains, marquent le caractère original d'Alexandre ; ils expliquent les variations extrêmes de sa politique et lui donnent comme la mobilité de caprices féminins. « Les systèmes qu'il embrassait ne se heurtaient point chez lui, mais se succédaient, a dit excellemment M. de Metternich. Tout entier à celui qui, dans le moment, avait sa faveur, il arrivait sans s'en apercevoir au système diamétralement opposé, et ne gardait de la conviction dont il était pénétré naguère, d'autre souvenir que celui des obligations qu'elle lui avait fait contracter envers un certain nombre d'individus. »

L'hostilité passionnée d'autrefois contre Napoléon, avait fait place chez lui à un véritable engouement pour sa personne, les préventions contre la France à une alliance « monstrueuse » aux yeux du reste de l'Europe, mais fondée sur l'intérêt bien entendu de la Russie. Ministres et confidents qui avaient jusqu'alors représenté la politique anglaise, MM. de Novosiltsov, Kotchoubey, Strogonov, furent écartés non seulement des grandes affaires, mais aussi de la personne de l'empereur. Des hommes nouveaux, Araktchéiev, l'amiral Tchitchagov, un peu plus tard Spéranski, les remplacèrent dans les conseils et la faveur du maître, et des mains du baron de Budberg le mi-

nistère des affaires étrangères passa dans celles du comte Romanzov, diplomate vieilli dans les traditions du règne de Catherine et dans l'admiration de la France. Ce fut ce dernier qui, rivalisant de grâces et de flatteries avec l'empereur, se chargea d'imposer à la société russe l'envoyé français, le général Savary, dont le nom rappelait le souvenir, encore vivant à Saint-Pétersbourg, de la catastrophe de Vincennes et qu'en vérité Napoléon semblait avoir choisi, comme il fit plus tard M. de Caulaincourt, pour compromettre l'empereur Alexandre.

Au reste, le traité ne resta pas lettre morte. L'Angleterre mise en demeure d'accepter la médiation russe, se contenta de répondre « qu'elle attendait avec la plus vive sollicitude, communication des actes signés à Tilsitt », et par le bombardement de Copenhague (2 septembre 1807) montra qu'elle ne gardait aucune illusion sur « les intentions et les projets médités à son égard. » La Russie riposta par une véritable déclaration de guerre, en proclamant de nouveau les principes de la neutralité armée, et l'engagement de « ne rien rétablir entre la Russie et l'Angleterre, que celle-ci n'eût satisfait le Danemark. »

A cette nouvelle, l'émotion, la colère, furent presque aussi vives à Saint-Pétersbourg qu'à Londres. Depuis 1801, l'opinion s'y était faite anglaise. On n'avait vu dans le traité de Tilsitt qu'une manœuvre diplomatique, un moyen d'arrêter la guerre à la frontière russe. Mais la rupture avec l'Angleterre, la fermeture des ports au commerce dont les profits étaient le plus clair de la fortune russe, prouvèrent que l'alliance française était une réalité. Le mécontentement éclata ; les plaintes, les murmures, étaient soutenus par la réprobation connue de l'impératrice-mère, pour toute connivence avec la France. Des menaces éclatèrent : « on poussa l'oubli des devoirs au point de dire que toute la ligne masculine de la famille régnante devait être proscrite. » En d'autres temps, dans un autre pays, le prince aurait pu mépriser de semblables avertissements ; en Russie il est permis de croire qu'ils ne

laissèrent pas de faire quelque impression sur un fils de Paul Ier. On exagérerait de dire qu'Alexandre y céda; mais certainement le vif désir de justifier Tilsitt par ses conséquences, et de convaincre des avantages de l'alliance française ne fut pas étranger à la hâte qu'il montra de reprendre contre la Suède et la Turquie, les projets traditionnels de la politique russe.

De Tilsitt même, Napoléon avait envoyé à Bucharest le général Guilleminot avec mission d'amener la conclusion d'un armistice. L'armistice signé, le tsar refusa d'en ratifier les conditions et donna à son armée l'ordre de réoccuper les positions qu'elle commençait à peine d'abandonner. Les hostilités toutefois ne reprirent vigoureusement qu'aux premiers jours de 1809, ralenties qu'elles furent par le peu d'empressement de Napoléon à se prêter au partage de l'empire ottoman. Du côté de la Suède, l'entente avec ce puissant allié n'était nullement nécessaire pour conquérir la Finlande, et compléter l'œuvre si hardiment commencée par Pierre le Grand, le jour qu'en pleine terre suédoise il avait jeté les fondements de Saint-Pétersbourg.

La Suède, singulièrement déchue de son ancienne splendeur, était alors gouvernée par Gustave IV, dernier prince du sang de Vasa, parent et beau-frère de l'empereur de Russie. L'esprit peu sain, hanté par les souvenirs de la Bible, il reconnaissait dans Bonaparte « la bête à sept têtes et à dix cornes » de l'Apocalypse, et il s'était fait un devoir d'entrer dans toutes les coalitions formées contre lui. Vers le temps même de la paix de Tilsitt, « ce roi des chevaliers et ce chevalier des rois » n'avait pas craint de renouveler seul les hostilités Aux plaintes de la Russie, Gustave avait répondu sans plus de ménagements, en renvoyant à l'empereur Alexandre le cordon de Saint-André « qu'il ne voulait plus porter depuis que ce prince l'avait donné à Bonaparte. » En dépit des informations de son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, Stedingck,

il renouvelait son traité d'alliance et de subsides avec l'Angleterre; et malgré les détails sur la concentration des Russes aux frontières de Finlande, sur leur marche et leur plan de campagne, le roi emmenait son armée en Norvège. Aussi, quand parut Buxhœvden avec 20,000 hommes que soutenaient 40,000 autres, Helsingfors, Sveaborg, Abo, les îles d'Aland et Gothland tombèrent sans coup férir au pouvoir des Russes, et on ne se fit pas faute de pousser les Finlandais à la défection, en leur offrant deux roubles par fusil et six roubles par cheval. Gustave n'eut d'autre ressource que d'exhaler son indignation dans un manifeste et de faire arrêter, contre le droit des gens, l'ambassadeur de Russie. Il fournit ainsi un prétexte à son ennemi et le 24 mars 1808, une déclaration de Saint-Péterbourg réunit pour toujours la province de Finlande à l'empire russe. Il fallait achever la conquête, et, à en juger par les commencements, l'entreprise paraissait facile.

Cependant la tentation de partager l'empire ottoman irritait l'ambition excitée du tsar. Mais Napoléon détourné par les préoccupations des affaires d'Espagne, ne prêtait qu'une attention distraite aux instances russes. Il semblait qu'il n'eût offert les provinces danubiennes et laissé entrevoir le partage, que comme une amorce trompeuse aux espérances d'Alexandre. Déjà on se plaignait à M. Caulaincourt, devenu le confident circonvenu du tsar, que « Napoléon n'était plus ce qu'il était à Tilsitt, » quand on apprit de Constantinople que la France avait garanti aux Turcs l'impossibilité d'une reprise des hostilités sans son consentement. L'empereur Alexandre s'en montra naturellement fort irrité; ce n'était rien moins que l'abjuration du traité de Tilsitt. D'autre part, en Finlande, les Russes venaient d'être chassés de Bothnie, les Suédois avaient repris les îles d'Aland et de Gothland, et la flotte de l'amiral Kanickov était bloquée dans Port Baltique. L'empereur était mécontent; le comte Romanzov, dans ses notes, dans ses conversations, répétait sous toutes les formes « que la prise de possession des pro-

vinces danubiennes était une condition de la popularité de l'alliance française en Russie. » Il devenait urgent que la France se prononçât. En Prusse, le baron de Stein organisait en silence le soulèvement national, et demandait à la Russie de se déclarer; à Vienne, le comte de Stadion assurait que l'Autriche consentirait volontiers à l'extension de la Russie jusqu'au Danube et, plus aventureux, le comte Merveldt essayait d'amener M. de Romanzov à l'espoir d'un partage de l'empire ottoman « sans avoir à consulter une troisième puissance et surtout une puissance aussi redoutable que la France. » A Constantinople enfin, une nouvelle révolution de palais venait de substituer le sultan Mahmoud au sultan Mustapha; les Serbes, soulevés sous la conduite de Kara George, appelaient à eux les chrétiens de Bosnie, leurs frères du Monténégro. Il semblait qu'une seule victoire dût décider la ruine de l'empire turc.

Avant de prendre parti, le tsar voulut tenter un dernier effort et convint pour l'automne d'une seconde entrevue avec Napoléon. Erfurth en fut le théâtre magnifiquement orné. Le tsar s'y rendit accompagné de son frère, le grand duc Constantin, du comte Romanzov et du comte Spéranski. Ce fut un renouvellement des fêtes et de l'amitié de Tilsitt. Tout entiers au plaisir de se revoir, les deux amis laissèrent à leurs ministres, Romanzov et Champagny, la tâche ingrate et difficile d'ajuster leurs ambitions rivales. Alexandre avait promis au roi de Prusse d'intercéder pour lui et d'obtenir réduction de la lourde indemnité de guerre que la Prusse venait de s'engager à payer. Pour débarrasser Alexandre « des importunités de gens malheureux qui lui reprochaient leurs malheurs, » Napoléon abaissa de 140 à 120 millions le chiffre de l'indemnité. Par contre, il est vrai, la Russie renonçait à garantir à la Prusse un agrandissement d'au moins 400,000 âmes, au cas d'une réunion du Hanovre au royaume de Westphalie. Les affaires d'Orient furent réglées à la satisfaction du tsar. La

Moldavie, la Valachie, la Finlande, devaient être reconnues comme parties intégrantes de la Russie à la paix générale et le nouvel ordre de choses en Espagne accepté « comme condition absolue de la paix. » En cas de guerre, les deux puissances devaient faire cause commune contre l'Autriche. Quant à l'alliance offensive et défensive contre l'Angleterre, elle fut renouvelée, mais dans les mêmes termes vagues et généraux que jadis à Tilsitt. Il semblait que dès lors on se fût intérieurement avoué qu'on cesserait de s'entendre dès qu'on essaierait de préciser la nature d'une action commune.

Toutefois, les sentiments personnels des deux souverains avaient été ravivés par cette entrevue, et quand ils se séparèrent, ils étaient chacun sous le charme d'une amitié sincère, née d'un entraînement réciproque et que n'avait pu encore altérer le conflit de leurs politiques.

## IV

La sécurité que l'alliance de Napoléon donnait à la Russie pour la poursuite de ses projets sur la Turquie et la Finlande laissait au tsar le plaisir d'écouter les plans de réforme intérieure conçus par ses nouveaux confidents. En même temps qu'il se liait à la politique française, il trouvait comme un écho de ses sympathies du moment dans les idées toutes pleines de l'admiration de la France du plus goûté et du plus entreprenant de ses conseillers, le comte Spéranski.

Fils d'un simple pope de village, Michel Gramatine avait dû à sa gentillesse d'enfant précoce, à la vivacité de son intelligence, le surnom de Spéranski décerné par ses maîtres du séminaire de Saint-Vladimir. Mais en dépit de la gloire que l'Église orthodoxe se promettait de son brillant élève, un puissant protecteur, le prince Kourakine, gagné par cette

réputation naissante, le lui avait enlevé de haute lutte pour se l'attacher d'abord comme secrétaire. Procureur général du sénat, le prince le plaça, le poussa plus tard dans les bureaux, mettant à toute épreuve son zèle infatigable, une rare érudition de jurisconsulte, du reste un ardent amour du bien public. C'est dans cette situation que Spéranski fut distingué par la faveur du tsar. Sa personne plut à Alexandre, sa gravité, sa franchise, mais sans doute et surtout un reste de mysticisme qu'il avait gardé comme un témoignage de son éducation religieuse. Le goût du tsar grandissant de jour en jour, Spéranski sous les titres mal définis de Secrétaire du conseil de l'Empire et plus tard de Secrétaire de l'Empire eut bientôt la haute main sur toute l'administration, et de 1808 à 1812 il put au gré de son inspiration toucher à tout, administration, justice, finances, instruction publique, soutenu qu'il était par la confiance du maître.

Choisi tout d'abord pour ses connaissances juridiques et pour débrouiller « le chaos des ukazes », il forma le projet de suivre comme modèle dans sa codification des lois russes le code Napoléon. Mais il portait en lui de plus vastes idées. Avec une foi robuste, on peut même dire naïve dans la toute puissance des règlements écrits sur le papier et dans l'omnipotence de la forme « il rêvait de calquer à la vitre » sur la Constitution de l'an VIII, celle qu'il destinait à la Russie. Et cependant c'était lui qui disait si justement : « Je ne trouve en Russie que deux classes, les esclaves de l'autocrate, et les esclaves des propriétaires fonciers. » Après tout, n'était-ce pas là une illusion bien excusable chez le confident d'un souverain absolu mais élève du républicain Laharpe, d'un souverain qui ne cessa de rêver institutions libérales et constitutionnelles et demandait sérieusement en 1814 à un politique éminent de l'Angleterre « de lui soumettre un projet sur la création d'une opposition en Russie? »

Tout aussi chimérique était le programme que voulait

exiger Spéranski des fonctionnaires; et s'il avait raison de demander une instruction réelle pour être admis au gouvernement de l'Empire, il compromit son idée même en étendant à l'infini la liste des connaissances qu'il prétendait imposer. Il vit plus juste s'il eut réellement la pensée d'émanciper les serfs et on peut juger de quels sentiments il était animé par ces paroles d'une violence toute révolutionnaire : « Je ne parle pas, disait-il dans un mémoire à l'Empereur, des relations des paysans avec leurs propriétaires, c'est-à-dire des relations de millions d'hommes composant la partie la plus utile de la population avec quelques poignées de fainéants qui se sont approprié, Dieu sait comment et pourquoi, tous les privilèges et tous les droits. » Mais il n'osa pas s'abandonner à cette tentative. Au fond l'œuvre de Spéranski fut peu de chose. Avec les idées d'un réformateur, il n'en avait ni le tempérament, ni la décision. Aussi vaut-il plus par les intentions que par les actes et c'est à peine s'il a laissé quelques traces de son passage au pouvoir : l'application du règlement de 1802 sur l'organisation des ministères, demeuré jusqu'alors à peu près à l'état de lettre morte; la création du Conseil de l'Empire sur le modèle du Conseil d'état français; une tentative de réorganisation du Sénat qu'il essaya sans grand succès de dépouiller de ses attributions administratives et de réduire aux attributions purement judiciaires; l'institution du ministère de la police et d'un ministère du contrôle, sorte de dédoublement du ministère des finances; enfin un recueil de lois qui ne fut achevé que de longues années plus tard : c'est là tout ce qui demeure de toute son activité.

Il faut cependant lui tenir compte des difficultés de sa tâche. Pour réussir, pour s'imposer il ne pouvait se faire un appui que de la volonté mobile du tsar. Tant qu'Alexandre suivait sa politique française, Spéranski pouvait l'entretenir de projets de constitution et de réformes, sûr de trouver au

moins un auditeur complaisant. Agir était plus périlleux et ses plans soulevaient une opposition formidable. Ce n'était pas seulement celle des gens de cour passionnément hostiles à l'alliance française et qu'irritaient l'admiration hautement avouée de Spéranski pour la France et sa liaison avec l'ambassadeur de Napoléon. Sa politique intérieure ralliait contre lui le parti des Vieux-Russes.

Cette opposition sourde et tenace contre les usages et les mœurs étrangères datait de Pierre le Grand. Persistante et obstinée sous les règnes brillants de Pierre et de Catherine, elle venait de prendre, pour ainsi dire, conscience d'elle-même avec le grand historien Karamzine; et déchaînée de nouveau par les malheurs d'Austerlitz et de Friedland, elle élevait la voix contre les importations étrangères de Spéranski. Au nom de l'histoire qu'il avait si éloquemment racontée, Karamzine proscrivait le ministre réformateur et ses rêves constitutionnels : « C'est le pouvoir absolu qui a fondé et ressuscité la Russie, c'est pour s'être éloignée de ce principe fondamental qu'elle a failli périr. » Ailleurs, il attaquait cette imitation de l'étranger funeste, à son avis, au caractère et à la force de la nation russe : « La passion de Pierre Ier pour les usages étrangers, pour toutes les choses qui venaient du dehors dépassa les bornes de la sagesse... Depuis Pierre, les Russes ne devaient trouver leur honneur et leur dignité que dans l'imitation de l'Europe. Nous sommes devenus cosmopolites et par bien des côtés nous avons cessé d'être Russes. » C'était sur un tout autre ton et avec une âpreté de sectaires que déclamaient d'autres écrivains et toute leur fureur nationale était tournée alors contre les Français : « Quel peuple, grand Dieu! que ces Français, s'écriait en 1807 le comte Rostopchine; ils ne valent pas un centime. Le malheur est que notre jeunesse lit Faublas et ne lit pas l'histoire; autrement elle aurait vu que dans chaque tête française, il y a un moulin à vent, un hôpital et une maison de fous. » D'ailleurs

ce déchaînement contre la France est général. « La littérature de cette époque a un caractère anti-français très prononcé : les tragédies nationales de Krioukovski et Ozérov, les odes patriotiques de Joukovski, les comédies et les fables mêmes de l'*oncle* Krylov, les productions de la presse périodique, représentée par les Glinka, les Gretch, les Batiouchkov, les Chichkov, tout respire la haine de Napoléon, l'aversion pour cette France nouvelle que les Russes habitués à admirer, à imiter l'ancienne France de Versailles regardaient avec les yeux de nos émigrés [1]. » Les complications de la politique extérieure, la rupture de l'entente avec Napoléon donnèrent une importance nouvelle à ces voix haineuses aux approches de 1812.

Spéranski ne put résister, il devait tomber au premier éloignement du tsar pour la France. Mandé subitement au palais, un soir de février 1812, il ne sortit d'un long entretien avec Alexandre que pour monter dans une voiture qui le conduisit à Perm, son lieu d'exil. On le trouva sans doute trop près de Saint-Pétersbourg et quelques mois plus tard il reçut l'ordre de poursuivre jusqu'en Sibérie.

Le moment n'était plus aux réformes quand tout menait à un conflit armé avec Napoléon. Depuis Erfurth, en effet, l'alliance française avait donné à la Russie tout ce qu'on en pouvait attendre, et maintenant qu'elle avait porté ses fruits, elle ne laissait plus sentir que l'intraitable esprit de domination de Napoléon, et une insupportable gêne pour la Russie entraînée dans une voie qui n'était pas la sienne.

En Suède, les armes russes avaient aisément réparé leur défaite. Bientôt même une révolution militaire avait renversé Gustave IV, et couronné son oncle, le vieux duc de Sudermanie, sous le nom de Charles XIII. Le premier acte du nouveau prince avait été de proposer la paix, en consentant à la cession

1. Rambaud. — *Histoire de Russie.*

de la Finlande. Mais la Russie exigeait encore celle des îles Aland. Si la sagesse du nouveau roi conseillait l'abandon de la Finlande, l'orgueil national ne se résignait pas à laisser les Russes menacer Stockholm de plus près que jamais la Suède n'avait menacé Saint-Pétersbourg. Les Suédois reprirent les armes ; mais ils furent vaincus et le traité de Frédérikshamn (17 septembre 1809) reconnut à la Russie tous les territoires qu'elle réclamait et la délivra pour jamais de « l'ennemi géographique ». De ce côté, l'œuvre de Pierre le Grand était achevée.

Le succès n'était pas aussi rapide en Turquie. Les sommations d'Alexandre après Erfurth avaient mis le sultan en demeure d'accepter un véritable démembrement de son empire, sans qu'il eût perdu une bataille, et amené ainsi la reprise des hostilités (mars 1809). Ce ne fut qu'une série d'échecs pour les Russes. Miloradovitch et Issaïev furent battus, l'un à Jourja, l'autre à Klodovo. Le prince Prosorovski lui-même, le général en chef, essuya une sanglante défaite sous les murs de Braïlov en essayant de surprendre la ville par un assaut nocturne. A quelque temps de là, cependant, il franchit le Danube. Mais sa mort, survenue bientôt après, fit passer le commandement aux mains du prince Bagration et du comte Kamenski. Ces généraux « tous deux à la fleur de l'âge et tout rayonnants de la gloire de leurs premiers exploits » ne furent pas plus heureux. Mais de plus graves événements vinrent détourner vers l'Allemagne et la Pologne les inquiétudes du tsar.

La guerre avait éclaté de nouveau entre la France et l'Autriche, et le tsar avait dû mettre au service de son allié un corps de 40,000 hommes. Mais le prince Serge Galitzine qui le commandait, pénétra en Galicie en donnant aux habitants « l'assurance que les intentions de la Russie n'étaient pas hostiles. » L'armée tout entière partageait ces sentiments et ne s'en cachait guère. Aussi les rencontres ne coûtaient aucune

effusion de sang et le prince Gortchakov, qui commandait une division, félicitait de ses succès l'archiduc Ferdinand et lui exprimait l'espoir que « avant qu'il fût longtemps, Autrichiens et Russes marcheraient sous les mêmes drapeaux à la défense de la même cause. » Il n'était nullement, en effet, dans l'intérêt de la Russie que l'Autriche disparût et que tombât la dernière barrière qui la défendait d'une invasion.

Ce qu'on craignait plus encore c'était l'agrandissement du duché de Varsovie, peut-être une reconstitution de la Pologne. Romanzov, inquiet de l'agitation de la Pologne, disait à l'ambassadeur français : « Je vous le déclare, nous sacrifierons jusqu'à notre dernier homme, nous vendrons jusqu'à nos chemises plutôt que de souffrir le rétablissement de la Pologne. » Ces inquiétudes naturelles étaient pour beaucoup dans les ménagements du tsar à l'égard de l'Autriche. Napoléon, au lieu de les apaiser, prit à tâche de les exciter. Bien plus : profitant du désintéressement avec lequel Alexandre « avait remis ses intérêts aux mains de son allié », il partagea la Galicie dans un sens tout opposé à ses désirs. Il augmenta le duché de Varsovie de quatre nouveaux départements et doubla presque sa population en lui accordant 1,600,000 âmes ; mais le district de Tarnopol ne donna à la Russie que 400,000 âmes, et au lieu de céder au tsar qui en avait exprimé le souhait, la ville importante de Brody, il fut expressément stipulé qu'elle serait distraite du lot échu à la Russie.

Ce fut le terme des illusions d'Alexandre ; le charme avait cessé et le souvenir des caresses de Tilsitt et d'Erfurth fut impuissant contre de tels procédés. D'autres griefs s'ajoutèrent. Dans l'entrevue d'Erfurth il avait été question d'un mariage de Napoléon avec une sœur d'Alexandre, mais sans que la conversation engageât l'un des interlocuteurs plus que l'autre. Napoléon revint à l'idée d'une alliance avec une princesse russe, et Alexandre trouva l'occasion favorable pour négocier à la fois le mariage et obtenir des garanties certaines du côté

de la Pologne. L'impératrice-mère manifesta sans déguisement pour ce mariage une répugnance que partageait la nation entière et Caulaincourt ne savait où s'arrêter dans les concessions à faire au tsar. Mais tandis qu'à Saint-Pétersbourg les choses traînaient en longueur, Napoléon obtenait à Vienne une archiduchesse, faisait connaître son choix en Russie et écrivait « qu'il était contraire à la dignité de l'empereur, absurde et même ridicule » de consentir l'engagement qu'avait souscrit M. de Caulaincourt « de supprimer les dénominations de Pologne et de Polonais. »

Alexandre dissimula son ressentiment du mariage autrichien, mais ne s'en montra que plus ferme sur la question polonaise. « La convention telle que je la désire, disait-il, n'ouvre aucune porte à l'ambition de la Russie, elle ne lie les mains qu'à quelques brouillons polonais qui voudraient encore troubler le monde », et il ajouta ces paroles presque menaçantes : « Ce n'est pas moi qui troublerai la paix de l'Europe ; mais si on vient m'attaquer, je me défendrai. » Et il fit retourner la convention à Paris avec ordre de n'admettre désormais aucune modification, soit dans le fond, soit dans la forme. Comme il était à prévoir, Napoléon persista dans son refus et la négociation fut rompue. C'est de ce jour que la guerre apparut en quelque sorte inévitable.

Napoléon trahissait déjà sa pensée de faire du duché de Varsovie une base d'opérations contre la Russie. Tous ses actes semblaient calculés pour reprendre les concessions de Tilsitt et d'Erfurth. A Constantinople il laissait dire qu'il saurait arrêter les victoires des Russes. On parlait de reprendre la Finlande à l'occasion du mariage d'une Bonaparte avec l'héritier de la Suède. Et quand l'élection de Bernadotte fut faite, contre les intentions de Napoléon, on l'a su depuis, la défiance était déjà si prononcée qu'Alexandre y vit une pensée hostile : « Je le vois bien, dit-il, l'empereur Napoléon veut me placer entre Stockholm et Varsovie. »

Au reste, ce n'était plus des intentions, mais bien des actes décisifs. Dans le cours de l'année 1810, Napoléon poursuivant jusqu'à leurs dernières conséquences les fameux décrets de Berlin et de Milan sur le blocus continental, venait de réunir à l'empire français, la Hollande, les villes hanséatiques, presque toute l'Allemagne du Nord et le duché d'Oldenbourg qui était comme une sorte d'apanage allemand de la couronne de Russie. Le tsar protesta, d'abord en termes vagues et généraux, sous forme de réserve des droits de sa maison, d'ailleurs sans réclamer ni restitution, ni compensation. Mais bientôt après, par l'ukaze du 31 décembre 1810, en arrêtant l'importation des marchandises françaises et permettant l'introduction en Russie sous pavillon neutre des denrées coloniales, il dérogea formellement au blocus continental et porta un coup mortel à l'alliance de Tilsitt. La déplorable situation du commerce russe tari dans sa source depuis la rupture des relations avec l'Angleterre, une dépréciation du papier-monnaie, telle que, d'une année à l'autre, elle rendait impossible toute prévision de la recette et de la dépense, la ruine d'une industrie naissante qui succombait sous la concurrence des produits français, étaient des raisons assez fortes de ce changement de système. La mesure était politique autant qu'économique, le tsar n'hésita pas à le déclarer : « Napoléon, disait-il, avec une amertume de jour en jour moins contenue, Napoléon veut me pousser à bout. Ses exigences n'ont pas de terme et un de ces jours, vous verrez qu'il m'enverra ses clous de girofle comme aux rois de Saxe et de Bavière avec la quittance à payer. Et cette réunion de l'Allemagne du Nord à son empire, que ne nous présage-t-elle pas ! S'il s'agissait d'une douzaine de villes de l'Allemagne méridionale... Mais Hambourg, Brême et Lubeck, notre *Sainte-Trinité*, comme dit Romanzov... Je suis fatigué de ces vexations continuelles, je ne veux plus les souffrir... » Et pour assurer les prescriptions de l'ukaze, il organisa, sous le nom de gardes frontières, une

armée de 90,000 hommes dont les cadres furent empruntés à l'armée régulière. En même temps les restes de l'armée de Finlande étaient rappelés.

Les dernières illusions du tsar étaient enfin dissipées et désormais sans retour.

# CHAPITRE DEUXIÈME

## 1812-1816

I. — Négociations avec l'Autriche, la Prusse et la Suède. — Prise de Bucharest. — Position des armées russes. Les Français passent le Niémen. — Plan de campagne du tsar. — Irritation de l'armée. — Le tsar rentre à Saint-Pétersbourg. — Kutusov nommé généralissime. — Bataille de Borodino. — Incendie de Moscou. — Le tsar refuse de traiter. — Retraite de l'armée française. — Passage de la Bérésina. — L'armée française repasse le Niémen. — Arrivée du tsar à Vilna.

II. — Le tsar entre en Allemagne. — Traité avec la Prusse. — Entrée de l'Autriche dans la coalition. — Bataille de Leipzick. — Campagne de France. — Obstination d'Alexandre. — Entrée à Paris. — Rétablissement des Bourbons. — Voyage du tsar en Europe. — Congrés de Vienne. — Entente entre la Prusse et la Russie. — Le royaume de Pologne rétabli. — M^me^ de Krudner. — La Sainte-Alliance. — Rentrée du tsar en Russie.

### I

La guerre imminente avec Napoléon obligeait Alexandre à rechercher des alliances. Mais ses tentatives auprès de la Prusse et de l'Autriche ne pouvaient aboutir. Frédéric-Guillaume, malgré son amitié pour le tsar, était réduit par sa faiblesse à subir l'alliance française. L'Autriche, inquiète des projets russes sur les principautés danubiennes, ne pouvait être amenée par les concessions même les plus étendues à attirer la guerre sur son territoire; et son état intérieur

comme son intérêt ne lui permettaient qu'une attitude bienveillante en face des avances de Saint-Pétersbourg, et une prudente neutralité qui devait bientôt devenir une alliance effective avec Napoléon. Toutefois, le concours de ces deux puissances, limité à des forces peu nombreuses, n'était pas pour aggraver sérieusement les dangers de la Russie; et les sentiments d'amitié ou les vues politiques échangées au début de la guerre laissaient place à une entente plus intime remise à la décision de l'avenir.

Beaucoup plus grave eût été l'hostilité de la Suède et de la Turquie. La Russie avait assez à faire de résister à toutes les forces que réunissait contre elle Napoléon; s'il fallait se garder encore des attaques venues de Stockholm ou du Danube, c'était presque à désespérer de la défense.

La Suède, semblait-il, devait saisir avec empressement cette occasion de reprendre la Finlande. Mais ce fut le chef-d'œuvre de la diplomatie d'Alexandre que de réussir précisément à tourner l'annexion de cette province suédoise en un gage de réconciliation entre les deux couronnes. Puisque désormais la Russie n'avait rien à désirer du territoire suédois pour la sûreté de sa frontière, la Suède, débarrassée de toute crainte, n'avait-elle pas dans l'avenir tout à gagner de l'alliance russe? La Norvége, d'ailleurs, possession d'un allié de la France, n'était-elle pas une compensation toute trouvée pour la perte de la Finlande. Avec cela quelques flatteries adroites, la perspective d'un grand rôle militaire, politique peut-être; il n'en fallait pas davantage pour gagner le nouvel héritier de Suède, ce Gascon parvenu dont la perspicacité prévoyait dès lors le besoin de mettre sous la protection des vieilles dynasties la dynastie qu'il rêvait de fonder. « C'est une tête » avait dit de lui Napoléon. Et en effet Bernadotte prouva qu'il savait dépouiller « l'ancien jacobin avec la tête à l'envers » pour donner des gages aux souverains et se faire accepter d'eux. Avec Alexandre il ne marchanda pas. Le tsar

lui avait préparé lentement les voies ; il fit les premiers pas Un grand seigneur de Finlande, confident nouveau venu mais dont l'importance allait grandir, le comte d'Armfeld, servit d'intermédiaire, et, le 24 mars 1812, un traité garanti à la Russie l'alliance de la Suède.

Restait la Turquie. De ce côté la guerre se traînait depuis 1806 sans autre résultat que l'occupation des provinces danubiennes et de la ligne du Danube. Il fallait en finir. Kutusov, au commencement de 1811, reçut le commandement en chef. Connaissant le pays et l'ennemi, il réussit à attirer les Turcs hors de leurs retranchements, les battit deux fois sur les bords du Danube, et n'accorda un armistice au vizir, Achmet-Bey, qu'à condition d'ouvrir immédiatement des négociations pour la paix. Le grand vizir y consentit, et au mois de novembre 1811 des conférences commencèrent à Giurgevo. Les plénipotentiaires turcs se montrèrent plus accommodants cette fois, et la paix allait être signée, quand une lettre du sultan désavoua tous les préliminaires en repoussant toute cession de territoire. L'hiver interrompit les opérations militaires. L'empereur, au nom de la patrie, ne cessait de presser la conclusion de la paix, et malgré la reprise de nouvelles conférences à Bucharest, la lenteur et la mollesse de Kutusov le décidèrent à un dernier effort. L'amiral Tchitchagov reçut le commandement en chef de l'armée avec de pleins pouvoirs pour traiter, en même temps que de la paix, d'une alliance offensive de la Turquie contre la France, et l'ordre de préparer une importante diversion sur la droite de l'armée d'invasion.

Quand Kutusov apprit la nomination et la prochaine arrivée de son successeur, il se réveilla brusquement et pressa les plénipotentiaires turcs de prendre une résolution, ne voulant pas que l'amiral lui enlevât l'honneur de la signature du traité. C'est alors que, fort à propos, il rencontra dans la personne du grand drogman de la Porte, un Grec d'une fa-

mille d'Hospodars, Démétrius Morousi, l'instrument qu'il lui fallait pour triompher des dernières résistances des plénipotentiaires turcs, et le traité de Bucharest fut signé le 28 mai 1812. La Russie n'y gagna qu'un lambeau de la Moldavie avec les forteresses de Khotin et de Bender, de plus la Bessarabie avec Ismaïl et Kilia, faible prix de cinq ans d'une guerre sanglante. Mahmoud, frémissant de colère, ratifia le traité. Morousi le paya de sa tête. Mais l'essentiel c'était qu'enfin la menace d'une alliance entre la France et la Turquie se trouvait écartée. Ce fut vainement d'ailleurs que l'amiral essaya de contracter l'alliance offensive que désirait Alexandre, et son ardeur guerrière dut se contenter du rôle effacé qu'il joua dans la campagne de 1812.

Ces deux succès diplomatiques permettaient d'entamer la lutte avec plus de confiance. Déjà les armées étaient concentrées aux frontières, des bords de la Baltique aux rives du Danube, sur une longueur de plus de deux cents lieues. Sous les ordres de Barclay de Tolly, ministre de la guerre, 90,000 hommes, sans compter les cosaques de Platov, occupaient la ligne du Niémen et formaient la première armée de l'ouest. La seconde armée de l'ouest, forte de 60,000 hommes sous le prince Bagration, observait la frontière du duché de Varsovie. Plus bas, commandés par le général Tormasov, 45,000 hommes environ formaient la troisième armée de l'ouest destinée et à servir de réserve aux deux premières, et à surveiller les mouvements du contingent autrichien en Galicie. Enfin, aux deux extrémités, l'armée de Finlande sous la direction du comte Witgenstein et l'armée de Moldavie sous les ordres de Tchitchagov, complétaient le système de défense.

Le centre des opérations et le quartier général de l'empereur étaient à Vilna. Alexandre y fit son entrée le 16 avril 1812, à cheval, entouré de ministres, de généraux et de conseillers cosmopolites, au premier rang desquels figuraient le Wur-

tembergeois de Pfuhl, l'Italien Paulucci, le Finlandais comte d'Armfeld, et le prochain agitateur de l'Allemagne, le fameux baron de Stein. Quelques jours plus tard, Napoléon quittait Dresde, et la grande armée, forte d'environ 700,000 hommes, commençait son mouvement offensif vers le Niémen. C est du quartier général de Vilkoviski, le 22 juin 1812, qu'une proclamation de l'empereur des Français déclara la rupture. Le lendemain, dans la nuit, commença le passage du fleuve.

Un témoin de cette grande scène l'a reproduite en quelques lignes où se retrouve l'impression de surprise et d'étonnement de ces nouveaux conquérants voyant fuir en quelque sorte devant eux les traces de la guerre. « Ce furent quelques sapeurs dans une nacelle qui traversèrent d'abord le fleuve. Étonnés, ils abordent et descendent sans obstacle sur la rive russe ! Là ils trouvent la paix ; c'est de leur côté qu'est la guerre ; tout est calme sur cette terre étrangère qu'on leur a dépeinte si menaçante. Cependant un simple officier de cosaques, commandant une patrouille, se présente bientôt à eux. Il est seul, il semble se croire en pleine paix et ignorer que l'Europe entière est en armes devant lui. Il demande à ces étrangers qui ils sont ? — « Français, lui répondent-ils. » « Que voulez-vous, reprit cet officier, et pourquoi venez-vous en Russie ? » — Un sapeur lui répondit brusquement : « Vous faire la guerre, prendre Vilna, délivrer la Pologne. » Et le cosaque se retire ; il disparaît dans les bois, sur lesquels trois de nos soldats, emportés d'ardeur, et pour sonder la forêt, déchargent leurs armes.

Ainsi le faible bruit de trois coups de feu, auxquels on ne répondit pas, nous apprit qu'une nouvelle campagne s'ouvrait et qu'une grande invasion était commencée. »

Ce silence, cette image de la paix et de la solitude étaient d'ailleurs la révélation du plan que le tsar avait adopté. Pendant longtemps on a discuté la question de savoir à qui l'idée première en était venue, mais les doutes paraissent aujour-

d'hui fixés. Du moins est-il certain qu'on le trouve très nettement indiqué par ses grandes lignes dans un mémoire à l'empereur, daté de 1811, rédigé par le comte d'Armfeld, et qui se terminait par ces remarquables paroles : « Une règle de prudence que l'on doit observer en combattant les Français, c'est d'éviter autant que possible les grandes batailles. » Quant à l'exécution du détail, elle paraîtrait avoir été réglée de concert par le major Pfuhl et le ministre de la guerre, Barclay de Tolly. D'ailleurs ne sortait-il pas comme des circonstances? Quinze ans de guerre n'avaient-ils pas appris à l'Europe que c'était courir à la défaite que d'accepter un champ de bataille choisi par Napoléon, et depuis quatre ans tantôt l'exemple vivant de l'Espagne n'indiquait-il pas la nouvelle tactique à suivre? comment, à force de patience, de dévouement et d'abnégation patriotique on use un ennemi jusqu'alors invaincu? On se retirait donc lentement, méthodiquement, de Vilna sur Drissa, de Drissa sur Vitepsk, de Vitepsk sur Smolensk, ravageant le pays, comme se jouant de l'impatience et de l'exaspération croissante d'un ennemi qui, chaque soir, croyait enfin tenir la bataille, et chaque matin ne retrouvait à l'horizon que les feux mourants du bivouac de la veille. « Du reste rien d'oublié, pas une arme, pas un effet; rien enfin qui, dans cette marche subite et nocturne, pût indiquer au delà du camp la route que les Russes venaient de suivre ». Et leurré par cette espérance d'une victoire toujours insaisissable, chaque jour Napoléon s'enfonçait plus avant dans la solitude.

Dans l'armée russe, toutefois, et surtout depuis que le départ de l'empereur avait rouvert toutes bouches jusque-là respectueusement closes, il s'en fallait que ce plan fût universellement approuvé. Parmi les généraux placés sous les ordres de Barclay de Tolly, la plupart, Bennigsen entre autres et le prince Bagration, murmuraient jusqu'à l'indiscipline. Les soldats criaient à la trahison, et sur toute la route les malheu-

reuses populations qui subissaient deux fois le passage des armées répétaient le cri du soldat. Aussi bien ce système défensif ne convenait-il guère à l'ardeur patriotique dont la Russie s'enflammait tout entière, et ce n'était pas pour donner à la victoire les apparences d'une fuite, que de tous les points du territoire les milices et les volontaires surgissaient en armes. Mais la clameur contre le généralissime, qui dans ces jours d'enthousiasme russe avait le tort d'être Allemand, devint irrésistible lorsque après trois jours de combats sanglants il eut évacué Smolensk, sans avoir livré sous les murs de la ville, la grande et décisive bataille que tous attendaient, non plus déjà seulement dans l'une et l'autre armée, mais encore à Saint-Pétersbourg. « En effet Smolensk pris, l'armée russe se vit obligée de sauter à Dorogobusch et l'on n'eut plus d'autre occupation à Saint-Pétersbourg que celle de compter les verstes de Smolensk à Moscou par la grande route. »

Le tsar dut céder ; il comprit que le moment était venu de concentrer en une seule main toutes les forces éparses de l'empire, et le 7 août 1812, puisque pour défendre le sol russe l'opinion publique réclamait un Russe, « il remit au pouvoir de Kutusov toutes les troupes et toutes les milices dont le général jugerait à propos de disposer » en n'imposant de limite à cette dictature militaire que la défense expresse d'entrer en arrangement, sous quelque prétexte que ce fût, avec Napoléon. Le vieux guerrier quitta Saint-Pétersbourg le 11 août. « Sur toute la route les habitants des villes et des villages accouraient à sa rencontre avec un recueillement religieux... Les vieillards faisaient baiser à leurs petits enfants les traces de ses pas, les mères élevaient vers le ciel leurs nourrissons encore à la mamelle. On n'entendait que ces cris : « Sauve-nous ! Extermine ce dévastateur. » Il rejoignit l'armée le 29, au lieu de Tsarevo-Zaimitché. La position lui parut mauvaise, il rétrograda jusqu'à Mojaïsk, y séjourna le temps d'attendre ses réserves et résolut de livrer bataille.

Il avait environ 120,000 hommes sous les armes, avec lesquels il s'avança dans la plaine de Borodino. C'était le 4 septembre 1812. Le 5, une sanglante escarmouche se livra autour de la redoute de Chévardino; la journée du 9 se passa paisiblement, les deux armées se préparaient à la lutte. « Kutusov eut recours à la prière pour obtenir du Tout-Puissant le succès de ses armes, et fit porter dans les rangs l'image de la Sainte Vierge qu'on avait rapportée de Smolensk. Les soldats s'agenouillèrent pieusement devant cette madone, en écoutant ce chant consolateur « *Recourons avec zèle à la Mère de Dieu* » et leurs cœurs palpitaient d'espérance en songeant que c'est elle qui donne la victoire. » Le lendemain 7, aux premiers rayons du soleil, la bataille commença par une attaque des Français sur le centre et la gauche des Russes. Elle dura quatorze heures entières, la plus épouvantable qu'on eût encore vue dans ce siècle déjà si fécond en carnages fameux. Comme à la journée d'Eylau, la solidité des masses russes et leur impassibilité sous le feu stérilisèrent la victoire. En effet, les Français payèrent de 30,000 morts ou blessés, l'honneur de coucher sur le champ de bataille qu'ils avaient jonché de 60,000 Russes. Un instant même la victoire put paraître assez incertaine pour que Kutusov se l'attribuât. A cinq heures du soir, il expédiait à ses chefs de corps l'ordre de se tenir prêts à recommencer le lendemain; à sept heures, quand déjà la canonnade avait cessé de gronder, il écrivait encore au comte Rostopchine : « J'espère demain, en plaçant ma confiance en Dieu et dans les saints de Moscou, combattre avec de nouvelles forces. » Ce ne fut que dans la nuit, vers onze heures, et quand il connut le détail de ses pertes, qu'il décida la retraite.

C'était s'avouer vaincu, puisque c'était livrer la route de Moscou. C'était livrer la ville elle-même, puisqu'enfin il n'était pas probable qu'à distance de quelques marches à peine, on livrât sous ses murs la bataille qu'il n'avait pas été possible

de donner en rase campagne. La résolution en fut prise dans un conseil de guerre tenu le 13 septembre, au petit village de Fili. Le gouverneur de Moscou, comte Rostopchine, se chargea d'en donner la nouvelle à Saint-Pétersbourg. « Un aide de camp du prince Kutusov, écrivait-il à l'empereur, m'a apporté une lettre dans laquelle le prince me demande des officiers de police pour guider l'armée à travers la ville jusqu'à la route de Kazan. Il dit que malheureusement il est réduit à abandonner Moscou, Majesté ! La conduite de Kutusov décide du sort de la capitale et de tout votre empire. La Russie frémira quand elle apprendra l'évacuation de la ville où se concentre toute la grandeur de l'État, et où repose la poudre des ancêtres de Votre Majesté. Je suis l'armée. J'emmène tout ; il ne me reste plus qu'à pleurer la patrie. »

Le 14 septembre, l'avant-garde de Murat atteignait dans les faubourgs l'arrière-garde de Miloradovitch : les Français étaient dans Moscou. La ville était déserte, et dans les rues où l'on avait rêvé, comme dans Berlin naguère et dans Vienne, une entrée triomphale au milieu d'un peuple accouru pour contempler son vainqueur, le silence, la solitude, les traces de l'abandon, l'image de la vie d'une grande cité brusquement interrompue dans son cours, renouvelèrent d'abord dans les cœurs cette impression d'un étonnement mêlé d'effroi qu'excitait depuis le début de la campagne cette fuite perpétuelle d'un insaisissable ennemi. Mais bientôt la joie d'avoir pénétré dans cette capitale fameuse prit le dessus, et l'orgueil d'avoir touché les bornes du monde occidental et l'espérance enfin qu'une paix glorieuse couronnerait ce dernier exploit. On comptait sans l'inébranlable résolution d'Alexandre de ne pas traiter tant que l'ennemi garderait un pied sur le sol russe, mais surtout on avait compté sans l'héroïsme du comte Rostopchine, héroïsme plus qu'antique et qui serait sans égal dans l'histoire, si le vieux courtisan depuis n'avait eu le triste courage de renier le gouverneur de Moscou.

Napoléon s'était arrêté dans une des premières maisons du faubourg de Dorogomilov. Il était inquiet, douteux, irrité, comme s'il eût pressenti la catastrophe prochaine : les rapports se succédaient et les dénonciations sinistres, quand tout à coup vers deux heures du matin, au centre de la ville, dans le grand bazar des marchands, vis-à-vis le Kremlin, le feu commença d'éclater. « Seigneur, Roi des Cieux, prolonge les jours de notre pieux souverain terrestre ! ne cesse de répandre ta bénédiction sur notre sainte Russie, de fortifier le courage de notre armée chrétienne, de soutenir la fidélité et l'amour du peuple pour la patrie. Conduis les pas de nos guerriers à la ruine de l'ennemi ; éclaire-les et fortifie-les par la vertu de la croix vivifiante. Qu'elle les protège et qu'ils triomphent par elle. » Cette prière que la journée de Borodino n'avait pas exaucée, l'incendie de Moscou la comblait. On crut d'abord à quelque accident, et comme on éteignit ces premiers feux sans trop de peine, après avoir rétabli l'ordre et prescrit pour le maintenir des mesures sévères, « chacun alla s'emparer d'une maison commode ou d'un palais somptueux, pensant y trouver un bien-être acheté par de longues et excessives privations » avec cette avidité de jouir et cette insouciance du lendemain que donne l'habitude de la guerre. Mais dans la nuit du 15 au 16 et sur plusieurs points à la fois, de nouveaux incendies, éclatent, grandissent et se multiplient dans la journée du lendemain. Le temps est sec, il souffle un grand vent ; on court aux pompes, le gouverneur les a fait emmener ; on arrête, on fusille des incendiaires saisis les torches à la main ; le feu gagne bientôt le Kremlin, et Napoléon lui-même est obligé de quitter la ville pour aller chercher un lieu de sûreté au palais de Petrovski. Pendant trois jours Moscou brûla : « On entendait à la fois le pétillement des flammes, l'affaissement des bâtiments, les cris des animaux qui y avaient été abandonnés, les gémissements des habitants, les imprécations du soldat ivre, disputant aux flammes une partie de leur proie, le pillage

et l'incendie marchaient de front. » Et de Pétrovski, pendant trois nuits, Napoléon assistait à la ruine de cette espérance suprême sur laquelle il avait joué le sort de la campagne et sa propre fortune. Enfin le 18, une pluie torrentielle vint arrêter le fléau, mais trop tard, le désastre était consommé. Les neuf dixièmes des maisons de Moscou et plus de la moitié des églises avaient été la proie des flammes : la Russie était sauvée.

A Saint-Pétersbourg toutefois, dans le premier moment, la consternation fut profonde quand on apprit l'entrée des Français à Moscou, plus profonde quand arriva la nouvelle de l'incendie. Le chancelier Romanzov, le comte Araktchéiev, le grand-duc Constantin et l'impératrice-mère elle-même, commencèrent à parler de paix; le tsar soutenu par la nation tout entière persévéra. « Je réitère, écrivit-il à Bernadotte avec lequel il venait d'avoir récemment cette fameuse entrevue d'Abo, qui liait sans retour la politique de la Suède à celle de la Russie, je réitère à Votre Altesse royale l'assurance solennelle que plus que jamais, moi et la nation à la tête de laquelle j'ai l'honneur de me trouver, sommes décidés à persévérer et à nous ensevelir plutôt sous les ruines de l'Empire que de composer avec l'Attila moderne. »

Mais n'est-il pas aujourd'hui permis de regretter que dans cette même lettre il rejetât sur Napoléon l'incendie de Moscou, comme si l'on se fût trop défié de l'ardeur de sacrifice du patriotisme russe, pour accepter la responsabilité de ce grand dévouement.

On sait quelle fut la récompense de cette résolution d'autant plus généreuse que bien loin de croire encore à la défaite de Napoléon même à cette date, on redoutait pour Saint-Pétersbourg le sort de Moscou. Après une tentative infructueuse pour nouer des négociations, à laquelle le tsar refusa de répondre seulement, Napoléon, le 19 octobre, se décidait à quitter Moscou pour regagner les frontières de Pologne; la

retraite de Russie commençait. Le 21, Kutusov, à son tour, quittait son camp retranché de Taroutino et manœuvrait pour couper aux Français la route de Kalouga, leur dernier espoir de salut, parce qu'elle menait vers des provinces fertiles que la guerre n'avait pas encore épuisées, et pour les rejeter sur la route de Smolensk, deux fois ruinée, par la retraite de l'armée russe et le premier passage de l'armée française. L'opération réussit par un de ces hasards si fréquents à la guerre : vainqueur à la journée de Malo-Jaroslavetz, on eût dit que Napoléon, s'il retrouvait toujours sur le champ de bataille son génie tout entier, cependant avait perdu cette heureuse confiance avec laquelle autrefois il poussait à bout le succès. Dans la vivacité de l'attaque des Russes, il crut voir une inébranlable résolution de Kutusov à lui barrer le chemin de Kalonga; l'armée française fit volte-face et reprit par Mojaïsk le chemin de Smolensk; pour elle et pour son chef, il ne s'agissait plus désormais que de repasser au plus tôt le Niémen.

La route était longue, le pays épuisé, l'armée tout embarrassée de bagages et de butin. Wittgenstein s'avançait par le Nord, Tchitchagov par le Sud, les Cosaques de Platov suivaient comme à la piste, et derrière eux le paysan soulevé. Kutusov marchait parallèlement aux colonnes françaises, inquiétant, harcelant les traînards, avare, il est vrai, du sang de ses soldats et reculant toujours devant une action décisive. Cependant, à travers les combats, on approchait de Smolensk quand brusquement, dans la nuit du 6 au 7 novembre, la température s'abaissa, la première neige commença à tomber à flocons épais et l'hiver russe tout à coup remplaça « ces belles journées de Fontainebleau » dont parlaient jusqu'alors les bulletins de la Grande-Armée. Kutusov l'accueillit avec une joie féroce. « L'hiver se déclare, la gelée augmente, la neige aveugle l'ennemi. Est-ce à vous, enfants du Nord, à craindre toutes les âpres intempéries? et vos poitrines de fer

ne les repoussent-elles pas comme elles repoussent la rage des ennemis? » Ainsi s'exprimait-il dans un ordre du jour daté des environs de Smolensk, au lendemain de l'entrée des Français dans la ville. On comptait y trouver le repos, on n'y rencontra que la nécessité de fuir, et de jour en jour plus pressante. Wittgenstein et Tchitchagov allaient bientôt se donner la main; Miloradovitch et Platov, sur les derrières de l'armée française, obligeaient le maréchal Ney de livrer dix combats en dix jours; d'ailleurs tout manquait à la fois, vêtements, vivres, abris, armes mêmes qu'on jetait le long des chemins. Le 14 novembre on évacua Smolensk et la retraite recommença.

Le reste n'est plus que l'histoire d'une déroute épique et du plus prodigieux désastre dont la mémoire des hommes ait gardé le souvenir. Et sans doute, si les Russes, en même temps qu'ils apprenaient à vaincre, eussent appris à profiter du succès, pas un homme peut-être de la Grande-Armée n'eût repassé le Niémen. Mais il manquait à leurs desseins cette netteté, cette promptitude à leurs conseils, et surtout à leurs généraux cet accord et par suite à leurs opérations cette unité dont il survivait encore quelque chose jusque dans le désordre de la retraite des Français. Wittgenstein et Tchitchagov se détestaient l'un l'autre, et quand Kutusov aurait eu sur eux l'ascendant qu'il ne possédait pas, le tsar tout en le comblant d'honneurs, n'avait rien épargné de ce qui pouvait discréditer un généralissime auquel il n'accordait qu'une très médiocre confiance. Peut-être aussi, qu'alors âgé de soixante-huit ans, couvert de blessures, impotent, incapable de monter à cheval, Kutusov dans ce moment suprême ne trouva pas dans un corps usé l'énergie, l'activité nécessaire pour couronner une campagne heureuse par une grande capture. Toutes ces causes réunies permirent à Napoléon d'échapper et d'obtenir même presque un dernier triomphe à la journée de Bérésina — 26 novembre 1812. Quelques jours plus tard,

le 3 décembre, Napoléon arrivait à Malodezno d'où il datait le 29e bulletin. « C'était le dernier point sur lequel Tchitchagov aurait pu le prévenir. » Le lendemain il était à Smorgoni, d'où le soir à dix heures il partait pour Paris, laissant au maréchal Victor la retraite à soutenir et au vice-roi d'Italie le commandement des débris de ce qui fut la Grande-Armée. Le 8 il franchissait la frontière, c'était quatre jours avant que Kutusov rentrât dans Vilna. L'empereur Alexandre l'y rejoignit le 25; la campagne de Russie était terminée.

Deux cent mille prisonniers, d'immenses approvisionnements, plus de mille canons et de cent drapeaux « tels étaient les trophées de la guerre nationale... et l'espace depuis Moscou jusqu'au Niémen ressemblait aux rivages de la mer où les vagues irritées ont jeté les débris de navires fracassés, après avoir été longtemps battus par la tempête. » La reconnaissance nationale ne fut pas avare de son enthousiasme : c'était justice et l'on saluait avec raison le libérateur de la patrie dans l'homme à qui cette gloire était échue, d'avoir à jamais associé son nom au premier éveil de la nationalité russe. Quand le tsar, conservant toujours au fond du cœur quelque prévention contre Kutusov, disait dans les salons de Vilna : « Le vieillard doit être content, le froid l'a bien servi, » sans doute, il parlait en souverain qui voit plus loin que l'heure présente, qui résiste à l'enivrement de succès, qui ne veut nourrir d'illusion ni sur les causes ni sur l'étendue de sa victoire. Il était cependant bien sévère et il semble qu'il fermât les yeux à ce que le vieillard, en somme, avait de grand, comme le Consul romain, seulement en ne désespérant pas de la chose publique.

## II

Cependant la victoire avait coûté cher : de plus de 100,000 hommes que comptait l'armée de Kutusov à son départ de

Taroutino, moins de 40,000 venaient d'atteindre Vilna ; les malades encombraient les hôpitaux ; « il y avait plusieurs compagnies sans un seul homme, nombre de bataillons qui n'en comptaient pas cinquante ; » et sans les immenses approvisionnements que l'armée française avait rassemblés dans les magasins de Vilna, la situation des vainqueurs n'eût pas été beaucoup meilleure que celle des vaincus. La guerre « avai porté le dernier coup aux finances et gravement dérangé les affaires intérieures de l'empire ; » cette grande ardeur de patriotisme avait jeté ses dernières étincelles et ne pouvait guère durer au delà de la libération du territoire russe.

Les généraux d'Alexandre étaient si pénétrés de leur impuissance qu'ils ne songeaient pas à dépasser la Vistule, l'Oder tout au plus. La volonté obstinée et le désir de vengeance du tsar l'emportèrent. Il donna l'ordre d'entrer sur le territoire prussien, résolu contre Napoléon à soulever les peuples d'Allemagne et à se faire une arme de leurs ressentiments patriotiques. Le baron de Stein, investi d'une dictature illimitée, fut chargé d'organiser contre les Français le soulèvement national. Les généraux russes Wittgenstein, Barclay de Tolly l'aidèrent de leurs proclamations. « Allemands, disaient-ils, tristes et honteux instruments de l'ambition, relevez-vous ! Vous que le conquérant a traînés sur les frontières de la Russie, abandonnez les drapeaux de l'esclavage ; rassemblez-vous sous ceux de la liberté, de la patrie, de l'honneur national, arborés sous la protection de l'empereur mon maître. »

Frédéric-Guillaume, qui désavouait encore à la fin de décembre, la défection du général Yorck fut entraîné et céda. Le 28 février 1813 fut signé le traité de Kalisch qui unissait pour la guerre actuelle la Prusse à la Russie. Depuis le mois de juillet 1812, le traité d'Œrebro avait renoué les anciennes relations avec l'Angleterre. Il ne manquait plus que l'Autriche à la coalition.

L'Autriche était peu pressée de prendre parti. Si elle envoyait à Alexandre M. de Stadion comme négociateur, elle se refusait à se déclarer, malgré les instances répétées du tsar. Elle concentrait ses forces en Bohême, à portée du théâtre prochain des hostilités, engageant des pourparlers des deux côtés, pour intervenir à son gré et à son heure dans le sens le plus favorable à ses intérêts calculés. Ses calculs se trouvèrent justes. Ménagée comme une réserve de la coalition, son intervention sauva le roi de Prusse atterré des défaites de Lützen et de Bautzen, et le tsar obstiné à la guerre, mais ne disposant plus que de troupes « désorganisées et démoralisées. » L'armistice de Plessvitz qu'elle imposa au vainqueur (4 juin 1813) permit aux forces allemandes de s'organiser, aux renforts russes d'arriver. Le congrès ouvert à Prague ne servit qu'à fournir à la cour de Vienne un moyen de passer « de la médiation armée à la coopération : » car, dès le 25 juin, elle s'engageait par le traité de Reichenbach à joindre sa cause à celle de la coalition. En même temps, Bernadotte avançait à la tête de 30,000 Suédois « pour venger l'Europe et la sauver » ; et appelé d'Amérique par Alexandre, Moreau venait mettre au service des alliés son expérience militaire. Les hostilités reprirent le 10 août. Malgré son génie et la valeur désespérée de ses soldats, Napoléon ne put résister davantage aux masses formidables réunies contre lui. La bataille de Leipsick le chassa sans retour de l'Allemagne. Tout l'effort de la guerre se trouva reporté sur le Rhin.

La coalition hésitait à franchir le fleuve. L'Autriche effrayée de l'importance nouvelle de la Russie eût consenti à traiter à Francfort. Mais Alexandre avait compris qu'avec un adversaire tel que Napoléon, il fallait pousser à bout la victoire, pour être sûr de sa défaite. Les conseils hardis du baron de Stein, de Pozzo di Borgo, la furieuse ardeur du vieux maréchal Blücher le fortifièrent dans ses vues. Son ascendant incontesté sur les chefs de la coalition, son importance dans leurs con-

seils l'emporta, et, le 1er janvier 1814, l'armée de Silésie passait le Rhin sur trois points différents; l'armée de Bohême par la Suisse et les passages des Vosges envahissait les plaines de la Champagne.

Si le tsar, en mettant le pied sur le sol français, résolut de ne pas poser les armes qu'on ne fût entré dans Paris, le succès justifia son obstination. « Cette rage d'aller à Paris, sourde à toutes les remontrances » fut l'obstacle où se brisèrent les dernières espérances de Napoléon. Ce fut Alexandre qui concerta secrètement avec Blücher les mouvements qui conduisirent à la bataille de la Rothière; ce fut lui qui fit échouer les négociations de Châtillon en y nommant pour plénipotentiaire le comte Razoumovski, « connu de tout temps pour un des ennemis les plus acharnés et les plus implacables de Napoléon. » Ce fut lui qui releva le courage des alliés un instant abattu par les défaites successives de Champaubert, Montmirail, Château-Thierry, Vauchamps, Montereau, Troyes; et qui resserra par le traité de Chaumont les liens relâchés de la coalition (1er mars). Enfin ce fut lui qui, à la nouvelle du mouvement de Napoléon sur Saint-Dizier, arrêta les alliés éperdus et parlant déjà de retraite, déclara que si le prince de Schwartzemberg hésitait à marcher sur Paris, lui seul, Alexandre, à la tête de ses seules troupes n'hésiterait pas, et décida la marche décisive par les deux rives de la Marne qui conduisit les coalisés sous les défenses improvisées de Paris. Le 31 mars 1814 fut signée la capitulation qui mettait fin à deux ans de luttes : la coalition avait vaincu.

Le même jour, à midi, le tsar, ayant le prince de Schwartzemberg à sa droite, et le roi de Prusse à sa gauche, faisait dans Paris, à la tête de 50,000 hommes, son entrée triomphale. Il descendit à l'hôtel de M. de Talleyrand au milieu des cris de « vive le roi, vivent les Bourbons. » En effet, cette dernière fortune lui était réservée de faire un roi de France. Le lendemain, 1er avril, une déclaration contresignée Nesselrode,

apprenait à Paris « que les souverains alliés ne traiteraient plus avec Napoléon Bonaparte, ni avec aucun membre de sa famille. »

Il avait longtemps hésité à prendre ce parti. Aux premiers jours de 1814, le Rhin était déjà franchi, le territoire entamé, qu'il déclarait encore dans les conseils de la coalition « que les alliés n'auraient pas même le droit de discuter la question dynastique, que le changement de dynastie n'était pas le but de la guerre; que, pour le moment, la question n'avait pas même de sens. » Même pendant son séjour à Troyes, quand déjà les proclamations du prétendant commençaient à se répandre, il terminait sa courte réponse à la manifestation du marquis de Vidranges et du chevalier de Gonault par ces paroles plus modestes que rassurantes : « Les chances de la guerre sont incertaines, je serais fâché de vous voir sacrifiés. » D'ailleurs et personnellement il n'éprouvait qu'une médiocre sympathie pour les princes de la maison de Bourbon. S'il caressait la pensée de détrôner Napoléon, ni celui qui fut Louis XVIII, ni le comte d'Artois ne lui paraissaient propres à bien remplir la place. On a prétendu qu'il aurait un instant formé le projet de placer sur le trône le duc de Berry, fils cadet du comte d'Artois, de le marier à la grande duchesse Anne et que la vive opposition de l'empereur d'Autriche et de M. de Metternich l'aurait seule empêché d'y donner suite. Ce fut la rupture des conférences de Châtillon et le long entretien qu'il eut à Troyes, dans la journée du 17 mars, avec l'un des hommes les plus entreprenants du parti royaliste, M. de Vitrolles, qui triomphèrent de ses hésitations.

Le rétablissement des Bourbons fut de ce jour décidé en principe : la rapidité des circonstances fit le reste, et l'habileté de M. de Talleyrand. Dans cette fameuse conférence qui se tint le soir même du 31 mars à l'hôtel du prince, lui seul et le tsar occupèrent la scène ; le prince de Schwartzemberg qui représentait l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse ne

firent qu'approuver. Le traité de Fontainebleau, signé le 11 avril, régla le sort de Napoléon, le traité du 23 avril, le sort du trône, et le traité du 30 mai, celui de la France.

Rarement vainqueur usa plus noblement du succès, qu'Alexandre. En entrant sur le territoire français, il adressa ces paroles à son armée : « Oublions le mal qu'ils (les Français) nous ont fait; portons chez eux, non la vengeance et la haine, mais l'amitié, une main tendue pour la paix. La gloire du Russe est de terrasser son ennemi en armes, de combler de bienfaits son ennemi désarmé, la population paisible. » Vainqueur, il n'oublie pas cette généreuse déclaration. Non content de protéger Paris et ses monuments contre la fureur des Prussiens, il les obligea de signer cette paix qu'ils considèrent peut-être même encore aujourd'hui « comme ne représentant nullement les pertes éprouvées, encore moins la compensation des mauvais traitements essuyés pendant vingt ans. » Contre l'Autriche qui voulait rétablir l'ancienne monarchie « telle qu'elle était avant la Révolution » il soutint le droit de la France nouvelle à réclamer la garantie des principes qu'elle avait défendus au prix de tant de sang. Contre les Bourbons mêmes, on peut dire enfin qu'il défendit les conditions nécessaires de leur propre existence en obligeant le roi à donner la proclamation de Saint-Ouen avant d'entrer dans Paris, et l'entourage ultra-royaliste à subir la nécessité de la promulgation de la Charte en échange de la promulgation du traité de paix définitif.

Avant de se rendre à Vienne, au congrès où l'on devait régler les arrangements destinés à compléter le traité de Paris, le tsar partit pour l'Angleterre. Il y reçut un accueil singulièrement enthousiaste et bruyant. « Le peuple de Londres exprima par toutes les démonstrations que la frénésie populaire peut imaginer, son engouement pour le héros du jour. »

La classe la plus élevée, les hommes politiques, le prince Régent furent à la vérité plus sobres de démonstrations; à

Londres comme à Vienne, on éprouvait déjà quelque inquiétude. On comprenait que la chute de Napoléon n'avait pas tranché toute complication et même « qu'il s'en fallait de beaucoup que tout fût fini par cet événement. » On allait bien le voir au congrès.

De Londres, le tsar se rendit en Hollande et, de là, passant par Carlsruhe où se rendait l'impératrice Élisabeth, il reprit le chemin de la capitale. Il y rentra le 25 juillet. Le sénat, la noblesse de Saint-Pétersbourg et le Synode avaient envoyé au-devant de lui jusqu'à Leipsick une députation de quatre membres, tous portant le nom d'Alexandre, pour lui communiquer une délibération qui le saluait du nom de *Béni de Dieu*. Mais « on reproche à ce surnom, dit un malin observateur, de n'être point traduisible dans les autres langues de l'Europe; et, en effet, c'est un inconvénient. » Le tsar eut le bon goût de refuser. Son séjour à Saint-Pétersbourg fut de courte durée, et après avoir signé une paix avantageuse avec la Perse, il arriva dans les premiers jours d'octobre à Vienne où se pressaient déjà les souverains de l'Allemagne et les ministres de l'Europe entière.

L'entente était facile entre les différentes cours européennes et des conventions préliminaires avaient tracé le cadre des états à reconstituer en Occident. L'œuvre la plus difficile de beaucoup, c'était le remaniement de l'Allemagne et le tracé des frontières où devaient se toucher les trois grands états, la Russie, la Prusse et l'Autriche. Les prétentions allaient se heurter aux prétentions et élever là un conflit qui menaça un moment la paix à peine rétablie.

A en juger par les services rendus, c'était à la Russie que revenait le droit d'exiger le plus dans les partages à venir et Alexandre, fier de l'éclat de son rôle, de sa supériorité incontestée sur les autres souverains, se sentait autorisé à imposer ses vues et ses arrangements. L'annexion du grand duché de Varsovie lui semblait la récompense légitime de ses sacri-

fices et une garantie contre le malheur d'une nouvelle invasion. La Saxe était un dédommagement tout prêt pour la Prusse et une large compensation des territoires que lui avaient valus les partages de la Pologne. Frédéric-Guillaume ne pouvait faire moins que de seconder de telles idées et une convention particulière entre les deux princes établit leur accord sur cette question.

Le désir d'un agrandissement n'était pas le seul motif de l'ambition d'Alexandre. L'influence renaissante de Czartoryski, l'enseignement historique qui ressortait de l'érection du grand duché de Varsovie, lui donnaient la tentation d'achever ce que Napoléon n'avait jamais songé sérieusement à accomplir, la reconstitution de la Pologne. Il allait jusqu'au projet de rendre à ce royaume reformé, les provinces incessamment disputées entre les deux empires slaves voisins, la Lithuanie, la Podolie, la Volhynie et dans sa complaisance renaissante pour le libéralisme, il se reprenait à l'idé d'un régime constitutionnel, d'une Pologne régie par des lois et gouvernée par des assemblées, tandis que lui-même, comme roi, présiderait à cette expérience généreuse.

Il chargea Razoumovski, Nesselrode, Capo d'Istria et le prince Czartoryski de soutenir et de faire prévaloir ces idées au congrès. Mais les propositions russes y soulevèrent bientôt comme une véritable tempête. L'Autriche fit la plus vive opposition au projet de constitution. Mais le tsar répondit que l'organisation intérieure ne dépendait que de lui et qu'il était de sa dignité même de n'entrer à ce sujet dans aucune explication. Le ton de cette réponse laissait deviner avec quelle résolution Alexandre défendrait les remaniements territoriaux qu'il avait en vue. Et en effet, devant l'obstination de l'Autriche à ne consentir plus que l'annexion de la « majeure partie » du duché de Varsovie et à refuser la cession de la Saxe, il en vint à conclure une alliance offensive et défensive avec la Prusse, à ordonner au gouverneur russe de

la Saxe de livrer le pays à son allié et il ne s'arrêta qu'au moment précis où la guerre allait éclater. L'Autriche avait rallié à ses vues l'Angleterre ; la France ne sut pas démêler dans ce conflit son intérêt propre et se fit contre elle-même la servante des défiances anglaises et autrichiennes. Un traité secret (3 janvier 1815) unit les trois puissances pour résister par les armes aux exigences russes et M. de Metternich soumit au congrès les dernières concessions qu'il pouvait admettre sur cette question de la Pologne. Le tsar céda. Razoumovski accepta en principe les propositions autrichiennes et le réglement des questions de détail fut renvoyé à une commission dont le travail aboutit aux quatre premiers articles de l'instrument principal du congrès.

La Posnanie et Dantzick devaient faire retour à la Prusse, le district de Tarnopol à l'Autriche ; les villes de Cracovie et Thorn devaient être constituées en villes indépendantes et neutres. La Russie ne gardait du grand duché que Varsovie et le district environnant. Elle était libre d'organiser à son gré ce qu'on lui laissait de la Pologne. Comme un dédommagement aux rêves qu'il avait formés, et comme un gage de sa sympathie pour le pays qu'il ne pouvait reconstituer, le tsar prit le titre de roi de Pologne ; il fit stipuler expressément « que les Polonais, sujets respectifs de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche obtiendraient une représentation et des institutions nationales. » Les Polonais eux-mêmes ont reconnu les « bonnes dispositions, » la « magnanimité » d'Alexandre. Malgré cela, ce fut pour eux comme un nouveau partage de leur patrie « et qui la morcelait plus que n'avaient fait les précédents partages. »

La nouvelle imprévue du retour de Napoléon en France ne fut pas sans influence sur les décisions du congrès et contribua à rétablir rapidement l'entente entre les puissances. On sait comment Waterloo dénoua cette prodigieuse aventure de l'ile d'Elbe. Les armées russes n'eurent pas même le temps

de prendre leur part de la lutte et le tsar était encore à Heidelberg que tout était fini. Des trois corps d'armée qu'il avait sous la main, celui de Barclay de Tolly reçut seul l'ordre de poursuivre sa route et vint occuper la Lorraine et la Champagne. Quant au tsar, sa générosité ne fut pas moins grande qu'en 1814. C'est à lui que la France dut de n'être pas dépouillée dès lors de l'Alsace et de la Lorraine revendiquées par la Prusse et de la Flandre que voulait reprendre l'Autriche. Mais il ne se crut pas obligé de témoigner la même bienveillance aux Bourbons. « Il les avait pris en aversion et même en horreur » ; s'il n'eût dépendu que de lui et surtout s'il avait rencontré sous la main, ne fût-ce qu'un fantôme de roi pour le remplacer sur le trône de France, il l'eût fait. Pour l'empêcher de donner suite à ce projet il ne fallait rien moins que la considération des plus pressants intérêts de la Russie et la singulière révolution de sentiments qui commençait alors à s'opérer en lui.

D'influence en influence, après avoir successivement subi depuis 1812 celle de Stein dans la campagne de Saxe, de Pozzo di Borgo dans la campagne de France, du général Laharpe en 1814, de Czartoryski en 1814, le tsar venait d'accepter celle de Mme de Krudner, Livonienne de naissance, mariée à un diplomate russe mort à Berlin en 1802, auteur d'un roman sentimental qui faisait exprimer à Gœthe lui-même « le regret qu'une femme de ce talent eût passé à la France. » Elle avait, depuis, vécu quelque temps à la cour de Prusse dans l'intimité de la reine Louise et elle était devenue la prophétesse de l'illuminisme allemand. L'empereur Alexandre l'avait rencontrée pour la première fois en Suisse en 1814. C'était à Heidelberg qu'il l'avait retrouvée et qu'il l'avait invitée à se rendre à Paris. L'ascendant de cette singulière confidente avait rapidement grandi. Tout le temps que le tsar ne consacrait pas aux affaires, il le donnait à des entretiens mystiques avec la femme qui l'avait salué du nom de

« Sauveur universel » et qui avait prédit le triomphe de l'*Ange blanc* sur l'*Ange noir*. Ils priaient, ils invoquaient ensemble les lumières de l'esprit, et quand ils retombaient des hauteurs où la méditation et l'extase les soulevaient aux intérêts de la terre, ils élaboraient un traité de paix et de fraternité perpétuelle fondé sur les principes de la religion. « Qui n'a pas pensé, s'écriait-elle, en voyant Alexandre sous ses étendards, à toutes les victoires de la foi, à toutes les leçons de la charité? Qui a osé douter qu'il n'y avait là de hautes inspirations et qui n'a dit avec l'apôtre : Les choses vieilles sont passées, et voici que toutes choses sont faites nouvelles. »

Cette chose nouvelle, ce fut la Sainte-Alliance, signée le 26 septembre 1815 à Paris entre l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse. L'original fut rédigé de la main même du tsar. Il faut au moins rappeler l'article dont on allait tirer de si singulières conséquences et surtout si contraires à l'esprit qui l'avait d'abord inspiré. « Conformément aux paroles des Saintes-Écritures qui ordonnent à tous les hommes de se regarder comme frères, les trois monarques contractants demeureront unis par les liens d'une fraternité indissoluble et se considérant comme compatriotes, ils se prêteront en toute ocsasion et en tout lieu, assistance, aide et secours; se regardant envers leurs sujets et armées comme pères de famille, ils les dirigeront dans le même esprit de fraternité dont ils sont animés pour protéger la paix, la religion et la justice. »

Cet acte fameux provoqua les interprétations les plus étranges. Les uns y virent « la proclamation solennelle de la nouvelle Jérusalem; » les autres « la fondation d'une théocratie aussi supérieure à celle des Juifs que Jésus est audessus de Moïse; » tandis que d'autres y lisaient « le positif de la franc-maçonnerie. » Au fond, c'était l alliance des souverains du nord, et en fait, la consécrat'on de l s pr'matie du tsar et de la nouvelle influence russe en Europ.

Cependant la Russie réclamait son souverain absent depuis deux longues années. Le 8 octobre 1815, à Dijon, après une grande revue, les souverains se séparèrent. Le tsar traversa rapidement la Belgique et l'Allemagne, conclut à Bruxelles le mariage de la grande duchesse Anne avec le prince d'Orange, à Berlin celui de son frère, le grand duc Nicolas avec la princesse Charlotte de Prusse et après quelques jours passés à Varsovie pour recevoir les hommages du peuple polonais, il arriva à Saint-Pétersbourg le 13 décembre. « La grande âme rentrait enfin dans le grand corps » suivant l'expression du comte de Maistre.

# CHAPITRE TROISIÈME

## 1816-1825.

I. — Retour du tsar à Saint-Pétersbourg. — Son passage à Varsovie. — Nouveaux changements dans la politique intérieure. — La question financière. — Constitution de la dette russe. — L'armée. — Création des colonies militaires. — La Pologne sous le Grand-duc Constantin. — Ouverture de la première Diète.

II. — Modifications des rapports de la Russie avec les grandes puissances. — Influence croissante de M. de Metternich sur l'esprit du tsar. — Congrès d'Aix-la-Chapelle, Troppau et Laybach. — Insurrection grecque. — Entrée d'Alexandre Ypsilanti dans les provinces danubiennes. — Réponse du Congrès aux Grecs et du tsar au prince Ypsilanti. — L'insurrection s'étend à la Grèce entière. — La Porte y répond par les massacres de Constantinople. — Le tsar se décide à demander des explications au Divan. — Rejet de l'ultimatum russe. — M. de Strogonov quitte Constantinople. — Le Congrès d'Epidaure proclame l'indépendance de la Grèce. — Congrès de Vérone. — Déclarations du tsar. — Rétablissement apparent des relations avec la Porte.

III. — Difficultés croissantes en Pologne. — Session de 1820. — Rescrit de 1821. — Formation de la *Société Patriotique*. — Procès et condamnation de Lukasinski. — Diète de 1825. — Le tsar se fatigue du pouvoir. — Aracktchéiev, Séraphim et Photi. — Débordement de la Néva. — La *Société du Nord* et la *Société du Midi*. — Départ du tsar pour Taganrog. — Sa maladie et sa mort.

### I

Un historien de l'empereur Alexandre a remarqué justement que les souverains russes sont peut-être ceux à qui, de

tous les souverains il est le moins permis de voyager. En effet, quand à parcourir l'Europe ils ne risquent pas, comme Pierre le Grand, leur couronne, ils y risquent au moins la sécurité, la prospérité de leur empire, et leur absence est comme une suspension momentanée de la vie dans toutes les Russies. Tout s'arrête aussitôt, et comme, jusque dans les moindres détails de l'administration, toute initiative ne procède que du tsar, rien ne semble pouvoir recommencer de vivre que son retour n'en ait donné le signal. Les deux années qui venaient de s'écouler avaient porté la puissance russe plus haut que les plus ambitieuses espérances n'eussent osé le rêver; non seulement, en effet, dans les événements de 1814 et de 1815, le tsar avait joué le premier rôle et le plus beau, celui d'arbitre et de modérateur des conseils de l'Europe, mais la prépondérance militaire de la Russie remplaçait désormais celle que la France avait exercée pendant près de vingt ans. Rarement toutefois un grand empire avait payé plus chèrement sa gloire. Alexandre put s'en apercevoir dès le jour même de son retour dans la capitale.

De Paris à Bruxelles, de Bruxelles à Stuttgard, de Stuttgard à Berlin, le voyage du retour fut une longue suite d'ovations, une promenade triomphale à travers des clientèles de princes. A Varsovie, la joie était devenue de l'enthousiasme; le tsar était entré dans la ville sous des arcs de triomphe ornés d'inscriptions d'amour et d'espérance :

*Expectate, veni!*
*Sacra, suosque tibi commendat Troja penates,*

et les députations admises en présence de l'empereur avaient à l'envi témoigné de leurs sentiments de respect, de reconnaissance et de dévouement pour le « glorieux vainqueur dont la parole avait rappelé la Pologne à l'existence politique. » On voulait croire aux promesses du tsar, à cette *charte con*

*stitutionnelle* qu'il apportait et qu'on proclama pendant son séjour en Pologne (27 novembre 1815). On en appelait à la bienveillance et à la loyauté d'Alexandre de la brutalité barbare avec laquelle il semblait que le grand duc Constantin eût pris à tâche, depuis six mois, de détruire toute illusion de nationalité.

Mais, à Saint-Pétersbourg, ni les démonstrations de joie ne furent aussi bruyantes, ni l'accueil des Russes à leur souverain aussi plein de confiance et de sincérité. A la cour, chez les grands personnages de l'État « l'agitation de la crainte et celle de l'espérance » l'inquiétude de savoir qui serait déclaré « digne d'amour et de haine ; » ailleurs, le malaise d'une situation matérielle désastreuse, l'incertitude de l'avenir et sans doute aussi cette fatigue, ce relâchement qui suivent tous les grands efforts ne permettaient pas une joie sans mélange. Le triomphe coûtait plus cher à Saint-Pétersbourg qu'à Berlin et les espérances y étaient moins flatteuses qu'à Varsovie. D'ailleurs on ne savait ni quelles idées, ni quels projets le souverain rapportait de son expérience de l'Occident et, sauf son intention nettement déclarée de gouverner désormais par lui seul et par lui-même, on ne démêlait pas bien, après une si longue absence, ce que pouvait être la suite d'un règne dont les principes avaient déjà varié tant de fois.

L'expulsion des jésuites de Saint-Pétersbourg et de Moscou qu'on accusait, à propos de la conversion d'un prince Galitzin au catholicisme, « de semer la discorde et la haine dans les familles, d'éloigner le frère du frère, le fils du père et la fille de la mère » ; l'affectation avec laquelle on rappelait que depuis plusieurs siècles l'Empire de Russie reposait sur la religion grecque comme sur un roc inébranlable » ; enfin, à quelques jours d'intervalle, tout à coup, sans motif, la publication officielle du texte de la Sainte-Alliance, indiquèrent bientôt que le libéralisme, jadis vanté du tsar, avait reçu quelques atteintes profondes des événements de l'année 1815,

Il ne fut plus possible d'en douter quand on le vit écarter de sa confiance tous les ministres et les conseillers d'autrefois, n'admettre plus comme instruments de sa politique extérieure que des étrangers sans famille, sans alliance en Russie, d'ailleurs presque sans nom, le comte de Nesselrode et Capo d'Istria, et s'en remettre tout entier de la politique intérieure aux soins du grand maître de l'artillerie, le comte Araktchéiev, le dernier des redoutables favoris d'ancien régime, à la manière des Biren et des Potemkin, moins fastueux, aussi dur et plus docile. L'empereur lui-même jusque-là si bienveillant et si soucieux d'attirer, était devenu sévère, presque dur et semblait prendre plaisir à mortifier tout le monde.

Deux questions, l'une et l'autre vitales, préoccupaient les esprits, la question financière et la question militaire.

Pour la première, de simples expédients ne pouvaient plus la résoudre. C'était peu de chose que de priver de leurs appointements les officiers généraux en disponibilité, que de réduire au-desous du nécessaire la solde des officiers subalternes, en même temps que de faire « rendre gorge », suivant l'expression administrative de l'ancienne France, aux fermiers des eaux-de-vie. Le mal était ailleurs que dans l'exagération des dépenses ou la mauvaise perception des recettes.

Il y avait déjà longtemps qu'on avait commencé de recourir au papier-monnaie : l'impératrice Anne, la première, par un acte de sa toute-puissance, en avait jeté pour 10,000,000 de roubles dans la circulation. Depuis lors, on en avait abusé sans mesure : Élisabeth, Catherine, Paul Ier, n'avaient eu garde de s'interdire cette source facile de revenus : la masse des assignats s'élevait en 1801, à quelque 200,000,000 roubles, tombés dès lors à 65 pour 100 de leur valeur nominale. Les événements du règne d'Alexandre avaient amené de plus grands besoins encore et de plus impérieuses nécessités d'argent. On avait bien augmenté les impôts, établi la capitation,

réformé le système monétaire, emprunté, puis essayé d'un impôt sur le revenu qui n'avait guère donné qu'un dixième à peu près de ce qu'on avait cru retirer, mais toutes ces ressources s'étaient trouvées promptement insuffisantes : Il avait fallu de nouveau recourir à la planche aux assignats. En 1817, la masse totale s'élevait à 836,000,000 roubles qui perdaient environ le quart de leur valeur primitive. Il était urgent d'aviser.

On aurait pu mettre à l'épreuve le moyen jadis conseillé par Spéranski : vendre quelques-uns de ces immenses domaines de la couronne qu'un manifeste de 1810 avait précisément affectés à la garantie du papier, ne recevoir en paiement que des assignats et les anéantir à mesure qu'on les retirerait de la circulation : on aima mieux s'y prendre d'une autre manière. Par un ukaze du 28 avril 1817, le gouvernement déclara qu'il s'interdisait à l'avenir toute émission de papier et décréta la formation d'une commission d'amortissement. En même temps, pour tâcher de relever le cours des assignats, on contractait un emprunt de 150,000,000 roubles en papier, qui devait permettre de retirer de la circulation une somme égale de papier-monnaie qu'on détruisait. Cette mesure singulière, sur laquelle on fondait de plus singulières espérances, comme de voir le trésor bénéficier de la hausse du papier et les revenus de l'État doubler sous prétexte que la quotité nominale de l'impôt restant d'ailleurs la même, la valeur de l'assignat allait croître du double, ne produisit aucun des effets qu'on en attendait. Avant l'emprunt le rouble argent valait 4 roubles papier; après l'emprunt il valait 3 roubles 80 kopecks. De sorte que tout se réduisit à la transformation d'une dette qui ne portait aucun intérêt en une dette consolidée, pour laquelle il fallut ouvrir un grand livre, et portant intérêt à 6 %. C'est l'origine de la dette russe qui depuis n'a cessé de grossir, d'emprunts en emprunts, la plupart contractés à l'étranger, bien moins

4.

d'ailleurs pour subvenir à des besoins urgents que pour combler d'intervalle en intervalle le déficit des budgets annuels. Du moins observa-t-on religieusement la promesse de ne plus émettre d'assignats.

L'insuccès de ces opérations financières ne rendit que plus pressante une réduction des dépenses et particulièrement des dépenses militaires. Mal équipé, mal vêtu, mal nourri, mal traité, le soldat russe coûtait certainement moins cher que pas un autre soldat européen; mais recruté parmi les serfs, du moment qu'il entrait au service, devenu libre, il était enlevé pour toujours à la vie civile. Il restait donc vingt ou trente ans à la charge de l'État, qui l'employait sans doute à toutes sortes d'usages, comme par exemple au service des pompes à incendies, de l'éclairage des rues, dans les tribunaux et dans les administrations les plus étrangères au métier des armes, mais qui n'en étaient pas moins obligées de l'entretenir. Or, en 1816, on n'évaluait pas à beaucoup moins d'un million d'hommes le chiffre total des forces militaires. Il n'est pas douteux que ce chiffre fût singulièrement exagéré. Toutefois on raconte que quand les troupes russes repassèrent la frontière, les régiments au complet étaient suivis de centaines de soldats sans armes, ou soldats « surnuméraires, prêts à remplacer ceux qui manqueraient dans les rangs ». Il est d'ailleurs certain que très loin de songer à réduire son armée, l'empereur la constitua plus formidable au pied de paix qu'elle ne l'avait jamais encore été sur le pied de guerre. Les puissances voisines en conçurent même, sinon quelque ombrage, au moins quelque commencement d'inquiétude.

Mais l'empereur avait ses raisons : et d'abord quelque chose de cette manie de militarisme que ses frères le grand-duc Constantin et l'empereur Nicolas poussèrent depuis si loin. « Il faut regarder l'empereur, disait un diplomate autrichien, comme un homme dont la fortune est dérangée, mais

qui possède un bijou précieux qu'il sera obligé de vendre pour se tirer d'affaire : il sait qu'il ne peut pas conserver son bijou; mais chaque fois qu'il le tire de sa boîte il est tellement frappé de sa beauté qu'il ne peut se résoudre à le quitter et remet la douloureuse opération au lendemain. » Une raison plus puissante, c'était la difficulté réelle de mobiliser l'armée russe, le cas échéant, une fois qu'on l'aurait dispersée sur l'immense étendue de l'empire; et si le tsar désirait très sincèrement le maintien de la paix, il désirait aussi maintenir le signe de sa suprématie européenne. Enfin, et plus que tout cela, il désirait conserver un moyen de peser sur la Porte Ottomane dans les négociations relatives à l'exécution d'une clause importante du traité de Bucharest. D'une part, en effet, à la faveur des événements, la Russie n'avait pas encore évacué les places de la mer Noire qu'aux termes formels de l'article 6 du traité de 1812, elle devait restituer à la Turquie; mais, de son côté, la Porte n'avait pas encore pu se décider à ratifier la clause par laquelle « La Russie devait conserver sur la côte maritime, à deux heures de la rive droite du Phare, et à quatre heures d'Anakria une échelle ou route militaire pour le transport des munitions et autres objets nécessaires. » De cette discussion entretenue soigneusement on verra sortir plus tard la guerre de 1828. Ce fut dans ces circonstances que, pour concilier les nécessités politiques avec les exigences du trésor, on inventa les colonies militaires.

Ces colonies qui paraissent avoir été l'invention propre de l'empereur, sont restées un néfaste souvenir dans l'histoire de la Russie contemporaine. Le principe en était simple : il ne s'agissait que de faire de tout soldat un cultivateur, ce qui soulagerait l'État de son entretien, et de transformer tout cultivateur en soldat, ce qui augmenterait d'autant les armées de l'empire. Dans un gouvernement quelconque on désignait donc pour servir à la colonisation tout un district des do-

maines de la couronne qui passait de la juridiction civile sous l'autorité militaire. On y envoyait un ou plusieurs régiments; on distribuait les soldats dans les familles des paysans; et chacun devait prendre pour femme la fille de la maison où le hasard l'avait placé. « Dans un village on ne trouva rien de mieux à faire, pour exécuter cette prescription, que de réunir toutes les filles de l'endroit, et, après avoir mis dans un shako les noms des soldats, d'obliger chacune d'elles à en retirer un au hasard; elle devenait alors la femme de celui dont le nom lui était échu dans cette loterie matrimoniale. » Les enfants du mariage naissaient soldats. Le travail agricole se faisait en commun, sous la direction des officiers; les récoltes rentraient dans des magasins coloniaux; le travail libre était interdit. Le paysan portait le costume militaire. Dans la maison qu'il habitait, construite sur un modèle donné, chaque meuble, chaque instrument, chaque ustensile de ménage avait sa place marquée. Et dans la capitale, pour faire sa cour, on se répétait que « telle colonie avait fourni cette année, du blé montant à 80,000 roubles et 144 enfants mâles. »

Dès le commencement de 1816, on fit l'essai du système impérial dans le gouvernement de Smolensk, sur une petite échelle; puis on l'étendit à des gouvernements plus voisins de la capitale; enfin, dans les provinces du midi, sans égard aux immunités traditionnelles des Cosaques. La résistance fut opiniâtre, désespérée, obstinée jusqu'à la mort, et pour en triompher il ne fallut pas moins que l'impitoyable Araktchéiev. Mais il en triompha et les colonies militaires lui auraient survécu sans doute, si le principe même de leur institution ne les avait pas condamnées par avance à périr du jour que l'humanité la plus vulgaire aurait repris ses droits. Elles coûtèrent beaucoup d'argent à l'État, beaucoup de sang à la Russie, ne donnèrent naturellement aucun des résultats qu'on en avait espérés, suscitèrent sous le règne suivant de terribles

révoltes, d'ailleurs cruellement réprimées, et finirent par disparaître insensiblement, sans bruit et à la longue. La réorganisation militaire deux fois reprise sous le règne d'Alexandre II par le général Miloutine en a de nos jours effacé jusqu'aux dernières traces.

Une troisième question intérieure préoccupait vivement l'attention du tsar. Depuis les derniers jours de 1815, la Constitution d'indépendance avait commencé de fonctionner en Pologne. Un glorieux soldat, le général Zaïonzeck, portait à Varsovie le titre de vice-roi; le conseil d'État, l'administration ministérielle, l'armée nationale, étaient constituées. mais ce n'était guère là qu'autant de fantômes d'indépendance et de nationalité. En fait, le pouvoir civil était aux mains de M. de Novosiltsov, l'ancien membre du comité, jadis le libéral admirateur de l'Angleterre; et le pouvoir militaire appartenait au grand-duc Constantin. Comment il l'exerçait, des témoignages qu'on ne saurait suspecter l'apprenaient fidèlement à l'empereur. « Chaque jour quelque nouvelle scène du grand-duc répandait dans Varsovie la tristesse et l'effroi ». Ses exigences, la brutalité de son langage, la barbarie de ses actes depuis deux ans dépassaient toute mesure; de jeunes officiers se suicidaient froidement pour se dérober à la tentation d'assassiner le lieutenant impérial. Le prince Czartoryski renonçait à la tâche ingrate de conciliation qu'il avait entreprise et demandait avec instance l'éloignement du grand-duc et la présence du tsar à Varsovie.

Cependant près de trois années s'étaient déjà écoulées que la première diète polonaise n'avait pas encore été convoquée. Sans doute sous l'empire d'une exaltation religieuse croissante, entretenue par une sorte de disposition maladive, mais surtout par l'horreur profonde des idées révolutionnaires qui travaillaient l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne, Alexandre regrettait ce qu'il avait fait pour la Pologne, et trouvait qu'en 1815 son ardeur de libéralisme l'avait entraîné trop loin. Il ne

parlait plus au moins de réunir au royaume les anciennes provinces. D'ailleurs, il n'ignorait pas qu'en Russie tout un parti considérable était singulièrement hostile à cet essai de la restauration de Pologne. « Nous avons conquis la Pologne avec le glaive, disaient ouvertement les Vieux Russes, voilà notre droit. C'est à ce droit que tous les États doivent leur existence ». Et de plus libéraux que l'historien Karamzine, ne pouvaient guère s'empêcher de regarder d'un œil jaloux ces Polonais vaincus à qui leur défaite elle-même était plus profitable que leur triomphe aux Russes victorieux. L'histoire peut-elle s'étonner qu'on se crût tout aussi digne à Saint-Pétersbourg qu'à Varsovie de vivre sous une charte constitutionnelle?

Il perça quelque chose de ces sentiments de crainte et de regrets, de mécontentement intérieur, dans le discours que prononça le tsar à l'ouverture de la diète. On y remarqua surtout une phrase où sur le ton de la défiance et de la sévérité, le tsar invitait les Polonais à ne pas confondre les principes de leurs nouvelles institutions « avec ces doctrines subversives qui avaient menacé le système social d'une catastrophe épouvantable. » Si ce n'était pas encore la menace, au moins était-ce déjà l'avertissement. Toutefois les travaux de la diète s'accomplirent sans encombre, paisiblement, rapidement. Le tsar affecta d'employer aux revues et aux exercices militaires la meilleure part de son temps; et quand il quitta Varsovie, dans les premiers jours du mois de mai 1818, l'accord paraissait à peu près rétabli.

L'empereur employa les derniers jours du printemps de 1818 à visiter les provinces méridionales de la Russie, la Tauride et cette ville d'Odessa, créée pour ainsi dire par le duc de Richelieu, qui déjà sur la mer Noire était devenue un port dont on pouvait prédire la fortune et l'importance prochaines; puis il se dirigea vers Aix-la-Chapelle pour y présider les travaux du congrès qui allait s'ouvrir.

## II

Quand, au mois de septembre 1815, les souverains alliés avaient quitté la France et s'étaient séparés, l'empereur Alexandre avait annoncé à l'empereur d'Autriche que « *quoi qu'il arrivât*, il comptait le revoir dans deux ans. » Bien loin d'avoir depuis lors oublié cet engagement, il l'avait rappelé plus d'une fois à la cour de Vienne, et plus d'une fois de manière à l'embarrasser. Sur ces entrefaites, il s'était produit de profondes modifications dans les rapports de la Russie avec les autres puissances. Le tsar, qui naguère avait pris un vif intérêt à la cause des Bourbons, s'était depuis peu à peu détaché d'eux et de la France. La violence réactionnaire des ultra-royalistes l'irritait ; et dans ses entretiens confidentiels c'était un plaisir pour lui que « de relever et développer les fautes énormes que les Bourbons avaient faites depuis leur retour en France, de verser les sarcasmes à pleines mains sur leur conduite faible et vacillante, leur attachement superstitieux aux anciens usages et à l'ancienne étiquette, — l'ignorance et le fanatisme des émigrés. » D'autre part, les déclamations des libéraux l'inquiétaient. Tel complot réveillait toutes ses craintes, ou tel coup de pistolet tiré par un fanatique sur le duc de Wellington, commandant en chef l'armée d'occupation, venait paralyser ses meilleures dispositions ; et ne voulant d'ailleurs prendre parti pour personne, il se contentait « de payer d'une bienveillance froide et stérile les démonstrations les plus affectueuses du gouvernement français. »

Pour l'Angleterre, le ressentiment que le tsar avait gardé du « *ton odieux de supériorité* » que le ministre anglais avait affecté pendant toute la durée de la dernière coalition, sa « haine » toute personnelle du prince Régent, et l'évidente

opposition des intérêts à venir de l'Angleterre et de la Russie, depuis que la France avait cessé d'être à craindre, réduisaient naturellement au strict nécessaire les relations de deux cabinets, également défiants l'un de l'autre, et cependant l'un et l'autre également résolus à maintenir la paix et les apparences du bon accord. Enfin, à Berlin, si l'amitié de Frédéric-Guillaume pour Alexandre était demeurée toujours aussi vive que par le passé, d'une autre part cette grande terreur et ce danger dissipés, qui jadis avaient réuni l'Europe entière contre Napoléon, la confiance et l'intimité des deux cours n'avaient pas survécu dix mois aux circonstances qui les avaient rendues nécessaires. Un moment même les désagréments avaient été poussés « jusqu'à un état de brouillerie ouverte, » et malgré la Sainte-Alliance, en dépit du mariage arrêté de la princesse Charlotte avec le grand duc Nicolas, ce bruit avait couru jusqu'à Vienne : « que si des considérations majeures ne s'étaient pas opposées à un pareil coup de tête... le tsar était fort disposé à infliger à la Prusse une leçon dont elle se souviendrait longtemps. »

L'Autriche avait naturellement bénéficié de toutes ces modifications. Le tsar avait décidé de « vivre et de mourir » dans l'alliance autrichienne et l'habileté de M. de Metternich avait enchaîné l'occasion. Une entrevue des deux empereurs était devenue dans ces conditions plus nécessaire que jamais. Il convenait d'arrêter les principes de cette politique à deux : ce fut l'objet des entretiens du prince de Metternich et du comte Capo d'Istria pendant leur séjour à Carlsbad dans les mois de uillet et d'août 1818 ; et ce fut bien plus encore que l'évacuation du territoire français, — question discutée, résolue, vidée d'avance, — l'objet vrai du congrès d'Aix-la-Chapelle. Certes, si la cour de Vienne avait pu craindre que le tsar « relâchât le lien de la quadruple alliance et se rapprochât d'un système d'union intime avec la France, » elle fut promptement rassurée. Non seulement, en effet, dès son arrivée à Aix-la-Chapelle, Alexandre insista fortement sur la nécessité indiscutable du

maintien de la « *quadruple alliance;* » mais il proposa d'abord la formation d'un « *comité militaire* » chargé de concerter d'avance les plans et les combinaisons à adopter dans le cas où un nouvel armement général serait provoqué par une nécessité impérieuse, « et le congrès fit de cette proposition l'objet d'un protocole annexe au protocole réservé par lequel les souverains s'engageaient au maintien des traités de 1815. »

Mais ce qui combla de joie M. de Metternich, ce fut l'attitude hautaine que le tsar, en traversant l'Allemagne, affecta vis à-vis de ces petits souverains accourus sur son passage pour chercher en lui leur protecteur naturel contre les cours de Berlin et de Vienne. « Le premier de leurs devoirs, leur disait-il, était de reconnaître l'autorité, les conseils, l'ascendant nécessaire des deux cours qui pouvaient seules diriger l'ensemble d'un mécanisme aussi compliqué que la fédération germanique. » La joie devint de l'enthousiasme quand on vit, pendant toute la durée du congrès, le tsar demeurer fidèle à ces déclarations, à ces principes inespérés, et la reconnaissance autrichienne n'hésita pas à déclarer « que la conduite de l'empereur avait été un chef-d'œuvre de loyauté, de sagesse, de modération, — que l'histoire du congrès se grouperait autour de son auguste personne, — et qu'on ne faisait, parlant ainsi, qu'anticiper le jugement de l'impartiale postérité. »

De cette époque, en effet, date une ère nouvelle dans l'histoire de la Russie. Le tsar semble renoncer à poursuivre cette popularité dont naguère encore il était si avide : l'illusion du libéralisme s'est évanouie, l'autocrate seul demeure et commence d'apprendre le rôle que jouera son successeur, celui de représentant des principes d'immobilité contre le débordement des espérances et des passions qu'on appelle désormais « révolutionnaires ». La diffusion des sociétés secrètes en Pologne, l'agitation qu'elles y répandaient, la forme redoutable qu'elles allaient y donner au mécontentement

général; une insurrection à Saint-Pétersbourg, dans un des régiments de la garde, uniquement provoquée par la dureté du colonel, et bornée d'ailleurs à un refus d'obéissance, capable toutefois d'inspirer au tsar des doutes sur la fidélité d'une armée dont jusqu'alors il s'était cru si pleinement maître; la naissance enfin, dans la capitale même, de l'Union du Bien public et le progrès toujours croissant en Russie des idées libérales ne devaient pas médiocrement entretenir Alexandre dans ses idées de résistance et de réaction contre des doctrines qui, non contentes de troubler la tranquillité de l'Europe, semblaient menacer jusqu'au trône de Russie à son tour. Et l'imagination rapide, facilement impressionnable du tsar, à mesure que les révolutions se succédaient en Espagne, à Naples, en Portugal, les complots en Allemagne et en France, voyait dans cette rencontre d'événements le signe d'une entente révolutionnaire et comme une universelle conspiration des peuples contre les souverains.

Aussi, quand il apprit la nouvelle de la révolution d'Espagne, s'empressa-t-il de « demander l'avis des cabinets de Londres, de Vienne et de Berlin sur la conduite à tenir », sans dissimuler l'opinion que les termes mêmes du traité de la quadruple alliance et les déclarations d'Aix-la-Chapelle imposaient aux puissances signataires « *l'obligation sacrée* » d'intervenir. On répondit de Londres, que si l'Angleterre s'était engagée solennellement à donner son concours toutes les fois « qu'un danger réel menacerait le système de l'Europe » elle ne pouvait ni ne voulait agir d'après un principe de pure précaution, contre « des dangers possibles »; — de Vienne et de Berlin, que, tout en rendant « au noble dévouement » de l'empereur Alexandre la justice qui lui était due, cependant les difficultés de la situation intérieure ne permettaient pas des mesures actives, ni la prudence et la dignité des cabinets qu'on se bornât à des demi-mesures. Mais sur ces entrefaites, la révolution d'Espagne eut son contre coup à Naples. Cette fois, directement

menacée dans ses intérêts italiens, l'Autriche résolut d'agir. Le tsar saisit l'occasion et répondit à une proposition d'entrevue que lui adressait l'empereur François par une lettre où il se déclarait prêt à se joindre « sans restriction ni mesure à toutes les mesures énergiques que l'empereur son frère jugerait à propos de prendre. » La lettre était accompagnée d'une contre-proposition du comte Capo d'Istria exprimant l'idée « qu'une réunion des cinq grands cabinets lui semblerait plus efficace qu'une entrevue des deux souverains et plus conforme aux conjonctures. » Troppau fut le lieu désigné pour les conférences, qui s'ouvrirent le 20 octobre 1820. Le tsar y vint accompagné du comte de Nesselrode et du comte Capo d'Istria.

L'histoire du congrès de Troppau n'appartient qu'à peine à l'histoire de Russie. Les questions ou plutôt la question qu'on y traita, relève surtout de l'histoire de l'Autriche et de l'Italie contemporaines. D'ailleurs l'attitude des souverains n'y différa pas beaucoup de ce qu'elle avait été deux ans auparavant à Aix-la-Chapelle. On y affirma toutefois, en des termes plus catégoriques et plus forts qu'on n'avait encore fait, ce principe d'intervention déjà posé dans les déclarations du précédent congrès. « Lorsque des états ou des changements effectués par des voies illégales, feront craindre à d'autres pays un danger imminent par leur proximité, et lorsque les puissances alliées pourront exercer à leur égard une action efficace et bienfaisante, elles emploieront pour les ramener dans le sein de l'alliance, premièrement des démarches amicales, en second lieu, une force coërcitive. » Il convient d'ajouter que cette grande affaire, comme l'appelle M. de Gentz qui tenait la plume, fut traitée en dehors des représentants de la France et de l'Angleterre, c'est-à-dire entre M. de Metternich et le tsar. A ce titre les déclarations de Troppau signalent dans l'histoire contemporaine l'alliance des cabinets du Nord et pour ainsi dire, la reconnaissance publique de la prépondérance russe en Allemagne. C'était au moins un grand pas accompli dans

cette voie de conquête lente que depuis Pierre le Grand, la Russie, par tous les moyens, avait régulièrement suivie. L'Allemagne se préparait à devenir « l'agent officiel du despotisme russe en Europe. »

Quant à l'objet particulier du congrès, la résolution d'entendre le roi de Naples, fit transporter les conférences à Laybach sous prétexte de faciliter le voyage au roi Ferdinand et de se rapprocher du théâtre des événements. Ce fut là qu'au fort des préoccupations soulevées par les révolutions d'Espagne et d'Italie, le tsar apprit la première nouvelle de la révolution grecque.

Dans la nuit du 6 mars 1821, le prince Alexandre Ypsilanti, fils d'une famille d'Hospodars de tout temps dévouée à la Russie, lui-même général, aide de camp du tsar, intime ami de Capo d'Istria, cédant à l'appel du patriotisme grec avait franchi le Pruth à la tête de quelques milliers d'hommes. Il s'était flatté qu'au bruit de cette prise d'armes, il tressaillerait dans le cœur du tsar quelque fibre du libéralisme d'autrefois ; et dans sa proclamation aux habitants des provinces, en leur déclarant qu'il ne faisait que traverser leur pays pour aller en Grèce, il n'hésita pas à leur garantir « que si quelques Turcs désespérés osaient fouler leur sol, une grande puissance était prête à punir leur témérité. » Cette grande puissance, nul n'en doutait, c'était la Russie, la Russie dont les Hétairistes promettaient depuis déjà longtemps la protection à la cause de l'indépendance, la Russie sur le propre territoire de laquelle un macédonien d'Arta, Nicolas Scouphas, avait jeté les premiers fondements de l'hétairie, la Russie enfin où le premier après le tsar semblait être, aux yeux de l'Europe entière, le Corfiote Capo d'Istria. Aussi le prince n'hésita-t-il pas à répéter aux boyards les promesses de sa déclaration, leur persuada même de s'adresser à l'empereur Alexandre directement, et fit suivre leur requête d'une lettre où, comme s'il avait voulu mettre le comble à l'irritation bien facile à prévoir du tsar,

il lui annonçait « que la présente révolution était l'œuvre d'une société secrète dont les ramifications s'étendaient sur toutes les parties de la terre où se trouvaient des Grecs. »

La réponse ne se fit pas attendre. Le 12 mai parut un manifeste où les puissances en réprouvant les « machinations subversives » qui faisaient après l'Espagne et l'Italie, de l'Orient de l'Europe « le théâtre de maux infinis » enjoignaient à leurs nationaux de « quitter les lieux souillés par la révolte », et déclaraient leur ferme résolution d'appliquer aux troubles de Moldavie les mêmes principes de politique sur lesquels elles venaient de régler leur action à Naples et en Piémont. En même temps une lettre toute personnelle du tsar notifiait au prince Ypsilanti qu'il avait cessé de faire partie de l'armée russe et qu'en aucune circonstance il ne devait compter sur l'appui de Saint-Pétersbourg, « étant indigne de l'empereur de miner les fondements de la Turquie par l'action honteuse d'une société secrète. » Et pour que nul ne pût mettre en doute la sincérité de ce tardif scrupule, tout nouveau dans l'histoire de la politique russe, le comte de Wittgenstein, commandant en chef de la Bessarabie, recevait l'ordre public d'observer la plus stricte neutralité, tandis que le baron de Strogonov, ambassadeur à Constantinople, était même chargé d'offrir au sultan le concours de la Russie pour réprimer l'insurrection.

Sans doute, les Grecs avaient été prévenus : récemment encore, quand Emmanuel Xanthos avait proposé au comte Capo d'Istria de prendre pour agir le commandement suprême de l'hétairie le ministre du tsar avait souligné son refus de paroles sévères et de sinistres prédictions. Il n'en était pas moins vrai que le rêve de l'indépendance hellénique était l'œuvre de la politique russe ; et des vieillards pouvaient se souvenir d'avoir vu naguère ce même Constantin qui gouvernait maintenant la Pologne, aux côtés de son illustre aïeule, vêtu à la grecque, parlant grec, entouré de Grecs et s'exerçant dès l'enfance à justifier le nom prédestiné que Catherine elle-même avait

voulu lui choisir. Aussi bien le tsar quand il se retrouvait, c'est-à-dire quand il échappait à l'influence de M. de Metternich, ne pouvait-il se défendre d'un reste de sympathie pour une cause qu'il avait jadis encouragée, bien plus, qu'avec une duplicité mêlée de faiblesse, il continuait d'encourager toujours, en assurant Ypsilanti « qu'il comprenait le désir naturel des Grecs d'améliorer leur condition et d'obtenir leur indépendance » et l'engageant à faire passer ses justes réclamations par l'intermédiaire de M. de Strogonov « qui avait reçu les instructions nécessaires à cet égard. » Les événements n'allaient pas tarder d'ailleurs à lui imposer des démonstrations d'une sympathie moins stérile.

On sait comment la Grèce entière, le Péloponèse d'abord, bientôt les îles, enfin la Grèce continentale répondirent par un soulèvement général au premier appel de l'insurrection; comment le divan riposta par l'exécution des principaux Phanariotes, les massacres de Buyuk-Déré, le hideux supplice du patriarche Grégoire, le pillage et la profanation des églises. Parmi les masses russes orthodoxes, aussitôt ce ne fut qu'un cri d'indignation. Le tsar venait de rentrer à Saint-Pétersbourg. Tel de ses généraux aides-de-camp ne parlait plus de l'exécution du patriarche Grégoire qu'en faisant le signe de la croix: Capo d'Istria, qui ne pouvait pas détacher ses sympathies de la cause de ses compatriotes, semblait avoir ressaisi quelque ombre de son influence; Pozzo di Borgo, systématiquement hostile à M. de Metternich et à l'influence autrichienne, poussait à l'action de tout son pouvoir, qui était grand. On décida de demander des explications à Constantinople. On ne s'attendait pas certainement que le divan y fît des réponses satisfaisantes.

Depuis 1816, d'ailleurs, on a vu que le cabinet russe prenait à tâche de l'exaspérer en traînant en longueur les interminables négociations relatives à l'occupation des forteresses de la mer Noire. Sans doute, disait à ce sujet un ministre russe,

« *notre* cause est mauvaise, nous avons le bon droit contre nous, mais l'objet que nous demandons est tel que nous ne pouvons pas l'abandonner. » D'ailleurs, on ne pouvait pas croire à Constantinople que la Russie fut étrangère à l'insurrection grecque et que pour le stérile honneur de rester fidèle à la lettre de la Sainte-Alliance, le tsar se fût désintéressé sans esprit de retour de la politique traditionnelle de ses prédécesseurs. « N'est-ce pas, disait une note turque à M. de Nesselrode, à la voix d'un sujet russe que les Grecs se sont révoltés ? ne refuse-t-on pas l'extradition des rebelles réfugiés ? l'ambassadeur de Russie ne favorise-t-il pas ouvertement les révoltés ? et quant au pillage des églises, quant à l'exécution du patriarche, que faisons-nous autre chose que défendre notre tranquillité par les mêmes armes dont les tsars eux-mêmes se sont servis de tout temps? tous ceux qui ont lu l'histoire de Russie ne savent-ils pas qu'en l'an 1715 du Messie, le tsar Pierre a déposé et fait mettre à mort un prêtre qui se trouvait être le patriarche de Russie? » Et en effet, le tsar Pierre, dans l'espèce, ne s'était guère plus soucié de formes de procédure que le sultan Mahmoud.

Mais le tsar n'était pas habitué à s'entendre parler un semblable langage : en réponse à la note turque, M. de Strogonov reçut donc l'ordre de présenter au Divan un ultimatum à consentir dans les huit jours. Le langage de la chancellerie russe était clair et son ton menaçant : « Si le gouvernement turc témoignait que c'était par suite d'un plan arrêté qu'il prenait envers l'insurrection ces mesures dont *gémissent la religion et l'humanité*, il ne restait plus qu'à lui déclarer que la Russie se trouverait dans la stricte obligation d'offrir aux Grecs *asile*, parce qu'ils seraient persécutés; *protection*, parce qu'elle en aurait le droit; *assistance*, parce qu'elle ne pouvait pas livrer ses frères de religion à la merci d'un aveugle fanatisme. » Le délai de huit jours étant expiré sans que le Divan eût répondu, M. de Strogonov, suivi de tous les employés de

l'ambassade, quitta Constantinople et s'embarqua pour Odessa. La rupture était consommée.

En toute autre circonstance, la guerre eût sans doute suivi. Mais flottant, comme il faisait, entre son rôle de protecteur né des chrétientés d'Orient, et d'adversaire actuel de la révolution en Europe, le tsar n'avait pas plus tôt pris une décision dans un sens qu'il semblait vouloir la corriger dans un sens opposé. D'ailleurs à Vienne on surveillait de près, avec une attention jalouse, les moindres péripéties du conflit russo-turc. Les inquiétudes n'étaient ni moins vives ni moins jalouses à Londres. Il ne fut pas difficile d'arrêter le tsar au moment même d'agir et de lui démontrer « que l'insurrection grecque était purement et simplement une révolte, que les factieux qui la dirigeaient s'en promettaient d'immenses avantages pour les funestes projets qu'ils ne cessaient de former sur d'autres pays » et qu'il fallait se contenter de former le vœu « que le temps et la Providence amenassent pour le peuple les soulagements que les hommes d'État ne sauraient lui procurer sans devenir infidèle à ses autres devoirs. » Que si d'ailleurs le tsar jugeait son honneur engagé par les démarches qu'il avait déjà faites, l'Angleterre et l'Autriche proposaient d'intervenir et d'obtenir du Divan les satisfactions nécessaires. On ajoute qu'une parole du grand duc Constantin qui déclara « que dans le cas d'une guerre, il ne répondait pas de la tranquillité de la Pologne » n'aurait pas peu contribué à faire incliner les conseils d'Alexandre vers la modération.

La Russie réduisit donc ses réclamations à trois points essentiels et se déclara prête à rétablir les relations diplomatiques. — 1° Si la Porte reconnaissait l'ancien état de choses dans lequel le pavillon russe pouvait couvrir tous les bâtiments passant par le Bosphore ; — 2° si elle consentait à notifier formellement l'évacuation des principautés occupées militairement depuis la tentative d'Ypsilanti et la nomination des

Hospodars; — 3° si le Divan enfin « consentait à prouver par une série de faits, qu'il respectait la religion des Grecs et qu'il voulait rétablir la tranquillité intérieure de ses provinces sur des bases justes et durables. » L'internonce autrichien, comte de Lutzow, et l'ambassadeur anglais, lord Strangford furent chargés d'obtenir l'assentiment de la Turquie, tandis que le bailli de Tatichev se rendait à Vienne pour y délibérer avec M. de Metternich sur le différend oriental. Sans doute il y fit preuve d'une rare déférence aux idées du ministre autrichien puisqu'au bout de quelques jours celui-ci pouvait se vanter que le diplomate russe « n'avait combattu aucun de ses arguments, qu'il les avait déclarés justes, conformes à la vérité, d'une valeur positive et qu'il l'avait même prié de mettre ses remarques par écrit, comme étant placées au-dessus de toute contradiction. »

Ce fut sur ces entrefaites que deux événements considérables se produisirent : les Grecs réunis en congrès national à Épidaure venaient de proclamer leur indépendance politique, et comme la Porte paraissait près de souscrire aux réclamations russes, le tsar s'avisa de déclarer brusquement qu'il ne considérait les points en discussion que comme de purs préliminaires, après le règlement desquels il s'agirait de traiter non plus seulement de pacification, mais de la condition future des Grecs. L'émotion fut vive à Constantinople. Le 25 février 1822, les ministres turcs réunirent une sorte de congrès solennel où furent appelés les janissaires, les prêtres et les représentants des corporations de métier. Il fallut toute l'habileté de lord Strangford et l'influence qu'il exerçait sur le Divan pour que la lutte n'éclatât pas, provoquée cette fois par la Turquie. Mais le profit des négociations antérieures était perdu; la question, après cinq mois d'efforts des puissances et de concessions du Divan, se retrouvait tout entière. C'était moins encore sur la Porte que sur le tsar qu'il fallait agir : M. de Metternich proposa donc

une entrevue de l'empereur d'Autriche et du tsar soit à Florence, soit à Vienne, en même temps qu'une réunion de plénipotentiaires dont les pouvoirs n'auraient trait qu'au règlement de la Porte et de la Russie. Le tsar accepta : les conférences s'ouvrirent à Vienne dans les derniers jours du mois de juin 1822, pour être bientôt, après la mort de lord Londonderry, transportées à Vérone et transformées en un congrès de souverains.

Le tsar s'y montra précisément et d'abord tel que M. de Metternich l'avait jadis connu à Laybach, à Troppau, à Aix-la-Chapelle, tel qu'il souhaitait ardemment de le retrouver « n'ayant plus qu'une idée dominante, celle de vaincre l'esprit révolutionnaire et de remettre l'Europe entière sur des fondements légitimes, stables et pacifiques. » Tout récemment, il venait d'éloigner de lui le comte Capo d'Istria : si grande était même sa défiance de tout libéralisme et sa terreur de la révolution que l'on raconte, qu'il n'était pas loin de prendre le comte de Nesselrode et le prince de Volkonski pour des *Carbonari*. Aussi ses premières paroles au congrès furent-elles pour faire en quelque sorte acte de contrition et déclarer « que les sentiments d'amitié de ses alliés lui inspiraient une telle confiance, qu'il abandonnait à leur sagesse seule le soin de diriger la marche ultérieure des négociations. » Quelques jours plus tard, quand les délégués du nouveau gouvernement grec retenus à la quarantaine d'Ancône demandèrent l'autorisation de se présenter au congrès, on leur répondit par un refus formel suivi de l'avertissement que s'ils traversaient le territoire romain, on les arrêterait à la frontière autrichienne, et par cette fameuse circulaire du 14 décembre où les souverains proclamaient leur inébranlable résolution « de repousser le principe de révolte sans examiner de quelle manière ni dans quel pays il se montrerait. »

Une fois de plus le tsar semblait en avoir pris son parti

définitif. Il inaugurait une politique nouvelle qui cessait désormais « d'être fondée sur l'égoïsme. » Et comme il le disait à Chateaubriand, ayant vu dans les troubles de Grèce « le signe révolutionnaire », contre ses sympathies personnelles, contre la tradition, contre les intérêts de la politique russe, il s'abstenait.

Le difficile ou plutôt l'impossible était qu'il persistât dans cette abstention. La diplomatie de M. de Metternich avait ajourné la guerre imminente, elle n'avait pas tranché le conflit oriental et peut-être ne dépendait-il plus de personne, en 1823, de le trancher pacifiquement. Le succès de l'intervention française en Espagne, en suggérant au tsar la pensée d'intervenir en Turquie sous un même prétexte et d'une même manière, comme l'instrument de la Sainte-Alliance; l'universelle sympathie de l'Europe pour la cause des Grecs, dont l'arrivée du ministère Canning aux affaires venait précisément de modifier le caractère jusqu'alors tout révolutionnaire; l'opinion russe enfin, de jour en jour plus avide de la guerre, ne tardèrent donc pas, aussitôt qu'il fut de retour dans sa capitale, à métamorphoser de nouveau les sentiments d'Alexandre. Il n'attendit pas moins d'une année tout entière avant de se résoudre à rétablir officiellement les relations diplomatiques. Encore n'envoya-t-il à Constantinople qu'un simple chargé d'affaires, M. Minsiaski, depuis 1821 agent russe en Valachie; et la Porte avait évacué les principautés, donné toutes satisfactions quant au commerce et à la navigation du Bosphore sans compter « le redressement de plusieurs autres griefs, » qu'elle attendait toujours la nomination promise d'un ambassadeur russe. Et quand l'ambassadeur fut nommé, il ne partit pas.

Il faut convenir que M. de Metternich n'avait pas tout à fait tort quand il relevait de la part du cabinet de Russie « dans toute cette affaire, depuis le lendemain de la première déclaration de Laybach jusqu'à l'heure présente, un décousu, des contradictions tellement manifestes qu'un particulier, qui sous

de pareils auspices, engagerait ses amis dans une affaire n'échapperait pas au reproche de mauvaise foi. » Ce n'était pas en effet seulement à la question du différend turco-russe, que les paroles du ministre autrichien nous paraissent aujourd'hui applicables, c'était l'histoire du règne tout entier de l'empereur Alexandre qu'il résumait ainsi par avance et dans ces trois mots, « décousu, contradictions, mauvaise foi » il nous est permis de dire qu'il allait au fond du caractère du tsar.

## III

Le tsar en effet, ne gouvernait pas beaucoup mieux la politique intérieure : c'étaient partout les mêmes contradictions et partout les mêmes apparences de duplicité. L'empereur avait eu l'art au dehors de tromper à la fois les espérances des Grecs et de rendre une guerre prochaine inévitable avec la Turquie ; il faisait preuve au dedans de la même habileté, soulevant le même mécontentement à Varsovie qu'à Saint-Pétersbourg, et semant à la fois les germes d'une révolution militaire en Russie, les germes d'une insurrection nationale en Pologne.

Le temps était loin désormais où dans un grand accès de libéralisme on n'avait parlé de rien moins que de réunir au nouveau royaume de Pologne ses anciennes provinces lithuaniennes ou d'étendre à l'empire tout entier les bienfaits du régime constitutionnel. Il n'avait pas fallu de longues réflexions pour que le tsar se laissât persuader aux conseillers qui lui montraient dans la renaissance de la Pologne une menace pour l'avenir et la sécurité de la Russie. Les Congrès et M. de Metternich avaient fait le reste. Déjà lors de la diète de 1818, l'autocrate avait percé sous le masque du roi constitutionnel et cette singulière déclaration « que la Diète n'avait pas le droit d'accuser les actes du gouvernement

et de les blâmer, et qu'elle n'était réunie que pour donner son opinion sur les objets que le gouvernement croyait nécessaire de soumettre à son examen » avait refroidi l'enthousiasme des plus clairvoyants. Depuis, le grand duc Constantin soutenu dans sa tâche par M. de Novosiltsov, n'avait rien épargné pour arracher aux Polonais leurs dernières illusions, s'ils en conservaient encore quelques-unes. La liberté de la presse aussitôt supprimée qu'octroyée, la censure étendue des journaux aux livres de toutes sortes, les écoles primaires fermées par centaines, l'enseignement supérieur soumis à des programmes restrictifs, la liberté personnelle chaque jour et outrageusement violée, l'espionnage organisé jusque dans les familles, les pratiques enfin d'une tyrannie mêlée d'odieux et de ridicule, un lieutenant général du royaume de Pologne, frère du tsar, faisant asseoir sur un tambour en place publique les jeunes voyageurs coiffés d'un chapeau dont les bords trop larges avaient offusqué sa vue, et de sa propre main rognant les bords du couvre-chef malencontreux, ou sur les promenades publiques ordonnant d'arracher un enfant aux bras de sa mère pour lui faire couper les cheveux à la longueur réglementaire, tantôt faisant périr les soldats sous le bâton, insultant les officiers, arrêtant, emprisonnant, condamnant au seul gré de son arbitraire, sans autre forme de procès; les meilleurs citoyens désespérant de l'avenir, Dombrovski sur son lit de mort invitant les Polonais à la défiance, le prince Czartoryski se démettant de ses fonctions de curateur de l'Université de Vilna, les seules qu'il eut conservées, d'ailleurs le tsar indifférent aux maux de la Pologne, sourd aux réclamations comme aux plaintes, tout cela disait assez haut et assez clairement que le rêve de l'indépendance était pour jamais évanoui.

La seconde diète de Pologne ouvrit sur ces entrefaites, le 13 septembre 1820. On attendait du souverain quelque promesse, quelque semblant au moins d'explication; il se borna

dans son discours d'ouverture à réclamer des députés une confiance illimitée dans les principes de sa moralité chrétienne. Une violente opposition, dirigée par les frères Niemoiovski, nonces de Kalisch, et Godleski, nonce de Marienpol, se forma dans l'Assemblée, forte bientôt de 117 voix contre 3, et repoussa systématiquement tontes les mesures proposées par le gouvernement. Alexandre ne put ni ne voulait sans doute dissimuler son irritation. « Interrogez votre conscience disait-il dans son discours de clôture, et vous saurez si vos discussions ont rendu à la Pologne tous les services qu'elle attendait de vous, ou si au contraire, entraînés par des séductions trop communes de nos jours vous n'avez pas retardé dans ses projets l'œuvre de la restauration de votre patrie ».

Ces paroles déjà menaçantes, mais encore vagues, furent bientôt éclaircies par le fameux rescrit du 21 mai 1821, où le tsar déclarait que la Pologne était « menacée dans son existence » à moins qu'elle ne prouvât par ses propres ressources, « qu'elle pouvait se maintenir dans le mode dont elle avait été gratifiée ». Les Polonais répondirent par l'union des sociétés secrètes du royaume en une seule qui sous le nom de *Société Patriotique*, et sous la direction de Valérien Lukasinski se proposa dès lors de travailler par les armes à la délivrance de la Pologne. Mais la police du grand-duc veillait. Déjà deux associations, celles des Philomathes et des Philomuses, dirigées par un étudiant de l'Université de Vilna, Thomas Zan, avaient été surprises, dissoutes, et leurs principaux membres, après une première enquête qui n'avait pu relever contre eux de charges juridiques, confiés aux soins de M. de Novosiltsov, et condamnés aux mines ou déportés en Sibérie. La *Société Patriotique* ne pouvait échapper au même sort. Dénoncé par la police russe de Paris, Lukasinski fut traduit devant une Cour martiale avec six de ses amis, et condamné à la dégradation militaire et neuf ans de travaux

forcés. On l'envoya travailler aux fortifications de Zamosc. Un soulèvement des forçats qu'il fut accusé d'avoir fomenté, le ramena devant un conseil de guerre qui le condamna à mort. La clémence du grand-duc cette fois commua la peine en une prison perpétuelle; mais après la nuit du 29 novembre 1830, quand on chercha Lukasinski dans les cachots de Varsovie, il avait disparu : nul n'a su ce qu'il était devenu.

Comme il arrive toujours, la violence ne fit qu'exaspérer : après un peu de temps, la *Société Patriotique* était reformée plus nombreuse que jamais et trois illustres patriotes, le colonel Krzyzanovski, le prince Jablonovski et le comte Stanislas Soltyk en avaient pris la direction. Quant au tsar, il avait profité de ces événements, pour éviter de réunir la diète à l'époque de sa session régulière. Il se résolut cependant à la convoquer en 1825, mais non pas sans avoir pris d'abord ses précautions, en interdisant par un rescrit du mois de février 1825, la publicité des délibérations, ce qui n'était, après tant d'autres, qu'une violation nouvelle de la Constitution et en faisant arrêter aux portes de Varsovie, ce même Vincent Nemoiovski qui dans la réunion précédente avait osé diriger l'opposition. « Il fut arrêté et reconduit chez lui par des gendarmes et depuis ce moment gardé à vue ayant sa propre campagne pour prison ». Un gendarme l'accompagnait dans les visites qu'il faisait, et quand il recevait quelqu'un de ses amis, un gendarme venait s'asseoir à leurs côtés et présider la conversation. Parmi les travaux de la diète de 1825, les plus importants aboutirent à la création de la *Société du Crédit Territorial* et à la promulgation d'une loi sur le mariage dont les dispositions ne satisfirent ni le clergé qui demandait le rappel pur et simple de la législation du Code Napoléon, ni l'opinion publique et qui fut pour tout le monde la source de « beaucoup d'inconvénients. »

Cependant les Russes eux-mêmes n'avaient pas beaucoup moins de titres que les Polonais à se plaindre du tsar. Il est

vrai qu'on peut dire que le tsar avait cessé de régner, et que sauf les rares occasions où quelque mesure violente rappelait l'autocrate au souvenir de ses sujets, le pouvoir était tombé tout entier aux mains d'Araktchéiev. En public, et même en présence d'Alexandre, le tout-puissant ministre recevait les mêmes honneurs que le Souverain lui-même. Et de la façon qu'il usait du pouvoir, il traçait à l'avance les voies que devait bientôt triomphalement parcourir le successeur d'Alexandre.

Une véritable haine de l'esprit occidental, un fanatisme sincère de la nationalité russe lui dictaient tous ses actes. Deux prêtres adroits, Séraphim, métropolitain de Moscou, et Photim, le confesseur à la mode, archimandrite du couvent de Saint-Georges, l'entretenaient dans ces dispositions. En 1822, il avait fait décréter la fermeture des loges maçonniques, très nombreuses en Russie, comme par toute l'Europe, à cette même époque; en 1824, il réussit à faire renverser le prince Galitzin, ministre de l'Instruction publique, suspect de relations avec les illuminés allemands, et le remplaça par l'amiral Chichkov dont le principal titre à ses nouvelles fonctions était le « nationalisme » prononcé ou si le mot eut été connu dans ce temps-là, le « slavisme » convaincu.

L'amiral avait jadis été le grand adversaire littéraire de Karamzine, l'historien, qu'il trouvait trop facile aux nouveautés et dont la prétention lui semblait quasi sacrilège de vouloir s'inspirer des littératures de l'Occident pour donner à la Russie la langue littéraire qu'elle ne possédait pas. Au moins ne déguisait-il pas ses intentions et résumait-il lui-même l'esprit de son ministère en déclarant « que les classes inférieures de la Société n'ont pas besoin d'un enseignement étendu et que les lumières si vantées fournies par les sciences sont plus funestes qu'avantageuses aux hommes nés pour obéir ». En foi de quoi les Cours de droit furent supprimés dans les Universités, les professeurs d'Histoire et de Philosophie « destitués par douzaines » les savants étrangers reconduits à la

frontière, les livres défendus poursuivis jusque dans les bibliothèques privées. On a raconté qu'à l'Université de Kazan, le Curateur qui était le conseiller ordinaire du ministre « fit confisquer les préparations anatomiques et les fit enterrer par des prêtres afin que les hommes auxquels elles avaient appartenu pussent ressusciter sans difficulté au jour du jugement dernier.

Le tsar laissait faire. Une mélancolie superstitieuse l'avait envahi, le dominait tout entier. Des chagrins domestiques, la perte d'une fille naturelle qu'il aimait avec passion y avaient encore ajouté. Fatigué du pouvoir, il avait manifesté plus d'une fois des idées d'abdication et il suivait avec une attention distraite les événements de la politique étrangère, au dedans il avait abandonné son rôle. Et de loin en loin si quelque événement malheureux, si quelque catastrophe publique venait troubler le cours de ses rêveries il y lisait avec effroi le signe de la colère divine. Un effrayant débordement de la Néva qui monta dans Saint-Pétersbourg, le 19 novembre 1824, jusqu'à plus de 4 mètres au-dessus de son niveau habituel et qui coûta la vie à quelques milliers de victimes, lui fut de toutes les leçons d'en haut la plus frappante et la plus terrible. Dans le secret de son cœur, il y voyait sans doute avec toute la multitude de Saint-Pétersbourg, un châtiment de l'indifférence avec laquelle le peuple et le tsar orthodoxe avaient abandonné, trahi la cause de leurs coreligionnaires. Il relevait alors d'une maladie dont les complications avaient failli l'emporter. Six mois étaient à peine écoulés qu'il recevait à Varsovie la nouvelle d'une conspiration formée contre lui.

Cette jeunesse russe que le tsar avait ramenée victorieuse à Saint-Pétersbourg n'avait pas aussi promptement que le souverain oublié le spectacle des choses et la fréquentation des hommes de l'Occident. Des associations s'étaient donc formées comme l'*Union du Salut*, en 1817, devenue l'année suivante

l'*Union du Bien Public*, à l'image de ces associations si nombreuses dans le même temps en Allemagne, en France, en Italie, mais qui toutefois paraîtraient en Russie ne s'être proposé d'abord qu'un but exclusivement théorique. Cette première société fut dissoute en 1821. Mais selon l'opinion d'un bon juge « les sociétés secrètes sont peut-être inévitables dans un pays comme la Russie où, si l'on veut parler librement, il est indispensable de se renfermer dans un cercle étroit, et encore de bien choisir ceux qui doivent le composer ». La société dissoute n'avait donc pas tardé à se reformer sous le nom de *Société de Saint-Pétersbourg* ou *Société du Nord*, sous la direction successive de Nikita Mouraviev, du prince Serge Troubetzkoï, du prince Eugène Obolenski et enfin de Ryleiev.

Une autre Société, plus exclusivement militaire existait toute formée sous le nom de *Société du Midi* du nom même de l'armée où elle avait pris naissance et qui, forte d'environ 120,000 hommes, observait les frontières de Turquie. Deux hommes y exerçaient la même influence et peut-être plus grande que Ryléiev dans la *Société du Nord*, c'étaient Paul Pestel, fils d'un ancien gouverneur général de Sibérie, lui-même colonel du régiment d'infanterie de Viatka, et Serge Mouravief-Apostol, lieutenant-colonel au régiment d'infanterie de Tchernigov, l'un et l'autre hommes d'action et de coup de main, qui savaient ce qu'ils voulaient, tandis que dans la *Société du Nord* on conspirait en quelque sorte par provision, décidé peut-être à profiter des circonstances, mais sans avoir l'intention ni les moyens de les faire naître. Les deux sociétés se rapprochèrent vers 1821 ou 1822, et commencèrent d'agiter le projet d'un assassinat ou tout au moins d'une déclaration de déchéance du tsar, sorte de « pronunciamento » militaire, dont la forme avait en quelque sorte été donnée par les révolutions d'Espagne et de Naples. Puis elles entrèrent en relations avec la *Société Patriotique* de Pologne. Bestoujev

Rumine eut plusieurs entrevues avec Krzyzanovski, et Pestel avec le prince Jablonovski. Ils ne purent s'entendre et les conférences furent remises à 1826. Pestel comptait qu'alors la révolte aurait éclaté, l'ayant fixée au mois de janvier 1826 et que les Polonais ne sauraient manquer de saisir l'occasion.

Cependant le tsar avait négligé l'avertissement, comme il avait fait les avertissements du comte de Wittgenstein qui l'avait à plusieurs reprises informé que ses officiers entretenaient de bien fréquentes correspondances à Saint-Pétersbourg. On surveillait le complot, mais la dénonciation faite à Varsovie par le lieutenant Sherwood n'avait pas mis aux mains de la police impériale des moyens d'action suffisants. Le tsar revint donc à Saint-Pétersbourg sans avoir pris de parti décisif.

Il y trouva l'impératrice malade et les médecins déclarant qu'elle ne pourrait pas supporter le climat de Saint-Pétersbourg pendant l'hiver. On résolut donc qu'elle passerait l'hiver sous un ciel plus clément, et le tsar après avoir vainement essayé de décider l'impératrice à partir pour l'Allemagne, choisit la ville de Taganrog, à l'embouchure du Don, et déclara qu'il ferait le voyage. Il partit de Saint-Pétersbourg, dix jours avant l'impératrice, le 13 septembre 1825. Le prince Volkonski, le major général Diebitch et le médecin anglais Sir James Wylie l'accompagnaient. L'impératrice le rejoignit le 5 octobre. Il parut bientôt que sa santé s'améliorait. Le tsar en profita pour visiter la Crimée ; le 17 novembre il était de retour à Taganrog.

Le comte de Witt venait d'y arriver porteur de nouvelles qui confirmaient la dénonciation de Sherwood et dont la gravité ne permettait plus de retard. Mais à peine eut-il le temps d'en faire part à l'empereur. Vers huit heures un accès de fièvre qu'il avait contractée dans ce rapide voyage à travers la Crimée forçait le tsar à s'aliter pour ne plus se

relever. Pendant quelques jours, on se flatta d'une terminaison favorable, mais bientôt il ne fut plus possible d'espérer. Les accès de fièvre redoublèrent, les préoccupations du malade, accablé des révélations du comte de Witt, accrurent et compliquèrent le danger. Le 27, il fallait prévenir l'impératrice; elle se chargea de préparer elle-même l'empereur à la mort. Le 28, un mieux sensible se manifesta, ce n'était qu'une espérance trompeuse, le malade retomba dans sa léthargie. Le 1er décembre au matin, il voulut faire un dernier effort pour appeler près de lui l'impératrice : ce fut son dernier geste : à onze heures il rendait le dernier soupir.

La nouvelle de sa mort arriva dans la capitale comme on chantait un *Te Deum*, pour célébrer la nouvelle toute récente encore du court moment d'espoir qu'on avait eu dans la journée du 28 novembre. Comme il venait d'expirer, un courrier apportait enfin à Taganrog les détails circonstanciés de la conjuration. Il n'y avait pas une heure à perdre. Ce fut le major général Diebitch qui prit sur lui de donner des ordres et d'agir. Il sauvait ce jour-là la dynastie des Romanov et peut-être l'empire de Russie avec elle.

# CHAPITRE QUATRIÈME

## 1825-1831.

I. — Dernières dispositions de l'empereur Alexandre. — Le Grand-Duc Nicolas refuse la couronne. — Deuxième et troisième renonciation du Grand-Duc Constantin. — Nicolas empereur. — Insurrection du 26 décembre. — Procès des accusés. — Exécutions capitales.

II. — Inquiétudes de l'Europe sur les dispositions du tsar. — La question grecque. — Protocole de Saint-Pétersbourg. — Différends particuliers de la Russie et de la Porte. — Révolution à Constantinople et destruction des janissaires. — Conférences et traité d'Ackermann. — Guerre avec la Perse. — Succès du général Paskiévitch. — Négociations à Constantinople. — Détresse des Grecs. — La Porte repousse l'intervention des puissances. — La Triple Alliance. — Bataille de Navarin. — La guerre devient inévitable entre la Porte et la Russie. — Fin de la guerre avec la Perse. — Traité de Tourkmantchaï — Campagne de 1828. — Succès de Paskiévitch en Asie. — Campagne de 1829. Bataille de Kuletschwa. — Passage des Balkans. — Entrée des Russes à Andrinople. — Le Sultan demande la paix. — Signature du traité d'Andrinople.

III. — La Pologne. — Déclarations du tsar. — Procès de Varsovie. — Les sociétés secrètes et la conspiration nationale. — Couronnement du tsar. — Diète de 1830. — Apparition du choléra. — Le tsar apprend la nouvelle de la révolution de Juillet à Paris. — Son irritation. — Ses préparatifs. — Révolution de Pologne.

### I

Toutes les origines sont obscures en Russie, mais surtout la plupart des commencements de règne y sont enveloppés

d'un mystère qu'il est douteux que l'histoire parvienne jamais à dissiper. Des publications officielles, traduites et répandues par ordre, ont raconté l'avènement de l'empereur Nicolas, mais sans doute comme le procès-verbal d'un médecin de cour a raconté l'assassinat de Paul Ier, et le palais d'hiver gardera le secret de l'élévation du fils comme le palais Michel a retenu le secret de la dernière nuit du règne et de la vie du père.

Alexandre mort, le trône, d'après la loi de succession en vigueur, revenait à l'aîné des trois frères qui lui survivaient, le grand-duc Constantin. Mais depuis 1820 le grand-duc avait renoncé volontairement à ses droits : c'était le prix dont il avait payé l'autorisation de divorcer avec la grande duchesse sa femme, Anna Feodorovna, princesse de Saxe-Cobourg, et d'épouser en secondes noces une polonaise : la comtesse Grudzinska, depuis princesse de Lovicz. « Il avait, disait-il lui-même, le cou trop chatouilleux pour vouloir devenir empereur de Russie. » A la vérité, la renonciation n'avait pas été publique, et rien d'officiel n'avait été déclaré. Les droits nouveaux du grand-duc Nicolas n'avaient pas été solennellement consacrés. Toutefois personne en Russie n'ignorait qu'un manifeste impérial, daté précisément du même jour de 1820 que la déclaration de divorce, avait statué « que les membres de la famille impériale s'unissant par mariage à des personnes qui n'appartiendraient à aucune maison souveraine ou régnante ne pourraient désormais transmettre à leurs héritiers les droits dévolus aux membres de la famille impériale », et c'était déjà parler assez clairement. On savait encore qu'au mois d'octobre 1822, le Conseil de l'Empire, le Sénat et le Synode avaient reçu copie cachetée d'un acte déposé en original dans le trésor de la cathédrale de l'Assomption à Moscou, que cet acte contenait l'expression des dernières volontés de l'empereur Alexandre, et que les enveloppes portaient cette suscription autographe : « Dans le cas de ma mort, ouvrir avant de procéder à tout autre

acte ». Le grand-duc Nicolas était donc averti, quand bien même l'empereur, à diverses reprises et dès 1819, ne l'eût pas averti formellement « qu'il devait se considérer comme destiné un jour à régner ».

Cependant la nouvelle de la mort d'Alexandre vient à peine d'arriver à Saint-Pétersbourg, le 9 décembre au matin, qu'on voit le grand-duc Nicolas courir aux hommes de garde — c'était un bataillon du fameux régiment de Préobajenski, — leur déférer le serment au nom de l'empereur Constantin, et lui-même, accompagné de quelques familiers, le prêter à la hâte dans une chapelle du palais. Précipitation singulière, et qu'on expliquerait mal par un scrupule excessif de légalité dans un pays où, depuis Pierre le Grand jusqu'à Paul Ier ç'avait été le premier des droits du souverain régnant que de choisir son successeur.

En apprenant ce serment l'impératrice-mère épouvantée, le prince Galitzin, le conseil de l'Empire introduit d'urgence en présence du grand-duc, essaient en vain de le faire revenir sur sa résolution, il s'obstine, déclare qu'aussi bien « les actes dont le Conseil vient de prendre connaissance lui étaient connus depuis longtemps ; » d'ailleurs qu'il renonce « aux droits qui lui sont dévolus par le susdit manifeste » et qu'à son exemple enfin « tout sujet fidèle et dévoué à la patrie doit prêter serment à Sa Majesté Constantin Paulovitch. » Le grand-duc Michel sur ces entrefaites arrive de Varsovie, le 14 décembre. Il est porteur d'une lettre où Constantin renouvelle et confirme ses renonciations antérieures. Lui aussi, comme c'est son devoir, il insiste, blâmant ce qui s'est fait à Saint-Pétersbourg, appuyant sur le danger de cette sorte d'interrègne. Nicolas persiste toujours dans son refus de prendre possession du pouvoir, et poussant le formalisme jusqu'à ne vouloir pas prendre connaissance des lettres et paquets adressés à « l'*empereur* ». Craignait-il chez son terrible frère, portrait vivant du tsar Paul, un dernier retour d'ambition ? Et

quand Constantin apprendrait que déjà le serment venait d'être prêté en son nom, Nicolas craignait-il que l'éclat d'une couronne enfin ne triomphât des larmes d'une femme? Car le trône inspirait encore plus d'effroi à la princesse de Lovicz qu'au grand-duc, son mari. Ou bien Nicolas voulait-il absolument tenir d'une renonciation formelle et publique de son frère les droits qu'il ne tenait que du caprice d'Alexandre? Toujours est-il qu'il exigea « que la volonté du grand-duc lui fût encore une fois notifiée ». Le grand-duc Michel dut repartir pour Varsovie, le 17 décembre au soir, chargé de ces dernières instructions.

Pendant qu'ils se livraient ce « combat de désintéressement et de générosité, » comme disent les versions officielles, à Saint-Pétersbourg l'inquiétude éveillée dès le premier bruit de la mort du tsar grandissait à mesure que les jours s'écoulaient. Ce silence en effet où se renfermait le grand-duc, les allées et les venues des courriers, la singulière exception par laquelle ni le grand-duc Michel ni personne de sa suite n'avait prêté le serment, l'ignorance universelle où l'on était de ce qui pouvait advenir, des bruits menaçants qui commençaient à circuler : tout cela n'était guère pour rassurer, quand une dernière inquiétude vint s'ajouter à tant d'autres. Le 24 décembre au matin, des dépêches du baron Diebitch arrivaient à Saint-Pétersbourg. Elles venaient de Taganrog et contenaient l'avis de la conspiration récemment dévoilée par les aveux du capitaine Maïboroda. Le général, en faisant connaître à l'empereur les mesures d'urgence qu'il avait cru devoir prendre et les arrestations qu'il avait ordonnées dans l'armée du Midi, ajoutait que les moments pressaient, que le complot avait des ramifications à Saint-Pétersbourg, et qu'on trouverait des coupables jusque parmi les officiers des chevaliers gardes. Le soir du même jour, une lettre signée d'un lieutenant de chasseurs, du nom de Rovstosov, — le même qui depuis a pris une part glorieuse à la grande me-

sure de l'abolition du servage, — venait compléter les renseignements de Diebitch. En effet, après une longue indécision, les conjurés de Saint-Pétersbourg venaient enfin de prendre leur parti.

Mais aussi dans le cours de la journée un courrier de Varsovie avait enfin apporté une lettre de Constantin confirmant sa renonciation pour la troisième fois : la confusion était dissipée, les incertitudes tranchées, on allait enfin pouvoir agir ; il était temps. Le comte Spéranski, rentré depuis peu en faveur, fut chargé de rédiger le manifeste d'avènement. On fixa la cérémonie de prestation du serment au lundi 26 décembre.

Dès le matin, des colporteurs criaient déjà dans les rues de Saint-Pétersbourg la formule du nouveau serment que le manifeste, communiqué dans la nuit seulement, à deux heures, au Conseil de l'Empire, était à peine achevé d'imprimer. Cependant, au palais, dans la salle ordinaire des réceptions, l'empereur se faisait reconnaître des généraux et des colonels de la garde et leur ordonnait de se rendre aux casernes pour y faire procéder à la prestation du serment par les troupes.

C'était le moment même où à une autre extrémité de la ville, dans la caserne du régiment de Moscou, les deux frères Bestoujev et le prince Chtépine Rovstovski commençaient de haranguer les hommes, répandaient hardiment le bruit que le grand-duc Constantin n'avait pas renoncé à la couronne, feignaient même que l'un d'eux, Alexandre Bestoujev, arrivait de Varsovie pour s'opposer à la prestation du nouveau serment, et faisant charger les armes entraînaient le régiment vers la place Saint-Isaac. En vain deux officiers accourus à la hâte, le général Frédériks et le général Chenchine essaient de faire entendre leur voix. Chtépine met le sabre à la main, se précipite sur les deux généraux qu'il abat, s'empare du drapeau, le déploie, l'agite furieusement au-dessus de sa tête, et frappant tout ce qu'il rencontre

sur son passage sort enfin de la caserne, suivi de quelques compagnies seulement aux cris répétés de « *Vive Constantin* ». Chemin faisant des soldats, des conjurés en costume bourgeois, des gens du peuple attirés par la curiosité se joignent à cette troupe, et l'on arrive ainsi sur la place du Sénat où l'on fait halte pour attendre les renforts convenus.

C'était là, dans cet immense quadrilatère, où depuis Pierre le Grand les tsars ont entassé ces énormes édifices de marbre, de stuc et de plâtre qui semblent sous un ciel bas et terne, sur ce sol mouvant, comme un défi porté par l'drgueil russe à l'inclémence du climat de Saint-Pétersbourg et à la fureur périodique des eaux de la Néva, que la fortune de l'Empire allait se décider.

L'Empereur, vêtu de l'uniforme du régiment d'Ismaïlovski, seul sur la place, en avant du poste du palais rangé en bataille en travers de la porte, lisait à haute voix au peuple assemblé manifeste de la veille. « Nous ne livrerons pas notre tsar, répondaient quelques milliers de voix, nous mettrons en pièces quiconque voudrait l'approcher. » Cependant les régiments restés fidèles arrivaient et déjà le premier bataillon de Préobajenski débouchait quand on entendit retentir la fusillade. C'était le comte Miloradovitch, gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, qu'un coup de pistolet, aussitôt suivi d'une décharge générale, venait de jeter à terre comme il essayait sur les révoltés le dernier effort d'une voix qu'ils connaissaient bien et le souvenir de son intrépidité légendaire. L'Empereur hésitait. Les généraux et les officiers de tout grade qui se pressaient à ses côtés, à peine sûrs de leurs troupes, échangeaient leurs inquiétudes. L'artillerie de la garde, qui le matin même avait failli refuser le serment, n'était pas arrivée.

Peut-être c'en était fait de la journée si les révoltés eussent eu la moindre audace et le moindre accès de résolution. Le régiment de Finlande, les marins de la garde, les grenadiers les avaient successivement rejoints. Mais, entourés de peuple,

après avoir disposé en avant d'eux un cordon de tirailleurs, ils se bornaient par intervalles à pousser des hurlements qu'ils ne comprenaient pas : « *Vive Constantin* » et la Constitution : « *Hourra Constitouzia* » qu'ils croyaient acclamer comme la femme du grand-duc. Quant à leurs chefs, si le prince Obolenski se trouvait au milieu d'eux, les autres, Boulatov — on ne sait dans quel dessein ou dans quel espoir, — se dissimulaient parmi les uniformes de l'escorte impériale ; le prince Troubetzkoï cachait dans le palais de l'ambassade d'Autriche, son épouvante et ses crises de nerfs au bruit de la fusillade, et Ryléiev, désespéré, parcourait les rues de Saint-Pétersbourg, à la recherche de Boulatov ou de Troubetzkoï.

Il fallait prendre une résolution. L'Empereur voulut-il faire alors un dernier appel au dévouement superstitieux du soldat? Répugnait-il à inaugurer son règne dans le sang? ou peut-être ne s'agissait-il que de gagner quelques minutes? Le métropolitain de Pétersbourg reçoit l'ordre d'aller aux insurgés.

Il sort, la croix à la main, revêtu des ornements sacerdotaux, accompagné du métropolitain de Kiev et suivi de quelques diacres. Mais à peine est-il en vue que des huées, mêlées de grossières injures les accueillent, un roulement de tambour étouffe sa voix, il est obligé de se retirer, et, pour éviter les fusils dirigés contre lui, de se réfugier dans l'église de Saint-Isaac. Mais pendant ce temps, on avait pris les dernières mesures.

Il était trois heures, la nuit tombait; deux charges de cavalerie venaient d'être repoussées par la mousqueterie des insurgés; — là où le prêtre avait échoué nul ne pouvait réussir ; il fallait en finir. Les canons étaient en batterie, chargés à mitraille : l'Empereur commanda le feu. Comme il s'écoula quelques secondes entre le commandement de l'Empereur et le feu de la première pièce, les uns ont prétendu que deux fois, ému d'un dernier mouvement de pitié, l'Em-

pereur avait donné contre-ordre; mais les autres raconten que les artilleurs auraient refusé de tirer et qu'il fallut que le grand-duc Michel mit lui-même le feu à la première pièce. Il suffit d'une dizaine de coups pour que la mitraille fit d'horribles ravages dans la troupe compacte que formaient les insurgés et le peuple qui les entourait. Bientôt ils se mirent à fuir au hasard dans toutes les directions. La retraite était coupée : dans l'espace de quelques minutes on en ramassa près de cinq cents; les cadavres furent jetés pêle-mêle sous la glace de la Néva. Deux cents arrestations furent opérées dans la nuit; quelques-uns, comme les marins de la garde, regagnèrent leurs casernes, paisiblement et en bon ordre; le reste échappa. La révolte était comprimée.

Le même soir, à sept heures, dans la grande chapelle du palais, un *Te Deum* célébrait à la fois l'avènement et la victoire de l'empereur Nicolas.

Le même jour, presque à la même heure, sur les ordres de Diebitch, Pestel et douze officiers supérieurs de la deuxième armée étaient arrêtés à Toultchine. En même temps à Kiev, au quartier général de la première armée, on envoyait l'ordre de s'assurer des deux frères Mouraviev et de les faire conduire à Saint-Pétersbourg. Délivrés par Bestoujev Rumine le soir même de leur arrestation, ils réussissaient à entraîner le régiment de Tchernigov, dont l'un d'eux était lieutenant-colonel, d'ailleurs pour échouer dans leur tentative non moins misérablement que les conjurés de la capitale. Ils rencontrèrent à Télessie des troupes envoyées contre eux : ce fut à peine un simulacre de combat. Trahis par leurs propres soldats, l'un des frères Mouraviev tomba mort dans la lutte, les deux autres et Bestoujev Rumine avec eux, grièvement blessés et faits prisonniers, furent dirigés sur Saint-Pétersbourg. Selon la remarque de l'historien du XIXe siècle [1], ils venaient de

1. Gervinus.

jouer en Russie la répétition tardive et mal conduite des révolutions militaires de France, d'Espagne, de Piémont et de Naples. Leur procès fut joint à celui des conspirateurs de Saint-Pétersbourg.

Une commission d'enquête fut chargée d'embrasser « l'affaire dans son ensemble et de pénétrer jusqu'aux racines du mal ». Ses travaux qui durèrent cinq mois, aboutirent à un long *rapport* qui servit d'acte d'accusation. La prévention retenait cent cinquante-cinq accusés. De son autorité privée, sans jugement ni sanction, l'empereur les divisa d'abord en deux catégories, et trancha lui-même souverainement le sort de trente-quatre coupables, qui, d'ailleurs, ne furent frappés que de peines assez légères. Les autres furent renvoyés devant une Haute-Cour, tribunal d'exception composé d'environ quatre-vingts membres empruntés au sénat, au synode, au conseil de l'empire, à l'armée, à la diplomatie, l'affaire étant « la cause de tous les Russes et de tout l'empire ». Le ministre de la justice remplissait les fonctions de procureur général. Les accusés ne comparurent pas. En effet, puisque le tsar avait publiquement approuvé le *rapport* de la commission d'enquête, les accusés étaient nécessairement coupables. Il n'était donc besoin ni de conseils, ni de débats, ni de défenses. Une commission de quelques membres leur fit subir, pour la forme, dans leurs cachots, un nouvel interrogatoire, et la Cour, à l'unanimité, reconnut « que tous les crimes spécifiés et confirmés par les aveux des accusés emportaient, sans exception, la peine de mort ».

L'empereur usa de clémence. Deux arrêts successifs modifièrent « l'arrêt unique » par lequel la Cour avait déclaré le procès terminé : cinq accusés furent dégradés de la noblesse et inscrits comme simples soldats dans des garnisons éloignées; cent onze condamnés aux travaux forcés soit à perpétuité, soit à temps, mais également suivis d'exil perpétuel en Sibérie; cinq enfin condamnés à mort. C'étaient Paul

Pestel, Conrad Ryléiev, Serge Mouraviev Apostol, Michel Bestoujev Rumine et Pierre Kakhovski. Ils furent exécutés à Saint-Pétersbourg, le 25 juillet 1826, à trois heures du matin, sur les glacis de la forteresse. On leur avait fait grâce de l'écartèlement : ils furent pendus. Pestel et Kakhovski moururent sur-le-champ, mais la corde, sous le poids des trois autres, cassant ou glissant sur les capuchons dont on leur avait enveloppé la tête, ils tombèrent. On dut recommencer sous leurs yeux les apprêts du supplice. Bestoujev, brisé dans la chute fut porté sous le gibet, Mouraviev remonta l'échafaud d'un pas ferme et en silence, mais Ryléiev, ironique jusque dans la mort, ne put s'empêcher de prononcer à demi voix ces paroles : « Malheureux pays, où l'on ne sait pas même pendre ! »

Un historien de l'empereur Nicolas raconte qu'à cette même heure, dans la chapelle de son palais de Tsarskoé-Sélo le tsar priait « pour les malheureux que les inexorables rigueurs de la politique avaient soustraits à sa clémence ». Sans doute il implorait aussi dans ses prières, l'inspiration du ciel et les lumières d'en haut pour écrire ce mémorable manifeste où dans l'effusion de son égoïsme, il se félicitait et félicitait son peuple, comme « d'un témoignage touchant » de son « dévouement sans bornes » dans ces tristes conjonctures, « d'avoir vu des pères s'armer d'une inflexible rigueur envers leurs enfants criminels » et les plus proches parents « renier et livrer à la justice les malheureux sur lesquels planaient des soupçons de complicité ». Mais ceux qui venaient de mourir n'avaient plus besoin des prières impériales, et pour ceux qui survivaient, la tragique histoire de la princesse Troubetzkoï, dont l'Europe entière a jadis retenti, devait déclarer quinze jours plus tard ce que c'était que la clémence du tsar[1]. L'empereur Nicolas n'a jamais rien oublié de la fameuse journée

1. On trouvera cette histoire dans le livre de M. de Custine : *La Russie en* 1839. T. III de l'édition in-18.

du 26 décembre 1825. Il avait cependant montré, dans cette partie où se jouaient sa couronne et sa vie même, assez de courage, de sang-froid et d'intrépidite pour pouvoir pardonner.

## II

Ce n'était ni sans étonnement que l'Europe avait suivi cet étrange combat des deux frères se renvoyant l'un à l'autre une couronne, lourde sans doute, mais alors glorieuse entre toutes, ni sans inquiétude qu'elle avait vu le trône échoir enfin au grand duc Nicolas. La question grecque, à cette date, dominait toute la politique européenne. Or on connaissait depuis longtemps déjà les principes, les idées du grand-duc Constantin et l'on croyait n'avoir rien à redouter des ambitions de la Russie sous un prince « qui détestait la guerre parce qu'elle salit les uniformes » et qui poursuivait, d'ailleurs, le libéralisme d'une haine sauvage. Le grand-duc Nicolas, au contraire, passait pour écouter volontiers les conseils de sa femme, la princesse Charlotte de Prusse, élevée à la cour de Berlin dans un milieu libéral dont l'existence aux côtés de Frédéric-Guillaume, « l'incorrection » et la légèreté faisaient l'indignation de M. de Metternich, le grand chancelier de la « Sainte-Alliance ». On ajoutait que bien loin de partager les sentiments de Constantin et d'Alexandre à l'égard de l'insurrection grecque, animé des plus vives sympathies pour ses coréligionnaires et désireux d'offrir à l'armée russe une occasion de réparer sur les champs de bataille d'Orient sa fidélité compromise par la conspiration de décembre, il s'empresserait de rompre avec la politique hésitante, incertaine, désastreuse du tsar auquel il succédait.

C'était le méconnaître : mais c'était surtout méconnaître la lente et patiente habileté de la diplomatie russe que de croire qu'elle laisserait le tsar se précipiter imprudemment dans

l'aventure. Elle savait mieux calculer et l'Europe ne devait pas longtemps en attendre la preuve. Aussi, tout d'abord, le tsar ne fit-il aucune difficulté de déclarer à l'Autriche « qu'il ne voyait dans les Grecs que des sujets rebelles, qui, comme tels n'avaient à attendre de lui aucune espèce d'appui. » Il n'hésita pas davantage à négocier et à signer le célèbre *Protocole relatif aux affaires de Grèce* qui posait en principe la médiation commune de l'Angleterre et de la Russie entre les Turcs et les Grecs sur la base de l'intégrité du territoire ottoman. Si l'on veut bien voir toute la portée de cet acte célèbre et ce que la diplomatie russe y gagnait d'un seul trait de plume, il faut se rappeler l'émotion qui l'accueillit à Londres comme à Vienne.

Ce n'était rien moins, selon M. de Gentz fidèle écho du prince de Metternich, « qu'une des pièces les plus informes, les plus incorrectes, les plus absurdes qui fussent jamais sorties d'un grand cabinet » et l'on a prétendu que Canning l'eût catégoriquement désavouée partant de tout autre négociateur que le duc de Wellington. En effet, l'Angleterre s'était proposée de lier les mains au tsar et de brider l'ambition russe en Orient : l'inexpérience du « *duc de Fer* » venait d'obtenir le résultat opposé. Il était écrit au protocole que les deux cabinets se concerteraient en vue d'une pacification du conflit gréco-turc, et par le fait même, il se trouvait entendu que l'Angleterre n'interviendrait à aucun degré dans le règlement des différends particuliers de la Russie et de la Porte. Le tsar en séparant la question grecque de la question plus générale des négociations avec la Porte s'était donné le champ libre à Constantinople. Et le protocole de Saint-Pétersbourg n'était pas encore signé que le chargé d'affaires, M. Minsiaski, recevait l'ordre de communiquer au Divan les griefs particuliers de la Russie et d'en exiger pleine satisfaction. Il ne s'agissait encore que du rétablissement dans les principautés de l'état de choses antérieur à 1821

et de l'exécution de l'article du traité de Bucharest relatif aux privilèges de la Serbie.

Sur ces entrefaites, on apprit que des événements graves s'étaient produits à Constantinople. A la nouvelle de la signature du protocole, que venait de lui communiquer l'ambassadeur anglais, le sultan Mahmoud, réunissant une assemblée solennelle, avait mis en délibération la création d'une infanterie disciplinée à l'européenne. Les délibérations n'étant guère plus libres sous le bon plaisir du sultan que sous celui du tsar, les assistants s'étaient empressés d'approuver, de louer et de contresigner le décret impérial. Mais la création de cette infanterie disciplinée, c'était la menace depuis longtemps suspendue sur la terrible milice des janissaires; les mêmes prétoriens qui naguère avaient étranglé le sultan Selim pour avoir inventé le *Nizam-Djedid* et brûlé vif le vizir Moustapha-Baïrakdar, allaient-ils supporter le *Monallem Eschkindsehi* du sultan Mahmoud?

Quinze jours étaient à peine écoulés que le 16 juin 1826, sur la place l'Et-Meidan, les janissaires soulevés apportaient et renversaient leurs marmites. Le sultan y comptait et n'attendait que ce moment pour détruire d'un seul coup la milice détestée. Il accourt au sérail, déploie l'étendard sacré du prophète et le fait porter à la mosquée d'Ahmed sur la place de l'Hippodrome, où le grand vizir établit son quartier général. On ferme les 24 portes de Constantinople, la ville entière est divisée en deux camps. Le sultan a prononcé l'anathème contre l'*odjak* des janissaires. A midi le grand vizir quitte sa tente et marche contre la place de l'Et-Meidan; les janissaires se replient, quelques coups de canons détruisent leurs barricades, et la mitraille les refoule dans leurs casernes. On y met le feu, tandis que le canon continue de tirer en salves et que l'ordre du mufti se répand dans la ville de n'épargner aucun des rebelles. Il était trois heures. Trois mille janissaires environ périrent ainsi dans les

flammes et sept ou huit mille furent pendus les jours suivants, du 16 au 22 juin. Vingt mille vagabonds furent chassés de Constantinople. Le lendemain 17 juin, un firman impérial décréta l'anéantissement de l'*odjak*. Les janissaires avaient cessé d'exister. Mahmoud venait en quelques heures d'effacer « une puissance cinq fois séculaire que n'avaient pu vaincre les sultans les plus énergiques, à l'apogée de la domination ottomane. »

Quand il apprit cette révolution, le tsar ne balança plus. Il fallait à tout prix empêcher la Turquie de donner auxréformes qui ne pouvaient manquer de suivre une solidité dangereuse aux intérêts de la Russie. L'antique force de l'empire ottoman venait de disparaître, la nouvelle n'était pas encore constituée : c'était le moment ou jamais d'apparaître et de se souvenir de cet aphorisme de la diplomatie des tsars que « la Russie n'aurait qu'à élever la voix pour faire trembler le Divan et qu'il ne faudrait pas un coup de canon pour en obtenir tout ce qu'elle demanderait ». En conséquence les plénipotentiaires du tsar aux conférences d'Akermann, MM. de Ribeaupierre et de Voronzov, reçurent l'ordre de parler haut, de joindre expressément aux demandes de la note Minsiaski la demande en règlement de toutes les questions soulevées et demeurées litigieuses entre les deux puissances depuis 1816 jusqu'en 1821, et d'ailleurs, d'en imposer l'acceptation pure et simple, sans discussion, aux plénipotentiaires ottomans.

Les Turcs savaient leur faiblesse et les embarras de l'heure présente, ils cédèrent donc d'abord sur tous les points. Mais quand vint la question des places du littoral asiatique — Anakria, Redout Kalé, Soukhoum Kalé, — nécessaires sans doute aux communications de la Russie avec la Géorgie, mais à la possession desquelles elle n'avait aucun droit, les plénipotentiaires turcs déclarèrent que n'ayant pas d'instructions à cet égard, ils devaient en référer

à leur Cour, et levèrent la séance. Le soir même, M. de Voronzov envoyait le drogman de la mission russe « leur offrir des passeports et ses services pour les reconduire en Turquie. » Effrayé des conséquences d'une rupture, l'un des deux plénipotentiaires, Hadi-Effendi, demanda au moins une dernière entrevue. M. de Voronzov n'eut garde de s'y refuser, mais il déclara « que l'Empereur son maître, ayant prévu que la Porte chercherait à traîner la négociation en longueur, avait résolu de couper court à toutes les discussions inutiles... que Sa Majesté avait ordonné à ses ministres de réunir en un seul tableau l'ultimatum des condescendances possibles » et remettant ce tableau dans les mains du malheureux plénipotentiaire, il ajouta qu'il attendrait jusqu'au 8 octobre. La Porte se résigna et le 7 octobre 1826 fut signée la *Convention* ou *Traité d'Akermann;* explicative et confirmative — d'après le texte même de l'article Ier — des dispositions du traité de Bucharest.

Les places du littoral asiatique demeuraient acquises à la Russie, — la libre navigation de la mer Noire et de toutes les mers de l'Empire ottoman était non seulement confirmée, mais pour le plus grand avantage du commerce russe étendue aux puissances de second ordre, — enfin des dédommagements consentis et des garanties stipulées pour les déprédations passées ou à venir des Barbaresques. Deux actes séparés réglaient la condition de la Serbie et de la Roumanie. C'était presque déjà l'indépendance de la première et le partage avec la Russie de la suzeraineté nominale de la seconde. Les Hospodars ne pouvaient être désormais destitués que du consentement de la Russie, après enquête faite par l'ambassadeur russe à Constantinople. « Il faut céder à la loi d'une impérieuse nécessité, s'écria le Reis Effendi quand il apprit que la convention venait d'être signée, mais les puissances de l'Europe reconnaîtront dans la manière dont on nous traite ce qui les attend tôt ou tard à leur tour »

Les ratifications furent échangées à bref délai et le 11 février 1827, l'ambassadeur de Russie, M. de Ribeaupierre, prenait enfin possession du poste auquel il était nommé depuis près de deux ans. Il ne restait plus qu'à régler la question de la pacification de la Grèce, qu'on s'était bien gardé d'effleurer seulement aux conférences d'Akermann : le temps n'en était pas encore venu. C'était d'ailleurs une loi de la diplomatie russe que de tenir toujours en suspens quelque question litigieuse et de nourrir une querelle qui lui permît, selon la circonstance, de reparaître sur la scène à l'improviste, et de jeter brusquement l'épée des tsars dans la balance. Les mêmes procédés, les mêmes artifices entremêlés des mêmes violences qui jadis avaient favorisé la désorganisation de la Pologne pouvaient-ils manquer d'aider la dissolution et de hâter la chute de l'Empire ottoman ?

Pendant ce temps les armes russes n'inauguraient pas moins brillamment que la diplomatie le règne de l'empereur Nicolas. Depuis qu'Alexandre, en 1802, avait annexé la Géorgie à l'Empire « non pour augmenter sa puissance, ni dans des vues intéressées, mais uniquement pour l'établissement de la justice et pour la sécurité des personnes et des propriétés » la guerre et les complications de la politique occidentale avaient détourné de ces contrées lointaines l'attention du tsar. Alors, et plus tard, à l'époque du traité de Gulistan qui consacrait les droits de la Russie, on avait négligé de délimiter la frontière désormais commune entre la Perse et la Russie. Depuis lors, dans la dernière année du règne d'Alexandre, on avait de part et d'autre nommé des commissaires chargés du règlement de la question, quand on apprit à la Cour de Téhéran la mort du tsar et la révolte du 25 décembre. Les exigences des commissaires russes, les hauteurs du gouverneur général du Caucase avaient lassé le shah Feth-Ali ; l'occasion lui parut favorable. Le tsar Nicolas, dont le plus vif désir était d'avoir les mains libres du côté de

la Turquie se hâta vainement d'envoyer au shah le prince Menchikov : on brûlait à Téhéran d'éprouver contre les Russes l'armée persane, disciplinée récemment à l'européenne.

Le massacre d'une garnison russe donna le signal de la guerre et le prince Abbas-Mirza, fils du shah, franchit l'Araxe à la tête d'environ soixante mille hommes. Il remporta quelques succès d'abord — qui peut-être eussent obligé la Russie de reculer s'il n'avait rencontré bientôt pour principal adversaire un général encore inconnu, mais qui n'allait pas tarder à devenir illustre, formé dans les guerres de l'Empire et dont le renom militaire est demeuré le plus fameux de l'histoire de la Russie contemporaine, le général Paskiévitch. Les deux armées se heurtèrent à quelques kilomètres d'Elisabethpol, au mois de septembre 1826. Les Persans furent mis en pleine déroute, le prince repassa l'Araxe et peu s'en fallut, dit-on, que son père désespéré de cet échec, ne lui fît crever les yeux. Paskiévitch rentra dans ses cantonnements, résolu de ne reprendre la campagne qu'au printemps de l'année suivante. Le commandement fut enlevé au général Yermolov et le vainqueur d'Elisabethpol investi de pouvoirs illimités dans les provinces « conquises ou à conquérir ».

Cependant à Constantinople les événements suivaient leurs cours. Le tsar faisait inviter les Cours de Vienne, de Paris et de Berlin à donner à leurs représentants à Londres les instructions utiles pour délibérer sur les moyens d'obtenir l'accession de la Porte aux projets formés par les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg en vue de la pacification de la Grèce. M. de Ribeaupierre communiquait au Reis Effendi confidentiellement « le protocole d'avril et déclarait que sa Cour « n'avait pas cessé de considérer la répression des troubles en Grèce comme le complément nécessaire du traité d'Akermann ». Mais on fut étonné de rencontrer chez le sultan autant d'obstination à repousser l'intervention de l'Europe dans les affaires de la Grèce, qu'il avait témoigné de

condescendance pour la Russie, de résignation tout au moins et de crainte de la guerre aux conférences d'Akermann. C'est qu'en effet la situation des Grecs empirait de jour en jour. Ni les Fabvier, ni les Cochrane, ni les Church, ni les *tacticos*, ni l'archinavarque, ni l'archistratége n'avaient pu sauver le peuple dont quelques aventuriers héroïques, les Canaris et les Miaulis, grands et naïfs comme l'antique, faisaient toute la force, tandis que la plupart de leurs chefs « rivalisaient avec les Égyptiens pour la destruction des troupeaux moréotes », ou dévastaient la province de Corinthe pour s'y disputer la récolte des raisins ». La flotte turque tenait la mer, l'Acropole d'Athènes était sur le point de capituler, il ne fallait plus à la Porte qu'un effort pour en avoir fini de l'insurrection grecque.

Elle se borna donc à répondre « que la communication confidentielle du protocole avait été une insulte et la communication officielle un outrage « et rappelant à la Russie » qu'au commencement de la révolte on avait offert au Divan une assistance active contre les insurgés » ce qui était vrai, elle déclara qu'elle n'admettrait pas plus une intervention étrangère pour la pacification de ses sujets révoltés « que l'Angleterre n'admettrait celle de la Porte pour prendre la connaissance des griefs des catholiques d'Irlande ». La Porte était en droit de faire cette réponse : par malheur elle n'était pas en mesure d'en soutenir la fierté. Dès ce moment il était entendu « que l'expérience de six ans ayant prouvé que la Porte ne *voulait* pas pacifier la Grèce, ou que si elle le voulait elle ne le *pouvait* pas et qu'il fallait qu'elle *laissât* faire cette pacification par les autres puissances ». Ainsi fut amenée la conclusion du traité de Londres, le 6 juillet 1827, entre la France, l'Angleterre et la Russie. Les trois puissances offraient leur médiation entre la Porte et la Grèce et conformément aux termes du protocole de Saint-Pétersbourg proposaient comme base de pacification la

transformation de la souveraineté du sultan en une simple suzeraineté. Au cas où le Divan persisterait dans son obstination, des instructions complémentaires du traité prescrivaient aux amiraux de la station du Levant, « de se mettre en rapport avec les Grecs, — d'empêcher que les ennemis ne reçussent des renforts en hommes et en armes, — et de prendre soin d'ailleurs que ces mesures ne dégénérassent pas en actes d'hostilité contre la Porte ». C'était du moins la teneur des instructions expédiées à l'amiral Codrington pour l'Angleterre et à l'amiral de Rigny pour la France. Les instructions de l'amiral russe étaient moins formelles, elles disaient « qu'il n'arrêterait ni ne gênerait en rien les mouvements respectifs des Grecs ni des Turcs, de telle sorte que dans aucun cas, aucune des deux parties belligérantes ne pût attribuer à l'escadre russe la moindre influence sur ses succès ou sur ses revers ».

Mais il était plus facile à des diplomates qu'à des amiraux d'empêcher les flottes turques de débarquer aucun renfort en Morée et de prendre soin en même temps que l'acte ne dégénérât en un acte hostile contre la Porte. Comme disaient les ministres turcs « on mettait le feu à côté du coton » et si l'on pouvait espérer qu'une réflexion tardive fît fléchir à Constantinople un ministre des affaires étrangères, il fallait bien mal connaître Ibrahim-Pacha, le conquérant du Péloponnèse et plus mal encore les exigences de l'honneur militaire pour supposer qu'en rade de Navarin, il pût céder à l'injonction d'un amiral. Aussi ces instructions ambiguës conduisirent-elles tout droit à la bataille de Navarin. Le 20 octobre 1827, les flottes combinées d'Angleterre, de France et de Russie, pour le plus grand profit de la Russie, dans l'espace d'une seule journée détruisaient les flottes ottomanes.

On ne comprit qu'à Londres l'étendue du désastre et le discours du trône y qualifia la victoire du 20 octobre « d'événement malencontreux », mais en France l'allégresse

publique sembla ne pas connaître de bornes. Le tsar crut devoir publiquement honorer les amiraux Codrington et de Rigny : par rescrit spécial, il leur fit parvenir les ordres de Saint-Georges et de saint Alexandre Nevski en les félicitant hautement d'une victoire « dont l'Europe civilisée devait leur être doublement reconnaissante ». La joie déborda dans les offices de la chancellerie russe : « Que dira, s'écriait M. de Nesselrode, que dira notre ami Metternich de ce triomphe de la force sur le préjugé des principes ! » En effet, tous les calculs de la Russie se trouvaient justifiés, toutes ses espérances comblées. La flotte ottomane détruite à Navarin, le comte Capo d'Istria, nommé par l'assemblée de Trézène, président pour sept ans de la République Hellénique, ce n'étaient encore là que des commencements. La guerre était inévitable et l'on avait si bien, si adroitement compromis l'Angleterre que la mort même de Canning ne pouvait plus empêcher le tsar de poursuivre ses desseins, et ce qu'on avait si longtemps, mais en vain espéré, de les poursuivre avec l'assentiment de l'Europe. D'ailleurs, les ambassadeurs furent chargés d'assurer la Porte que les Puissances avaient l'intention de conserver la paix. Le Reis Effendi n'accepta pas cette manière « de casser la tête à un homme pour venir ensuite l'assurer de son amitié »; un grand Conseil déclara les relations diplomatiques « suspendues » avec les puissances signataires du traité de Londres et les ambassadeurs quittèrent Constantinople. Le tsar se prépara dès lors à la guerre.

Quelque fonds que l'on pût faire à Saint-Pétersbourg sur la faiblesse présente et la désorganisation trop certaine de l'empire Ottoman, les guerres précédentes et particulièrement la guerre de 1806 à 1812 avaient prouvé que les Turcs n'étaient pas des ennemis qu'il fût impunément permis de dédaignert Il importait donc, avant de s'engager, d'assurer le libre emploi des forces de l'Empire. Du côté de l'Europe on n'avait rien à craindre : un instant éveillées du côté de l'Autriche, les inquié-

tudes avaient été promptement dissipées ; l'Angleterre avait les mains liées, et quant à la France, n'avait-elle pas souscrit récemment à la proposition du comte de Lieven demandant « qu'on bloquât le Bosphore et les Dardanelles et qu'on coupât les vivres à la ville de Constantinople. » Mais en Asie, la Perse et les 120,000 hommes qu'avait pu réunir le prince Abbas-Mirza pouvaient opérer en faveur des Turcs une diversion désastreuse. Paskiévitch reçut l'ordre de pousser les hostilités et de brusquer la conclusion de la paix.

Il avait glorieusement mené la campagne de 1827, emporté le couvent d'Etchmiazdin, les forteresses d'Abbas et de Sardar Abad, battu les Persans en bataille rangée sur les bords de l'Araxe et forcé le prince Abbas Mirza, déjà dépossédé des deux grandes villes d'Erivan et de Tauris, à demander la paix.

Les préliminaires étaient déjà signés quand on apprit à Téhéran que la guerre était sur le point d'éclater entre les Russes et les Turcs. Cette nouvelle et les promesses de secours dont la Porte ne tarda pas à les faire suivre, relevèrent le courage du shah. Les négociations furent rompues sous le prétexte qu'Abbas-Mirza avait outrepassé ses pouvoirs et consenti des conditions humiliantes pour la Perse. Paskiévitch savait que les circonstances étaient pressantes : l'agitation gagnait autour de lui ; les Kurdes, les Druses, les Lesghiens, se soulevaient à la voix de la Turquie ; le sort de la guerre prochaine était pour une part engagé dans la résolution qu'il prendrait ; il n'hésita pas. Au cœur de l'hiver, il rassemble son armée, part de Tauris et marche sur Téhéran. Le shah, effrayé, consentit à signer la paix. Elle fut conclue le 21 février 1828, au hameau de Tourkmantchaï. La Perse cédait à la Russie les deux provinces ou Khanats d'Erivan et de Nakhitchevan, s'engageait à payer une contribution de guerre de 80,000,000 jusqu'au parfait paiement de laquelle les troupes russes continuaient d'occuper la province de l'Aberbaïdjan,

et concédait enfin aux sujets du tsar le droit exclusif de navigation sur la mer Caspienne.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg avait attendu jusque-là pour répondre à la déclaration de guerre de la Porte, en date du 18 décembre. Ce ne fut que le 26 avril 1828, que parut le manifeste du tsar, précédé d'un long exposé de motifs où la chancellerie russe reprenait depuis le traité de Bucharest la longue énumération de ses griefs imaginaires, opposait « aux tendances aveuglément hostiles » du Divan, sa propre loyauté, la modération et la longanimité du tsar, répétant « que le combat de Navarin lui-même avait fourni à la Russie l'occasion d'exprimer son désir de maintenir sa paix sur des garanties solides » ajoutait comme toujours les protestations ordinaires de son désintéressement, et déclarait enfin « mais non pas sans regret » la guerre à la Porte Ottomane. Le même jour, l'armée du comte de Wittgenstein franchissait le Pruth et pénétrait sans obstacle dans les Principautés. Quant au véritable motif de l'agression, il était écrit dans les dépêches de M. de Nesselrode à M. de Ribeaupierre et dans les dépêches de Pozzo di Borgo. Le tsar ne méditait certainement aucune acquisition territoriale; peut-être même ne songeait-il pas à soustraire la Grèce à la suzeraineté nominale de la Porte; mais il avait résolu d'empêcher à tout prix les réformes dont la destruction des janissaires avait été le signal dans l'empire Ottoman, réformes qui risquaient « de retremper pour ainsi dire le gouvernement turc et de lui donner dans ses forces une confiance dont la Russie pourrait un jour éprouver les suites. »

Une curieuse remarque à faire, c'est qu'on ne saurait décider, si, dans ces guerres que le grand Frédéric appelait « la guerre des borgnes contre les aveugles » le Russe craint ou méprise davantage le Turc. Mahmoud en anéantissant les janissaires de ses propres mains venait de détruire le nerf de l'antique puissance ottomane; la flotte ne s'était pas relevée

ni ne devait se relever de longtemps, selon toute apparence, du désastre et des incendies de Navarin; la Grèce allait échapper sans retour à la domination du sultan. Cependant la Russie ne trouve pas que la Turquie soit encore assez bas; elle cherche des prétextes à la guerre, elle en fait naître, elle en forge, et la lutte est ouverte. Mais aussitôt la confiance et la présomption renaissent, on invoque le souvenir des Kutusov et des Souvarov; le tsar, prenant lui-même le commandement de ses armées, traîne à sa suite le corps diplomatique comme s'il ne s'agissait que d'une promenade militaire des Danubes au Balkan et du Balkan jusqu'à Constantinople, et l'on entre en Turquie par la Dobrudcha, par la Bulgarie, avec une soixantaine de mille hommes à peine. On oublie que le Danube, on oublie que les passages des Balkhans sont défendus par des forteresses célèbres, comme Chôumla « dont jamais le pied d'un ennemi n'avait foulé le sol » et l'on n'emmène qu'un seul parc de siège.

Il n'est pas étonnant qu'une guerre commencée sous de pareils auspices n'ait pas répondu d'abord aux espérances qu'on avait formées. On occupa sans peine, il est vrai, les provinces danubiennes, on franchit même le fleuve, à Satunowo, sinon sans difficultés, du moins sans obstacles, on remporta même, à Jeni Basar, presque une victoire rangée qui d'ailleurs n'eut pas de suites et ne donna « qu'un résultat négatif » selon l'expression d'un juge compétent; on s'empara presque sans coup férir des places fortes de la Dobrudcha. Mais le siège coûteux et la résistance héroïque de Braïlov; trois mois d'efforts inutiles et de pertes considérables devant Choumla; les difficultés enfin du siège de Varna qui dura quatre-vingt-neuf jours dont vingt-sept depuis l'ouverture *d'une brèche praticable* et qui paraîtrait ne s'être terminé par la reddition de la ville que grâce à la trahison de Youssouf pacha, compensèrent bientôt ces premiers succès.

A la fin de 1828, la situation des Russes était singulière-

ment difficile. Ils n'avaient pas frappé sur les Turcs ces coups décisifs capables d'effrayer les imaginations musulmanes et de leur faire reconnaître dans les succès des armes russes le signe de la fatalité; le tsar témoin des échecs de Choumla, spectateur humilié des longueurs du siège de Varna, pouvait craindre d'avoir singulièrement diminué la confiance de ses troupes en lui; les privations, les maladies, le scorbut et la gale, avaient rempli les hôpitaux et découragé le soldat, qui d'ailleurs était régulièrement battu dans les petits combats d'avant-postes ; enfin, et c'était le plus grave, il s'ajoutait à tout cela que la principale armée turque, rassemblée sous la main du sultan aux environs de Constantinople n'était pas entrée seulement en campagne. Heureusement l'ignorance et l'incapacité stratégique des généraux turcs étaient hors d'état de profiter de la circonstance. « La tactique des Turcs, dit M. de Moltke, ressemble à la conduite du sanglier qui ne va pas chercher son adversaire, mais qui l'attend au plus épais du fourré pour se précipiter sur lui avec une aveugle fureur aussitôt qu'il l'aperçoit. » Les Turcs avaient prouvé qu'on ne triompherait pas aisément de leur défensive; on pouvait être assuré qu'ils ne prendraient pas l'offensive. La campagne avait été suivie de meilleurs succès en Asie.

Il faut avouer qu'elle ne présentait pas les mêmes difficultés. En effet, si le tsar, en Europe, n'avait pas adopté le plan de Pozzo di Borgo qui consistait, dit-on, à s'assurer d'abord une large base d'opérations en s'emparant de la ligne du Danube depuis Braïlov jusqu'à la frontière serbe, c'était sans doute pour ne pas exciter les défiances de l'Autriche, et sans doute s'il n'avait pas mis en campagne des forces plus considérables, c'était pour ne pas porter trop d'ombrage aux cabinets et parce qu'il fallait, d'ailleurs, à une autre extrémité de l'Empire, surveiller étroitement la Pologne. On n'avait pas, en Asie, à compter avec de semblables difficultés. De plus Paskiévitch y commandait. Gervinus a tracé un beau portrait du fameux

comte d'Érivan à ce moment de sa carrière : « Comme personne, avec un tact consommé, il savait montrer à la fois ou tour à tour la finesse des Byzantins et cette rudesse tranchante des Russes qui ne tient compte ni des obstacles, ni des personnes. La diplomatie européenne aurait pu apprendre de lui comment il faut manier les Turcs... Jeté avec une poignée de soldats au milieu des populations de ces vastes territoires hostiles; dans la perpétuelle alternative de réussir ou de périr, il était aussi prêt, selon la circonstance, à se servir des moyens les plus terribles et les plus cruels, qu'à prendre, selon l'occasion, les mesures les plus douces et les plus humaines... Toujours disposé à payer de sa personne, il donnait lui-même l'exemple à ses soldats... il s'adressait tantôt à leur nature morale, et tantôt à leurs appétits grossiers et sensuels ; il savait agir sur eux par le service divin et par des banquets; il s'entendait à tirer également profit de leur superstition et de leur soif de gloire ; à relever le sentiment de leur propre valeur par des ordres du jour pompeux et à stimuler ses officiers en leur rappelant les brillants souvenirs des victoires remportées par Alexandre le Grand et par les Romains dans ces contrées qui depuis n'avaient été foulées par aucun peuple civilisé. »

Deux ans de guerre avec la Perse et cinq années d'administration des provinces du Caucase lui avaient donné une expérience des populations asiatiques, de leur manière de combattre et des moyens de les vaincre. Le 21 juin 1828, il avait quitté la ville frontière d'Alexandropol ou Goumri, à la tête d'une douzaine de mille hommes, chargés de quarante jours de vivres, suivis d'un long convoi de chariots, de bêtes de somme et d'animaux de boucherie « dont ils ne semblaient être que l'escorte » ; le 1er juillet, il était arrivé devant Kars, et le 5 juillet, après un sanglant assaut, la ville avait capitulé. Ce succès, à la vérité, faillit lui coûter cher. La peste régnait à Kars, elle se répandit dans la petite armée russe ; faute

d'hommes, il fallut s'arrêter et suspendre environ trois semaines le cours des opérations. Quand il put prendre le chemin d'Akhaltzikh, les Turcs avaient eu le temps de jeter de nombreux renforts dans cette place importante et d'élever la garnison du dehors jusqu'au nombre de 30,000 hommes. Paskiévitch n'hésita pas cependant à mettre le siège, et dans l'espace de quelques jours, ayant coupé les communications de la place avec les corps auxiliaires, dispersé les Turcs, balayé les ouvrages extérieurs et pratiqué la brèche, il fit donner l'assaut, le 27 août dans l'après-midi. La ville fit une belle défense, et comme la plupart des villes turques, il fallut l'enlever et la conquérir maison par maison. La forteresse capitula le lendemain, au point du jour. Quelques jours plus tard, Ardahan succombait à son tour, tandis qu'à l'aile droite le général Hesse s'emparait de Poti et qu'à l'aile gauche Bayazid et Topra-Kalé tombaient également au pouvoir des Russes. Le 16 octobre, l'armée victorieuse rentrait à Tiflis.

C'étaient là, comme on le vit plus clairement dans la suite, des succès considérables pour l'avenir de la Russie, mais qui n'avaient pas, ni ne pouvaient avoir en Europe assez de retentissement pour consoler l'orgueil offensé du tsar. Il paraît toutefois qu'au commencement de 1829, il eût traité volontiers de la paix si la Porte eût voulu faire les premières avances; mais les Turcs, glorieux comme d'une victoire — et dans la situation c'en était une — de n'avoir pas été anéantis, tenaient le même langage que les Russes, et le Reis effendi déclarait « que le sultan n'ayant pas de conquêtes en vue... était prêt à recevoir les plénipotentiaires russes qu'on lui enverrait. » Ce qui du moins est certain, c'est que la campagne de 1829 ne commença que dans les derniers jours de mai, c'est-à-dire un mois plus tard que la campagne de l'année précédente.

Le tsar avait renoncé pour cette fois à conduire en personne les opérations, et le commandement avait été confié au

général Diebitch. Diebitch était Allemand. Son père, capitaine d'infanterie, passé jadis du service de la Prusse au service de la Russie, bon instructeur, avait été nommé général par le tsar Paul dont il était devenu l'un des favoris. On sait que c'était la manie du tsar Paul, comme de son père, le tsar Pierre III, de copier Frédéric. Diebitch lui racontait les particularités du costume du grand homme ou de l'emploi de son temps; par exemple, « qu'à une certaine heure de la journée Frédéric jouait ordinairement de la flûte » et le tsar prenait une heure marquée pour jouer de la flûte, comme Frédéric : ç'avait été l'origine de la fortune des Diebitch. Le fils, aide-de-camp d'Alexandre, l'était devenu de Nicolas : on a vu quel service il avait rendu en faisant parvenir à l'Empereur la nouvelle de la conspiration de Décembre. Il était médiocrement aimé dans l'armée : son extérieur prévenait peu en sa faveur, et les injustices de ses chefs avaient failli jadis l'obliger de quitter le service. Le tsar cependant avait mis en lui une pleine confiance : il la justifia. La prise de Silistrie, la bataille de Kulevtcha furent deux succès importants qui malheureusement ne coïncidèrent pas. Diebitch ne put pas poursuivre sa victoire parce qu'il lui fallut attendre que le corps de siège de Silistrie l'eût rejoint, et perdit, comme on avait fait l'année précédente, un temps précieux devant Choumla.

C'est alors qu'il conçut le projet audacieux de traverser ce Balkan regardé jusqu'alors par les Russes et surtout par les Turcs comme infranchissable. Le passage eut lieu par deux routes à la fois, de Pravady à Aïdos et de Varna à Bourgas. L'opération ne coûta que quelques hommes, les Turcs semblaient avoir abandonné sans combat leur dernière ligne de défense. Le 24 juillet, l'armée tout entière, après neuf jours de marche, se trouvait concentrée à Roumélikoï, également assurée de ses communications avec la mer et avec la Bulgarie. Mais autant, à l'armée d'Asie, le moindre

succès semblait inviter à des succès nouveaux, autant, à l'armée d'Europe, il inspirait de précautions nouvelles au général en chef. La prudence méthodique, méticuleuse de Diebitch et sa lenteur croissaient à mesure de ses progrès, c'est-à-dire à mesure qu'il devenait plus facile de tout terminer par un dernier coup d'audace. Il n'osait avancer, craignant que l'armée turque, dont on n'avait rencontré que des parties pendant dix jours de marche, ne l'attendît au revers des Balkans. Ce ne fut que le 14 août qu'il prit enfin la résolution de marcher sur Andrinople, la seconde capitale de l'empire Ottoman. « Il y fit son entrée, comme s'il venait simplement occuper une nouvelle garnison ». Le général Roth, à la tête du sixième corps, prit le chemin de Constantinople et poussa ses avant-postes jusqu'à Tchorlou Rodosto.

Le Sultan fit preuve dans cette circonstance d'une faiblesse à laquelle il n'avait pas jusqu'alors accoutumé ses adversaires. est vrai de dire qu'il se sentait dans sa capitale sous la menace d'une conspiration et qu'il attribuait d'ailleurs à l'armée de Diebitch, sur la foi des ambassadeurs européens, une force qu'elle était loin d'avoir. Là, en effet, où toute l'Europe croyait Diebitch à la tête de 60,000 hommes, il en avait à peine 20,000 « épuisés de fatigue et de maladie. » Tel régiment que l'on cite comptait 128 hommes à l'effectif. Le grand vizir adressa donc à Diebitch des propositions de paix, bientôt suivies, sur l'invitation du général, de l'envoi des plénipotentiaires turcs au camp russe. Le général prussien Muffling, envoyé tout exprès à Constantinople, sur un désir manifesté par le tsar, qui assistait alors à Berlin aux fêtes du mariage du prince Guillaume avec la princesse Augusta de Saxe-Weimar, se chargea d'emporter les dernières hésitations du sultan « par des représentations fondées sur la connaissance exacte de l'état des choses. » Diebitch garda jusqu'au bout l'attitude qu'il s'était imposée; jouant le rôle d'un général victorieux que deux journées de marche pouvaient conduire à Constan-

tinople et dissimulant sous la menace les craintes réelles qu'il éprouvait, perdu comme il l'était dans une ville de 80,000 âmes, avec la perspective d'aller briser sa petite armée contre une ville de 500,000 habitants, le siège de l'Empire et la capitale du fanatisme musulman. « La conclusion de la paix le tira donc de la position la plus critique, position qui, prolongée de quelques jours, pouvait le précipiter du faîte de ses triomphes dans une ruine complète. »

Le traité d'Andrinople fut signé le 14 septembre 1829. Sans doute Paskiévitch, en Asie, n'en dut pas apprendre la nouvelle avec moins de satisfaction que Diebitch n'en avait vu la signature. Retenu dans l'inaction à Erzeroum, dont il s'était emparé dès le début de la campagne, et, faute de ressources, obligé de retarder de plusieurs semaines la marche qu'il méditait de faire sur Trébizonde, il avait vu tout autour de lui les populations, encouragées par son repos, se soulever en armes et sa situation, en peu de temps, était devenue singulièrement périlleuse. Sur tous les points il était temps pour la Russie que la guerre cessât. Ajoutons qu'en Europe les pertes avaient été énormes, hors de toute proportion avec le chiffre des hommes mis en ligne et des résultats obtenus. On a calculé que dans la campagne de 1828, sur un effectif total d'environ 60,000 hommes, il n'en était pas mort dans les hôpitaux moins de 28.000. La campagne de 1829 coûta plus cher encore; la peste et la dyssenterie n'y tuèrent pas moins de 60,000 hommes et l'on estime que le nombre de ceux qui repassèrent le Pruth ne s'élevait pas à plus de 10 ou 15,000 combattants. En y joignant les pertes des champs de bataille, on trouve un total de 140 000 hommes sur 160,000, disparus en moins de deux ans. Certes, le général, qui dans de semblables conditions avait pu vaincre, et par la ténacité de sa résolution plutôt que par la force, préparer une paix aussi glorieuse en somme que la paix d'Andrinople, méritait bien que son nom demeurât

attaché à l'histoire de cette guerre et que la reconnaissance du tsar décorât le général Diebitch du surnom glorieux de Zabalkanski.

Le traité d'Andrinople en effet donnait à la Russie tout ce qu'elle pouvait exiger dans l'état présent de l'Europe. La Porte lui payait une grosse indemnité de guerre ; elle lui cédait en Asie les forteresses de la mer Noire, Anapa, Poti, Akhaltzikh ; enfin, en Europe, non seulement elle renouvelait ses promesses à l'égard des provinces danubiennes, mais elle consentait que les Hospodars fussent désormais nommés à vie au lieu de l'être pour sept ans ; confirmait les privilèges de la Serbie et reconnaissait enfin, par son accession au traité de Londres, l'indépendance de la Grèce. La Russie continua d'occuper les Principautés jusqu'au paiement intégral de l'indemnité de guerre. Enfin elle put joindre à la joie de la conquête les apparences du désintéressement à l'égard de la Porte. Elle lui fit remise d'une partie de l'indemnité de guerre stipulée, parce qu'en effet le moyen était excellent d'opposer la générosité russe aux exigences de la conférence de Londres qui délibérait alors sur les affaires de la Grèce ; elle refusa noblement l'offre que la Porte lui fit de la Moldavie, parce qu'en effet « il lui était plus avantageux de disposer, comme elle l'avait fait jusqu'alors, des provinces danubiennes de la Turquie sans être obligée d'y entretenir des troupes » ; elle ne voulut pas porter atteinte aux quelques droits de suzeraineté que la Porte conservait encore sur la Serbie, parce qu'il fallait « que les Serbes eussent toujours quelque chose à désirer, car autrement ils oublieraient qu'ils étaient des sujets de la Porte et qu'ils avaient des obligations à la Russie. » Et ce fut là-dessus que le nouveau Reis Effendi déclara que la Turquie n'avait pas de meilleure amie que la Russie.

Quant à la condition définitive de la Grèce, elle ne fut réglée comme on sait que deux ans plus tard, le 7 mai 1832, par le traité de Londres.

## III

Tout avait réussi jusqu'alors à l'empereur Nicolas, et peu de règnes avaient eu des débuts plus glorieux. Une insurrection redoutable étouffée ; la liberté de la politique russe, asservie trop longtemps aux desseins de M. de Metternich, recouvrée ; deux grandes guerres, l'une aux bords de l'Euphrate, l'autre aux bords du Danube, victorieusement achevées ; enfin deux traités, le traité de Tourkmantchaï et le traité d'Andrinople également utiles, également glorieux, signés à dix-huit mois d'intervalle : ni le tsar Alexandre, ni la grande Catherine elle-même n'avaient inauguré leur prise de possession du pouvoir avec autant d'éclat. Les fêtes du couronnement de Moscou en 1826, la cérémonie du couronnement de Varsovie en 1829, la réception solennelle d'un prince du sang de Perse venant implorer le pardon du tsar pour un attentat commis à Téhéran contre la légation de Russie et déposer aux pieds du trône l'hommage « du grand monarque de l'Iran », les ambassadeurs du sultan, chargés de présents magnifiques, venant attester par les témoignages d'une déférence publique l'humiliation de la Porte ottomane, semblaient ajouter à la réalité du succès le luxe et la pompe d'une sorte de triomphe asiatique. Cependant de terribles dangers s'amoncelaient du côté de la Pologne, et le tsar allait bientôt avoir à se féliciter moins encore d'avoir signé le traité d'Andrinople que de l'avoir signé au moment opportun. C'est l'avis unanime des meilleurs juges que s'il avait fallu continuer en 1830 la guerre contre la Turquie, le tsar y aurait risqué la fortune des deux campagnes précédentes : mais que serait-il advenu si cette troisième campagne se fût compliquée de la révolution de Pologne ?

Il faut rendre cette justice à l'empereur Nicolas que dès en

montant sur le trône, il avait loyalement coupé court aux espérances trompeuses que l'empereur Alexandre, jusque dans ses dernières années, avait entretenues parmi les Polonais. On savait désormais que la Pologne ne devait rien attendre au delà de ce qui lui avait été accordé, c'est-à-dire que les anciennes provinces ne seraient jamais réunies au royaume, ni par conséquent la première patrie jamais reconstituée. Quant aux privilèges que la Pologne tenait de la Constitution, tout en affirmant son intention de suivre l'exemple de son frère, le tsar ne devait pas tarder à déclarer que leur durée dépendait « du bon usage que les Polonais feraient des bienfaits de l'immortel restaurateur de la patrie. » C'était peut-être une suite assez naturelle de l'impression profonde qu'avait produite sur lui la conspiration du 26 décembre. A coup sûr, l'entreprise des Pestel et des Ryléiev, et les révélations qui suivirent n'étaient pas pour séduire au libéralisme un souverain d'humeur despotique et jaloux s'il en fut, moins encore de l'étendue et de l'inviolabilité de son pouvoir que de ses prérogatives sacro-saintes : « Ah! mon prince, vous avez fait bien du mal à la Russie, disait quelqu'un au prince Troubetzkoï, au lendemain même de la conspiration, vous l'avez reculée de cinquante ans. » C'était peut-être exagérer les velléités de libéralisme du tsar, mais en tout cas il n'est pas douteux que Nicolas prit la conspiration de décembre pour une leçon de l'art de régner, et qu'il se fit le serment à lui-même de rendre à jamais impossible le retour d'une pareille aventure.

L'enquête qui suivit la victoire s'étendit donc jusqu'en Pologne; deux cents suspects furent arrêtés, et comme à Saint-Pétersbourg une commission fut instituée à Varsovie. Mais les preuves matérielles manquèrent, et huit accusés traduits devant le Sénat polonais furent acquittés à l'unanimité moins une voix. Il est vrai que les plus gravement compromis avaient été dirigés sur Saint-Pétersbourg, jugés par le Sénat russe et

transportés en Sibérie. Néanmoins, cet acquittement irrita l'empereur et le blessa. Pendant plus de six mois il suspendit la publication de l'arrêt, et quand enfin il l'autorisa, ce ne fut pas sans faire parvenir au Sénat polonais l'expression hautaine de son mécontentement. Le Sénat en corps et chaque membre en particulier reçut des marques de l'irritation impériale que rendirent plus blessantes encore pour le patriotisme polonais les éloges dont on combla le général Krasinski, vice-président du Sénat, qui seul avait voté la culpabilité des accusés. Peu s'en fallut, à quelques jours de là, que les funérailles du sénateur Bielinski, qui avait dirigé les débats du procès et déclaré dans son rapport « qu'il ne pouvait trouver de crime là où il ne voyait chez les accusés que les preuves des plus grandes vertus » ne fussent à Varsovie l'occasion d'un mouvement et le signal d'une prise d'armes.

Aussi bien, ce n'était déjà plus qu'une question de temps. En vain quelques membres de la diète, chefs d'une opposition parlementaire, conseillaient-ils de s'en tenir à la résistance légale et se flattaient-ils de trouver dans la Constitution de 1815 les moyens de triompher de l'hostilité du tsar. Illusion difficile dans un pays où la diète ne se réunissait qu'à des intervalles de plus en plus éloignés et fixés uniquement par le bon plaisir du tsar! où les accusés qu'absolvait un Sénat par arrêt solennel n'en étaient pas moins dirigés sur les casemates de Zamosc!

L'agitation gagnait, les sociétés secrètes se reformaient, les universités, sous l'impulsion de Joachim Lelevel, l'école des porte enseignes de Varsovie sous la direction de Vysocki, préparaient un soulèvement général de la Pologne. Déjà plus de quatre cents officiers de la garnison de la capitale, un régiment tout entier avaient promis leur concours, et l'on ne parlait de rien moins que de profiter des fêtes du couronnement, fixées au commencement de 1829, pour faire disparaître d'un seul coup la famille impériale. Deux hommes heu-

reusement, l'ancien compagnon d'armes de Kosciusko, Julien Ursin Niemcevicz, et le nonce Gustave Malakhovski, réussirent à détourner du tsar cette menace sanguinaire, et de la révolution de Pologne cette souillure. Les fêtes du couronnement se célébrèrent donc sans encombre; et l'empereur n'apprit que beaucoup plus tard le danger qui l'avait approché. On raconte que le jour où le tsar mit sur sa tête la couronne de Pologne, le trône sur lequel il s'assit était entouré de soldats russes dont l'uniforme rappelait l'uniforme de ce régiment de Smolensk, tristement célèbre, qui jadis conduit par Souvarov avait accompli l'œuvre des massacres de Praga.

Mais il n'était pas besoin de cette provocation cruelle pour que le passage du tsar à Varsovie vînt ajouter à l'impatience et à l'exaspération du patriotisme polonais. On espérait une cessation de la dictature du lieutenant impérial, une convocation de la diète, quelques promesses, une amnistie : le tsar n'accorda rien. Ce ne fut que l'année suivante, après cinq ans d'interruption, qu'il se décida enfin à réunir la diète par un décret presque menaçant et que ne démentit point le discours d'ouverture qu'il prononça le 28 mai 1830. La diète fit un mauvais accueil à la plupart des projets que lui présenta le gouvernement et particulièrement au projet de loi sur le mariage et le divorce que le tsar fit soutenir par les ministres comme il eut fait, pour ainsi dire, son œuvre personnelle. Le Sénat vota le projet, mais la Chambre des nonces le repoussa deux fois, sous deux formes légèrement différentes, à une grande majorité. Dans son discours de clôture, prononcé le 28 juin, le tsar ne put s'empêcher de faire une allusion malheureuse au vote de la Chambre « qui avait cru devoir maintenir, disait-il, une disposition dont la révision était impérieusement réclamée par les plus puissantes considérations. » Il est à remarquer que cette « disposition » qui datait de 1825 avait été votée sur le désir formellement exprimé de l'empereur Alexandre. Ce fut dans cette même séance que

le nonce Malakhovski déposa contre les ministres un acte d'accusation qui départagea la Chambre et sur lequel on prit soin qu'il ne pût pas se produire un second vote, en retardant l'épreuve jusqu'à l'heure précise de la clôture de la diète. L'empereur quitta Varsovie pour retourner à Saint-Pétersbourg.

Il reçut bientôt de mauvaises nouvelles. La peste que les soldats de Diebitch avaient rapportée de Turquie s'était étendue promptement en Bessarabie, en Crimée, et venait de soulever à Sébastopol une violente émeute qui avait coûté la vie au gouverneur de la place et qui n'avait pu être étouffée que par le concours de la flotte et de l'armée. Le choléra, parti de Tauris après avoir ravagé Saratov, Simbirsk, Nijni Novogorod, venait d'éclater à Moscou. Ce fut sur ces entrefaites que Nicolas apprit qu'à Paris une révolution venait de renverser le trône de Charles X.

L'indignation et la colère du tsar furent extrêmes; elles allèrent d'abord jusqu'à l'insulte et jusqu'à déclarer que la Russie ne reconnaîtrait jamais Louis-Philippe. En effet, non seulement il voyait renaître cette révolution européenne à laquelle il croyait avoir porté les derniers coups en 1825, mais il perdait un allié fidèle et sûr, un allié tel qu'il n'en avait pas rencontré, même à Berlin, de plus entièrement ni de plus aveuglément dévoué. Si le gouvernement de la Restauration n'avait pas fait de Pozzo di Borgo son ministre des affaires étrangères, depuis le duc de Richelieu jusqu'à M. de la Ferronays, l'alliance russe n'en avait pas moins été la loi des relations extérieures de la France. Louis-Philippe essaya vainement de désarmer cette colère impériale; vainement fit-il parvenir à Nicolas une longue explication de sa conduite et du rôle qu'il avait joué « dans cette catastrophe qu'il eût tant voulu prévenir » et lui rappela-t-il « que la France aimait à voir dans la Russie son allié le plus naturel et le plus puissant » : le tsar, en acceptant le fait accompli, ne déguisa rien des sentiments qui l'agitaient. « Des événements à jamais

déplorables, disait-il dans sa réponse au roi des Français, ont placé Votre Majesté dans une cruelle alternative..... Je ne dirai rien des motifs qui ont inspiré dans cette occasion la conduite de Votre Majesté, mais j'adresse les vœux les plus ardents à la divine Providence pour qu'il lui plaise de bénir les desseins de Votre Majesté. » Il terminait en assurant le roi de son désir de maintenir la paix aussi longtemps que les relations de la France demeureraient « conservatrices » et fondées sur les traités existants.

L'intention était-elle bien sincère? Il serait téméraire de prétendre le décider. Toujours est-il que dès le mois d'août, le prince Lubecki, ministre des finances en Pologne, avait reçu l'ordre « de s'occuper immédiatement des ressources sur lesquelles le trésor pourrait compter pour subvenir aux frais de mobilisation de l'armée ainsi qu'à ceux d'une campagne. » Deux mois plus tard, quinze jours après la réponse de l'empereur à Louis-Philippe, le même ministre recevait avis d'une « volonté suprême » qui chargeait le grand-duc Constantin de mettre sur le pied de guerre toutes les troupes placées sous ses ordres, y compris « l'armée royale polonaise. » La guerre semblait prochaine, inévitable, et déjà l'on n'attendait plus à Saint-Pétersbourg que le retour du feld-maréchal Diebitch, alors à Berlin, et chargé de s'entendre avec la Prusse « sur les dernières mesures à prendre » contre la France et la Belgique, quand on apprit tout à coup que, suivant une expression célèbre, l'avant-garde venait de se retourner contre le corps de bataille. La Révolution venait d'éclater en Pologne.

# CHAPITRE CINQUIEME

## 1830-1850

I. — Les partis en Pologne. — Insurrection à Varsovie. — Chlopicki dictateur. — Manifeste de la diète. — Marche de Diebitch. — Gouvernement national. — Victoire des Polonais. — Attitude de l'Europe. — Défaite d'Ostrolenka. — Mort de Diebitch. — Paskiévitch nommé au commandement. — Discorde et massacres à Varsovie. — Bombardement et chute de Varsovie. — Incorporation de la Pologne à l'Empire. — Répression.

II. — Nicolas et l'unité russe. — Les religions de l'empire. — Les Uniates de Lithuanie. — Réunion des uniates à l'église grecque. — Persécution contre les catholiques de Pologne et les protestants des provinces baltiques. — Nicolas empereur national et autocrate. — La chancellerie de l'Empereur. — Entraves à la liberté individuelle. — Censure. — Instruction publique. — Corruption de l'administration. — La littérature et Nicolas. — Les slavophiles et l'Empereur.

III. — Politique étrangère de Nicolas. — Plan de conquête en Asie. — Premières expéditions dans le Turkestan. — Guerre du Caucase. — Les prophètes Gazi-Mollah et Shamyl. — Nicolas et la révolution. — Alliance avec la Prusse et l'Autriche. — Politique à l'égard de la Turquie. — Traité d'Unskiar Skélessi. — La question d'Orient en 1840. — Intervention à Cracovie. — Intervention en Hongrie. — Intervention dans les affaires d'Allemagne.

### I

Depuis les traités de partage, l'occasion de revendiquer son indépendance et de reconquérir l'intégrité de la patrie n'avait jamais semblé plus favorable pour la Pologne. Il s'en fallait

pourtant que, même à Varsovie, tous les partis fussent d'accord sur l'opportunité d'un soulèvement et sur les chances de succès d'une insurrection nationale. Les uns, c'étaient ceux qui, connaissant l'usage de la politique et de la guerre les Czartoryski, les Radzivill, les Chlopicki, craignaient que la Pologne réduite à ses seules forces et malgré les prodiges d'héroïsme dont ils la savaient capable, ne fût impuissante cependant à soutenir le choc de la Russie. Ils voyaient, et avec raison, dans la question de Pologne une question de politique européenne, difficile, impossible peut-être à résoudre sans une intervention déclarée des puissances occidentales, de l'Angleterre ou de la France. D'ailleurs prêts pour le devoir et pour le sacrifice, ils attendaient les événements. Un petit nombre continuait à se flatter d'un leurre d'opposition constitutionelle, et du vain espoir d'obliger le tsar à respecter la Pologne légale telle que l'avaient faite sous la sanction de l'Europe les Traités de 1815. Les autres, c'était la jeunesse des écoles et le peuple de la capitale, n'avaient enfin de confiance que dans les moyens révolutionnaires, conspirations, émeutes, prises d'armes, assassinats s'il le fallait. Le célèbre professeur Lelevel était le chef de ce parti démocratique : Joseph Zalipski, Pierre Vysocki, Pierre Usbanski parmi les élèves de l'école des Porte-enseignes, Arthur Zavisza parmi les étudiants de l'Université, devaient en être les hommes d'action. Ceux-là furent véritablement les ouvriers de l'insurrection de 1830, et s'ils avaient informé du complot quelques membres du parti constitutionnel et du « parti des princes » comme l'appelait Lelevel, ils ne leur en avaient toutefois ni livré la date, ni précisé la nature, ni confié les moyens.

La conjuration éclata dans la soirée du 29 novembre. On avait choisi le jour où la garnison polonaise relevait tous les postes de la capitale. A six heures, Vysocki se présentait à l'école des Porte-enseignes, on distribuait des cartouches et la colonne forte de cent soixante hommes se dirigeait rapi-

dement vers les portes de la ville où se trouvaient les casernes de la cavalerie russe. La lutte s'engagea dans l'enceinte même des casernes. Pendant ce temps, dix-huit étudiants, sous la direction de Zavisza couraient au pavillon du Belvédère, séjour habituel du grand-duc, et se dispersaient dans les appartements du palais, en poussant le cri de : « Mort au tyran », à la recherche de Constantin. Le grand-duc dormait. Réveillé par un domestique, il eut à peine le temps de se lever et de chercher un refuge dans les appartements de la princesse de Lovicz. Les conjurés respectèrent son asile, mais ils se vengèrent en frappant le préfet de police Lubovidzki, comme il accourait pour informer le prince du détail de la conjuration, et le général Gendre qu'ils rencontrèrent dans la cour du palais. Quittant alors le Belvédère, ils rejoignirent Vysocki que leur faible renfort dégagea du milieu de la cavalerie russe. Les deux troupes chargèrent à la baïonnette et rompant la cavalerie qui menaçait de les cerner, se précipitèrent au pas de course vers le centre de la ville.

Il semble que la moindre énergie des troupes russes et le moindre effort de résolution du grand-duc eussent aisément triomphé de ce petit nombre de désespérés et par un acte de vigueur coupé court à l'insurrection. Mais les troupes manquaient de chef, et surprises au milieu de la nuit, dans cette grande ville hostile, n'opposaient qu'une molle résistance à la fureur des conjurés. Le grand-duc avait perdu la tête, et sans donner un ordre, incapable de prendre un parti, craignant surtout pour sa propre vie, laissait massacrer les quelques généraux qui, comme Haucke et Trembitzki s'efforçaient vainement de ralentir le triomphe de l'insurrection. Déjà tout un régiment d'infanterie, les grenadiers de la garde, les compagnies d'élite de la plupart des régiments polonais, plusieurs batteries d'artillerie, un bataillon de sapeurs, étaient passés aux insurgés. Le peuple, sous la conduite de Dombrovski, s'était emparé de l'arsenal et s'armait des quarante mille fusils qu'il

y trouvait. Le grand-duc avec les troupes qui lui restaient fidèles sortit de la ville et dès la pointe du jour, à la tête d'environ huit mille hommes transporta son quartier général à trois kilomètres de Varsovie, au village de Virzba, en déclarant « qu'il n'avait point à se mêler des querelles des Polonais. »

L'insurrection, au matin, se trouva maîtresse de Varsovie. Mais l'insurrection, comme la résistance, manquait de chef. On cherchait partout le général Chlopicki dont la haute stature, les allures guerrières avaient fait une idole pour le peuple de Varsovie et que sa grande réputation militaire, conquise sous l'Empire, dans les guerres d'Espagne, désignait au commandement de l'armée polonaise. Le général se cachait. Dans cet universel désarroi, le prince Lubecki, ministre des finances, tout disposé au service du tsar, voulut au moins tenter quelque chose. Il convoqua le conseil administratif du royaume; il y adjoignit pour la circonstance quelques hommes dont la popularité pourrait servir ses desseins, assez vagues d'ailleurs et assez ténébreux, s'il en faut juger par les relations qu'il avait su se ménager également dans tous les partis. Une première proclamation qu'il lança dans la nuit, fut mal accueillie par les Polonais. Il fit un second effort au matin, en appelant dans le conseil un sénateur et trois nonces, parmi lesquels Joachim Lelevel. Le conseil, au nom de l'empereur Nicolas, appela Chlopicki au commandement de l'armée. Le surlendemain, 2 décembre, le grand-duc Constantin à la suite d'une entrevue avec les représentants du conseil administratif, renvoyait à Varsovie les troupes polonaises qui lui étaient demeurées fidèles et déclarait qu'en s'éloignant avec les troupes russes « il espérait de la loyauté polonaise que les troupes russes ne seraient pas inquiétées dans leur marche pour regagner l'intérieur de l'Empire. » Le conseil administratif fut aussitôt dissous et remplacé par un gouvernement provisoire dont le premier

soin fut de convoquer la diète pour le 18 décembre. Chlopicki s'empara de la dictature jusqu'à la réunion des chambres.

Il s'agissait pour lui d'arrêter d'abord les progrès de l'insurrection, d'étouffer l'agitation révolutionnaire des clubs, et d'empêcher que rien d'irréparable ne fût commis en attendant le retour à Varsovie du prince Lubecki, ministre des finances et du nonce Jezierski, chargés par le gouvernement provisoire de porter au tsar Nicolas les vœux, ou pour mieux dire l'ultimatum de la Pologne. Élevé dans le culte de la discipline et des mœurs militaires, Chlopicki se flattait de garder le serment qu'il avait prêté jadis au tsar, et d'obtenir de lui les seules concessions qu'il regardait comme possibles alors, la stricte observation de la Constitution de 1815, et la promesse que les troupes polonaises désormais tiendraient seules garnison dans le royaume. Cette déclaration, qu'il fit à quelques nonces réunis en assemblée préparatoire, en ajoutant, dit-on « qu'il était toujours le sujet fidèle de Nicolas et qu'il ne se proposait que de maintenir le royaume dans ses limites actuelles » souleva un vif mécontentement. Telle était cependant la popularité du général que sur la proposition de Ładislas Ostrovski, maréchal de la diète, le premier acte de la diète fut de le confirmer dans la dictature. Elle se contenta de placer auprès de lui une commission chargée de « le surveiller et de lui ôter le pouvoir en cas de besoin. » Une seconde commission fut chargée de préparer un manifeste qui parut le 5 janvier 1831.

Dans cette pièce, habilement rédigée, les Polonais rappelaient leurs anciens griefs, protestaient qu'ils n'étaient animés contre les Russes, « Slaves comme eux », d'aucune haine nationale, en appelaient à l'Europe, « aux souverains et aux nations » dont ils avaient jadis été le bouclier, déclaraient « qu'ils combattraient pour la liberté jusqu'au dernier soupir » et terminaient par une éloquente allusion au service que la nuit du 29 novembre avait rendu à l'Europe, en arrêtant la

marche des bataillons russes : « Si la Providence a destiné cette terre à un asservissement éternel, et si dans cette dernière lutte la liberté de la Pologne doit succomber sous les ruines de ses villes et sous les cadavres de ses défenseurs, notre ennemi ne régnera que sur des déserts, et tout bon Polonais emportera cette consolation en mourant que si le ciel ne lui a pas permis de sauver sa propre patrie, il aura du moins, par ce combat à mort, mis à couvert pour un moment les libertés de l'Europe menacées. » Déjà, de son côté, le tsar avait parlé dans un manifeste daté du 24 décembre, où respirait toute son indignation de souverain outragé, toute sa colère de maître implacable : « Après avoir joui du bienfait de la paix et goûté la prospérité sous l'égide de notre pouvoir, le peuple polonais, éprouvé par tant de malheurs, se précipite de nouveau dans l'abîme des révolutions et de la misère, et quelques poignées d'insensés, quoique déjà saisis de terreur devant le châtiment qui s'apprête, osent un moment rêver la victoire et nous proposer des conditions, à nous, leur souverain légitime. »

Quelques jours plus tard, le feldmaréchal Diebitch, à la tête de 120,000 hommes, franchissait les frontières du royaume de Pologne. Lui, aussi, crut devoir se faire précéder d'un manifeste, audacieuse falsification de l'histoire, bizarre monument de superstition et de servilité monarchique, où il avertissait les « guerriers polonais » que « l'insurrection imprimerait la tache de la honte sur leurs fronts », d'une honte « ineffaçable » s'ils payaient ainsi « d'ingratitude et d'infidélité le souverain qui leur accorde tout et ne leur devait rien. » Dans son ordre du jour aux troupes russes, il parlait encore « de son adoré souverain », des « bienfaits innombrables dont il avait surchargé ces ingrats », et finissait par cette exclamation joyeuse : « Entrons donc gaîment et avec confiance dans la lutte sacrée pour l'empereur et pour la patrie. » Ce n'était pas à lui cependant que l'honneur était réservé d'anéantir la Pologne et de prendre Praga d'assaut pour la seconde fois.

La diète répondit à ces provocations en proclamant, le 25 janvier 1831, dans une séance tumultueuse, la déchéance de l'empereur Nicolas, à titre de roi de Pologne. Depuis quelques jours Chlopicki, violemment irrité de l'exaltation croissante du sentiment national, avait donné sa démission. Il avait été remplacé comme généralissime par le prince Michel Radzivill, il le fut comme dictateur par un gouvernement national composé de cinq membres. C'étaient les princes Czartoryski et Barizkovski, et les députés Vincent Niemoievski, Théophile Moravski, et Joachim Lelevel. Le prince Czartoryski, nommé président du gouvernement national et qui jusqu'alors semblait avoir conservé une dernière espérance d'apaisement et de conciliation, sentit et déclara lui-même « que tous les liens étaient désormais brisés. »

On sait que le succès des armes sembla d'abord favoriser la cause de la Pologne et que les victoires de Radzivill ou plutôt de Chlopicki, qui l'assistait de ses conseils, à Grochov, le 25 février 1831 ; de Skrzynecki, qui remplaça bientôt Radzivill comme généralissime, à Vaver et à Dembevilkié, le 31 mars et le 1er avril, jour de Pâques ; de Prondzynski à Iganié, le 10 avril ; suivies d'une insurrection générale de la Lithuanie, de la Samogitie, de la Volhynie, donnèrent un moment l'espoir aux Polonais de voir la patrie renaître de ses ruines.

L'illusion était plus difficile à ceux qui, comme les membres du gouvernement national, voyaient la situation de plus près. La division régnait à Varsovie ; le contact de l'armée russe répandant le choléra dans les rangs de l'armée polonaise, ajoutait aux horreurs accoutumées de la guerre, le ravage et l'effroi de la maladie ; le généralissime Skrzynecki ne paraissait avoir ni la vigueur de résolution, ni la sûreté de coup d'œil militaire, ni la promptitude de décision, ni même, s'il en faut croire quelques voix de Pologne, l'ardeur de conviction patriotique nécessaires à la lourde tâche qu'il avait assumée ; l'Europe enfin ne répondait pas ou ne répondait que par des

démarches timides, obliques, inefficaces à l'appel de la révolution et du gouvernement national.

En vain de jeunes patriotes, presque tous destinés à devenir illustres dans la suite, le comte André Zamoyski à Vienne, auprès de M. de Metternich, le marquis Vielopolski à Londres, auprès de lord Palmerston, le comte Valevski à Paris, auprès du gouvernement de Juillet, essayaient à émouvoir l'Europe. Les Polonais avaient commis une faute, en proclamant la déchéance de l'empereur Nicolas, une faute qu'il leur eût été difficile, impossible peut-être de ne pas commettre, mais une faute qui permettait à l'égoïsme diplomatique de récuser toute intervention dans les affaires de Pologne. En effet la France, l'Angleterre, l'Autriche ne pouvaient intervenir correctement que comme puissances garantes du traité de Vienne et comme le disait M. de Nesselrode « c'étaient les Polonais eux-mêmes qui en proclamant l'indépendance de la Pologne venaient de déchirer les Traités de 1815. » A la vérité, de semblables considérations n'avaient pas arrêté les puissances dans les questions de Grèce et de Belgique. La Porte avait, elle aussi, des droits de souveraineté sur la Grèce, et dont la consécration datait de plus de quinze ans; la Belgique avait, elle aussi, déchiré les traités de Vienne, et le marquis Vielopolski, dans un mémoire à lord Palmerston, n'avait pas tort de s'écrier avec l'accent de l'indignation : « Quoi donc ! les Polonais seront-ils les seuls à invoquer en vain tous les principes de justice, de morale et de politique ! Est-ce la plus grande puissance de la Russie qui ferait changer ses principes ? ou la Russie est-elle une puissance vis-à-vis de laquelle on n'ose avoir de principes? » En effet, c'était bien le mot de la situation, mais il y faut ajouter aussi les craintes que le cabinet de Londres éprouvait de voir la France de 1830 tirer du rétablissement d'une Pologne un accroissement dangereux d'influence européenne.

On se borna donc à donner l'ordre aux ambassadeurs d'Angleterre et de France à Saint-Pétersbourg, de rappeler

de loin en loin au tsar que la Pologne légale était la Pologne constitutionnelle de 1815 et que l'on « n'admettait pas que la révolte des Polonais contre l'autorité de l'empereur et roi, fût pour le gouvernement russe un motif de s'écarter des stipulations du traité de Vienne. » Le gouvernement russe ne fit aucune difficulté de répondre « qu'on ne s'écarterait pas de la lettre du traité de Vienne et qu'aucune incorporation du royaume de Pologne à l'empire de Russie, n'aurait lieu » sauf à changer de langage au lendemain de la victoire, et sachant bien qu'à toute proposition d'action commune et de mesures énergiques, le gouvernement anglais répondrait au gouvernement français par un refus à peine déguisé sous les formes ordinaires de la politesse diplomatique.

Quant à la Prusse, elle fournissait à l'armée russe des munitions, des artilleurs, des ingénieurs, des subsistances et des uniformes. L'Autriche seule, mais trop tard, et timidement, fit au moins quelques tentatives. Tout était fini quand elle se décida. Les Polonais étaient donc bien réduits à leurs propres forces, et dans cette grande détresse d'un peuple qui avait été si longtemps le rempart du catholicisme contre les hérésies grecque ou protestante et contre le musulman, il n'était pas jusqu'à la cour pontificale elle-même qui ne répondît à l'appel de la Pologne, par un égoïste aveu d'impuissance. « Le pape ne peut rien faire pour la Pologne » écrivait le cardinal Bernetti, secrétaire d'État de Grégoire XVI. Ce n'était pas ainsi, dit l'histoire, qu'à l'appel de Rome ou de Vienne répondait autrefois Sobieski.

Mais ce qui manquait aux Polonais plus encore peut-être que le secours actif des puissances et que la sympathie des nations, c'était l'esprit de discipline et d'union. Les premiers succès de Skrzynecki n'avaient pas eu de lendemain. Le généralissime, soit incapacité militaire, soit préoccupation politique et suggestion de l'ambition personnelle, n'avait pas su profiter de sa victoire de Dembé. Non seulement il avait mal

soutenu les quelques milliers d'hommes qui sous le commandement des généraux Chlapovski, Gielgud et Dembinski propageaient en Lithuanie l'insurrection nationale, mais il essuyait à Ostrolenka une défaite sanglante dont la nouvelle portait à Varsovie le trouble et le découragement. Cependant le gouvernement national et la diète, affublant leur indécision d'une apparence de vertu romaine, lui envoyèrent une députation chargée de le féliciter « de n'avoir pas désespéré de la cause nationale. » Skrzynecki rendu à l'audace par cette singulière démarche, affecta la dictature, demanda l'établissement d'un pouvoir unique et fit destituer le général Krukovicki, gouverneur de Varsovie, qui s'était permis de reprendre et de blâmer la conduite des opérations militaires. Une seule chose pouvait consoler les Polonais du désastre d'Ostrolenka ; c'est que la bataille n'avait pas été moins mal gagnée que mal perdue. Diebitch et Skrzynecki semblaient avoir également renoncé à l'offensive.

Mais à Saint-Pétersbourg une volonté toute puissante régnait et régnait sans partage. Les bulletins triomphants de Diebitch n'avaient pas pu longtemps faire illusion au tsar. La guerre durait depuis déjà plus de six mois et ne paraissait pas approcher de son terme. Le comte Orlov fut chargé d'une mission à l'armée de Pologne. Il était à peine arrivé que le 10 juin, à Pultusk, le maréchal Diebitch mourait subitement, emporté par le choléra, dit-on, à la suite d'une orgie. Quelques jours plus tard, à Minsk, le grand-duc Constantin mourait dans les mêmes circonstances de rapidité mystérieuse, et comme Diebitch après avoir reçu la visite d'Orlov. Des bruits d'empoisonnement coururent, accrédités par le nom même d'Orlov qui devait sa fortune au rôle que l'oncle et le père du comte avaient joué dans le drame de l'assassinat de Pierre III, et dans la comédie de l'élévation de Catherine. Il ne semble pas cependant que l'histoire doive les accepter : la reconnaissance et l'amitié du tsar pour son frère étaient sincères, et

Nicolas avait tant d'autres moyens de se débarrasser de Diebitch qu'on ne saurait trouver de motif ni de prétexte au crime. Quoi qu'il en soit, on ne regretta certainement pas la mort du général en chef, et son rival de faveur et de gloire dans la guerre de 1828, le feld-maréchal Paskievitch prit le commandement le 24 juin. Quinze jours plus tard environ, le 11 juillet, l'armée russe traversait la Vistule sans rencontrer d'obstacle et le général commençait à manœuvrer pour investir Varsovie.

Dans la malheureuse capitale, croissaient cependant, à mesure de l'approche du danger, les dissensions, les discordes, les fureurs intestines. On avait appris l'échec de Gielgud et de Chlapovski devant Vilna. Dans les clubs et dans les faubourgs il n'était bruit que d'espions et de traîtres. Skrzynecki lui-même dénonçait des complots, Krukovicki, plus populaire que jamais depuis sa destitution et qui gagnait de jour en jour ce que Skrzynecki perdait de prestige, de confiance et d'autorité, prenait un plaisir révolutionnaire à entretenir, à répandre les soupçons et la discorde. Le gouvernement national qui se sentait abandonné de l'Europe, la diète qui n'était plus à l'unisson de la folie populaire, s'agitaient sans agir, et pendant ce temps Paskievitch gagnait du terrain. Skrzynecki fut décrété d'accusation et traduit par devant un grand conseil composé des membres du gouvernement, de députés et de militaires. Son propre quartier-maître, Prondzynski lut un long réquisitoire; mais les partisans du généralissime étaient encore nombreux : son attitude hautaine, son assurance imposèrent au conseil, son triomphe fut complet et l'on se borna, non sans l'avoir comblé de félicitations et d'éloges, à le prier de reprendre au plus tôt l'offensive. Il n'en fit rien; ce n'était pas tout en effet que d'accuser Skrzynecki, mais il fallait encore lui trouver un successeur.

On se flatta de l'avoir sous la main, quand le 5 août Dembinski, miraculeusement échappé, rentra dans Varsovie. Deux

membres du gouvernement national furent chargés d'aller trouver le généralissime dans son camp de Bolimov et de le sommer d'expliquer sa conduite. Peu satisfaits de ses réponses, on les vit alors procéder à une espèce d'enquête sur les lieux et recueillir sur le généralissime jusqu'au témoignage des sous-officiers et des simples soldats, puis ils mirent son remplacement aux voix d'une commission de soixante-huit membres de la diète qui les avait suivis au camp. Vingt-deux suffrages se portèrent sur Skrzynecki, les quarante quatre autres se répartirent sur quatre autres noms. Néanmoins Skrzynecki reçut l'ordre de se démettre de son commandement qui fut provisoirement confié à Dembinski. Le premier acte du nouveau généralissime fut de replier l'armée sur les retranchements de Varsovie.

A cette nouvelle l'exaspération populaire ne connaît plus de bornes. Comment, dit un démocrate polonais, « comment la révolution aurait-elle pu se passer sans le châtiment des traîtres? » En effet, ce n'était pas assez des assassinats de la nuit du 29 novembre, il y fallait encore les massacres de la journée du 15 août. On aimerait à croire que les excès qui souillent l'histoire de toutes les révolutions sont l'œuvre de quelques misérables et d'une lie de populace enivrée de sa propre fureur. Mais non! « Ne croyez pas, mes amis, disait Lelevel s'adressant à la jeunesse polonaise, ne croyez pas que ce fut le rebut du peuple, la populace qui s'agita dans ce moment d'extrême indignation : non, ce furent des citoyens honorables, exaspérés au plus hant degré, ce fut le peuple qui se fit justice lui même; » en massacrant dans la cour des prisons les prisonniers sans défense, et suspendant aux réverbères de Varsovie, les cadavres mutilés; en « expédiant » les anciens espions du grand-duc, « vils séides de l'ancien régime » et en dépensant leur fureur dans deux longues journées « d'exécutions » et d'assassinats. Après quoi, Krukovicki jugea que c'en était assez, et que le moment était venu de

recueillir les bénéfices de sa popularité. Le gouvernement national était dissous, Krukovicki commença par se proclamer lui-même gouverneur de Varsovie. Du jour au lendemain l'agitation fut étouffée.

Cependant quelques membres du gouvernement, entre autres le prince Czartoryski, s'étaient transportés au camp de Dembinski pour y délibérer sur les mesures à prendre. Dembinski prit la résolution de marcher sur Varsovie qu'il occupa militairement le 17 août. Le lendemain parut une proclamation où il déclarait « que le peuple de Varsovie ayant assassiné des personnes innocentes, égorgé des femmes et des enfants, il ferait punir les coupables de tant de forfaits avec la dernière sévérité. » Cette proclamation renouvela la fureur populaire. La diète s'y associa cette fois, déclara « que si Dembinski osait paraître dans la Chambre, il n'en sortirait pas vivant » et, séance tenante, fit une loi qui investissait du pouvoir exécutif un président unique. Krukowicki fut nommé président. Il ôta d'abord le commandement de l'armée à Dembinski pour le donner à Casimir Malakhovski; puis il fit exécuter quelques-uns des acteurs de la journée du 15 août.

Le dénouement approchait. Paskievitch était aux portes de la capitale. Il avait 12,000 hommes et 400 canons. Le 4 septembre, au matin, il fit adresser par le général Dannenberg, au président du gouvernement, une proposition de capitulation pure et simple. La diète répondit, après en avoir délibéré, qu'on ne traiterait que sur les bases du manifeste. Le 6, à cinq heures du matin, Paskievitch ouvrit le feu. L'attaque fut terrible et la résistance héroïque. Vers trois heures, de part et d'autre la lutte s'apaisa. Des pourparlers s'engagèrent, se prolongèrent pendant la nuit et le lendemain. Krukovicki suivi de Prondzynski se rendit au camp de Paskievitch. Paskievitch renouvela ses propositions : Krukovicki se contenta de répondre, non sans hauteur, qu'il les soumettrait à la diète et sollicita seulement un armistice de hu t heures. Mais

à la nouvelle que Krukovicki traitait, les ministres avaient donné leur démission, et la diète était entrée en séance. Prondzynski, chargé de lui porter les propositions russes, essaya vainement de démontrer que la résistance était désormais impossible et ne pouvait retarder que de quelques heures la chute de Varsovie. L'armistice expira sur ces entrefaites et le feu recommença.

Trois cent cinquante bouches à feu tonnèrent depuis midi jusqu'au soir sur la capitale. Vers cinq heures les Russes donnèrent l'assaut. La diète alors se résigna. Le président fut investi par une députation de la diète des pouvoirs nécessaires pour traiter. Il écrivit au tsar la lettre suivante : « Sire, chargé dans ce moment même du pouvoir de parler à Votre Majesté impériale et royale au nom de la nation polonaise, je m'adresse par Son Excellence le comte Paskievitch d'Erivan, à votre cœur paternel. En se soumettant sans aucune condition à Votre Majesté notre Roi, la nation polonaise sait qu'elle est seule à même de faire oublier le passé et de guérir les plaies profondes qui ont déchiré ma patrie. » En même temps, il faisait parvenir au général Berg ses dernières propositions en déclarant que « si elles ne lui étaient pas accordées, l'armée polonaise se défendrait dans Varsovie jusqu'au dernier homme. » Le général Berg, accompagné de Prondzynski venait à peine de partir que le maréchal de la Chambre des nonces, Ladislas Ostrovski signifiait au Président que la diète ne pouvait consentir à traiter, et lui demandait une démission que Krukovicki donnait aussitôt. L'incident permit aux débris de l'armée polonaise d'évacuer Varsovie, sous la direction du général Uminski, tandis qu'au palais du gouvernement, le généralissime Malakhovski signait la capitulation qui livrait à l'armée russe l'entrée de la capitale. Les débris de l'armée, forte encore d'une trentaine de mille hommes, passèrent successivement de l'autorité de Malakhovski sous le commandement de Rybinski, puis sous les ordres d'Uminski.

Mais bientôt enveloppés par Paskievitch, après avoir inutilement essayé d'obtenir une capitulation honorable, ils se décidèrent à franchir la frontière prussienne, le 5 octobre 1831. Déjà, depuis le 16 et le 27 septembre, Ramorino avec quelques milliers d'hommes et Skrzynecki, sous un déguisement, avaient franchi la frontière autrichienne et cherché un refuge en Gallicie. L'ordre régnait en Pologne et de cette insurrection formidable, il semblait qu'il ne restait plus qu'un souvenir.

Dans ses derniers jours comme à ses premiers débuts, de honteux excès l'avaient souillée sans doute, et si les Polonais avaient montré sur les champs de bataille le même héroïsme, ils avaient comme jadis aussi montré dans le conseil la même indiscipline et la même impuissance à faire taire leurs haines intestines, divisés contre eux-mêmes, livrés avec fureur aux discordes civiles, toujours prêts à rejeter la responsabilité de la faute commune sur la tiédeur, l'incapacité, la trahison d'un seul, ils avaient été comme toujours leurs pires ennemis. Et l'on pourrait dire qu'ils avaient travaillé de leurs propres mains à leur ruine, s'il était permis à la France d'oublier que pendant dix mois les Polonais arrêtèrent une nouvelle invasion moscovite prête à fondre sur elle, et si l'énormité de la vengeance russe ne devait pas effacer jusqu'au souvenir des erreurs, des fautes, des crimes mêmes de la Pologne.

Le tsar avait déjà déclaré « qu'il n'admettrait aucune intervention étrangère dans les affaires de Pologne », et quand il fut bien assuré que cette simple menace arrêterait les puissances et donnerait la force aux cabinets de refréner, les sympathies des peuples, il ajouta que d'ailleurs « il changerait complètement le régime des Traités de Vienne. » L'effet suivit de près les paroles; il s'agissait de « *dénationaliser* » et de *russifier* » la Pologne. Le surlendemain de l'entrée des Russes dans la capitale on avait publié un acte d'amnistie dont les dispositions ne furent complétées que le 20 novembre 1831. Étaient exclus du pardon impérial : « 1° Les auteurs

de la révolution du 29 novembre. — 2° Les membres du gou vernement. — 3° Les députés ayant contribué à l'acte de déchéance. — 4° Les assassins de la nuit du 15 août. » En vertu de quoi l'encombrement des prévenus et des accusés de toute catégorie fut bientôt tel qu'il fallut transformer en prison tous les couvents de Varsovie. L'Empereur selon son habitude ne dédaigna pas d'aggraver lui-même les peines prononcées contre les condamnés, et d'écrire par exemple de sa propre main sur l'arrêt du prince Roman Sangusko « sera conduit en Sibérie comme un forçat ordinaire, à pied et enchaîné. » Les ministres de la vengeance impériale se montrèrent dignes de leur maître et l'on vit des condamnations ainsi formulées, comme celle de l'abbé Siérocinski : « Considérant que le coupable est d'un âge très avancé, il est condamné à la perte de ses titres de noblesse, de sa fortune et au bannissement perpétuel en Sibérie. »

Ce n'était rien encore. La suppression même du drapeau polonais, l'incorporation de l'armée dans les rangs de l'armée russe, l'introduction de la langue russe dans les actes officiels, la suppression des écoles supérieures et de l'université, la spoliation des archives, des bibliothèques, des musées de Varsovie et leur translation à Saint-Pétersbourg n'étaient que des préludes.

Le 26 février 1832 parut le fameux ukaze qui rayait la Pologne, à la face et au mépris de l'Europe, du nombre des nations : « Dans notre sollicitude constante pour le bien des nations que la Providence a confiées à notre sceptre, nous nous sommes appliqué à jeter les bases de l'organisation du royaume de Pologne. En conséquence la Pologne fait désormais partie de l'empire, ne devant former à l'avenir avec les Russes qu'une seule et même nation. » Suivaient soixante-neuf articles, dits *statuts organiques*, qui détruisaient en Pologne jusqu'aux derniers vestiges de l'indépendance. Varsovie dut célébrer l'ukaze. Les habitants furent condamnés à illuminer

sous peine de cinquante florins d'amende par croisée non éclairée. Une députation reçut l'ordre d'aller à Saint-Pétersbourg remercier le tsar des bienfaits qu'il daignait répandre sur la Pologne. Le 10 avril, un second ukaze décida « que tous les enfants mâles, orphelins, ou âgés de six à dix-sept ans, sans tutelle, seraient recherchés dans le royaume pour être transportés à Minsk, placés dans les bataillons des cantonistes et successivement envoyés aux compagnies des colonies militaires. » Orphelins voulait dire ici privés de leur père ; il n'importait pas que les enfants de six à dix-sept ans eussent encore une mère. Et l'on vit pendant plusieurs années, dans les journaux de Varsovie, s'étaler des avis ainsi conçus du consul gouvernemental. « Tel jour, à midi, aura lieu dans la salle ordinaire des séances du conseil une adjudication *a minima* pour le transport de Varsovie à Saint-Pétersbourg des fils de nobles Polonais. La mise à prix sera de 120 roubles en papier. »

Le 18 avril, un troisième ukaze faisait connaître une mesure décrétée déjà depuis le 21 novembre 1831 : « S. M. l'Empereur a daigné émettre l'ordre suprême de faire les règlements nécessaires pour transplanter pour la première fois cinq mille familles du gouvernement de Podolie sur les steppes du Don, et par préférence sur la ligne ou dans le district du Caucase ; » et pour effectuer ladite transplantation, le gouverneur de Podolie devait choisir en première ligne « les personnes qui, ayant pris part à la dernière révolution, étaient revenues au terme fixé, témoigner leur repentir. » En confirmant les règlements arrêtés, Sa Majesté daigna même ajouter de sa propre main : « Les règlements doivent servir non seulement pour le gouvernement de Podolie, mais encore pour tous les gouvernements occidentaux, ce qui fait en tout quarante-cinq mille familles. » Et le ministre Bloudov, renchérissait encore : « Si les gentilshommes polonais n'ont pas envie de se faire transplanter, vous êtes autorisé à les y contraindre par la force. »

Les faits parlent d'eux-mêmes. Il est à peine utile de rappeler maintenant le détail des confiscations, des supplices, des persécutions implacables exercées contre la Pologne par la haine persévérante et obstinée du tsar. Il faut mentionner cependant le monstrueux arrêt du 15 juillet 1833 qui prononça la peine capitale et la confiscation des biens contre deux cent quatre-vingt-six émigrés, et cette note au pape Grégoire XVI où le tsar lui demanda la réprobation solennelle et publique de la révolution de Pologne. Le pape eut la honteuse faiblesse de céder et d'écrire au clergé polonais « qu'ayant appris que les affreuses calamités qui avaient désolé le royaume n'avaient pas eu d'autre source que les manœuvres de quelques fabricateurs de ruses et de mensonges qui dans cet âge malheureux élevaient la tête contre leur prince légitime, » il ne pouvait que l'engager à la soumission, car toute puissance vient de Dieu : « *Qui resistit potestati Dei ordinai tioni resistit, ideo necessitati subditi estote.* » On va voir comment cette complaisance fut payée au vieillard qui n'avait pas su comprendre que l'Église catholique allait devenir aussi l'une des victimes de la vengeance du tsar.

## II

Les vues de Nicolas allaient bien au-delà de ces violences de la répression où son acharnement semblait la vengeance personnelle de sa majesté bravée. Avec une idée de sa toute-puissance aussi absolue que celle d'un Louis XIV, il passa son règne à poursuivre l'exécution d'une pensée profonde, tenace, enracinée chez lui par une foi réfléchie, servie par une immuable volonté. Inaccessible à ces mille influences où se laissait aller le caractère ondoyant d'Alexandre, « le tsar de fer » avec une âpre persévérance imposa à son empire un régime qu'il résumait lui-même ainsi : « Une foi, une loi, un roi. »

Nulle part en Europe les religions ne sont plus nombreuses, ni les communions plus diverses qu'en Russie. La Finlande est protestante, la Pologne est catholique, les Tartares sont musulmans, les Kalmoucks du Volga sont Bouddhistes ; les Russes, comme on sait, appartiennent à la communion grecque orthodoxe; enfin les hérésies bizarres pullulent et les sectes ridicules ou monstrueuses ne sont pas plus nombreuses dans la libre Amérique elle-même que dans l'étendue de l'empire des tsars. Vieux croyants ou *Raskolniks*, subdivisés eux-mêmes en *Popovtzi* qui reconnaissent l'autorité du prêtre et *Bezpopovtzi* qui n'ont point de prêtres ; *Molokhanes* ou buveurs de lait; *Obstchié* ou communistes; *Skokouni* ou sauteurs; *Beghouni* ou coureurs ; *Hlysty* ou flagellants ; *Skoptzi* ou castrats : c'est un étrange débordement de croyances qui se jettent les unes aux autres l'anathème et qui n'ont de commun, disent des juges bien informés mais suspects de quelque partialité peut-être, « que leur animosité contre l'Église, et leur esprit de résistance au pouvoir. » Certes la tentation est grande pour un autocrate, chef de l'Église, comme l'est le tsar de Russie, de ramener tous ces dissidents à la règle et à la foi commune. Mais qu'on ne s'y trompe pas ! Pour lui l'intolérance contre les dissidents de l'orthodoxie est moins encore une affaire de conscience qu'une revendication politique sur des rebelles échappés à son autorité légitime, et on ne saurait s'étonner qu'il donne assaut aux consciences avec aussi peu de scrupules qu'aux insurrections.

Nicolas avait déjà dans l'esprit la conception de « la grande unité russe, » quand la révolte de Pologne vint rendre encore plus nécessaire à ses yeux l'exécution de son dessein. Ramener les Grecs-unis de Lithuanie à l'Orthodoxie, était moins une entreprise tentée pour la plus grande gloire du ciel, qu'une mesure « dictée par des raisons politiques, » légitimée en quelque sorte par la dernière prise d'armes de la Pologne. Ni par la race, ni par la langue, la Lithuanie n'appartenait au

royaume de Pologne ; et cependant l'ascendant de la civilisation polonaise, l'établissement de l'*Union* en 1596 avaient rendu si étroits les liens de cette province avec le royaume de Pologne que chaque mouvement, chaque révolte de la Pologne avait son retentissement en Lithuanie et menaçait de détacher de la Russie ce peuple fidèle à quatre siècles d'histoire. Les Russes le sentaient bien et le clergé de Lithuanie ne faisait nulle difficulté de reconnaître que la conversion des Uniates était une mesure de défense de la part des Russes. « Le nombre d'hommes des gouvernements de l'ouest qui y appartiennent (à l'Union), quoique Russes par leur langage et par leur origine, courraient le danger de conserver une position soumise aux vicissitudes des circonstances. » Ainsi s'exprimaient les chefs du clergé grec-uni dans une réunion synodale (février 1839).

Ces paroles montrent assez quelles complaisances rencontrerait le souverain dans le clergé même pour l'exécution de ses projets. Aussi, sans s'embarrasser de scrupules, l'intolérance du tsar, une fois qu'elle eut abattu les premières barrières, procéda à cette conversion par des mesures expéditives qui eurent un plein succès. De Saint-Pétersbourg le comte Bloudov d'abord, puis l'aide de camp Protassov, hussard rouge et président du saint Synode, en Lithuanie l'ambitieux évêque uniate Semaszko, dirigèrent toute l'intrigue.

Dès le mois de février 1826, un ukaze avait défendu la vente d'aucun livre à l'usage des fidèles de l'Église catholique grecque. Un à un, les couvents de l'ordre de saint Basile qui recrutait et enseignait le clergé furent supprimés par ordre ou livrés aux orthodoxes. En même temps, on travaillait sans relâche à faire disparaître les rites et cérémonies du culte grec-uni pour y substituer les formes du culte grec orthodoxe. Les évêques pour la plupart se prêtèrent complaisamment aux ordres de Saint-Pétersbourg. Mais le peuple des fidèles et les prêtres du bas clergé, soutenus d'ailleurs par l'exemple de

leur métropolitain Bulgak, tenaient à leur religion comme à une part de leur nationalité. On employa contre eux les moyens ordinaires : la persuasion d'abord ou plutôt la corruption, et bientôt, quand on reconnut que la persuasion était trop peu efficace, l'exil et la déportation en Sibérie, l'emprisonnement et le fouet. Vieillards, femmes, enfants sur la place publique du village étaient passés par les verges, cent, deux cents, trois cents coups : « A chaque centaine, on demandait au patient s'il voulait embrasser l'orthodoxie et sur sa réponse négative, on recommençait à frapper. Il en mourait d'ordinaire. Si d'ailleurs la résistance se prolongeait, une résistance passive qui consistait à ne pas fréquenter l'église russe ou à refuser la bénédiction nuptiale du pope orthodoxe, on condamnait tout un village à la déportation en masse en Sibérie. » Il y avait encore les encouragements aux convertisseurs à raison d'un rouble par âme : un gouverneur de Vitepsk reçut 33,000 roubles de gratification pour avoir fait rentrer 33,000 âmes dans le sein de l'église orthodoxe.

Grâce à ces moyens, à la mort du métropolitain Bulgak en 1838, on pensa que le temps était venu d'achever solennellement la confusion des deux Eglises. Au mois de mai 1839, un acte synodal, signé de tous les évêques grecs-unis assemblés à Polotzk, constata que l'église uniate, « subjuguée jadis par le clergé romain, » devait enfin sa délivrance « à la générosité et à la protection paternelle de Nicolas Paulovitch, empereur actuellement régnant avec piété et avec bonheur. » Une médaille fut frappée pour rappeler cette réunion, avec ces mots : « Séparés par la haine en 1596, réunis par l'amour en 1839. »

Encouragé par ce premier succès, on passa des Uniates aux catholiques de Pologne. « Non, disait un jour Lacordaire, en essayant de justifier l'encyclique du pape Grégoire XVI au clergé polonais que nous avons citée ; non, je ne me persuaderai jamais que Priam fit une action indigne de la majesté d'un roi et des entrailles d'un père, quand il prit la main

d'Achille en lui adressant ces sublimes paroles : Juge de la grandeur de mon malheur puisque je baise la main qui a tué mon fils. » Mais Achille du moins rendit à Priam le cadavre d'Hector : ici ce fut en vain que le vieillard fit sa soumission et qu'il baisa la main qui le frappait. Ses malheureuses paroles au clergé polonais, on les entendit à Saint-Pétersbourg, ou on feignit de les entendre comme un aveu anticipé des violences qu'on méditait sur l'Église de Pologne. Aux réclamations fondées sur les stipulations de 1773 qui garantissaient la liberté du culte chrétien latin en Pologne, on répondit que « c'était le clergé lui-même qui, par sa conduite coupable et ingrate, avait déchiré le pacte » et que le gouvernement russe « après l'avoir soumis par la force des armes, rentrait dans le plein exercice de ses droits de vainqueur. » Les écrivains catholiques ont dressé le long martyrologe des Latins de Pologne. Entraves de toute sorte à l'exercice du culte, suppression des couvents, spoliation des églises, la bénédiction du pope imposée dans les mariages mixtes, l'obligation d'élever les enfants qui en naissent dans le culte orthodoxe, la défense d'avoir jusque dans le sein des familles un précepteur non autorisé, l'enseignement forcé d'un catéchisme « sur le culte dû à l'empereur de toutes les Russies, » l'interdiction aux prêtres de prononcer aucun sermon que n'ait préalablement autorisé la censure, les proscriptions, l'exil, l'emprisonnement, la torture, et, pour assurer l'exécution des lois, le sabre et le long fouet du cosaque, rien n'y a manqué. Quelques traits cependant achèvent de donner au tableau sa couleur moscovite, comme ce fameux ukaze accordant aux femmes dont les maris ont été condamnés à l'exil, aux mines, aux galères et à la prison, le droit de se remarier sous la seule condition de faire élever leurs enfants dans la religion orthodoxe, ou cet autre encore qui accordait sa grâce à tout condamné « pour meurtre, vol ou autre crime. » s'il abjure la foi catholique et se fait orthodoxe.

Malgré tout cependant l'épreuve ne réussit pas. L'excès même des violences alla contre le but qu'on se proposait. La persécution ranima la foi chancelante en Pologne; « ce fut un stimulant assez puissant pour arracher à leur torpeur religieuse les classes intelligentes et patriotiques. » Les symboles de la religion devinrent ceux de la vie nationale elle-même et de l'indépendance disparue. Et si la révolution de 1830 avait été surtout politique, celle de 1863 commencera par un mouvement tout religieux.

On s'était, pour ainsi dire, fait la main en Pologne ; on essaya des mêmes procédés dans les provinces baltiques. La persécution fut décrétée par l'installation en 1838, d'un évêque orthodoxe à Riga. Des conventions et des traités garantissaient aux habitants de la Livonie, de l'Esthonie et de la Courlande le libre exercice du culte protestant. Mais ni conventions, ni textes n'inquiétaient la conscience du tsar. Ce n'étaient cependant ni les Livoniens, ni les Courlandais qui avaient « déchiré le pacte ; » ils n'avaient pas porté les armes contre leur souverain légitime. S'il était dans l'empire russe une population vraiment digne par sa soumission, par ses vertus, par son instruction, qu'on respectât ses droits et ses croyances, assurément c'était celle-là. Pourtant la troupe des convertisseurs n'y fut pas moins librement lâchée, ni son ardeur de prosélytisme moins vivement excitée, stimulée, moins largement récompensée. Des circonstances locales aidèrent le progrès de la propagande orthodoxe. C'est ainsi qu'en 1841 une grande disette, en offrant une occasion d'exploiter la misère du paysan, conduisit à l'Eglise russe quelques milliers d'âmes protestantes. Il régnait d'ailleurs dans les provinces baltiques entre les serfs émancipés récemment et leurs anciens seigneurs une haine de classes ou plus exactement de races, comme entre un peuple jadis conquis et ses conquérants dépossédés, qui dut singulièrement servir la cause de l'orthodoxie. Il y a déjà plus de vingt ans qu'un observateur allemand estimait

« que le temps n'était pas loin où le luthéranisme aurait complètement disparu des campagnes. » Et là, du moins, Nicolas put s'applaudir du zèle de ses missionnaires, apôtres tout ensemble de sa foi et de sa politique.

Partout ailleurs les confessions particulières ne furent pas inquiétées. Protestants du Dniéper et du Volga, musulmans, bouddhistes, purent pratiquer leur culte en paix. C'est que chez eux on n'avait à détruire ni organisation particulière, ni nationalité persistante. Au contraire, en Lithuanie, dans les provinces baltiques comme en Pologne, ce qu'on poursuivait c'étaient les restes d'un passé odieux au tsar, des souvenirs qui pouvaient devenir dangereux pour l'unité de l'empire russe. Le retour à l'orthodoxie était la tâche la plus difficile; une fois cette tâche tant bien que mal accomplie, au prix de quelles violences, on l'a vu, le reste suivit sans obstacle. Non seulement l'organisation particulière de l'armée, des finances polonaises disparut; les noms des palatinats furent supprimés comme ceux des duchés dans les provinces baltiques et les territoires prirent le nom de gouvernements; l'administration de ces provinces fut de plus en plus assimilée à celle du reste de la Russie; chaque année apportait une nouvelle mesure et l'œuvre d'unification se poursuivait sans relâche.

A cette œuvre qu'il avait faite sienne, Nicolas n'apportait pas seulement sa passion d'autocrate, impatient de tout obstacle. La grande unité russe qu'il rêvait d'établir, devait être avant tout nationale et ne rien emprunter à l'Occident. Si depuis Pierre le Grand, tous les tsars avaient de plus en plus largement ouvert la Russie aux influences, aux mœurs, aux idées étrangères, Nicolas prétendait qu'elle se suffît désormais à elle-même. Son orgueil ne pouvait admettre cette dépendance qui jusque-là avait fait toute l'histoire de la Russie; et non content d'élever une barrière entre elle et l'Europe, il voulut la ramener jusqu'aux usages antiques des ancêtres. En

réalité, il adoptait les idées des Vieux-Russes; il ranimait cette opposition que le parti « national » n'avait cessé de faire aux innovations européennes et aux modes françaises comme au bureaucratisme allemand. Toutefois la tentative de Nicolas était aussi exagérée que le retour en plein XIXe siècle des « slavophiles » au costume national. On raconte que lorsque le fameux slavophile, Constantin Aksakov, se promenait par les rues, coiffé de la « mourmoulka, » le peuple lui trouvait un air si national qu'il le prenait pour un Persan. Le tsar tomba dans la même erreur et ses projets auraient ramené la Russie à n'être plus qu'une puissance asiatique. Il est vrai que dans sa confiance, il s'imaginait de bonne foi que lui seul était capable de faire le bonheur, la prospérité, la gloire de la Russie. C'était là des prétentions d'autocrate, mais qui lui inspirèrent des mesures toutes destinées à rendre son pouvoir plus fort et sa volonté plus irrésistible.

A la vérité les grands pouvoirs de l'État, le Conseil de l'empire, le Sénat, les ministères continuèrent d'exister et même de fonctionner, pour la forme; mais la « chancellerie personnelle » de l'empereur eut promptement absorbé toute la réalité de leurs pouvoirs. On la divisa en six sections. La première était chargée de la rédaction de la correspondance personnelle de l'empereur, et par occasion de veiller à l'exécution de ses ordres par les ministres et les tribunaux. » La seconde fut établie pour l'élaboration et la codification des lois, sous la présidence du comte Spéranski. Ses travaux aboutirent en 1833 à la publication du corps complet des lois russes, en 15 volumes in-8, extraits d'une collection plus volumineuse encore, en 45 volumes in-4, publiée dès 1830. La troisième section dirigée par le comte Benkendorf, et devenue célèbre dans l'Europe entière sous le nom de « chancellerie secrète, » était chargée de la police politique de l'empire. « Ce fut, dit un auteur russe, comme une manifestation de défiance du tsar envers son peuple, sous l'impression de la Révolution

du 26 décembre; » mais la Russie « supporta patiemment cette punition, sentant qu'elle devait expier la faute qu'elle avait commise envers son souverain. » La quatrième section gérait et surveillait les banques, institutions d'éducation publique et de bienfaisance, hospices, asiles, etc.; la cinquième, « les domaines de l'empire et toutes les affaires qui améliorent les conditions d'existence du peuple, et la sixième enfin, les affaires du Caucase et de la Sibérie : de telle sorte qu'il ne serait pas facile de dire, comme on voit, quelles parties de l'administration restaient aux mains des ministres, du Sénat et du Conseil de l'empire.

La même ambition de tout concentrer en soi ne s'arrêta pas là. Le tsar ne se contenta pas d'annuler le peu d'influence qu'eussent jamais possédé les grands corps de l'État; il détruisit encore les derniers privilèges que conservât la noblesse en les étendant jusqu'aux plus humbles des *Tchinovniks*, de tout grade et de toute provenance. « Apprenez, Monsieur, disait un jour le tsar Paul à un maladroit interlocuteur, qu'il n'y a de grand seigneur en Russie que l'homme à qui je parle, et pendant le temps que je lui parle. » Le *Tchin* ou hiérarchie des grades avait été précisément institué pour discréditer la noblesse d'ancienne origine et pour permettre au souverain d'égaler à perpétuité l'objet de son caprice, le garçon pâtissier Menchikov ou le soldat aux gardes Potemkin, aux plus fiers de ceux qui se vantaient de descendre, comme les Romanov eux-mêmes de la lignée de Rurik. Plus on augmentait le nombre des *Tchinovniks* et plus on leur accordait de privilèges, plus profondément on abaissait l'ancienne noblesse et plus on attachait de partisans nouveaux à l'état de choses existant.

Du moins les rares grands seigneurs avaient-ils conservé jusqu'alors, non pas en droit, mais en fait, la liberté de se ruiner et d'aller dépenser leurs énormes fortunes à travers les capitales de l'Europe : le gouvernement les avait

même et volontiers aidés à se ruiner en leur prêtant sur des domaines et des serfs qui la plupart du temps n'étant pas rachetés, demeuraient à la couronne. Mais la contagion possible des idées occidentales effrayait trop le tsar Nicolas pour qu'il ne mît pas des entraves à la liberté de voyager. Un ukaze de 1835 fixa le terme du séjour à l'étranger à trois années pour les individus de toute profession et à cinq pour la noblesse. Passé ce temps, quiconque demeurait à l'étranger était considéré comme absent, et ses biens mis en tutelle, sauf toutefois les droits de la femme et des enfants. D'ailleurs, pour quitter le sol russe il fallait un passe-port et ce passe-port n'était accordé que sur l'avis conforme et l'autorisation personnelle de l'empereur. Si l'empereur refusait et qu'on insistât, le général Doubelt, « sous-chef supérieur de la police politique » invitait l'obstiné à comparaître en sa présence et l'informait poliment « que s'il ne retirait pas sa demande, il s'exposait aux plus grands désagréments et à se repentir amèrement de son obstination à demander un passe-port. » Les étrangers ne pénétraient pas beaucoup plus facilement sur le territoire de l'empire que les nationaux n'en sortaient. « Que pensez-vous faire en Russie, demandait-on? — Voir le pays. — Ce n'est pas là un motif de voyage. — Je n'en ai pas d'autre. » Sur quoi les les papiers et les livres étaient impitoyablement confisqués pour être soumis au plus minutieux examen. Il ne fallait en effet laisser rien pénétrer de suspect dans un pays où il était défendu d'enseigner que Paul Ier n'était pas mort comme tout le monde, naturellement; et interdit par principe à tous les journaux « de se livrer à l'appréciation des mesures prises par le gouvernement. »

Pour assurer l'observation de ces règlements il n'existait pas moins de trois comités spéciaux de censure chargés d'examiner les ouvrages, livres et articles, non pas avant qu'ils fussent publiés, mais avant même qu'ils fussent soumis au censeur régulier. Par exemple, tous ceux qui touchaient aux

matières de religion devaient, avant d'être soumis au censeur régulier, passer sous les yeux des évêques et des consistoires. Et ce ne fut pas encore assez, puisque plus tard, en 1848, un rescrit impérial institua, dit-on, un comité spécial, chargé de contrôler et de reviser en troisième instance les écrits revêtus de l'approbation préalable des consistoires et du censeur régulier. Les historiens ne purent plus imprimer que les Russes avaient battu les Prussiens à Kunnersdorf en 1760, parce que « la maison royale de Prusse était alliée à la maison impériale de Russie. » Le jour, où par grâce singulière, on autorisa les comptes-rendus de théâtre dans l'étendue de toutes les Russies, les journalistes de Saint-Pétersbourg furent avertis de ne pas oublier « que les artistes des théâtres de la Cour et des orchestres impériaux étaient des personnages qui avaient l'honneur de compter parmi les serviteurs de l'État et dans les classes de rang. »

Il va sans dire que l'instruction publique, l'instruction supérieure tout particulièrement, n'était pas surveillée de moins près que la littérature et la presse. Depuis 1828, l'amiral Chichkov avait cédé la place au prince de Lieven, mais d'ailleurs les principes n'avaient pas varié. Cependant les Russes reconnaissent que sous l'administration qui suivit, le comte Serge Ouvarov, « président de l'Académie des sciences » et connu par des travaux de philologie orientale, des progrès importants furent réalisés. « Le comte Serge Ouvarov, dit le prince Dolgoroukov dont les éloges ne sont pas suspects, avait des défauts très caractérisés, mais il a rendu à notre pays des services qui lui assurent une place immortelle dans l'histoire de la civilisation en Russie. » Le moindre ne fut peut-être pas d'avoir mis en quelque sorte l'enseignement supérieur à la mode et persuadé à la noblesse russe de faire passer ses fils par ces universités qui jusqu'alors ne se recrutaient guère que parmi les fils de popes et de petits employés.

Si toutes les mesures et la sévérité tyrannique avec laquelle

tous les instruments du tsar veillaient à leur exécution plus que littérale ne créèrent pas une Russie nouvelle et ne réussirent pas à la ramener de quelque cent ans en arrière, cependant elles ne restèrent pas sans effet. Il ne paraît pas que de grands progrès matériels aient été accomplis sous le règne de l'empereur Nicolas. Au contraire, un système étroit et mesquin d'administration, la haute main donnée sur toutes choses à la police politique, et la prétention du tsar de tout faire et de tout contrôler de ses yeux dans le dernier détail, jusqu'à se relever la nuit pour vérifier si dans les corps de garde le thermomètre indiquait les quatorze degrés de chaleur prescrits par le règlement, passent pour avoir fait de l'administration russe, à tous les étages, la plus paperassière, la plus lente, la plus routinière et, s'il en faut croire le témoignage des Russes eux-mêmes, la plus corrompue de l'Europe. « A tous les nombreux échelons de l'administration, dit quelque part le prince Dolgoroukov, de haut en bas l'on vole, de bas en haut l'on trompe ».

Il faut rendre toutefois cette justice à l'empereur Nicolas qu'il croyait fermement travailler au bien de son empire et qu'il ne s'est pas trompé complètement. Il ne dépendit pas de lui que l'émancipation des serfs fût décrétée sous son règne : et ce fut même dans ce but qu'en 1838 il institua le ministère des domaines. Mais, comme son prédécesseur, il rencontra la plus vive et la plus persistante opposition à ces projets sans doute encore prématurés. Six ou sept comités successifs n'eurent qu'à peine le temps de se constituer. Les serfs du moins y gagnèrent quelques privilèges, le droit de ne pouvoir être vendus qu'avec le sol (1841), et plus tard le droit, mais sous réserve encore de l'autorisation de leurs propriétaires, d'acquérir et de posséder (1848). C'est qu'en effet, l'amour de la nationalité russe était profond chez l'empereur Nicolas, et si la grandeur du but pouvait excuser la violence des moyens ou seulement si le succès final y avait répondu, nulle mémoire

assurément ne devrait être plus chère que la sienne à la piété de son peuple.

Ce fut cet amour et cet orgueil du nom russe qui lui dictèrent son libéralisme à l'égard des écrivains russes, dont quelques uns et des plus illustres, vécurent et composèrent sous la protection et presque sous l'œil même du tsar. Joukovski fut précepteur des enfants impériaux et mourut conseiller intime; Pouchkine, exilé sous le règne précédent pour une épigramme dirigée contre le tout puissant Araktchéiev, nommé chambellan, obtenait ce droit unique d'en appeler de la décision de la censure à la censure du tsar; Nicolas Gogol était comblé de marques de distinction et sa célèbre comédie de l'*Inspecteur général* passait presque pour avoir été non pas sans doute inspirée, mais au moins indiquée par l'empereur. Il ne semble pas non plus que l'historiographe Oustrialov, le professeur Granovski, le romancier Sagoskine, le dramaturge Koukolnik, le journaliste Bulgarine, d'autres encore, aient eu beaucoup à se plaindre d'avoir vécu sous le règne de Nicolas. A la vérité c'est qu'ils servaient les desseins du tsar. Pouchkine lui-même, dans une ode célèbre « *Aux détracteurs de la Russie*, » célébrait la victoire de la Russie sur la Pologne comme un défi glorieux porté au libéralisme occidental. Ils aidaient la Russie comme à se ramasser sur elle-même et contribuaient à faire de jour en jour plus profond le fossé que le tsar voulait mettre entre elle et l'Europe. D'une effusion sentimentale de Joukovski, « *Que Dieu protège l'empereur*, » on faisait l'hymne russe officiel. Et Gogol n'était pas éloigné de croire « qu'il faisait son service en écrivant ses comédies ».

Aussi bien l'autocrate était-il journalier. Koukolnik recevait un avertissement sévère pour avoir donné, dans son drame d'Ivanov le sergent, à un serf le rôle d'un honnête homme, et à un gentilhomme le personnage d'un coquin. D'un trait de plume on exilait Michel Lermontov au Caucase, pour avoir trop éloquemment crié vengeance de la mort de Pouchkine.

Ou bien encore, celui qui comme Tchédaïev s'avisait de désespérer publiquement de l'avenir de la Russie « ce vaste pays silencieux peuplé par une race qui a pris le nom de slave[1], comme si elle était surprise d'avoir le don de la parole », une décision d'en haut le déclarait fou et lui imposait chaque samedi la visite d'un maître de la police et d'un médecin qui devaient « constater son état dans un rapport signé ».

Les Slavophiles eux-mêmes, prôneurs enthousiastes de la vieille Russie, apôtres et colonnes de l'orthodoxie grecque, ne furent pas toujours à l'abri des tracasseries et des persécutions du pouvoir. Non pas que le tsar ne vît très clairement le parti que les ambitions séculaires de la Russie devaient un jour tirer de cette agitation nationale. Mais il fallait laisser faire au temps. Il n'était pas encore manifeste que le panslavisme occidental, le panslavisme tchèque, fût disposé à subir l'hégémonie du panslavisme tel qu'on le comprenait à Moscou. Monténégrins, Dalmates, Croates, Bohémiens, Slaves et Bosniaques eussent accepté sans doute le secours de la Russie pour se délivrer de la domination étrangère qui leur pesait; mais il était moins certain qu'ils fussent résignés à ne rejeter un joug odieux que pour en accepter docilement un autre. On ne les avait pas encore convaincus que la seule formule du panslavisme fût l'union de tous les Slaves sous la domination de la Russie.

Peut-être enfin est-il permis de croire que l'indiscrétion et l'intempérance de zèle de quelques panslavistes et slavopphiles ne laissaient pas de provoquer chez le tsar quelque impatience et quelque crainte. Tel banquet où les slavophiles improvisaient en vers des vœux comme celui-ci :

Je veux boire jusqu'à l'ivresse le sang des Magyars et des [Allemands,

1. Allusion aux étymologistes qui font venir l'appellation de Slave, de Slovo, en slavon la parole.

pouvait à bon droit l'inquiéter sur les tendances du parti. L'alliance étroite de l'Autriche était trop chère au tsar, et trop nécessaire à son système de politique européenne pour qu'il s'épargnât à tempérer ces grands accès d'exaltation. Il n'acceptait du panslavisme que ce qui pouvait servir l'autocratie, mais il en rejetait tout ce qui pouvait paraître un appel aux passions révolutionnaires des peuples.

Quoi qu'il en soit, il lui restera dans l'histoire ce mérite qui peut suffire à la gloire d'un souverain, d'avoir imposé aux nations si diverses de ce vaste empire la conscience de leur communauté d'origine et d'intérêts, mais surtout cette foi robuste dans l'avenir de la « Sainte Russie » qui est la caution du succès, si elle n'en est pas la promesse.

## II

L'action de la Russie au dehors sous Nicolas présente deux caractères tout différents. Son ambition lointaine et sa politique à longue portée ont à vaincre en Asie des difficultés physiques plus que partout ailleurs. Ici les décisions soudaines, les brusques mouvements d'humeur qui brisent les obstacles sont inutiles : il faut compter avec la nature, le climat, les distances; et l'énergie patiente est presque la seule ressource, la seule condition du progrès. Aussi le développement de la Russie en Asie n'est-il que celui d'une force aux prises avec une nature difficile et rebelle. Bien autrement personnelle fut la politique de Nicolas en Europe : là ce sont des idées, des systèmes en luttes, des intérêts que modifient à chaque instant les événements; et Nicolas regardait comme un devoir de sa puissance d'apporter dans ce conflit, avec les intérêts de la Russie, les principes de son pouvoir personnel et ce système d'absolutisme qui lui semblait l'idéal du gouvernement : c'est assez dire que plus d'une fois les passions de l'homme inspirèrent les actes du souverain.

L'empereur Nicolas a eu le grand mérite d'engager irrévocablement la politique russe en Asie. Conquérir le Turkestan soumettre le Caucase, s'étendre vers l'Amour ce n'était au fond que poursuivre un même projet, l'extension et comme le prolongement de l'influence russe en Asie. Il ne fallait pas être un homme d'État supérieur pour concevoir une pareille idée; elle sortait, pour ainsi dire, de la nature même des choses. L'acquisition de la Géorgie entraînait cette conséquence fatale que désormais toute guerre avec la Turquie se doublait d'une guerre en Asie; le voisinage de la Perse obligeait la Russie à surveiller les menées anglaises dans ce pays frontière, sans compter que, des projets concertés entre Paul Ier et Bonaparte, survivait l'idée vague d'atteindre l'Angleterre dans l'Inde; enfin le désir d'attirer à la Russie tout le commerce de l'Orient conduisait à pousser de plus en plus avant la puissance russe à travers les plaines du Turkestan et sur des côtes du Pacifique accessibles aux navires.

Nicolas attaqua l'œuvre de tous côtés. S'il n'eut le temps que de prévoir les prochaines revendications des Russes à l'égard de la Chine, il révéla son influence en excitant la Perse à prendre Hérat, la clef des chemins qui vont du Turkestan à l'Inde. Les Anglais comprirent la menace suspendue sur leur tête; leur vigueur fit reculer la Perse, et la Russie qui la conseillait (1839). Mais ils ne cessèrent plus de tourner des regards inquiets vers le plateau de l'Iran et pour détrôner l'émir afghan de Caboul, ils entreprirent cette expédition qui aboutit au massacre de tout leur corps d'armée (1842); leur attaque ne servit qu'à découvrir l'indomptable ennemi nouveau avec qui ils devaient compter désormais.

Ce n'était là qu'un coup d'essai de la politique russe, comme une feinte pour tâter les côtés vulnérables d'un ennemi possible. Plus gros de conséquences pour l'avenir étaient les progrès à petit bruit dans le Turkestan. A l'est et au nord de la Caspienne, en effet, la Russie ne rencontre nulle part de

limites naturelles : le fleuve Oural, cette frontière des géographes entre l'Europe et l'Asie, est à peine un sillon dans l'immensité des plaines et des steppes qui succèdent aux steppes et aux plaines de la Russie proprement dite ; de vastes déserts salés forment la seule barrière sérieuse entre la Russie et les oasis fécondées par les cours d'eau, sièges des riches Khanats de ces contrées. Les habitants de ces steppes et de ces oasis, les Turcomans, en partie nomades, peuple brave mais avide de guerre et de pillage, se croyaient en sûreté sous la double protection des déserts et des distances. Jamais les protestations russes, quand par hasard un envoyé avait réussi à atteindre les Khanats, n'avait pu faire cesser le pillage des caravanes, la capture des marchands russes et leur mise en esclavage; la délivrance de quelques captifs était le seul résultat passager qu'obtenaient les missions et bientôt violences et vexations renaissaient comme par le passé, au milieu de ces turbulentes peuplades soumises de nom plus que de fait à leurs khans. De bonne heure, les Kirghiz au delà de l'Oural s'étaient placés sous le protectorat de la Russie : ils avaient simplement accru le nombre des victimes des Turcomans et grossi les griefs de la Russie.

Fatigué à la fin de tant de vaines réclamations, Nicolas voulut exercer en une seule fois les représailles de toutes ces violences ; il fit arrêter tous les Khiviens qui s'étaient rendus à la foire de Novgorod (1836). Pérovski, gouverneur d'Orenbourg, réunit un corps de 4,400 hommes, 2,200 chevaux, un immense convoi de 10 à 12,000 chameaux, et se mit en marche sur Khiva. Mais, malgré les précautions prises et la grandeur des préparatifs, l'expédition échoua : à peine à la limite des déserts, le froid se déclara brusquement, la moitié des transports succombèrent, le quart des hommes périrent; il fallut s'arrêter et ramener les restes de l'armée à Orenbourg (1839). Toutefois, ce fut un avertissement pour le khan ; et malgré l'échec de deux ambassadeurs du tsar, il

consentit à promettre enfin par traité de ne plus molester les sujets russes, promesse bien incertaine et qui devait peu lier ses successeurs.

D'Orenbourg et de la Sibérie, il était plus facile d'atteindre un autre khan : celui de Bokara et son vassal du Khokand, aussi importun, aussi redoutable au commerce russe que le khan de Khiva. Le Syr Daria offrait une voie commode contre cet autre ennemi. Les Russes songèrent à en profiter pour reprendre en Asie le système de forts et de lignes militaires qui leur avaient si longtemps servi de défense en Europe contre les incursions des Tartars. Dès 1847 ils fondaient à l'embouchure du fleuve dans la mer d'Aral le fort Aralsk. Aussitôt, à l'aide de navires construits en Suède et amenés pièce à pièce jusque sur le lac, ils commencèrent l'exploration de la mer d'Aral en vue d'un établissement durable et d'une prise de possession définitive. Rien ne coûta pour arriver au succès; et des bords du Don on y transporta du charbon qui revenait à trois cents francs la tonne. Ces sacrifices indiquaient une volonté bien arrêtée de s'implanter dans le pays. Les agressions sans cesse renouvelées des Turcomans rendirent bientôt nécessaire une attaque contre leur principale forteresse en amont sur le fleuve, Ak-Medsjid. Avec 2,000 chevaux, 2,000 chameaux, et un bateau à vapeur Perovski parvint jusqu'à la place. Il battit une armée sous les murs mêmes de la ville ; mais malgré cette défaite, il fallut entamer un siège en règle. Tous les moyens d'intimidation menaces, bombardement ne purent triompher de l'acharnement des défenseurs ; les Russes l'emportèrent enfin. « Nous ne sommes pas venus ici, avait dit Perovski aux assiégés, pour une semaine ou pour une année, mais pour toujours. » En effet sur l'emplacement d'Ak-Medsjid s'éleva bientôt une nouvelle forteresse qui reçut le nom de Perovski et le cours inférieur du Syr Daria fut ainsi maîtrisé par les Russes (1848).

Ces premières expéditions révélèrent avec quelle lenteur

on pourrait atteindre la Perse par le Turkestan. Mais elle était accessible sur d'autres points. Les traités de Kaïnardji, de Tourkmantchaï, d'Andrinople, marquaient les étapes successives de la Russie le long du Kouban, de la mer Noire et vers les plateaux d'Arménie. Mais entre ces acquisitions récentes dans l'Asie occidentale et le sud de l'empire, le Caucase formait une barrière à peu près infranchissable jusqu'alors. Dans les profondeurs de ses hautes forêts, dans ses vallées encaissées, fermées de murailles de montagnes parallèles, à peine échancrées par le cours des fleuves qui descendent vers la mer Noire ou la Caspienne, il gardait une population farouche qui ne reconnaissait pas de maître. Qu'importait aux Tcherkesses, à l'ouest de la chaîne, que le sultan eût cédé toutes les populations entre le Kouban et la mer Noire? Le sultan n'était à leurs yeux que le chef des fidèles; il n'avait aucun droit de disposer d'eux. Quant aux Tchetchenz et aux Lesghis à l'est vers la Caspienne, si la guerre les avait séparés de leurs coreligionaires les Persans chiites, le fanatisme religieux avivait encore chez eux la passion de l'indépendance. Toutefois la Russie avait aujourd'hui trop d'intérêt à dégager la route de Tiflis, et à relier fortement la Géorgie et l'Arménie russes à ses provinces du sud, pour respecter plus longtemps cette indépendance. D'année en année, les lignes des stanitsas cosaques avaient rejeté les montagnards loin des steppes, de nouvelles forteresses maîtrisaient les passages. Le cours du Kouban était devenu infranchissable aux incursions venues de la montagne; Anapa, Soukhoum-Kaleh aux mains des Russes depuis 1829, gênaient de plus en plus la liberté d'allures des populations du Caucase et une domination plus lourde s'appesantissait sur elles de jour en jour.

Contre les Tcherkesses, presque inacessibles dans leurs montagnes, les Russes se bornèrent longtemps à surveiller la côte de la mer Noire, ne cherchant qu'à arrêter les émissaires turcs, les envois d'armes et de munitions et aussi

le seul commerce lucratif de ces peuplades, le trafic des belles esclaves circassiennes destinées aux marchés de Constantinople. Mais chez les Tchetchenz et les Lesghis, la lutte s'enflamma de toute l'ardeur d'une révolution religieuse.

Ce fut dans les montagnes du Daghestan, à Jarrach, que la parole inspirée d'un voyant, Mollah-Mohammed, donna naissance à la nouvelle doctrine. Supprimer les divisions qui séparaient les musulmans en croyances rivales, les réunir tous contre les infidèles et les exalter à la guerre sainte, telle était surtout la tendance de la nouvelle foi. Les disciples ou *mourides* portaient le long sabre tcherkess, la *schachka*, comme un symbole de la mission dont ils se faisaient les apôtres. La doctrine, concentrée d'abord à Jarrach, commença à se répandre vers 1824. L'agitation devint bientôt assez vive pour déterminer le gouverneur du Caucase, Yermolov, à arrêter Mollah-Mohammed. Mais la guerre de Perse excita les plus grandes espérances et malgré les victoires des Russes, favorisa cette redoutable propagande. Yermolov fut rappelé quand il venait à peine de tenter la répression en ravageant impitoyablement le territoire des Tchetchenz.

Déjà la doctrine était aux mains de personnages plus militants. Gazi-Mollah et Mollah Shamyl la répandirent dans Himri et dans le Daghestan, et bientôt Gazi Mollah prit la direction du mouvement. Fortifié dans Himri il parcourut le pays, ruinant toute influence qui pouvait nuire à la sienne, forçant par la violence l'adhésion de ses adversaires et leur fidélité en transportant à Himri les ôtages enlevés aux *aouls*. Il se vit bientôt à la tête de 8,000 hommes. Mais sa première expédition échoua (1830) et attira sur ses pas les forces russes. Le général Rosen s'avança jusqu'à Himri reçut bien la soumission des habitants sur son passage, mais ne put pénétrer dans la place d'armes du prophète. Gazi Mollah s'enhardit de ce demi-succès : il convoqua tous ses partisans au milieu des forêts où le prince Békovitch Tcherkasski vint les chercher :

Les Russes surpris sur un terrain inconnu furent battus. La nouvelle s'en répandit aussitôt de toutes parts; la mission céleste du prophète fut confirmée par cette victoire aux yeux des plus incrédules et de tous les coins du Daghestan, les soldats affluèrent sous ses drapeaux.

Avec une nouvelle audace il s'élança alors de ses montagnes pour enlever aux Russes et à leurs partisans les pays et les places des bords de la Caspienne. Farouche, sans pitié pour ses adversaires, il annonçait lui-même les rigueurs et la terreur qui signalaient son passage. « Nous pénétrons sur les territoires qui nous sont hostiles comme l'aurore d'une chaude journée s'élève... La voix du rossignol de vos forêts sera pour nous le signal du combat. Nous sommes l'asile et les protecteurs des vrais croyants, la terreur des infidèles et des esprits chancelants. » Ses attaques sur Tarkou et Derbent faillirent réussir : il pénétra dans les villes; mais la ténacité des garnisons russes enfermées dans les forteresses et l'approche de secours l'obligèrent à la retraite. Il était temps pour les Russes d'arrêter cette guerre sainte. Le général Rosen pénétra une seconde fois chez les Tchetchenz, et poussa les quelques fidèles qui restaient autour de Gazi-Mollah et Shamyl jusque dans Himri. Malgré sa situation sur un rocher à pic qui semblait inaccessible, et l'étroit chemin taillé dans la pierre qui y conduisait, en dépit de l'infatigable résistance des assiégés, les Russes pénétrèrent dans l'aoul par la brèche. Gazi-Mollah fut tué, Shamyl blessé échappa à la mort et les Russes purent croire à la pacification de ces montagnes (18 octobre 1832).

Mais la mort de Gazi-Mollah avait achevé de consacrer sa réputation de sainteté et préparé les voies au successeur qui s'emparerait de son héritage. Hamsad Beg en se donnant pour l'héritier désigné par lui eut rapidement réuni une force de 12,000 hommes. Plus militaire que fanatique, il réussit à former son armée de déserteurs et même d'officiers de

l'armée russe, mais il eut à peine le temps d'employer ses forces et périt assassiné en 1834.

Alors apparut le véritable héros de cette guerre, Shamyl, à la fois prophète, guerrier, organisateur, politique. D'un génie ardent, exalté dans son fanatisme par son éducation et l'habitude de la vie contemplative, il s'était jeté dans la guerre sainte avec la passion d'un visionnaire et le courage d'un sectaire et s'était signalé par de nombreux actes d'héroïsme. Ami d'enfance de Gazi-Mollah, il avait lutté à ses côtés jusqu'au dernier jour, propageant la nouvelle doctrine, en vrai musulman qu'il était, par le sabre et la parole. On l'avait cru mort à la prise d'Himri, lui qu'on avait vu tomber percé de deux balles. Sa réapparition au milieu des siens sembla un véritable miracle; son nom vola de bouche en bouche et les poètes du Daghestan célébrèrent ce nouveau défenseur de la foi dans leurs poésies imagées : « Il a des éclairs dans les yeux et des fleurs sur les lèvres » répétaient hommes et femmes étonnés de la rapidité de ses coups et de la force de son éloquence enflammée. Mais pour les croyants, le prophète effaçait l'homme de guerre, l'orateur ; et bientôt ce ne fut qu'un cri dans tout le Caucase : « Mahomet est le premier prophète d'Allah! Shamyl est le second prophète. »

Shamyl voulut profiter de cet enthousiasme pour donner plus de force à la résistance contre les Russes. Ce qui faisait la faiblesse des montagnards c'est qu'ils étaient divisés en une foule de tribus plus ou moins ennemies, plus ou moins diverses par les dialectes et les mœurs. Shamyl conçut le projet de les réunir toutes contre l'infidèle. Mais les Russes ne laissèrent pas le temps à cette influence grandissante de soulever le pays. Une colonne sous les ordres du général Grabbe pénétra jusqu'à l'aoul fortifié d'Akulcho. La forteresse fut enlevée; les compagnons de Shamyl se firent tuer héroïquement jusqu'au dernier pour lui permettre de s'échapper, et le prophète par des prodiges d'audace et d'énergie parvint à sortir sain et sauf

des précipices où la mort l'attendait mille fois (1839). Cette fuite miraculeuse parut une nouvelle marque de la protection du ciel; la légende s'en empara et le fanatisme aidant, Shamyl se trouva plus fort, plus redoutable que jamais. Il essaya alors d'entraîner les Tcherkesses à la guerre sainte et vint la prêcher en turc au milieu d'eux; mais il eut peu de succès. Le véritable théâtre de ses triomphes était le Daghestan. Il y reparut pour infliger aux Russes le plus sanglant désastre qu'ils eussent encore éprouvé dans cette guerre. Le général Grabbe voulut détruire la nouvelle résidence de Shamyl, Dargo, comme il avait détruit la première; mais en traversant les forêts des hauteurs, la colonne russe fut presque tout entière anéantie (1842).

Ce grave échec amena la disgrâce du général Grabbe et le rappel du gouverneur Golovine. Le nouveau gouverneur Neidhardt, administrateur exact, minutieux, adopta un système de défensive qui laissa à Shamyl tout loisir de s'organiser. Ses efforts dans le Daghestan avaient été couronnés de succès. Toutes les tribus, Lesghis, Tchetchenz, Kistes, Kumikes, Avares même, de gré ou de force avaient reconnu sa puissance et marchaient sous ses drapeaux. Son ascendant incontesté s'étendait sur tout le pays et il avait introduit une organisation régulière qui ménageait savamment les ressources de la défense. Il avait formé vingt provinces administrées par des naïbs; chaque naïb devait tenir prêts à partir au premier signal 300 cavaliers tout équipés, et toute la population des aouls de 15 à 50 ans était continuellement exercée aux armes. Lui-même marchait partout escorté d'une garde de 1,000 hommes; depuis 1841 il avait établi à Védène une fonderie de canons, et à travers tous ses états un service de postes transmettait rapidement les nouvelles et les ordres.

Il était impossible aux Russes de tolérer une pareille puissance : à suivre le système de Neidhardt, on n'avait gagné que de fortifier Shamyl. Dès 1844 Voronzov fut envoyé pour y

mettre ordre. Le nouveau gouverneur avait reçu les pouvoirs les plus étendus à la fois sur les deux versants du Caucase pour l'exécution d'un large plan d'ensemble. Au lieu de procéder par expéditions isolées et par pointes hardies au milieu des montagnes, Voronzov se proposait de cheminer pas à pas mais sûrement, et sur les deux versants à la fois : il s'agissait d'envelopper tout le Caucase de postes solides, poussés progressivement en avant, et de lignes qui se resserreraient peu à peu pour écraser la révolte. Dès 1845, Dargo fut pris et Shamyl pénétrant la pensée de son adversaire, essayait l'année suivante de briser le cercle de fer qui cherchait à l'étreindre : mais l'invasion de la Kabarda ne fut qu'une incursion de pillards, sans autre résultat que les ravages ordinaires de tous les coups de mains de ce genre. A partir de ce moment, sa puissance ne fit plus que décliner. Obstiné dans la résistance il devait prolonger treize ans encore la lutte, de chaîne en chaîne et d'aoul en aoul. Mais la guerre de Crimée même ne put ranimer ses efforts ; et isolé dans ses montagnes, il finit par succomber à la savante tactique et à la marche prudente des Russes.

Ces luttes obscures sur de lointains théâtres attiraient peu l'attention de l'Europe. L'Angleterre seule protesta contre la prétention de la Russie d'anéantir l'indépendance des Tcherkesses et de décréter le blocus des côtes de la mer Noire. La Russie n'en captura pas moins le vaisseau anglais, le *Vioxen*, qui prétendait débarquer librement des armes sur la côte Tcherkesse; et toutes les représentations ne la firent pas céder (1836).

Il convenait peu au caractère du tsar de faire des concessions aux gouvernements étrangers et ses rapports de puissance à puissance manifestaient au grand jour ses idées absolues, son orgueil de dominateur, sa passion haineuse du libéralisme et de la révolution. N'admettant pas qu'il pût se tromper, incapable de concevoir un doute sur sa puissance,

il allait jusqu'au bout de ses audaces, sans laisser toujours à sa chancellerie la facilité de corriger l'incorrection ou les brusqueries de son langage diplomatique. Du moins il gagna à cette attitude de hautaine provocation, le rôle incontesté d'arbitre du continent, la satisfaction d'éclipser les cours voisines, et il n'était pas éloigné de considérer ses alliés même les plus puissants comme de simples clients; d'une loyauté entière du reste, et prêt à les régenter avec une rudesse toute despotique, comme à les servir avec un désintéressement sans exemple dans l'histoire. A une époque où le temps n'avait pas encore départagé sur le continent les idées libérales et la révolution, Nicolas n'en était que plus porté à les confondre, à les envelopper d'une même réprobation. Fort de la sincérité de son absolutisme, il était toujours prêt à partir en guerre contre l'esprit moderne et les droits des peuples, et pendant trente années il apparut comme une épée toujours dressée contre la révolution.

La France depuis 1830 fut le premier objet de cette haine vraiment fanatique. S'il ne put la contraindre par les armes, il ne pardonna pas du moins au gouvernement de juillet d'être né d'une révolution. Son hostilité ne désarma pas un moment devant les ambassadeurs français et à plusieurs reprises leur rendit intenable le séjour de Saint-Pétersbourg.

Il s'attacha d'autant plus étroitement à l'alliance des pouvoirs *légitimes* et l'entente entre les trois cours du nord fut une règle invariable de sa politique : la Sainte-Alliance continua son œuvre. En réalité la Prusse, gouvernée depuis 1833 par le beau-frère du tsar, était à la remorque de la Russie; et les principes de l'Autriche s'accordaient trop avec ceux de cette puissance pour que M. de Metternich refusât son appui dans l'Allemagne de jour en jour plus agitée et plus remuante. Nicolas se plut à renouveler ces congrès, ces entrevues de souverains qui, chaque fois depuis 1815, avaient été l'annonce de nouvelles rigueurs contre le libéralisme. Ce n'était pas seulement

pour lui une occasion de donner son coup à l'esprit révolutionnaire de l'Allemagne ou de machiner quelque offense à la France, comme à München-Grœtz (1833); il ressentait une satisfaction d'orgueil à figurer dans une réunion où l'effacement des autres souverains lui laissait le premier rang; parfois, poussé par cette « soldatomanie » héréditaire chez les fils de Paul I^er^, il prenait plaisir à faire manœuvrer sous les yeux du roi de Prusse et des archiducs d'Autriche, 90,000 hommes rassemblés à Kalish. Il se complaisait à ces spectacles de sa puissance, il y exaltait son orgueil, et son langage dévoilait cette superbe confiance en sa force [1].

Devant un pareil maître, la Turquie abandonnée à elle-même ne pouvait être qu'un jouet, et sa faiblesse incurable accusée par la dernière guerre, ouvrait les plus vastes espérances à l'ambition russe. Depuis le traité d'Andrinople elle était aux pieds de la Russie. La crise provoquée par les prétentions de Méhémet-Ali, en posant ouvertement la question d'Orient, offrait une admirable occasion de reprendre contre elle le système de protection et de désorganisation qui avait si bien réussi contre la Pologne. A jouer ce jeu, la Russie

1. C'est au retour de Tœplitz qu'il adressa aux députés polonais venus pour le saluer à son passage à Varsovie, le 22 octobre 1835, un violent discours qui causa un étonnement général en Europe et dont voici les passages caractéristiques : « Je sais, messieurs, dit-il, sans leur laisser le temps d'ouvrir la bouche, que vous avez voulu me parler; et je connais même le contenu de votre discours; et c'est pour vous éviter un mensonge, oui c'est pour vous éviter un mensonge que je désire ne pas entendre ce discours; car je sais que vos sentiments ne sont pas ceux que vous avez l'intention de manifester... Ce qu'il me faut, messieurs, ce sont des actions et non des paroles; ce que je veux c'est que le repentir vous vienne du cœur. Mon désir est de rendre le bien pour le mal et de faire votre bonheur malgré vous; je l'ai promis devant Dieu et je ne trahis pas mes serments... J'ai fait élever ici la citadelle et je vous déclare qu'à la moindre émeute je ferai foudroyer la ville, je détruirai la ville et certes ce n'est pas moi qui la rebatirai. »

avait l'air de marcher d'accord avec l'Europe; au fond elle ne faisait que ses propres affaires. Si la France était logique et agissait en vue de l'intérêt général en soutenant en Egypte, un héritier éventuel de l'empire ottoman, la Russie était aussi conséquente avec elle-même en combattant ce successeur entrevu; elle pouvait bien affranchir la Grèce et créer un royaume trop faible et trop mal partagé d'ailleurs pour être un compétiteur sérieux: mais ses prétentions en Asie Mineure et dans la presqu'île des Balkans lui faisaient une loi de détruire tout Etat capable de grouper autour de lui les débris de l'empire. Aussi un double intérêt la poussait à l'intervention en 1831.

Avec sa ténacité et sa souplesse ordinaires elle chercha et elle réussit à engager entièrement la Turquie avec elle. Dès la fin de 1832, le tsar, par une lettre personnelle, offrit au sultan des forces de terre et de mer contre Ibrahim et l'envoi d'une mission à Alexandrie. Pressé par les représentations de l'envoyé français, partagé entre la crainte de pareils alliés et la terreur de la marche victorieuse d'Ibrahim, le sultan autorisait puis refusait la démarche à Alexandrie, réclamait puis contremandait les secours promis. Mais la Russie avait hâte de compromettre la Turquie. Sa flotte partit de Sébastopol et vingt vaisseaux russes vinrent jeter l'ancre dans le Bosphore; cinq mille hommes embarqués à Odessa prirent position à Buyukdéré et Thérapia (avril 1833) pendant que vingt-quatre mille hommes s'ébranlaient et pénétraient en Moldavie. Le traité de Kutaieh renvoya Ibrahim en Égypte et rendit bientôt inutile la présence des secours russes (14 mai).

Mais la Russie ne s'était pas mise en frais pour se retirer les mains vides. Dès le 5 mai, le comte Orlov était arrivé à Constantinople comme ambassadeur extraordinaire, et fort des services de la Russie, à l'insu des puissances, il liait par le traité d'Unskiar Skélessi (8 juin) la Porte incapable de résister à ces amis qu'elle ne se connaissait pas : « En conséquence du prin-

cipe de conservation et de défense mutuelle qui sert de base au présent traité d'alliance, et par suite du plus sincère désir d'assurer la stabilité et l'entière indépendance de la Sublime Porte, » la Russie s'engageait à lui fournir tous les secours de terre et de mer qu'elle réclamerait. Le sultan prenait le même engagement. Mais des articles séparés et secrets dispensaient la Turquie de retour à l'égard de la Russie; en échange « la Sublime Porte devra borner son action en faveur de la cour impériale de Russie à fermer les Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment étranger d'y entrer sous un prétexte quelconque. » Ainsi la Russie était seule à profiter de l'intervention générale de l'Europe; les conventions secrètes lui assuraient l'impunité complète dans la mer Noire et en fait rendaient la Turquie sa vassale.

La diplomatie fut singulièrement émue de cette alliance. Mais aux observations des cabinets, Nesselrode répondit avec hauteur que « le traité était purement défensif et conclu entre deux puissances indépendantes dans la plénitude de leurs droits; » et sans oublier les mauvais procédés habituels envers la France, il déclarait que « l'Empereur était fermement résolu, le cas échéant, de remplir fidèlement les engagements stipulés, malgré les protestations du chargé d'affaires de France qu'il considérait d'ailleurs comme non avenues. » Cette note fut loin de rassurer les gouvernements et surtout la France qui flairait dans ce traité quelque engagement onéreux pour la Turquie. Les procédés de la Russie ne firent qu augmenter les inquiétudes éveillées; c'était la remise à la Porte d'une partie de la contribution de guerre fixée par la paix d'Andrinople, l'évacuation des Principautés danubiennes, la remise de Silistrie (1836). Tant de générosité ne s'expliquait point par un accès de désintéressement et une compassion naturelle pour la faiblesse de la Turquie.

La nouvelle rupture de Méhémet-Ali et du sultan en 1838 ne permit pas toutefois à la Russie de profiter des avantages

qu'elle s'était si habilement ménagés. Elle sentit qu'en présence du concert de l'Europe elle ne pouvait agir seule, et elle signa la note des cinq puissances du 19 juillet 1839. Les jalousies anglaises calmées par cette condescendance, Nicolas entrevit avec joie dans les sympathies de la France pour Méhémet-Ali, une occasion de diviser les cabinets de Londres et de Paris et de mortifier de nouveau ce dernier. M. de Brünnov fut envoyé à Londres chargé d'une mission spéciale (septembre 1839); et au cours de ses entretiens avec lord Palmerston, il déclara la Russie prête à signer une convention avec l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre « avec ou sans la France; personnellement l'empereur Nicolas aimerait mieux que la France fût laissée en dehors. » Exploitant habilement les préventions de lord Palmerston et ses appréhensions de l'influence française à Constantinople, M. de Brünnov insinua que la France cherchait à agir séparément et à augmenter son crédit en déterminant à l'insu des puissances un rapprochement entre Méhémet-Ali et le sultan. Il n'en fallut pas davantage pour déchaîner l'âpre jalousie de Palmerston et l'entraîner à sa rudesse naturelle; le traité du 15 juillet 1840 fut signé en dehors de la France.

Si la vengeance est le plaisir des dieux, le tsar put le goûter pleinement à ce coup artificieux de la diplomatie : la France sembla un moment sur le point d'engager une guerre générale. Loin de cacher sa joie, Nicolas laissa arriver jusqu'aux oreilles du cabinet français « qu'il exécuterait la convention du 15 juillet, à lui seul, s'il le fallait. » Ce défi, l'Angleterre ne voulait pas qu'il fût soutenu ; bientôt rassurée par la défaite de Méhémet-Ali et l'avènement du cabinet Guizot, elle appelait de nouveau la France dans les conseils de l'Europe ; la convention des détroits (13 juillet 1841) fut signée par les cinq puissances et ferma le Bosphore et les Dardanelles aux navires de guerre de toute nation. C'était la riposte au traité d'Unskiar-Skélessi et son abolition implicite.

C'était plus encore : « la garantie européenne » couvrait la Turquie. et Nicolas lui-même devait apprendre à ses dépens que cette formule avait plus de valeur que « l'invocation de la Sainte-Trinité en tête de la Sainte-Alliance. ».

La Russie n'en gardait pas moins une position acquise qui mettait la Turquie à sa disposition et Nicolas n'était pas homme à abandonner le rôle de protecteur que lui donnaient les circonstances. Indigné que le sultan eût sanctionné l'élection du prince Alexandre de Serbie et reconnu par là le mouvement national qui l'avait amenée (1842), il écrivit de sa main au sultan pour lui faire la leçon, lui reprocher cette faiblesse avec « la révolte » et déclarer que « jamais il ne traiterait avec elle et ne reconnaîtrait point l'ordre de choses injuste et illégal qu'elle a créé. » Sous la pression de la Russie et devant les conseils de l'Europe, la Turquie dut ordonner une nouvelle élection qui, malgré les manœuvres russes, ne fut que la confirmation de la première.

Ce n'était pas seulement en face de la faible Turquie que Nicolas se croyait le droit de prendre cette attitude : l'intervention, l'emploi de la force lui semblaient un devoir contre toute rébellion; sa puissance était entre ses mains une arme pour assurer l'ordre des choses établi et faire, pour ainsi dire, la police de l'Europe. Aussi, quand, au milieu des troubles de Gallicie, la révolution gagna Cracovie, il s'inquiéta peu des traités de Vienne et de l'interdiction aux puissances de violer le territoire de cette ville libre. Personne ne le devança ; ses troupes furent les premières à pénétrer dans la ville abandonnée des insurgés (3 mars 1846). Avec aussi peu de scrupules il supprima cet État coupable d'avoir servi de théâtre d'essai à la démagogie et au socialisme européens ; et laissant l'Autriche s'annexer Cracovie et son territoire, il se dédommagea en acquérant le pays compris entre les villes autrichiennes de Brody et de Rava-Rupra et les villes russes de Vladimir et Thomassin.

Le bouleversement général de l'Europe en 1848, les émeutes de Vienne et de Berlin, les constitutions octroyées par les princes d'Allemagne à leurs peuples soulevés provoquèrent la même indignation, amenèrent les mêmes armements que naguère la révolution de 1830 : « Je ne veux pas des assemblées constitutionnelles à mes flancs à Berlin et à Vienne » s'écriait-il ; et voyant la révolution aux frontières de la Russie, il lançait le 26 mars 1848, cet appel menaçant à ses peuples : «...Aujourd'hui l'audace ne connaissant plus de bornes menace aussi notre Russie que Dieu nous a confiée. Mais il n'en sera pas ainsi... Nous sommes prêt, en invoquant l'appui du Dieu tout-puissant, à combattre nos ennemis partout où ils se présenteront; et sans reculer devant aucun sacrifice, nous protégerons dans un accord indissoluble avec notre sainte Russie, l'honneur du nom russe et l'indissolubilité de notre frontière. »

Les mouvements des provinces danubiennes lui fournirent enfin l'occasion de sortir de cette attente impatiente d'action. A peine la révolution avait-elle éclaté à Bucharest (23 juin) qu'une armée russe, invoquant les traités, franchissait le Pruth (juillet). Le 10 octobre, le général Lüders était aux portes de Bucharest et imposait une nouvelle administration. La Turquie avait d'abord autorisé l'occupation de la Moldavie, puis protesté contre l'invasion de la Valachie. Mais réduite à l'impuissance, elle avait fini par approuver l'immixtion de la Russie et elle lui reconnut enfin par la convention de Balta-Liman, le droit de choisir dorénavant les hospodars de concert avec elle et d'occuper le pays pour y maintenir la tranquillité (28 avril 1849). En prêtant ainsi mainforte à la Turquie, Nicolas était conséquent avec la politique russe; il acquérait de nouveaux droits et comme de nouvelles positions pour assurer plus solidement la dépendance du sultan et hâter la désorganisation de son empire.

Mais en Hongrie, un intérêt plus immédiat le poussait à intervenir. La révolution hongroise triomphante ne compromet-

tait pas seulement à ses yeux la vieille monarchie des Habsbourgs et les traditions monarchiques en Europe. Exclusive en 1848, proclamée uniquement au nom des Magyars, et en haîne des races slave et allemande, elle avait bientôt reçu l'appui des Polonais. La présence de Bem et Dembinski à la tête des armées hongroises au commencement de 1849, élargissait la révolte et réveillait les espérances des Polonais, témoins jusqu'alors muets des victoires hongroises. Dix mille des leurs accourus de la Gallicie et de la Russie dans les rangs de l'insurrection, étaient un gage de revendications plus étendues, et l'agitation gagnait la Gallicie, la Bukovine, la Volhynie. Aussi lorsque l'empereur d'Autriche éperdu invoqua l'appui du tsar « contre l'ennemi commun, » Nicolas confondit sa cause avec ce souverain menacé et marcha aussitôt vers les Carpathes : « L'insurrection, disait-il dans son manifeste du 16 mai 1849, soutenue par nos traîtres de Pologne de 1831 et des renforts des transfuges et des vagabonds d'autres pays, a donné à la révolte une extension de plus en plus menaçante. Au milieu de ces événements funestes, S. M. l'empereur d'Autriche nous a invité à l'assister contre l'ennemi commun, nous ne lui refuserons pas ce service. Après avoir invoqué le Dieu des batailles et le maître des bataillons pour qu'il protège la cause juste, nous avons ordonné à notre armée de se mettre en marche pour étouffer la révolte et anéantir les anarchistes audacieux qui menacent aussi la tranquillité de nos provinces. »

Paskiévitch à la tête de cent mille hommes allait continuer en Hongrie son rôle de gardien de la Pologne. Les Russes, à travers les défilés des Carpathes, débouchèrent dans le pays insurgé par la Valachie, la Gallicie, la Moravie. Réveillant habilement les haines des Magyars contre les Slaves, ils ranimèrent les défiances à l'égard des Polonais et déterminèrent la rupture entre Dembinski et le plus brillant des généraux magyars, Georgey. Sous la pression de leurs armes autant que des divisions intestines, le gouvernement hongrois abdiqua

entre les mains de Georgey. Ce dictateur de la dernière heure n'employa son autorité qu'à ménager une capitulation inévitable. La convention de Villagos fut le dernier acte de l'insurrection et Paskiévitch put écrire au tsar : « La Hongrie est aux pieds de Votre Majesté. » (22 août 1849.)

Nicolas triomphant ordonna qu'on rendît à Paskiévitch « même dans les lieux où je me trouve, disait l'ukaze, les mêmes honneurs militaires qui ne sont dus qu'à moi d'après la loi. » Il rappela aussitôt ses troupes de la Hongrie « rentrée sous l'obéissance de son souverain légitime » et une circulaire de Nesselrode apprit à l'Europe que « l'intégrité du territoire autrichien telle que la garantissaient les traités de Vienne » était le seul profit que le tsar voulût tirer de ses sacrifices et de ses victoires. Mais la conscience d'un devoir rempli, la satisfaction de maintenir l'ordre établi exaltaient le sentiment de sa puissance et lui arrachaient ce cri d'un orgueil surhumain : « Pénétrés de gratitude envers le dispensateur de tous les biens, nous crions vers lui du fond de notre cœur : En vérité, Dieu est avec nous ! Écoutez, ô peuples, et entendez-le bien, Dieu est avec nous ! »

L'Allemagne et surtout la Prusse furent les premières contraintes à confesser cette divine mission du tsar. L'envoi d'une flotte russe dans la Baltique et la menace d'une guerre arrêtèrent une première fois la Prusse qui s'était faite le soutien des insurgés allemands dans le Sleswig et le Holstein ; la volonté du tsar et l'appui donné à l'Autriche, l'obligèrent encore d'abandonner sa première tentative pour reconstituer l'Allemagne à son profit ; et la convention d'Olmütz fut une véritable capitulation de la Prusse devant la puissance de l'empereur de Russie. Heureux empereur s'il n'avait jamais voulu que protéger les faibles et maintenir l'équilibre européen !

# CHAPITRE SIXIÈME

## 1850-1856.

I. — Nicolas et la question d'Orient. — Affaire des réfugiés hongrois. — Attitude de Louis-Napoléon. — Question des Lieux-Saints. — Mission Menchikov. — Entretiens de Nicolas et de sir H. Seymour. — Passage du Pruth et intervention des puissances maritimes. — La conférence de Vienne. — Déclaration de guerre. — Rôle de l'Autriche. — Évacuation des principautés. — Guerre de Crimée. — Mort du tsar.

II. — Alexandre II et la guerre. — Nouvelle attitude de l'Autriche. — Prise de Sébastopol. — Changement des dispositions des puissances. — Congrès de Paris. — Conséquences de la guerre de Crimée.

### I

En 1850 la situation de la Russie vis-à-vis de l'Europe semblait inébranlable. Non seulement en Hongrie, en Turquie, en Allemagne, les événements avaient pris la tournure la plus favorable à son influence politique; mais encore le tsar, qui confondait ses intérêts avec ses principes conservateurs et absolus, avait assisté, contribué au triomphe de ses idées et à la défaite de la révolution. Sur un signe parti de Varsovie, la Prusse avec ses velléités révolutionnaires était rentrée docilement dans l'ordre; l'Autriche relevée était un appui contre la révolution et à moins « d'étonner le monde par son ingratitude », se trouvait enchaînée à la politique russe; l'Allema-

gne domptée offrait de nouveau sa clientèle de princes dévoués : tout le centre du continent en un mot formait comme une seule masse impénétrable sous la main du tsar. L'effort de vingt-cinq ans de règne avait fortifié la prépondérance russe fondée à Vienne en 1815, et les résultats justifiaient aux yeux de Nicolas son inviolable fidélité à ces traités, son énergie à en maintenir l'esprit comme la lettre.

Sur un point seulement il se donnait carrière : la question d'Orient posée trois fois durant son règne lui semblait mûre pour une solution. Malheureusement il ne pouvait rester conséquent avec lui-même qu'en demeurant immobile, et il eût fallu à cette date une singulière adresse ou une formidable puissance pour contraindre d'un côté l'Europe au *statu quo* et reprendre de l'autre la marche envahissante de Catherine. Tout cependant n'était pas illusion de la part du tsar. Par son influence ou ses services désintéressés, il se croyait sûr de la complicité ou du moins du silence de deux des puissances continentales. Depuis 1844, il cherchait à gagner l'Angleterre à ses vues sur la Turquie : pendant son séjour à Londres, lord Aberdeen avait reçu ses ouvertures à ce sujet et son chancelier avait exposé dans un mémoire au cabinet anglais la nécessité de compter avec « des accidents imprévus » et de s'entendre « sur le nouvel état de choses destiné à remplacer celui qui existe aujourd'hui » ; la France se trouverait obligée de subir « ce qui aurait été arrêté entre Londres, Saint-Pétersbourg et Vienne ». On le voit : c'était un simple retour aux négociations de 1840.

Les confidences en étaient restées là. Mais depuis lors Nicolas n'avait pas su apprécier les modifications survenues dans le système européen. Cependant l'Angleterre avait prouvé qu'elle était plus disposée à combattre la Russie en Orient qu'à concerter une action avec elle : la rentrée de la France dans les conseils de l'Europe en 1841 était déjà significative. Mais depuis dix ans elle maintenait à Constantinople

un ambassadeur de tête peu commune, d'une perspicacité surprenante, d'une rare énergie, sir Stratford Canning, qui avait fait son affaire particulière de détruire la prépondérance russe à Constantinople et qui gouvernait l'empire Ottoman autant au moins que le sultan. Le premier effet de son activité fut de rendre à la Porte quelque énergie en face de la Russie : malgré l'ultimatum de l'Autriche et les menaces de Nicolas, elle refusa de livrer les insurgés hongrois réfugiés sur son territoire en 1849. Bien plus, Palmerston, uni de pensée avec son ambassadeur, saisit avidement cette occasion de montrer de nouveau les forces anglaises ; et malgré la convention des détroits, l'amiral Parker et son escadre franchirent les Dardanelles : devant une note énergique de la Russie, l'escadre fut rappelée ; mais Palmerston s'applaudissait d'une démonstration inutile, il est vrai, mais qui prouvait à tout l'Orient la protection anglaise, vigilante et présente à Constantinople.

La France avait appuyé l'action de l'Angleterre. Bientôt après, elle soulevait la question des Lieux-saints et à mesure que Louis Bonaparte prenait plus complètement possession du pouvoir, elle mettait plus d'énergie à revendiquer sa part d'influence en Orient. Nicolas ne comprit nullement tout d'abord quelle nécessité forçait le gouvernement qui maîtrisait la France de chercher à l'extérieur un dérivatif aux agitations révolutionnaires et aux passions libérales : le coup d'État était un procédé fait pour lui plaire ; et ce seul trait rendait tolérable un Bonaparte qui réveillait bien des souvenirs menaçants pour l'Europe, mais qui matait aussi la révolution. Il approuva donc Louis-Napoléon pourvu qu'il « fût bien sage. »

« L'Europe va rentrer en mouvement » disait avec plus de sagacité Cavour, à la nouvelle du 2 décembre. Et, en effet, Bonaparte chercha d'abord à former une alliance avec la Russie ; deux fois dans l'année 1852 il fit porter des ouvertures

d'abord à l'ambassadeur russe à Stuttgard, Gortchakov, ensuite à Nicolas lui-même. Mais le projet de rétablir l'Empire réveilla les craintes politiques et les susceptibilités légitimistes du tsar. Comme, pour ne laisser place à aucune équivoque, le message du prince-président au Sénat contenait cette déclaration : « c'était avec réflexion que la France relevait dans sa personne ce que l'Europe avait renversé en 1815, prenant ainsi une revanche pacifique du passé. » A la nouvelle de « cet insolent message, » le défenseur des actes de Vienne et de la légitimité reparut aussitôt. Il voulut empêcher les cours de Vienne et de Berlin de reconnaître Napoléon III et entraîner l'Angleterre à des mesures de précaution contre lui : amené à céder sur la reconnaissance, il fit préparer un protocole éventuel entre les quatre cours sur le maintien « de l'état territorial de l'Europe. » Palmerston, rentré aux affaires étrangères en janvier 1853, refusa d'accepter un acte qui contenait en germe une coalition contre la France. Nicolas impuissant ne sut pas se résigner; et à tous ses mauvais procédés il ajouta la mesquine satisfaction de refuser dans sa lettre à Napoléon III le titre de « mon cher frère » usité entre souverains, et le traita de « Mon cher ami. » Ce grief personnel contribua encore à rejeter vers l'Angleterre le gouvernement de Napoléon III, intéressé « à dissoudre la ligue continentale qui depuis cinquante ans paralysait la France, l'écrasait et avait causé la chute des différents gouvernements qui s'y sont succédé. »

Toute l'affaire d'Orient n'était au fond qu'un moyen d'atteindre ce but. Nicolas n'y prit nullement garde et mena si bien les choses que d'une simple « querelle de sacristie » il fit sortir une question européenne et une coalition contre la Russie. Au mois de mai 1850, la France avait élevé auprès de la Porte des réclamations sur l'envahissement par les Grecs de plusieurs sanctuaires de Jérusalem. La Russie voulut voir dans les concessions accordées aux Latins une atteinte au

protectorat de la religion orthodoxe qu'elle prétendait fonder sur les traités. En réalité elle ne pouvait souffrir l'intrusion d'une nouvelle puissance dans les affaires de Turquie; et les exigences de l'ambassadeur français Lavalette, la déférence à son égard des ministres turcs tiraillés entre les menaces de la Russie et les prétentions de la France, les quelques avantages concédés lui parurent une véritable déchéance. Comme l'avait pressenti dès le début sir Stratford Canning, l'intervention de la Russie en faveur de l'église grecque avait fait dégénérer la discussion « en une lutte d'influence générale. » Bientôt il ne s'agit plus de savoir si les Latins obtiendraient l'entrée par la grande porte de l'église de la Nativité ou le droit de célébrer la messe dans la grotte de l'Ascension. Le tsar se prétendit offensé d'un manque de parole du sultan et exigea une réparation : le prince Menchikov, ministre de la marine, fut envoyé sur un navire de guerre avec un cortège de généraux et d'amiraux pour obtenir satisfaction.

« Ce n'était qu'un détail de chancellerie » disait Nesselrode en annonçant cette mission à l'ambassadeur anglais. On sut bientôt ce qu'il en fallait penser. Le mystère était indispensable au succès des demandes russes : impénétrable sur le véritable objet de sa présence à Constantinople, Menchikov affecta la plus rude inconvenance avec les ministres turcs, exigea le secret absolu pour dévoiler ses réclamations et, la menace à la bouche, exigea de la Porte un traité qui donnât à la Russie le protectorat des sujets orthodoxes du sultan. Ce qu'il fallait au tsar c'était « un acte positif et explicatif de garanties, » « un traité ou un acte équivalent à un traité, à l'abri des interprétations d'un mandataire malavisé et peu consciencieux. » La question des Lieux-Saints passait à l'arrière plan; elle était définitivement réglée le 4 mai 1853 et le lendemain Menchikov sommait la Porte d'acepter sa note avant le 10 mai, ajoutant que tout délai plus long « serait comme un manque de procédés envers son gouvernement, ce qui lui imposerait

les plus pénibles obligations. » Les ministres turcs éperdus, dès les premières ouvertures, avaient cherché appui et conseil auprès des ambassadeurs de France et d'Angleterre. Subir les conditions russes, c'était abandonner à la Russie l'autorité sur 12 millions de sujets de la Porte ; c'était, à moins d'un siècle de distance, lui fournir contre la Turquie les armes qui lui avaient si merveilleusement servi en faveur des dissidents de Pologne. Les fermes conseils de sir Stratford tracèrent avec netteté leur conduite aux ministres turcs ; faciles sur la question des Lieux-Saints, ils se refusèrent à accueillir pour la Porte une convention « qui effacerait totalement le principe de son indépendance. » Après une vaine tentative de pression sur le sultan lui-même et le rejet par le divan tout entier des demandes russes, Menchikov quitta avec éclat Constantinople le 12 mai, et, le 13, Nesselrode sommait, dans un ultimatum, la Turquie d'accepter intégralement la note Menchikov.

En même temps que la Russie le prenait de si haut à Constantinople, le tsar, dans ses fameuses conversations avec l'ambassadeur H. Seymour, dévoilait toute la portée de ses démarches. La Turquie « était un homme malade, très malade... il peut subitement mourir et nous rester sur les bras... il est de la plus haute importance que nous nous entendions et que nous ne nous laissions point surprendre. » Les principautés danubiennes, la Serbie, la Bulgarie, pourraient former des principautés indépendantes sous la protection russe ; l'Angleterre occuperait Candie et l'Égypte. « Peu m'importe le reste, continuait-il ; si nous parvenons, l'Angleterre et moi, à nous entendre sur cette affaire, je tiens pour indifférent ce que pensent et font les autres. « Et comme garantie de sa modération il donnait à l'Angleterre « sa parole de gentleman. » Accueilli froidement, Nicolas ne s'en montra que plus obstiné à obtenir par tous les moyens possibles le protectorat reconnu de tous les sujets orthodoxes du sultan. H. Sey-

mour signalait, le 6 et 7 janvier 1853, les ordres donnés aux généraux Ludderset Dannenberg de se tenir prêts à marcher sur le Danube, et après l'échec de Menchikov, Nesselrode annonçait l'intention de prendre des gages dans les Principautés : le 3 juillet en effet, les Russes franchissaient le Pruth.

La Russie prétendait régler seule à seule son différend avec la Turquie; mais le moment était mal choisi. L'Europe ne voulait plus « de son tête à tête avec la Turquie et, depuis 1841, l'indépendance de la Turquie était devenue *moralement* un principe d'équilibre général. » Le cabinet anglais peu enclin à entrer en lutte contre Nicolas, sous la pression de l'opinion publique, se vit peu à peu entraîné à suivre l'action bien plus nette et plus résolue de la France. Il avait laissé l'escadre française s'avancer seule jusqu'à Salamine à la nouvelle de la mission Menchikov; mais bientôt l'annonce des projets russes sur le Pruth, lui fit porter sa flotte à Besika et la France l'y suivit (26 juin), attentive à établir l'accord entre les deux puissances maritimes.

Cette attitude menaçante, cette alliance de la France et de l'Angleterre, à laquelle il n'avait pas voulu croire, ne firent pas réfléchir Nicolas... « A quatre, disait-il à l'ambassadeur français, vous me dicteriez la loi; mais cela n'arrivera pas, je puis compter sur Vienne et sur Berlin. » Là encore, il se trompait. La reconnaissance ne pouvait empêcher l'Autriche de veiller à l'intégrité de l'empire ottoman ni de s'alarmer des projets de la Russie et François-Joseph traduisait les intérêts autrichiens en disant : « Moi je veux espérer que le malade peut vivre. » Intéressée dans une guerre à ménager les puissances occidentales, inquiète des projets de la Russie, l'Autriche chercha un accommodement; le comte de Buol réunit une conférence qui rédigea la « note de Vienne. » Le tsar l'accepta à condition qu'elle ne fût pas modifiée; la Porte la rejeta pour les mêmes raisons que la note Menchikov, et déjà les cabinets songeaient à contraindre la Turquie à l'acceptation.

quand la publication à Berlin d'un travail secret de la chancellerie russe sur la note de Vienne, vint apprendre à toute l'Europe que la Russie y trouvait tous les avantages qu'elle avait réclamés dans la note Menchikov.

Dès lors, tout tendit fatalement à la guerre. Les escadres alliées franchirent les Dardanelles sous prétexte de contenir le fanatisme turc surexcité, et, quelques jours après, la Porte déclara la guerre à la Russie (octobre). Une entrevue des souverains d'Autriche et de Russie à Olmütz, n'aboutit à aucun résultat; et la Russie en refusant, depuis la déclaration de guerre, de laisser les six puissances régler les questions entre elle et la Turquie, rejeta définitivement l'Autriche et la Prusse vers les puissances occidentales. Les choses en étaient là, quand la nouvelle de l'affaire de Sinope précipita le dénouement. La flotte russe de Sébastopol avait attaqué dans cette ville une escadre turque qui portait des munitions à Batoum, et avait brûlé ou coulé bas tous les vaisseaux ennemis (30 novembre). Ce fut une explosion générale en Europe contre la Russie. Les escadres anglo-françaises entrèrent dans la mer Noire, signifièrent à la Russie que tout vaisseau rencontré serait contraint, au besoin par la force, de rentrer dans le port. Après un échange d'explications, Nicolas rappela ses ambassadeurs en s'écriant : « qu'il ne voulait pas passer devant les conseils de guerre de l'Europe. » (4 février 1854.) La lettre de Napoléon III à Nicolas n'était qu'une démarche d'apparat, incapable d'arrêter la marche des événements; la réponse de Nicolas amena une sommation, sans effet, des cabinets de Londres et de Paris, d'évacuer les Principautés, suivie bientôt d'une déclaration de guerre (27 mars 1854).

Cependant, Nicolas était si convaincu que la loyauté de ses principes suffisait à rassurer les États sur son ambition envahissante et ses agrandissements qu'il ne mit pas un moment en doute l'adoption par l'Autriche, son obligée, de ses vues et du rôle qu'il lui réservait. Irrité comme d'un manque

de foi, de l'attitude de cette puissance, il envoya à Vienne le fier comte Orlov, exiger, plutôt que négocier la neutralité à l'égard de la Russie, la neutralité armée contre les puissances occidentales, à la moindre pression sur l'Allemagne. Mais l'Autriche, comme la Prusse, refusa de se lier, même par une promesse de neutralité, avec la Russie qui prétendait garder une complète liberté d'action en Turquie. La publication des dépêches de H. Seymour lui montrait, à ce moment même, combien le tsar faisait peu de cas de ses intérêts particuliers et croyait à sa dépendance; d'ailleurs, comme le disait le comte de Buol, sa politique « était écrite sur la carte ». Toutefois, ce mécompte causa à Saint-Pétersbourg un vif ressentiment et ce fut en criant à *l'ingratitude*, à la *trahison* de l'Autriche qu'on se prépara à la guerre.

L'Autriche trahissait réellement. Tout à la fois inquiète d'un bouleversement en Turquie, désireuse de jouer un rôle dans ce conflit et retenue par la crainte de se compromettre, elle inclinait de jour en jour vers les puissances occidentales. Elle augmentait son corps d'observation en Transylvanie et, d'accord avec l'Angleterre et la France qui voulaient l'entraîner à la guerre, elle somma la Russie d'évacuer les Principautés, et les occupa à son tour (août 1854).

La Russie n'avait garde de se mettre ce nouvel ennemi sur les bras. La Prusse et l'Autriche formaient ses meilleurs remparts contre les armées d'Occident. Au reste, elle avait laissé passer l'heure d'agir sur le Danube. Depuis la déclaration de guerre de la Porte, c'était Omer-Pacha qui avait pris l'offensive contre les Russes; et, par de petites expéditions généralement heureuses, il avait surpris l'Europe, étonnée de trouver quelque énergie chez les Turcs, et soutenu l'intérêt qu'ils inspiraient. Au mois de mars 1854, les Russes s'étaient enfin décidés à envahir la Dobrudja et le prince Gortchakov, sous la direction de Paskiévitch, avait tenté le siège de Silistrie. Mais, avant même que les alliés pussent appuyer

les Turcs, les Russes avaient renoncé à enlever les ouvrages en terre qui défendaient la place et s'étaient repliés. La sommation de l'Autriche postait sur les flancs des armées qui voudraient pénétrer dans le sud de l'empire, un surveillant jaloux et mécontent : les Russes, laissant s'accumuler leurs griefs, rentrèrent en Bessarabie.

Avec trois grandes armées en Finlande, en Pologne, en Bessarabie, un corps de 50,000 hommes en Crimée et un autre de 55,000 du côté de la Turquie d'Asie, la Russie attendait sur quel point de son immense empire, porteraient les coups des alliés. Leurs flottes tenaient les mers ; partout elles firent sentir leur supériorité ; elles bombardèrent le port militaire d'Odessa (22 avril 1854) ; arrêtées devant les murs de granit de Cronstadt, elles opérèrent un débarquement dans les îles Aland et enlevèrent Bomarsund (16 août 1854) ; elles ruinèrent le monastère de Soloievtsk dans la mer Blanche et l'établissement de Petropaulovsk sur le Pacifique (1855). Cependant, cette guerre toute politique ne trouvait pas sa voie. Le défaut de préparatifs, d'entente et de direction arrêtait les opérations des alliés sur terre : quatre mois durant, on tâtonna sans but à Gallipoli, Varna, dans la Dobrudja. Mais l'Angleterre au moins savait ce qu'elle voulait. Sa jalousie contre toute marine finit par orienter cette guerre qui s'en allait au hasard. Elle désigna Sébastopol aux coups des alliés. La guerre de Crimée commença.

21,000 Anglais, 29,000 Français, 6,000 Turcs sous le commandement du maréchal Saint-Arnaud et de lord Raglan, débarquèrent à Eupatoria (14 septembre 1854). Menchikov voulut leur barrer le chemin à l'Alma ; il fut battu (20 septembre) et les alliés purent, sans encombre, passer au sud de la forteresse et s'établir sur le plateau de Chersonèse avec deux places d'armes pour se ravitailler, Balaklava et Kamiech. Ils avaient eu l'espoir d'enlever la ville d'un coup de main. Mais une partie de la flotte russe fut coulée dans la passe de

la rade pour en interdire l'accès aux escadres alliées; ce sacrifice fournit dix-huit mille marins de renfort, et les vaillants amiraux Nakhimov et Kornilov pour diriger la défense; le colonel Totleben soutenu par toute la population travailla jour et nuit à élever de nouveaux ouvrages qui déroutaient la pratique des ingénieurs, et l'arsenal permit de garnir tous les fronts russes d'une formidable artillerie. Un premier bombardement, le 17 octobre, resta sans effet; en douze heures Totleben eut réparé tout le mal et cet échec ajourna indéfiniment l'assaut des alliés.

Cependant Menchikov commençait à recevoir les renforts de l'armée de Bessarabie. Avec une partie de celle qui tenait la campagne, il tenta une vaine attaque sur Balaclava (25 octobre). Bientôt, fort de cent mille hommes par l'arrivée en poste de plusieurs corps du Danube, excité par la présence des grands-ducs Michel et Nicolas, il fit une vigoureuse tentative sur les positions des assiégeants : il faillit enlever les positions anglaises; mais l'arrivée des Français le rejeta vaincu dans Sébastopol (bataille d'Inkermann, 5 novembre). Ces défaites successives réduisaient les Russes à la défensive; elle était admirablement menée par Totleben : la rapidité de ses travaux, la nouveauté de ses ouvrages déconcertait à chaque instant l'attaque et rien n'égala la surprise des alliés à l'apparition soudaine des fameux Ouvrages Blancs (redoutes Selinghinsk, Volhynie), destinés à protéger les approches de la tour Malakov (2 février 1855).

Cependant les forces de l'empire s'usaient. Déjà, le 19 septembre, Nicolas écrivait à Menchikov : « Je suppose que le prince Gortchakov ne trouvera aucun inconvénient à envoyer les forces dont il peut disposer. Note bien que, celles-là arrivées, il n'y aura plus rien à envoyer. Ce serait fâcheux d'épuiser cette dernière réserve; ce n'est qu'elle seule qui aurait pu servir à compléter les autres corps, car Dieu seul sait ce qui nous attend. » Et le 7 février : « Tout ce que l'on pourrait

t'envoyer comme renfort est déjà sur place et en marche. » Ainsi Sébastopol était comme un immense foyer où venaient se fondre peu à peu les ressources de la Russie. En février, cinquante mille Russes avaient déjà été mis hors de combat dans la place et parmi eux Kornilov, la plus illustre victime. Les troupes arrivaient en Crimée épuisées par la longueur des marches, par le déplorable état des chemins, par les vices d'une administration où le vol était la pratique régulière ; les transports employaient un mois à parcourir sur les routes défoncées les cent soixante kilomètres qui séparent l'isthme de Pérékop de Sébastopol.

Nicolas avait mis trente ans à dresser et à façonner son empire ; et à la première épreuve, la machine ne pouvait jouer sans être aussitôt hors d'usage. Pas un succès n'était venu le consoler et justifier son imperturbable foi en lui-même. Il ordonna une attaque sur Eupatoria où venait de débarquer Omer Pacha avec vingt mille Turcs; il ne recueillit qu'un échec. Menchikov fut disgrâcié et remplacé par Gortchakov. Mais l'âme du tsar était à bout de forces ; il refusa de prendre les moindres précautions pour sa personne. « Il voulut mourir. Un jour de février 1855, malade déjà d'une forte grippe, il sortit sans pelisse par un froid de 23 degrés. Son médecin Karrel tenta de s'y opposer : « Vous avez rempli votre devoir, répondit l'empereur, laissez-moi remplir le mien. » D'autres imprudences aggravèrent son état. Il donna ses dernières instructions à son héritier ; lui-même dicta cette dépêche qu'il fit expédier dans les grandes villes de Russie : « L'empereur se meurt. » Le 2-14 mars il expira[1]. »

## II

Quels que fussent les projets que nourrît l'esprit mûr, réfléchi, ouvert aux leçons des événements du fils de Nicolas,

1. RAMBAUD.

Alexandre II, la guerre présente ajournait tout changement de politique et ne laissait place qu'à la seule préoccupation de la lutte. Toutefois, si l'on se félicitait en Europe de n'avoir plus à compter avec l'orgueil obstiné de Nicolas, il était prématuré d'escompter en faveur de la paix, les dispositions du nouvel empereur. « Fasse la Providence, disait son manifeste d'avènement, que guidé et protégé par elle, nous puissions affermir la Russie dans le plus haut degré de gloire et de puissance, et que par nous s'accomplissent les vues et les désirs de nos illustres prédécesseurs Pierre, Catherine, Alexandre le bien-aimé et notre auguste père d'impérissable mémoire. » Ce n'était pas seulement en face du peuple russe et par respect filial qu'il se rattachait aux traditions des souverains ses prédécesseurs et plus particulièrement à celles de son père ; quand il reçut les ambassadeurs de Prusse et d'Autriche il prit soin de rappeler que ses « principes étaient ceux de la Sainte-Alliance » et que s'il voulait la paix, ce n'était qu'à l'exemple de son père et « aux conditions acceptées par lui. » La circulaire de Nesselrode du 10 mars tenait le même langage et parlait du devoir imposé à Sa Majesté « de consacrer avec persévérance ses soins à l'achèvement de l'œuvre de paix dont l'empereur Nicolas avait déjà sanctionné les bases. »

Depuis trois mois en effet, Nicolas avait consenti à renouer les négociations et le changement de règne ne modifia en rien l'attitude de la Russie à Vienne. Un diplomate destiné à une haute fortune, dont ces négociations devaient révéler tous les talents et les ressources d'esprit, le prince Gortchakov suivait depuis le milieu de juin le manège de l'Autriche. Du premier coup d'œil il avait nettement discerné qu'un nouvel ennemi de la Russie allait se déclarer là. L'Autriche incapable de trouver son assiette dans une position franchement définie de médiatrice ou de belligérante, glissait d'hésitation en hésitation, de démarche en démarche vers l'alliance occidentale et la guerre. Elle avait transmis à Saint-Pétersbourg

les conditions, dites des Quatre-Points, que les alliés mettaient à la paix. Grâce aux instances du prince Gortchakov, Nicolas les avait acceptées comme base de négociations; mais quatre jours après que le prince l'eût annoncé au comte de Buol, celui-ci s'engageait par un traité (2 décembre) à déclarer la guerre si la Russie avant le premier janvier, n'acceptait pas l'interprétation des alliés; il refusait à la Prusse, déclarée en faveur de la Russie et de la neutralité, le droit de siéger aux conférences si elle ne prenait pas le même engagement. Dissimulant ses anxiétés patriotiques, le prince Gortchakov ne laissa rien dans son attitude trahir ses colères concentrées et ses ressentiments qui devaient coûter si cher à l'Autriche[1]; à force de souplesse et d'habileté, il réussit à franchir sans rupture le terme fixé; et quand s'ouvrirent les conférences, il avait su se ménager cette importante réserve que les conditions ne sauraient être « incompatibles avec l'honneur » de la Russie (17 mars 1855).

Pour ces nouvelles conférences lord John Russell et M. Drouyn de Lhuys étaient arrivés comme plénipotentiaires. Il était difficile de s'entendre quand la France proposait nettement de neutraliser la mer Noire et que la Russie ne voulait en rien laisser entamer sa puissance. Mais tout en traînant adroitement les négociations en longueur, le prince Gortchakov, attentif à ne pas rompre brusquement, se déclarait prêt à accepter toute proposition « pourvu qu'elle ne fût pas de nature à léser les droits de souveraineté de l'empereur sur son propre territoire. » Sans se laisser décourager par la retraite successive de lord Russell et du plénipotentiaire français, il apporta

1. M. Klaczko raconte qu'un jour, au sortir d'un entretien avec le comte de Buol, l'envoyé russe avait paru tout bouleversé, et suffoquant de colère, avait demandé un verre d'eau, s'était promené pendant une demi-heure dans la salle d'attente, gesticulant avec violence, se parlant à lui-même et s'écriant de temps en temps en français : « Oh! ils me le paieront bien un jour, ils me le paieront!... »

de telles propositions que l'Autriche les jugeant acceptables, renonça à la guerre; et le prince put se vanter justement d'avoir rendu à son pays le service de retenir l'Autriche l'arme au pied.

C'était un grand succès pour la Russie. En vérité, elle ne pouvait admettre les exigences des alliés, quand la neutralité certaine de la Prusse la couvrait et arrêtait l'Autriche, et qu'en fait, depuis sept mois, les armées n'avaient encore rien gagné sur les défenses de Sébastopol.

Il est vrai que les lenteurs mêmes du siège provoquaient à ce moment même de nouveaux efforts des puissances maritimes. L'Angleterre sous la vigoureuse direction de Palmerston réorganisait son armée; la France envoyait en Crimée divisions sur divisions; Cavour, par un calcul hardi jusqu'à la témérité, prenait dans l'alliance la place qu'abandonnait l'Autriche (janvier 1855). Enfin la direction du siège passait à l'énergique général Pélissier (mai).

Les opérations furent aussitôt poussées avec vigueur. Kertch fut pris; et les escadres libres de pénétrer dans la mer d'Azov, ruinèrent sur ses bords les magasins où se ravitaillaient les Russes. Les fameux Ouvrages blancs et le Mamelon vert furent enlevés (7 juin) et les assiégés rejetés sans retour dans la place, réduits à la demi-ration. L'insuccès d'un assaut général, le 18 juin, n'arrêta qu'un moment les travaux d'approche. Une dernière tentative de Gortchakov sur les positions des alliés resta sans effet (bataille de Traktir, 16 août). Enfin, après trois jours d'un bombardement meurtrier, la tour Malakov fut enlevée d'assaut (8 septembre). Sébastopol était alors intenable pour les Russes; dans la nuit ils évacuèrent la ville, firent sauter les forts et coulèrent ce qui restait de leur flotte dans la rade.

Sébastopol pris, la guerre flotta de nouveau sans direction. Svéaborg en Finlande fut détruit par la flotte (août). Kinbourn enlevé et la forteresse d'Otchakov évacuée par les Russes, ou-

vrirent aux attaques le liman du Dnieper (7 octobre). La Suède conclut une alliance défensive avec les alliés (21 novembre). La Russie ne trouvait quelque compensation à ses pertes qu'en Asie. Là, depuis le début de la guerre, les Turcs avaient essuyé revers sur revers et l'importante forteresse de Kars, opiniâtrement défendue par le colonel anglais Williams, succomba après six mois de siège (25 novembre).

Il était difficile que l'entente entre les alliés durât après la prise de Sébastopol. L'Angleterre mécontente du rôle effacé de ses armées et importunée de la gloire acquise à la France, voulait se relever par une campagne maritime dans la Baltique. La France grandie de nouveau avait repris sa place au premier rang en Europe: elle ne voyait pas bien quel intérêt lui imposait la continuation de ses lourds sacrifices. Son prestige recouvré, elle s'apercevait que l'Angleterre seule trouvait son profit à ruiner les flottes et les établissements maritimes de la Russie; et si l'on devait continuer la guerre, Napoléon III prétendait ne pas s'amuser autour de la Baltique, mais pousser la guerre à fond et restaurer la Pologne. Palmerston refusa absolument d'entendre à cette politique révolutionnaire. Mais Napoléon III se sentait assez fort maintenant pour relâcher sa lourde alliance avec l'Angleterre; il se rapprocha de la Russie et lui fit parvenir les assurances de ses bonnes dispositions et de son désir de la paix

En même temps, l'Autriche, d'accord avec les puissances, signifiait à la Russie, sous peine de rupture diplomatique, d'avoir à accepter les quatre garanties. La fermeté du comte de Buol, l'espérance de tirer parti des dispositions de la France, par-dessus tout l'affaiblissement des forces et des ressources de l'empire que le tsar avait pu constater de ses yeux dans un voyage à Nicolaiev, décidèrent à accepter ces bases de négociations. Le prince Gortchakov annonça le 16 janvier 1856 l'adhésion du tsar à l'ultimatum de l'Autriche et, le 1er février, il signait avec les représentants de l'Autriche, de la France,

de l'Angleterre et de la Turquie, les préliminaires de paix.

C'était un congrès réuni à Paris qui devait définitivement régler toutes les questions pendantes. La Russie y fut représentée par le comte Orlov et le baron Brünnov. Dans les discussions qui commencèrent le 25 février, on put constater les avances de la France à la Russie, l'aigreur des rapports entre la Russie et l'Autriche, la présence significative des plénipotentiaires italiens, Cavour et Villamarina, enfin les difficultés de l'Angleterre à admettre la Prusse, sinon pour la révision du traité de 1841 dont elle était signataire. La paix fut signée le 16 avril. La Russie rendait Kars à la Turquie et recouvrait les places occupées en Crimée par les alliés. Elle renonçait à tout protectorat sur les Principautés danubiennes, qui devaient recevoir, sous la suzeraineté du sultan et le contrôle de l'Europe, une nouvelle organisation. Elle renonçait à tout protectorat sur les sujets chrétiens du sultan; elle consentait à « une rectification de frontières » sur le Danube qui lui enlevait au profit des Principautés un territoire d'environ dix mille verstes carrées. La navigation du Danube était proclamée libre et une commission européenne devait veiller à l'entretien de cette voie fluviale. Enfin la mer Noire était neutralisée; les deux puissances riveraines ne pouvaient y entretenir que deux petits navires pour la surveillance des côtes et aucun arsenal maritime ne devait y être élevé. Par un acte séparé, l'empereur de Russie s'engageait à ne pas fortifier les îles Aland, « à n'y maintenir ou à n'y fonder aucun établissement maritime ou militaire. »

La Turquie reprenait une apparence d'indépendance, et de fait elle était placée sous le protectorat de l'Europe. L'Angleterre avait eu soin de faire proclamer au sultan, avant l'ouverture du congrès, un hatti-shérif qui accordait à tous ses sujets l'égalité de droits sans distinction de race ou de religion. Le traité constata simplement cet acte comme une « libre inspiration de sa volonté souveraine »; les puissances s'engagèren

à « n'intervenir ni en commun ni isolément dans les rapports entre S. M. le sultan et ses sujets ou dans l'administration intérieure de son empire, » à « respecter l'indépendance et l'état territorial de l'empire ottoman » et à considérer toute difficulté d'une puissance avec la Turquie « comme une question d'intérêt général. » Bien plus : la veille de la signature de la paix, l'Angleterre, la France et l'Autriche s'alliaient par un traité particulier pour garantir « l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman », et déclaraient faire un cas de guerre de toute atteinte à ces stipulations.

Ainsi l'ambition hâtive de Nicolas avait enlevé à la Russie tous les avantages qu'elle avait pris depuis Catherine sur la Turquie. Non seulement elle perdait quelque peu de son territoire. Sa position était complètement modifiée dans la mer Noire où, de tous ses établissements, Nicolaïev seule restait debout; sa défaite lui enlevait tout prestige et elle avait suscité elle-même toute l'Europe comme protectrice d'une puissance réduite auparavant à lui céder docilement.

# CHAPITRE SEPTIÈME

## 1856-1877

I. — Période de réformes. — Réveil de l'opinion publique. — Alexandre II. — Occidentaux et slavophiles. — Les révolutionnaires. — La littérature et le servage. — Situation des serfs. — Nicolas Milutine et la loi d'émancipation. — L'acte du 19 février 1861. — Les libéraux au pouvoir. — Les Zemstvos. — Institutions judiciaires. — Instruction publique. — Finances.

II. — La Pologne. — L'émigration. — La noblesse de campagne. — La Société d'agriculture. — Manifestations de Varsovie. — Suppression de la société d'agriculture. — Les libéraux russes et Viélopolski. — Le recrutement. — L'insurrection de 1863. — Mouraviev en Lithuanie. — Impuissance des insurgés en rase campagne. — Le comité national. — Le comte de Berg dictatateur. — Derniers efforts de l'insurrection. — Mesures agraires de N. Milutine. — Essai de russification.

III. — Période de réaction. — Les Slavophiles au pouvoir. — Leurs attaques contre les provinces baltiques. — Conversion des Uniates de Pologne. — Réaction dans l'administration. — L'instruction publique — Le régime de la presse. — Bakounine et Tchernicevski. — Propagande nihiliste. — Mécontentement des paysans.

### I

La guerre de Crimée amena la chute de la Russie du haut rang qu'elle occupait au dehors et la perte de son influence en Europe. Elle s'y résigna avec une résolution virile et une prudente sagesse qui ménageait l'avenir. Le prince Gortchakov appelé le 29 avril 1856 à prendre la succession du vieux Nes-

selrode, écrivait aux cabinets : « L'empereur est résolu de donner ses soins avant tout au bien-être de ses sujets et d'employer au développement des ressources intérieures du pays une activité qui ne s'étendrait au dehors que si les réels intérêts de la Russie le demandaient. » Ce n'étaient pas là de vaines paroles, c'était la sincère traduction des vues du souverain, un juste sentiment de l'état et des besoins de la Russie.

La guerre de Crimée en effet avait été plus qu'une défaite, un effondrement de tout le système de Nicolas. L'année qui s'écoula entre sa mort et la conclusion de la paix n'avait servi qu'à mieux mettre en saillie la pauvreté d'hommes et la stérilité de ce règne impitoyable. A mesure que les désastres dévoilaient les vices du gouvernement et les scandales de l'administration, la lumière pénétrait plus avant dans cette nation cloîtrée pour ainsi dire; le désenchantement succédait à la sécurité inspirée par l'attitude altière de Nicolas; bientôt la colère s'éveilla sous le coup des défaites; elle s'exhalait dans les entretiens de la société éclairée; elle prenait forme dans des pamphlets hardis, sans grandes vues politiques et d'une violence toute littéraire; mais en dépit de la censure rigoureuse, une foule de ces pamphlets manuscrits circulaient sous le manteau et, passés de main en main, éveillaient les esprits et entretenaient de salutaires inquiétudes.

« Réveille-toi, ô Russie, disait l'un de ces écrits. Dévorée par les ennemis étrangers, écrasée par l'esclavage, honteusement opprimée par des autorités stupides et des espions, éveille-toi de ton long sommeil d'ignorance et d'apathie! Tu as été assez longtemps tenue en esclavage par les successeurs du Khan tartare. Avance-toi calme devant le trône du despote, demande-lui compte du désastre national. Dis-lui hardiment que son trône n'est point l'autel de Dieu, que Dieu ne nous a pas condamnés à être esclaves. La Russie vous a confié, ô tsar, le pouvoir suprême; vous étiez comme un Dieu sur la terre. Et qu'avez-

vous fait? Aveuglé par l'ignorance et la passion, vous avez convoité le pouvoir, vous avez oublié la Russie. Vous avez dépensé votre vie à passer des troupes en revue, à modifier des uniformes, à apposer votre signature sur les projets législatifs de charlatans ignorants. Vous avez créé la race méprisable des censeurs de la presse afin de dormir en paix, afin de ne point connaître les besoins et de ne point entendre les gémissements du peuple, afin de ne pas écouter la vérité. La vérité! vous l'avez ensevelie, vous avez roulé une grosse pierre devant la porte du sépulcre, vous avez mis là des gardes nombreux et dit dans l'orgueil de votre cœur : Pour elle, il n'y aura plus de résurrection! Mais l'aurore du troisième jour a paru et la vérité s'est levée d'entre les morts. « Venez, ô tsar, recevoir le jugement de l'histoire et de Dieu! Vous avez sans merci foulé aux pieds la vérité, vous avez refusé la liberté, vous avez été l'esclave de vos passions. Par votre orgueil et votre obstination vous avez épuisé la Russie et soulevé le monde en armes contre nous. Prosternez-vous devant vos frères, humiliez-vous dans la poussière. Implorez pardon et demandez avis! Jetez-vous dans les bras du peuple, il n'y a plus désormais d'autre salut! »

Pour la première fois en Russie le mécontentement public dépassait l'enceinte du palais et s'étendait parmi toute une classe de la nation; pour la première fois, au lieu d'obscures intrigues de courtisans, ou de violentes séditions militaires, on élevait des réclamations, on demandait des comptes; et quelque faibles que fussent les revendications, quelque impuissantes que fussent les voix, le phénomène n'était pas moins nouveau : en face du gouvernement vivait désormais une opinion publique intéressée à suivre et à contrôler tous ses actes.

Le nouveau souverain était fait pour comprendre, pour encourager même cette opinion naissante et ce peuple qui reprenait la parole. Désabusé comme toute la nation du système

de compression à outrance, Alexandre II, après la signature du traité de Paris, arrivait à l'empire à trente-huit ans, avec le sentiment de sa responsabilité, une intelligence nette des réformes indispensables, et la confiance de les accomplir par sa volonté et l'appui des gens éclairés. Sans vouloir affaiblir son autorité absolue, sans nourrir ces rêves vagues d'institutions libérales et de constitutions qui avaient hanté le cerveau de son oncle Alexandre Ier, il sentait la Russie attardée au milieu des nations de l'Europe et concevait l'ambition de la mettre en marche et sur le chemin de la civilisation et du progrès. Ce qui est, ce qui restera à son honneur, c'est qu'il prit généreusement l'initiative d'une transformation d'ensemble de la Russie et qu'il améliora successivement l'état social, le mécanisme de l'administration, le personnel des fonctionnaires. Ce qui, plus encore que ses tentatives de réforme, lui conciliera l'estime et la sympathie, c'est que, au moins à la première heure, il eut confiance dans son peuple, il l'associa franchement à son œuvre, il fit appel à tout ce que le nation comptait d'intelligent et d'éclairé, je veux dire, la noblesse instruite, seule capable de comprendre et de seconder ses efforts.

A un moment où le mot de réforme était dans l'air, ses premières paroles à la noblesse de Moscou annoncèrent « ses vues et ses plans pour l'avenir du pays » et invitèrent « chaque noble à les seconder. » Comme si la grande affaire de tous les Russes devait être ces transformations intérieures, Alexandre II s'engagea à suspendre le recrutement de l'armée pendant trois ans, pour laisser au pays toutes ses forces vives. Bientôt aux mesures ordinaires qui suivent les couronnements, grâces, rappel des bannis, allégement des contributions, s'ajoutèrent des actes plus libéraux : la censure fut modérée, les ordonnances qui limitaient le nombre des étudiants aux universités furent rapportées ; les restrictions imposées par Nicolas à ses sujets qui voyageaient ou séjournaient à l'étran-

ger furent considérablement adoucies. Ce n'était presque rien. En réalité, c'était la vie qui rentrait dans ce grand corps de la nation russe ; et aussitôt elle se mit à circuler avec une force et une expansion incroyables. « Nous devons, disait-on, remercier la guerre de nous avoir ouvert les yeux sur les côtés ténébreux de notre organisation politique et sociale, et c'est maintenant notre devoir de profiter de cette leçon. Mais il ne faut pas supposer que le gouvernement peut sans qu'on l'y aide, remédier aux défauts. Les destinées de la Russie sont pour ainsi dire celles d'un vaisseau échoué que le capitaine et l'équipage ne peuvent mouvoir et que seulement la marée montante de la vie nationale peut relever et mettre à flot. » Ainsi un accord, un accord unanime régnait entre la nation et son souverain ; et dans ce puissant mouvement des esprits qui souhaitaient des réformes on pouvait déjà distinguer non pas des partis, ce serait trop dire, mais des aspirations diverses qui influeront tour à tour sur le gouvernement même.

La querelle des *Occidentaux* et des *Slavophiles* avait été jusque-là toute littéraire. Mais aujourd'hui que la discussion amenait la controverse sur le terrain pratique des réformes à accomplir, changeant de caractère, elle devint politique. Il ne faudrait pas cependant s'imaginer que la discussion fût libre et que les questions pussent être traitées au grand jour. Le régime de Nicolas avait donné aux journaux et à la presse une allure qu'ils ne perdirent pas sous une censure plus modérée, il est vrái, mais qui pouvait toujours faire sentir ses rigueurs. « Pour éviter l'ennui des ratures rouges de la censure, on avait pris un genre de style qui laissait *lire entre les lignes*, et cette manière devint si bien celle de la presse que, aujourd'hui même (1875) où la censure n'existe plus ou du moins s'est notablement adoucie, presque tout ce qui touche aux questions intérieures est tratié sous cette forme. »

Les Occidentaux étaient épris des idées de l'Europe ; ils désiraient que la Russie empruntât aux nations de l'Occident les for-

mes et les institutions le plus généralement adoptées chez les peuples éclairés; et sans que leurs idées fussent définies ou résumées dans des demandes précises, ils souhaitaient tout ce qui pouvait introduire la libérté en Russie : en un mot ils formaient le parti libéral. Les Slavophiles continuaient dans le domaine des idées et de la discussion le parti des Vieux-Russes. Ils voulaient réagir contre l'importation d'idées, de mœurs, d'institutions prises à l'Europe ; selon eux la nature slave était assez riche pour fournir à tous les besoins de la Russie et tout emprunt étranger ne pouvait que corrompre les sources de la vie de la nation, et compromettre son développement original. Nicolas, en séparant la Russie de l'Europe, avait accru encore leur importance, et on devait bientôt sentir de quel poids pouvait être l'influence du parti national. A côté de ces partis aux vues divergentes, il faut signaler dès maintenant le parti révolutionnaire. Dans l'atmosphère étroite que Nicolas laissait à la pensée, la jeunesse russe s'était engouée exclusivement des rêves mystiques de Schelling et des conceptions informes de Hégel. A la lueur vague des idées de ces philosophes admises sans critique, elle avait discuté l'état politique et social de la Russie ; elle avait conclu que pour le changer il fallait le détruire et résumé ses tendances dans cette formule hégélienne : « L'instinct de la destruction est en même temps l'instinct de la création. » Peu nombreux encore et sans faire parler d'eux en Russie, les révolutionnaires russes comptaient déjà au dehors. Bakounine mêlé aux mouvements de l'Allemagne en 1849, avait été livré à Nicolas et envoyé en Sibérie ; Herzen réfugié à Londres depuis 1851, y commençait la publication de ses écrits qui devaient si puissamment remuer les esprits de la société et de la jeunesse russes.

Mais de toutes les questions qui agitaient alors l'esprit public, aucune ne passionnait aussi fortement que celle du servage. La littérature, la presse, les réfugiés, tout ce qui disposait de quelque influence, était uni dans une même pen-

sée pour réclamer l'affranchissement des serfs. Tourguéniev dans ses *Mémoires d'un chasseur* avait commencé à tourner l'intérêt public vers les paysans. Depuis lors il n'avait cessé de poursuivre ce qu'il appelait son ennemi. « Cet ennemi, avait une forme déterminée et portait un nom connu, c'était le servage. » La littérature à la suite de Tourguéniev avait complété son œuvre; elle avait saisi l'esprit public de la question. Maintenant c'étaient les revues, les journaux, les cercles qui la discutaient. Par dessus tout le journal de Herzen le *Kolokol* (la Cloche), grâce à sa brillante verve, à la vigueur de ses traits, s'empara de l'opinion et profita de la vogue de la question du servage, pour dénoncer impitoyablement les scandales et les abus de l'administration ; malgré l'interdiction de la censure, le *Kolokol* pénétrait par milliers d'exemplaires en Russie, et arrivait même régulièrement à l'empereur qui, dit-on, se plaisait à le lire [1]. L'unanimité des réclamations prouvait que l'institution avait fait son temps et que tout était mûr pour cette importante réforme.

La réforme était grave. Ce n'était pas seulement une grande mesure de justice et d'humanité ; c'était aussi une révolution dans le régime de la société et de l'économie politique de la Russie. Depuis que Boris Godounov avait, au XVIe siècle, attaché les paysans à la glèbe, toute la fortune de l'État et des nobles propriétaires était fondée sur le servage et sur le travail des serfs. A côté d'un petit nombre de paysans libres possédant une terre à eux, serfs affranchis, colons venus du dehors, comme les Allemands des provinces méridionales, à

1. On raconte l'anecdote suivante : Un numéro du *Kolokol* contenait une attaque violente sur un personnage important de la cour; l'accusé ou quelqu'un de ses amis jugea à propos d'en faire imprimer spécialement pour l'Empereur un exemplaire où ne se trouvait pas l'article en question. L'Empereur ne découvrit pas la fourberie au premier abord, mais peu après il reçut de Londres un billet poli renfermant l'article omis et lui expliquant comment il avait été trompé.

côté des stanitsas de cosaques indépendants, organisés militairement sur l'étendue des terres qu'ils possédaient en commun, toute la masse des paysans, les 5/8 de la population de l'empire, vivait sur un sol qui ne lui appartenait pas.

Les 25 millions de serfs de la couronne étaient les plus heureux. Relevant d'un ministère spécial, celui des domaines, ils étaient en fait dans la situation de sujets du gouvernement; et s'ils étaient soumis aux mêmes obligations que les autres serfs, corvées, redevances, impôts de l'État, leur dépendance était réglée depuis que le ministre Kisselev avait introduit dans cette administration « une organisation supportable. » Constitués en communes (mir), sous l'autorité de l'ancien (starosta), ils tenaient en plein air leurs assemblées où prenait part chaque maisonnée (tiaglo) lotie d'une portion de terre communale. La possession indivise des terres qui les nourrissaient, la responsabilité collective envers l'État du paiement de l'impôt des « âmes » et du contingent d'hommes à fournir au recrutement militaire, avaient rétabli et maintenu ces modestes sociétés communalistes dont les plus graves affaires étaient la répartition, à certains intervalles, des terres entre les familles du mir, la surveillance et le châtiment des membres paresseux de la communauté.

Avec la même organisation souvent, les 22 millions de serfs vivant sur les domaines des propriétaires particuliers, étaient bien plus soumis aux caprices de leurs maîtres. Sans doute ils n'étaient plus abandonnés à toutes les fantaisies tyranniques d'une volonté absolue : les lois interdisaient aux propriétaires de mettre à mort leurs serfs, d'exiger plus de trois jours de corvée par semaine, de les marier contre leur gré, etc. Mais le propriétaire avait la haute main sur la communauté et sur chacun des serfs. Il pouvait les prendre à son service personnel ou les renvoyer au village, les destiner à un métier; il fallait son consentement à leur mariage; c'est lui qui exerçait la juridiction civile et de police dans la com-

munauté, c'est lui qui désignait les victimes du recrutement. Les liens de cette dépendance étaient bien étroits, et les moyens de persécution ne manquaient pas. Qu'était-ce donc pour ceux qui vivaient à son service personnel et qui formaient un total de 2 millions de personnes environ!

Toute cette population agricole, serfs de la couronne, serfs des apanages (au nombre de 4 millions), serfs particuliers, formaient la richesse des domaines impériaux ou des propriétaires. Non seulement ils cultivaient les terres pour leurs maîtres, mais ils payaient encore une redevance (obrok) sur les terres que leur abandonnait le propriétaire pour leur propre subsistance. Et la richesse des nobles russes venait à la fois des produits de leurs terres et des revenus de leurs serfs. On ne pouvait donc toucher au servage sans atteindre la fortune et la situation des propriétaires. Aussi, malgré l'exemple de quelques nobles qui avaient d'eux-mêmes commencé l'affranchissement, la majorité des propriétaires, unanimes sur l'abolition du droit servile, se refusaient à consentir l'aliénation d'une partie de leurs domaines; et le gouvernement soutenu par quelques hommes d'une ardente générosité dut imposer ses vues sans tenir toujours assez de compte des remontrances légitimes des propriétaires qu'on allait déposséder.

Ce ne fut pas cependant sans avoir fait appel à leur bonne volonté et à leur dévouement. Dès le mois de mars 1856, l'empereur invitait sa « fidèle » noblesse de Moscou à étudier la question en ajoutant : « Il vaut mieux abolir le servage d'en haut que d'attendre le moment où il commencera lui-même à s'abolir d'en bas. » Le conseil resta sans effet, et l'empereur forma alors un comité secret sous le nom de « comité principal pour les affaires des paysans. » C'est dans ce comité que les principes généraux de la loi d'émancipation furent discutés et élaborés; c'est là qu'un simple conseiller d'État, d'une famille inconnue auparavant, secrétaire du ministre de l'intérieur, Nicolas Milutine, se révéla par son ardeur pour la

12

cause des paysans, son infatigable activité dans la préparation de la loi, et une foi de véritable démocrate dans le peuple. Comme les paysans, il soutenait que la terre leur appartenait, qu'en les affranchissant on devait la leur céder gratuitement. S'il ne put imposer toutes ses idées, il gagna néanmoins l'empereur et fit décider que le paysan recevrait la terre avec la liberté, et qu'on conserverait ou qu'on établirait partout le mir ou la commune rurale, ce précieux reste de l'organisation primitive des Slaves.

En même temps que l'on préparait ainsi la loi, un artifice ingénieux saisissait le public de la question. Dans le fameux rescrit à Nazimov, gouverneur de Vilna, Alexandre II supposait aux nobles lithuaniens le désir d'affranchir leurs serfs et les autorisait à former des comités dans ce but; puis il fit répandre le rescrit « pour le cas où les nobles d'autres provinces exprimeraient le même désir. » (Novembre 1857.) La question était ainsi officiellement posée et dès le début de l'année suivante la noblesse dans toutes les provinces demandait l'autorisation de former des comités pour se mettre à l'œuvre à son tour.

Toutefois les principes de la loi étaient déjà arrêtés dans la pensée de l'empereur, et loin d'abandonner à ces comités la libre discussion de la réforme, il s'empressa de publier dans un nouveau rescrit (mars 1858), les idées fondamentales qui devaient triompher dans la loi : 1° la reconnaissance du droit des propriétaires sur tout le sol, mais le rachat par le paysan du terrain où s'élève sa maison avec l'enclos y attenant et des terres nécessaires pour fournir à sa subsistance et à l'impôt; 2° l'établissement de communes rurales ; 3° la garantie par l'État du paiement dû aux propriétaires. Bien plus, le gouvernement comprit qu'il devait donner l'exemple du sacrifice, et un acte du 6 août 1858 affranchit les 4 millions de serfs des apanages et leur céda sans indemnité la propriété du sol qu'ils occupaient.

La discussion dans les comités de la noblesse fut très ardente. Elle manifesta l'opposition de la majorité des propriétaires; mais elle mit aussi en lumière une minorité d'hommes généreux dont quelques-uns comme le prince Tcherkarski, le publiciste Juri Samarine brillaient au premier rang par la vigueur de l'esprit, l'éclat du talent, la force des idées démocratiques. Les comités de la noblesse envoyèrent à Saint-Pétersbourg des délégués soutenir leurs conclusions. Mais Alexandre II eut soin d'appeler dans la Commission de rédaction, chargée d'examiner les résolutions des comités, les hommes qui s'étaient signalés par leur ardeur pour la réforme et il mit à la tête de la commission le grand-duc Constantin, esprit éclairé et hautement libéral. Lui-même s'exprimait ainsi en recevant les délégués de la noblesse : « Je ne veux pas que l'amélioration du sort des paysans soit un vain mot, je veux que ce soit une vérité, et que la transition s'effectue paisiblement et sans secousse. Du reste, ceux d'entre vous qui trouveront nécessaire d'exprimer leurs opinions personnelles peuvent le faire en toute liberté. Soyez sûrs que je les examinerai attentivement. Mais songez, messieurs, que dans une affaire comme celle-ci, quelques sacrifices de votre part sont indispensables. Assurez-vous cependant, que je désire que ces sacrifices ne soient pas trop sensibles et que la noblesse en souffre le moins possible. »

Malgré les assurances de l'empereur, ce furent, les idées de N. Milutine et de ses amis, Samarine et Tcherkarski, qui triomphèrent avec les tempéraments que nous avons indiqués. La loi rédigée fut soumise au comité pour les affaires des paysans, et au conseil d'État. Enfin après quatre ans d'efforts et d'études, l'acte solennel du 19 février 1861 abolit le servage par tout l'empire russe. Tous les serfs recevaient immédiatement la liberté personnelle; les serfs domestiques devaient rester deux ans encore attachés à leurs maîtres, mais en recevant des gages et sans avoir droit à une terre. Les paysans libres désormais

formaient une commune rurale, sous l'autorité du staroste; et plusieurs communes formaient un *volost* avec un *starchina* élu à leur tête; ils recevaient la propriété des terres qu'ils occupaient et la loi fixait suivant les zones l'étendue de ces terres enlevées aux propriétaires. Le rachat pouvait s'opérer directement d'eux à leurs maîtres; sinon le gouvernement calculant à 6 % l'intérêt des redevances payées jusque-là, avançait aux communes les $^4/_5$ de la somme nécessaire au rachat. Aux impôts dus à l'État, il ajoutait une somme annuelle destinée à rembourser en 49 ans les avances faites aux paysans. Enfin, pour trancher les différends entre les propriétaires et les paysans, on instituait la juridiction spéciale des arbitres de paix, des juges de paix de district et des commissions provinciales pour les affaires des paysans.

Malgré les sombres prévisions de quelques pessimistes, cette grande réforme, dont toutes les dispositions cependant n'étaient pas heureuses ni toujours habilement calculées, s'opéra à peu près sans troubles. Quelques rassemblements de paysans ne pouvant croire à l'obligation de racheter une terre qu'ils regardaient comme à eux, furent facilement dispersés. Dans le gouvernement de Kazan, 10,000 serfs se réunirent sous un certain Antoine Petrov pour conquérir « la vraie liberté », et il fallut envoyer des troupes et employer la force pour détruire cette bande soulevée (avril 1861). Mais dans l'ensemble du pays l'acte fut reçu avec transports et la Russie salua Alexandre II du titre de « tsar libérateur ».

L'abolition du servage est une date dans l'histoire de la Russie. Qu'on le voulût ou non, une ère nouvelle commençait, la Russie entrait dans une nouvelle voie. On avait appelé la nation à examiner sa constitution, à porter les mains sur sa vieille organisation. La nation avait répondu. Signe des temps : on avait vu des hommes indépendants et considérables comme Samarine et Tcherkarski prêter volontai rement leur aide au gouvernement, et, leur tâche accom-

plie, refuser places, titres, décorations au grand étonnement des croyants du tchin, pour retourner sur leurs terres poursuivre l'affranchissement des serfs. Les difficultés inséparables d'une telle opération, la multiplicité des questions litigieuses et l'étendue des intérêts en jeu entraînaient toute cette population sommeillant autrefois à la discussion de ses affaires. Mais aujourd'hui ce n'était pas la bureaucratie qui tranchait les différends; la décision appartenait à des hommes choisis dans le district, investis des fonctions d'arbitres de paix, ou aux propriétaires qui composaient les commissions provinciales. Peu à peu ces discussions qui agitaient, dans toute l'étendue du territoire, ces populations passives jusqu'alors, éveillaient la vie provinciale et déjà, dans les têtes les mieux faites et les plus éclairées, germait la pensée de réclamations politiques.

Le gouvernement n'échappait pas encore à l'influence de ces idées que son initiative avait laissé se développer, et une série de mesures indiquèrent l'intention de diminuer l'arbitraire de la toute-puissante bureaucratie, et de donner à la Russie l'organisation d'un État moderne. Comme si pour cette nouvelle situation, il fallait des hommes nouveaux, les ministères furent confiés à des personnages animés d'idées libérales et qui cherchèrent à améliorer le personnel et le mécanisme de toute l'administration : c'était Valouïev, à l'intérieur, Reutern aux finances, Dmitri Milutine, frère de Nicolas, à la guerre, Golovnine à l'instruction publique. Un ukaze du 24 novembre 1862 institua le conseil des ministres : mais ce fut là un mot plus qu'une réalité; et avec l'approbation de l'empereur un ministre put toujours dans son département échapper aux volontés de ses collègues; l'unité de vues et d'action n'exista jamais. La IIIe section ou police secrète, dont les agents à uniforme bleu clair formaient dans toute la Russie un gouvernement distinct, vit son action entravée et son importance diminuer. La moralité des fonc-

tionnaires, grâce aux vigoureuses attaques de la littérature et du *Kolokol*, trouvait dans l'opinion publique naissante le frein que tous les règlements de Nicolas avaient vainement tenté de créer. Enfin peu à peu le gouvernement des provinces passait des mains des généraux, serviteurs du régime de Nicolas, à celles des autorités civiles.

Ce fut dans ces circonstances favorables que fut publiée la loi qui organisait le self-gouvernement provincial des Zemstvos. Préparée depuis 1859, elle ne fut publiée que le 1er janvier 1864. Elle établissait deux assemblées électives, les Zemstvos de district, les Zemstvos de province ou de gouvernement. Ceux de district réunissent les députés élus par les communes rurales, par les villes, par les propriétaires fonciers ; les membres du Zemstvo de gouvernement sont élus par ceux du Zemstvo de district. La présidence de ces assemblées locales appartient aux maréchaux de la noblesse. Leurs attributions sont très étendues ; elles ont la charge d'entretenir les routes et les ponts, de surveiller l'instruction publique, les hospices, le service de santé ; elles nomment les juges de paix, constatent l'état des récoltes et veillent à garantir de famine le district ou le gouvernement, en assurant l'approvisionnement de magasins de prévoyance. Le trait dominant de cette organisation et la création la plus importante est celle de la commission permanente. Tandis que l'assemblée n'a qu'une seule session par an de 15 à 20 jours, la commission nommée par elle subsiste pendant trois ans et prend part constamment à l'administration locale. En réalité ce sont des fonctionnaires élus et qui reçoivent même du Zemstvo une indemnité pécuniaire.

Dans son ensemble cette loi qui introduisait la liberté, le système électif et l'indépendance locale était un progrès immense pour la Russie gouvernée jusque-là par des fonctionnaires plus absolus peut-être dans leurs provinces que l'empereur au sommet. Aussi on a pu dire que « le comité des

représentants de la propriété foncière sortis de l'élection était le premier pas de l'État russe vers un développement constitutionnel. » L'institution des Zemstvos excita les plus vastes espérances et on crut que la liberté allait s'acclimater en Russie, que le pays ne s'arrêterait plus dans la voie des progrès politiques.

En même temps que le gouvernement faisait ce pas décisif, de son propre mouvement, il renonçait à l'arbitraire en décrétant une nouvelle organisation judiciaire. La Russie ne connaissait encore que la procédure secrète et écrite dans les procès; et ce qui distinguait surtout les dispensateurs de la justice, c'était la vénalité. Pour remédier à tous les abus inséparables de ce régime d'inquisition, on n'avait su que multiplier le contrôle, et à l'époque d'Alexandre II on ne comptait pas moins de six instances devant lesquelles pouvaient successivement passer les causes, à grand renfort de formalités et de dépenses La loi de 1864 établit tout un nouvel ordre de choses en empruntant à l'Angleterre et à la France les principaux traits de l'organisation nouvelle.

Pour les paysans ignorants de la loi écrite, elle constitua une juridiction spéciale destinée à régler leurs seules affaires et qui devait décider tout d'après la coutume : ce furent les tribunaux de volosts. Les juges sont des paysans élus pour un an par le conseil de volost. Pour le district, le Zemstvo choisit parmi les propriétaires les juges de paix, et leurs fonctions durent trois ans. Ces juges tiennent au chef-lieu avec leurs collègues du même district une session tous les mois et forment un tribunal supérieur où l'on peut appeler des décisions de chaque juge de paix. Le reste de l'organisation judiciaire est calqué sur celle de la France : des juges inamovibles mais pouvant être déplacés à la volonté du gouvernement, deux instances de tribunaux, et le Sénat au sommet jouant le rôle de cour de cassation.

Dans la justice criminelle, l'instruction, l'accusation, le ju-

ment furent remis à des juges distincts. La police resta chargée, seulement dans les cas urgents, de l'instruction ; le jury fut introduit dans les tribunaux ; et désormais les débats furent publics, la défense fut présentée de vive voix, et pour la première fois un barreau fut constitué en Russie.

L'instruction publique reçut à la même date une vigoureuse impulsion. On s'était déjà relâché des mesures de rigueur prises par Nicolas contre les universités. Quand l'amiral Poutiatine avait voulu en 1860 supprimer d'un trait de plume les nouveaux règlements qui adoucissaient le régime des universités, il n'avait réussi qu'à provoquer des émeutes d'étudiants suivies de répressions violentes. Le nouveau ministre de l'instruction publique, Golovnine, fit rendre aux universités l'indépendance. Les professeurs ordinaires et extraordinaires forment avec le recteur le conseil de l'université et c'est à ce conseil qu'appartient tout le règlement intérieur de l'université : il élit pour quatre ans le recteur ; il nomme l'inspecteur chargé de surveiller la conduite des étudiants et trois juges choisis dans son sein pour appliquer les peines disciplinaires avec la sanction du curateur ; il recrute lui-même les professeurs pour les chaires vacantes, et ces nominations valables pour vingt-cinq ans, doivent ensuite être confirmées de quatre en quatre ans ; enfin chaque faculté, d'accord avec son doyen, règle elle-même son enseignement (Statut du 13 juin 1863).

Dans l'enseignement secondaire le statut de 1864 eut pour but de séparer les écoles *réalistes* des écoles *classiques*. Les réalistes prétendaient bannir complètement les langues anciennes de l'enseignement, sous prétexte qu'une nation neuve comme la Russie, sans rapport dans son histoire avec l'antiquité, n'avait que faire du latin et du grec, et devait s'occuper uniquement de cultiver les sciences et les langues modernes. Deux sortes de gymnases furent donc institués, les uns où l'on enseignait la langue latine, les autres qui gardaient l'enseignement pratique et portaient le nom de Realgymnases.

Avant Alexandre II, l'instruction des filles ne se donnait que dans des pensionnats où, selon les expressions de Gogol, « on considérait trois choses comme les bases de toutes les vertus humaines : la langue française indispensable au bonheur domestique, le piano destiné à fournir au futur mari une agréable distraction ; enfin la science du ménage qui consistait à faire des bourses de soie brodées et autres surprises du même genre. » Pour remédier à cette déplorable insuffisance, le ministre Norov avait projeté la création de gymnases de filles et en 1858 un statut institua ces gymnases ; on comptait déjà en septembre 1864, 99 gymnases féminins de deux degrés.

Enfin on créa des écoles pour fournir de maîtres les écoles populaires. Mais ici le progrès devait être bien lent et malgré la passion avec laquelle les Zemstvos cherchent à développer les écoles urbaines et les écoles de district, le défaut de maître rendra encore longtemps stériles les réclamations les plus légitimes et les efforts les plus louables.

Toutes ces transformations avaient été entreprises malgré l'état déplorable des finances. Mais il devenait urgent d'y porter remède. La guerre de Crimée avait laissé la Russie avec une dette totale de 903,500,000 roubles argent, et une circulation de papier monnaie qui s'élevait à l'énorme chiffre de 735 millions de roubles. Le discrédit de ce papier était tel qu'il tomba au quart et même à la moitié de sa valeur nominale. Le déficit de chaque année dépassait 100 millions de francs. Différentes mesures furent prises pour parer à cette redoutable situation, l'abaissement du taux de l'intérêt, des emprunts intérieurs et extérieurs. Le ministre Kniajévitch réussit à améliorer ainsi quelque peu les finances. On se décida enfin à créer en 1860 une banque d'État pour venir en aide au crédit du gouvernement et à partir de l'entrée de Reütern au ministère, le gouvernement prit résolument l'initiative des réformes.

Le Kolokol avait publié les budgets de 1859 et de 1860

Le gouvernement fit désormais connaître chaque année l'état des dépenses et des recettes resté jusque-là un mystère. Les divers ministères avaient chacun leur caisse et leur budget distincts : les revenus de l'État furent concentrés depuis cette époque entre les mains du ministre des finances, l'état des dépenses de chaque ministère fut dressé d'avance et il fut interdit de recourir, une fois le budget établi, aux dépenses supplémentaires qui dévoraient l'avenir. Enfin on institua un contrôle de l'administration financière dans les provinces sous la dépendance du contrôle général de l'Empire. Toutes ces mesures réparatrices et ces règles ne furent pas intégralement suivies. Mais malgré les désordres encore trop nombreux, et le peu d'efficacité du nouveau contrôle, les bonnes pratiques de l'administration centrale relevèrent honorablement le crédit de l'État, permirent de faire au dehors d'importants emprunts pour développer l'industrie et la construction des chemins de fer, enfin comblèrent peu à peu le déficit. Ce déficit qui était de 46,500,000 roubles en 1864, était déjà diminué de plus de moitié l'année suivante, et en 1871 le budget arrivait à être en équilibre.

## II

S'il était un pays où cette transformation de la Russie dût exciter les espérances et réveiller les aspirations politiques et nationales, c'était la Pologne. En dépit de l'insuccès de 1831, l'idée de reformer la Pologne n'avait pas péri. Dans le silence de l'oppression, la religion et la poésie avaient exalté le patriotisme ; les Polonais s'étaient rejetés vers leur foi comme vers le seul reste de leur nationalité qui demeurât debout et les œuvres du « poète anonyme », Krasinski, avaient achevé ce renouvellement mystique de l'âme de tout un peuple. La patrie ne vivait plus pour les Polonais que dans leur religion et l'éloquence de leur poète ; et cette double influence fut si

forte qu'on vit un moment toute un cité réclamer sa patrie non plus de la guerre et de l'insurrection, mais de la toute-puissance de sa foi et de l'efficacité de ses prières. Au milieu de cette silencieuse fermentation des esprits, le temps n'avait pas réussi à créer un parti politique ; et quoique le puissant effort de 1831 eût avorté, le rêve de tous les patriotes était non pas de chercher un régime conciliable avec la domination russe, mais de rétablir la nation distincte d'autrefois et de lui rendre ses provinces orientales. Malgré les intentions conciliantes qu'on pouvait supposer au successeur de Nicolas, et la détente qui suivit son avènement, il était impossible que s'établît jamais un accord entre ces prétentions absolues et la volonté nette du gouvernement comme de la nation russe de maîtriser ces provinces conquises.

Dès le début de son règne, Alexandre II avait tenu à indiquer lui-même sa volonté bien arrêtée à cet égard : « Je vous apporte l'oubli du passé, disait-il à Varsovie aux députés de la noblesse (21 avril 1856)... Il est absolument nécessaire que nos situations soient claires. Aussi je suis engagé à vous dire que dans ma ferme conviction vous ne pouvez être heureux autrement que si la Pologne s'attache comme la Finlande à la grande famille que forme l'empire russe... Pas de rêveries » ajoutait-il d'un ton significatif, comme s'il voulait aller au-devant de réclamations qu'il jugeait inadmissibles.

Dès 1856 il envoyait un nouveau gouverneur, le prince Michel Gortchakov, dont l'esprit modéré promettait un relâchement des rigueurs du règne précédent. La grâce des exilés de 1831 fut complétée par une amnistie offerte aux émigrés. On leur demandait, il est vrai, de revenir dans leur pays et d'y garder trois ans une conduite irréprochable avant de reprendre leurs droits civils et d'être admis aux fonctions publiques. Enfin l'amnistie exceptait « ceux qui par leur attitude ont prouvé une irréconciliable hostilité contre le gouvernement impérial et qui persistent dans cette hostilité. »

Il n'était pas besoin de ces restrictions pour rendre à peu près nulle l'amnistie. Les autres mesures, sans atténuer la grandeur du malentendu entre les Polonais et le gouvernement russe, permettaient du moins à la Pologne de respirer. Mais pour l'émigration aucun accommodement n'était possible. Des 30,000 Polonais qui formèrent « l'exode » de 1831, bien peu songèrent à rentrer dans leur pays sous la surveillance jalouse de la Russie. Ils formaient une nation errante à travers l'Europe, les uns toujours prêts à soutenir sur le champ de bataille et dans les émeutes les revendications populaires ou nationales : c'était le parti démocratique et républicain, le parti des *rouges*. Les autres, le parti des *blancs* ou de la noblesse, aussi prodigues de leur sang, acceptaient pour chef, le prince Adam Czartoriski. Reconnu des siens comme le représentant de cette Pologne extérieure, le prince jouait auprès des gouvernements une sorte de rôle officiel que lui valait la déférence de ses compagnons d'émigration et leur dépendance volontaire. Blancs ou rouges d'ailleurs conservaient des relations avec la Pologne et y avaient formé deux partis à leur image. Tous deux en échange du sang polonais répandu sur toute la surface de l'Europe comptaient sur une intervention des puissances pour rétablir leur patrie. Bien que déçus par la guerre de Crimée, la formation de l'Italie, l'évocation du principe des nationalités, la prépondérance européenne du gouvernement démocratique de Napoléon III, et les attaches révolutionnaires de ce souverain leur donnèrent l'espoir une fois de plus de reformer leur nation.

La noblesse restée dans le pays avait paru tout d'abord suivre une politique plus pratique. Tout en conservant soigneusement ses rapports avec l'émigration, elle avait entrepris la tâche patriotique de serrer la nation autour d'elle et de lutter chaque jour pour reconquérir ses droits et la patrie. Tandis que la propagande démocratique et républicaine gagnait les villes, les campagnes restaient sous sa seule influence et lui faisaient

une très forte situation. Seule elle possédait la terre et malgré la persécution russe, en dépit des deuils et des vides laissés par l'émigration. sa donimation restait entière sur ses domaines. « Le propriétaire foncier était de droit maire de la commune ; là où il y avait une église paroissiale, il était aussi patron de la paroisse et jouissait du privilège de présenter à l'évêque du diocèse un candidat à la cure vacante. La loi et l'usage lui conféraient le droit de la justice patriarcale à l'égard de ses paysans corvéables, de façon que tout en disposant de l'influence du prêtre, il réunissait entre ses mains l'administration et la police locale ainsi qu'une bonne partie de la justice. Sous condition de ne pas se mêler de politique, de ne point correspondre avec l'étranger et l'émigration, en un mot de ne pas éveiller les susceptibilités de la police secrète, dont l'action ne s'étendait d'ailleurs qu'à un rayon assez restreint autour de la capitale, un gentilhomme campagnard exerçait sur son territoire une espèce de royauté absolue. » Ainsi s'explique ce mot du marquis Vielopolski : « La vie de campagne était la seule vie publique et l'unique patrie qui nous était restée. »

A défaut de vie politique proprement dite, il y avait là encore un vaste champ d'activité ouvert à la noblesse. Le paysan quoique personnellement libre, au moins dans l'ancien grand duché de Varsovie, n'en restait pas moins misérable : un ukaze de 1846 interdisait bien au propriétaire de diminuer à l'avenir l'étendue des terres qu'il concédait en fermage ; mais pour cultiver ces terres qu'il ne pouvait posséder, le paysan était astreint aux redevances et à la corvée. Bien des nobles et au premier rang, le comte André Zamoiski, s'étaient inquiétés d'améliorer son sort et de relever l'agriculture. Mais tous les efforts individuels pour relever la condition du paysan, développer l'agriculture et aider au progrès général du pays, se concentrèrent à partir de 1855 dans la *Société d'agriculture*.

Fondée sous la direction du comte Zamoiski, « elle touchait

à toutes les conditions de la richesse nationale... Cette institution unique, après avoir rallié l'intelligence nationale, mettait rapidement les membres au courant des affaires publiques et sociales, réveillait la vie publique. » Aussi ses progrès furent très rapides. Elle compta bientôt plus de 5,000 adhérents; une commission centrale siégeait à Varsovie et dans chaque district des correspondants secondaient ses efforts. Répandre d'utiles publications, entretenir des écoles et des salles d'asile, améliorer les rapports des cultivateurs et des propriétaires, voilà quelles étaient ses principales œuvres. Conduite avec prudence par le comte Zamoiski, elle avait pu vivre cinq ans au grand jour sans éveiller les défiances de l'autorité russe. Mais la question des paysans s'imposait à ses études et le gouvernement de Saint-Pétersbourg ne voulut pas lui laisser accroître encore son importance et bénéficier de la popularité acquise d'avance à qui résoudrait cette question sociale.

Quand elle voulut rechercher les moyens de transformer le paysan en propriétaire et de lui donner la propriété de la terre, le directeur de l'intérieur Mukhanov lui interdit de poursuivre cette œuvre et ne l'autorisa qu'à remplacer la corvée par un cens d'argent. Le comte Zamoiski était bien résolu à rester sur le terrain de la légalité. Mais l'esprit public fut violemment heurté de cette mesure qui frappait l'institution où s'était réfugiée toute la vie nationale. Cette vie qui se trouvait entravée tout à coup dans son développement se reporta avec ardeur vers le passé disparu et une soudaine agitation s'empara de Varsovie.

Ce ne furent pendant une année (1860-61) que des manifestations où la population de la capitale, imposante seulement par le nombre et l'union, accourait aux églises célébrer les tristes anniversaires de son histoire, et, tombant à genoux, se laissait massacrer sans défense en chantant les hymnes nationaux et le chant populaire. « Rends-nous la patrie! Seigneur, rends-nous la liberté! » Le 29 novem-

bre 1860, jour de l'explosion du mouvement de 1830, vit la première de ces scènes étranges où le sentiment religieux et la foi patriotique exaltaient à la fois les cœurs et prêtaient à tout un peuple la constance des martyrs. Le 25 février, toute la population en habits de deuil assistait à un service funèbre en souvenir de la bataille de Grochov et se laissait charger impassible par les cosaques. Deux jours plus tard, trente mille personnes réunies pour un autre anniversaire se portaient à la Société d'agriculture et n'opposaient qu'une résistance stoïque aux charges de la cavalerie. Le gouverneur Gortchakov, frappé de la singularité de ce mouvement, suspendit les rigueurs : il retira les troupes, confia la police aux étudiants et permit d'enterrer solennellement les victimes du 27 février : 100,000 personnes suivirent le cortège funèbre. En même temps il laissait rédiger et circuler une adresse à l'empereur. L'adresse réclama du souverain un gouvernement national.

Alexandre ne put se refuser à entendre ces réclamations. Sans accorder tout ce qu'on lui demandait, il fit quelques concessions : un ukaze du 26 mars donna à la Pologne une direction particulière des cultes et de l'instruction publique. Les Polonais devaient être appelés à former un conseil d'État et les conseils des gouvernements, des districts, ainsi que les municipalités devaient être élus. Enfin, un Polonais, le marquis, Vielopolski était appelé au gouvernement et chargé de l'instruction publique. C'étaient là d'importantes réformes gagnées sur le régime sans nom qui avait précédé. Elles n'eurent pas le temps d'être appréciées. L'extension et l'organisation de la société d'agriculture portaient ombrage au gouvernement; elle fut supprimée le 6 avril. Aussitôt recommencèrent les scènes tragiques et sanglantes. Une immense manifestation se rendit le lendemain au palais du gouverneur pour demander le retrait du décret de dissolution. Arrêtée par l'attitude des troupes, elle se reforma plus ardente le jour

suivant. « Nous voulons une patrie » s'écrient hommes, femmes et enfants, et tandis que cette foule surexcitée stationne sur la place, tout à coup retentit, joué par un postillon qui passe, l'air national : « Non, la Pologne ne périra pas! » A ce chant d'espérance tout le peuple en extase tombe à genoux et les Russes surpris de ce mouvement font feu sur cette foule en prières : deux cents morts, sans compter les blessés, restèrent sur la place (8 avril).

Ces scènes déplorables pouvaient engager le gouvernement russe définitivement dans la voie de la répression et le ramener au système de Nicolas. L'influence de Vielopolski l'emporta et après la mort du prince Gortchakov (30 mai 1861), le général Lambert fut nommé vice-roi et chargé d'une mission toute de conciliation. Quoique le mouvement s'étendît et fût déjà sensible à Vilna et dans la Lithuanie, le vice-roi laissa célébrer l'anniversaire de l'union de la Pologne et de la Lithuanie; et le 10 octobre à Horodlo près de Lublin, au milieu de quarante-huit bannières chargées des emblêmes des anciennes provinces polonaises, on put voir flotter en plein air un immense étendard portant unies les armes des deux pays. Mais par une fatalité trop facilement explicable entre une population exaltée et un gouvernement que tiraillaient en sens contraire les craintes du parti de la répression et la confiance mal assise des partisans de la conciliation, tout acte de tolérance aboutissait bientôt à de sanglantes scènes qui élargissaient l'abîme et rendaient de jour en jour l'entente impossible.

Le jour anniversaire de la mort de Kosciuzko (15 octobre), la foule afflua dans les églises et l'autorité militaire, par crainte de désordre, les fit aussitôt cerner de troupes. Devant ce déploiement de forces, le peuple refusa de quitter les temples assiégés et il fallut arracher de force de ces asiles cette population affolée; deux mille personnes furent emprisonnées à la citadelle. L'effet de cette violence, provoquée par la maladresse de l'autorité militaire, compromit du même coup les réformes

essayées par Alexandre II, et la tentative de conciliation entreprise. Les prêtres déclarèrent les églises profanées par les troupes et sur un ordre de l'administrateur de l'évêché, elles restèrent fermées ; juifs et protestants imitèrent cet interdit et fermèrent leurs temples. Le marquis Vielopolski refusa de paraître complice d'un tel scandale et donna sa démission ; le gouverneur de la ville, Gustenweg, à la suite de violents reproches du vice-roi, se brûla la cervelle ; le général Lambert fut rappelé et remplacé par le général Lüdders (5 novembre).

Avec ce nouveau gouverneur recommencèrent les rigueurs ; l'administrateur de l'évêché fut condamné à mort et enfermé dans une forteresse ; les décrets d'exil et de bannissement décimèrent les suspects. Mais que pouvaient la force et ce régime militaire contre une insurrection toute morale? Le gouvernement comprit qu'il fallait d'autres remèdes à cette situation tendue. Une partie de l'opinion russe était d'ailleurs réconciliée avec l'idée d'une Pologne autonome et favorisait ces revendications. Dans les salons libéraux, ce n'était pas seulement par esprit politique et par une sympathie naturelle pour un peuple et un peuple frère opprimé : en réclamant des droits et des garanties contre l'arbitraire, la Pologne soutenait la cause même des libéraux russes. Ce que l'on n'osait que souhaiter à Saint-Pétersbourg, on le demandait hautement à Varsovie ; et on espérait que les concessions faites aux Polonais engageraient le pouvoir et l'amèneraient à donner à la Russie les droits et les garanties qu'on n'aurait pu refuser à la Pologne.

Il se trouvait précisément un homme qui semblait destiné à jour le rôle d'intermédiaire entre la Pologne et la Russie : c'était le marquis Vielopolski. Polonais de naissance et de cœur, l'échec de la puissante insurrection de 1830 qu'il avait servie, l'avait dégoûté des vains regrets et des tentatives violentes condamnées à l'avortement ; la tiédeur des cabinets européens qu'il avait vus de près alors, l'avait fait renoncer à l'espoir d'une intervention étrangère. Mais son

vigoureux esprit fait pour l'action n'avait pas abdiqué pour cela. Acceptant les faits accomplis, ce froid politique avait nettement pris son parti de la domination russe, préoccupé seulement de rendre à la Pologne des droits reconnus sous l'autorité de la Russie ; en un mot il était autonomiste. Pendant le règne même de Nicolas il avait, à l'occasion des massacres de Gallicie, publié sa *Lettre d'un gentilhomme polonais* où pour venger le sang versé par l'Autriche, il se jetait dans les bras de la Russie, ne lui demandant que de relâcher plus tard « la sévérité de sa loi. » Depuis, il avait donné des gages en envoyant son fils servir dans la garde de l'empereur. Ce Polonais revenu des rêves, et calculant comme un géomètre le rétablissement de la Pologne, avait cru trouver son heure à l'avènement d'Alexandre II ; il s'était prêté à appliquer les réformes concédées et les violences du 15 octobre l'avaient éloigné du pouvoir. Mais soutenu par l'opinion libérale, il n'eut pas de peine à prouver à Saint-Pétersbourg que l'expérience tentée n'était pas concluante. L'empereur céda. Vielopolski reparut en Pologne (juin 1862) comme chef de l'administration civile et vice-président du conseil d'État. Le grand-duc Constantin, le chef des libéraux russes, le plus ferme appui de Vielopolski, arrivait avec lui en qualité de gouverneur, comme pour proclamer les nouveaux sentiments de la Russie à l'égard de la Pologne.

Malheureusement ce n'étaient que deux hommes de bonne volonté. Il eût fallu une ère de calme et de tranquillité pour mener à bien leur œuvre de patience et faire apprécier à la longue les bienfaits d'une administration qui rendait la Pologne à elle-même. Ils arrivaient à une époque où l'exaltation prolongée du sentiment populaire ne pouvait plus être modérée par des tempéraments et des demi-mesures. La sentimentalité régnait ; et à ce pays tout frémissant de sa folie du martyre, on n'apportait qu'un froid calcul de politique. Vielopolski eut beau mettre des Polonais à la tête de cinq départements, préparer une loi pour le rachat de la corvée, reconsti-

tuer l'enseignement national à Varsovie : on oubliait ces mesures réparatrices pour ne voir en lui qu'un transfuge et l'inspirateur du décret qui avait supprimé la Société d'agriculture.

D'ailleurs le parti d'action était prêt à jouer son va-tout. Le général Lüdders fut atteint et blessé en public, le 27 juin; le 2 et le 3 juillet deux tentatives furent faites contre la vie du grand-duc Constantin; le 7 et le 15 août Vielopolski à son tour fut attaqué sans succès. Enfin le parti modéré rompit avec Vielopolski. En réponse à un appel du grand-duc Constantin, la noblesse refusa de soutenir les réformes, si toutes les provinces polonaises n'étaient pas réunies sous de libres lois, car il lui était impossible, disait-elle, « de diviser son amour de la patrie » (13 septembre). La noblesse de Podolie, celle de Minsk plus ouvertement encore, proclama que le seul remède à la situation était l'incorporation de la Lithuanie et des provinces orientales à la Pologne reconstituée.

Ainsi on déclarait hautement la nécessité de former de la Pologne une nation distincte : les réformes administratives de Vielopolski ne comptaient pas. Rejeté par ses compatriotes, celui-ci ne s'attacha pas moins à son œuvre comme à une chance unique dans l'histoire polonaise; avec la ténacité d'un homme qui se croit maître de la vérité, il voulut supprimer de vive force tout ce qui faisait obstacle à ses vues. Le comte Zamoïski qui avait présenté l'adresse, fut envoyé à Saint-Pétersbourg et de là en exil, malgré sa popularité et l'influence modératrice qu'il pouvait exercer. On rétablit le recrutement supprimé depuis la guerre de Crimée; et sans prendre peine de dissimuler l'arbitraire et le but politique de la mesure, on en excepta les paysans, on laissa à l'administration le soin de désigner ceux qu'on arrachait pour 16 ans à leur famille et à leur patrie. L'exécution ne fut pas moins odieuse que l'intention. Dans la nuit du 15 janvier 1863 entre une et huit heures du matin, les soldats envahirent les maisons endormies, arrachèrent « les individus mal notés pour

leur conduite dans les derniers événements », et les poussèrent à la citadelle; c'était un véritable enlèvement à main armée. Une partie des victimes désignées, prévenues à temps avaient pu fuir. Ils se jetèrent dans les bois et formèrent les premières bandes. Aussitôt l'insurrection éclata.

Certes les violences, l'exil, les massacres subis depuis deux ans expliquaient l'exaspération qui mettait aux Polonais les armes à la main; et leur passion patriotique à ne jamais désespérer d'eux-mêmes, leur foi invincible à reformer leur nation détruite, commandent le respect. Mais s'il faut être Russe pour leur faire un crime de ces protestations incessantes et de ces tentatives désespérées, on peut dire du moins de l'insurrection de 1863 que ce fut une faute. Les chances de succès ne reposèrent jamais que sur quelques bandes impuissantes à se maintenir en dehors de leurs forêts, sur un gouvernement occulte qui régna bien dans Varsovie mais n'en put déloger les Russes, enfin sur l'intervention bien problématique des puissances européennes. Pour n'avoir pas su mesurer leurs efforts et limiter leurs réclamations, ils s'aliénèrent ou du moins condamnèrent au silence les alliés que les sympathies politiques leur avaient donnés en Russie et ils déchaînèrent contre eux leurs plus cruels ennemis, les héritiers du système de Nicolas, les partisans de la russification à outrance, les slavophiles.

L'apparition des premières bandes polonaises même dans la Lithuanie ne diminua en rien les sympathies avouées des libéraux russes; pour ne pas compromettre l'œuvre du grand duc Constantin et de Vielopolski, on justifiait presque cette prise d'armes, on ne parlait que de ménagements et de concessions et l'entraînement de l'opinion était si fort que l'un des chefs du parti slavophile, Ivan Aksakov, déclarait que « comme il ne pouvait plus dire son opinion sans obstacle il se tairait à l'avenir. » Mais, en touchant à la Lithuanie, l'insurrection fournissait aux slavophiles les meilleurs prétextes pour soulever contre la Pologne le patriotisme et le fanatisme

orthodoxe de la Russie. Nous avons déjà indiqué par quel retour vers les origines de la race, de la langue, de la religion de la Russie blanche, le patriotisme russe revendiquait comme sienne cette terre que l'histoire avait faite polonaise. Nicolas avait été le metteur en œuvre de cette politique dont le trait dominant fut le retour à l'orthodoxie des Grecs-Unis. Il ne fut pas difficile aux slavophiles d'alarmer l'opinion sur la possession de ces provinces reconquises, si violemment rattachées à la Russie et sur un soulèvement possible des Grecs-Unis. La *Gazette de Moscou*, leur organe, créa un violent courant d'opinion et alluma les colères contre cette tentative de reprendre une terre russe et une population orthodoxe. Elle triompha par l'envoi en Lithuanie du trop fameux Mouraviev (24 mai 1863).

On sait ce que fut la dictature de ce sanglant apôtre de de l'idée nationale. Il était venu, comme il le disait lui-même, « pour rétablir le caractère historique de la Russie blanche. » Tous les moyens lui furent bons. La déportation, la potence contre les individus, la mitraille contre les foules maintinrent les populations. Les troupes marchant contre les bandes d'insurgés les dispersèrent sans peine. Les villes sympathiques à l'insurrection furent mises à sac et on vit des officiers russes se brûler la cervelle pour ne pas exécuter de tels ordres. Les raskolniks de la Lithuanie soulevés contre les propriétaires et les non-orthodoxes se mirent à la suite des troupes et pillèrent les seigneurs ; les paysans reçurent la promesse de garder en propriété les terres qu'ils occupaient : en déchaînant une jacquerie on contint les campagnes. Les propriétaires furent tenus de résider sur leurs terres; les habitants rendus responsables pour toute bande qui passait sur leur territoire. Toute marque de sympathie aux victimes fut considérée comme une participation à la révolte. Le deuil même fut proscrit et sous peine d'être traité en insurgé, il fut interdit, même aux femmes

de se vêtir de noir. Grâce à cette énergie sauvage, Mouraviev fut célébré par la *Gazette de Moscou* et par toutes les assemblées, « comme le restituteur de l'orthodoxie dans les provinces du nord-ouest. » Le patriarche de Moscou Philarète lui envoyait une image de saint Michel, son patron, et quelques années plus tard, l'enthousiasme féroce des nationaux élevait, sur une place de Vilna, une chapelle « au lutteur de fer. » La Lithuanie avait été broyée et, dès le 15 octobre, Mouraviev déclarait l'insurrection étouffée.

Le même système de répression fut employé par Dlotovskoï en Livonie et Annenkov en Ukraine. Pour avoir été plus lente, elle ne fut pas moins rigoureuse en Pologne. Là, l'insurrection trouvait un terrain plus favorable à son développement. « En dehors de la force militaire, il n'y a aucune autorité administrative. Toute la police, toute l'administration, toute la justice sont aux mains de la petite noblesse qui nous est hostile. En dehors des chefs-lieux de province et de district, le gouvernement ne possède pas un seul agent, un seul représentant digne de confiance. » (Lettre de Milutine, 6 novembre 1863.)

Malgré cette entente du pays tout entier, l'insurrection ne compta pas un succès signalé. Les Russes avaient 87.000 hommes en Pologne. Les insurgés furent complètement impuissants contre eux. Les premiers engagements eurent lieu à Bloniè et à Siérod, près de la frontière prussienne, le 22 janvier. Mais une convention conclue avec la Prusse dès le 8 février avait étroitement fermé aux insurgés, les secours qu'ils attendaient de cette frontière et ils avaient dû se rejeter vers la Gallicie ouverte et par où affluaient les émigrés. Malgré ces renforts, ils restèrent à l'état de bandes dispersées que protégeaient les forêts contre la destruction ; ils ne purent se rendre maîtres d'une seule ville. La plus sérieuse affaire fut celle de Vengrov où deux cents nobles couvrirent la retraite des

insurgés (6 février). Le comité de Varsovie avait proclamé un dictateur Mieroslavski (17 février) : huit jours après il était rejeté en Gallicie. Un second dictateur, Marian Langievicz, nommé le 10 mars, avait réuni 3.060 hommes autour de Gocza. Il ne réussit qu'à faire converger vers lui les forces russes et, après trois jours de combats, il fut forcé de franchir la frontière et interné en Gallicie (24 mars). Ce ne furent plus dès lors que des bandes isolées qui tinrent simplement les Russes en haleine: réduits à une guerre de partisans, les chefs, tels que Michalski, Eranski, Ljasskovski, Lakinski. luttèrent encore tout l'été dans les gouvernements de Kielc, Radom, Lublin; en octobre, on trouvait encore une bande de 1.300 hommes aux ordres de Czuchovski aux environs de Sandomir.

En dépit de la présence du gouvernement, c'était à Varsovie que l'insurrection était le plus puissante. Dès le 22 janvier, le comité d'action avait proclamé un appel aux armes à Varsovie et promis aux paysans la possession des terres. Après avoir essayé deux dictatures, ce comité prit le commandement suprême et s'attribua le nom de gouvernement national « rzad narodowy. » Avec la complicité de toute la population et de la plus grande partie de l'administration, ce gouvernement occulte se donna une organisation qui défia plus d'un an toutes les recherches et toutes le trahisons. La direction appartenait à un comité de cinq membres, inconnus de leurs employés, et qui portaient des noms convenus. Chaque jour, le secrétaire d'État et les directeurs des départements se rencontraient. Les affaires étaient expédiées dans six départements, le département des affaires intérieures, celui de la guerre, des finances, de la presse, des affaires étrangères. Les directeurs seuls connaissaient le secrétaire d'État et étaient en communication avec le gouvernement : les actes étaient marqués d'un sceau spécial que délivrait le secrétaire d'État.

La puissance du gouvernement révolutionnaire fut immense et tint véritablement du roman. Le lieu de réunion du secrétaire d'État et des directeurs était une salle de l'université de Varsovie; le caissier de l'insurrection était le caissier même de la banque de Varsovie; des maisons sûres abritaient l'imprimerie du gouvernement; quatre journaux paraissaient régulièrement sous les yeux des Russes et la presse officielle et le journal russe lui-même, s'intimidaient devant les injonctions révolutionnaires. Les ordres revêtus du cachet révolutionnaire et partout affichés étaient mieux obéis que les décrets des Russes soutenus de toute une armée. Alexandre II avait offert l'amnistie (12 avril) à tous ceux qui, dans le délai d'un mois, feraient leur soumission. Le comité révolutionnaire défendit de se soumettre, interdit tout acte qui pourrait entraver l'insurrection, et il fut obéi. Il décréta une contribution de 21 millions de gulden : chaque taxe fut régulièrement payée [1]. Il interdit aux églises de faire entendre les chants, de faire jouer les orgues et sonner les cloches : toute manifestation extérieure du culte cessa. Il mit en interdit les théâtres : les Varsoviens laissèrent les Russes assister seuls aux représentations. Il prescrivit le deuil : toute la population s'habilla de noir ou de blanc. Cette action multiple et insaisissable faisait dire au comte de Berg rendant compte au grand duc-Constantin de l'impuissance de ses recherches : « J'ai découvert que, hormis Votre Altesse Impériale et moi, tout le monde ici fait partie du comité. »

L'arrivée du comte de Berg, en mars, auprès du grand-duc Constantin, avait donné dans le comité l'influence au parti des rouges. Pour lutter contre cet adversaire, ceux-ci avaient demandé des mesures plus radicales, l'établissement du terro-

1. Le coup le plus étonnant ce fut la soustraction opérée à la caisse des rentes. A l'aide des clefs mêmes de la caisse, on put arriver simplement au caveau où se trouvait la caisse et on y enleva pour 3 millions et demi de traites.

risme et d'un tribunal révolutionnaire. Le 14 juin, le tribunal révolutionnaire fut constitué et entra en fonctions : des agents armés étaient chargés de l'exécution de ses décisions. Leur première victime fut le secrétaire de Vielopolski, tué comme espion. Huit autres agents du gouvernement de Varsovie furent mis à mort par ordre du comité, en quinze jours, et il était impossible de saisir les auteurs des attentats.

Cette impuissance constatée porta le dernier coup à l'administration de Vielopolski et du grand-duc Constantin. La *Gazette de Moscou* tourna ses fureurs contre ces représentants en Pologne du parti libéral. C'était le moment où les salons retentissaient de louanges en l'honneur de Mouraviev, où les poètes le célébraient comme « le sauveur de la patrie ». Les ministres modérés Valouïev et Golovnine avaient beau soutenir l'administration menacée; le contraste était trop violent entre les *triomphes* de Mouraviev et la faiblesse de Constantin.

Enfin les notes des puissances à la Russie surexcitaient encore à ce moment, les colères nationales. Vielopolski fut destitué (25 juillet) et se retira à Dresde; le grand-duc Constantin fut rappelé un mois après, et le comte de Berg investi de la dictature. Il commença par former un corps de police de 3.000 soldats et 60 officiers, partagea la ville en circonscriptions et chaque officier dut savoir ce qui se passait dans chaque maison. L'énergie des rouges en redoubla et le 19 septembre, un attentat était dirigé contre le comte de Berg de la maison même de Zamoiski. Les auteurs du crime purent échapper. Mais la maison fut pillée et incendiée par les soldats, et dans sa fureur le baron de Korf fit venir du canon pour bombarder le quartier. Ce qui valait mieux que le canon, c'était l'envoi de Saint-Pétersbourg, de Trépov comme ministre de la police. On s'attaqua bien à lui le 2 novembre; mais le coup manqua, et cette fois les auteurs du crime tombèrent entre les mains de la police et furent mis à mort.

Ce fut la fin de l'influence du comité. Les partisans les plus décidés de la cause quittèrent alors Varsovie et on ne souhaita plus que le repos. A ce moment où tombait soudain l'énergie révolutionnaire, une tentative du dehors fut faite pour relever l'insurrection mourante. Les chefs de l'émigration avaient enfin réussi à déterminer une intervention diplomatique ou plutôt des notes énergiques de la France et de l'Angleterre, et quoique le prince Gortchakov eût repoussé avec fierté cette ingérence dans les affaires intérieures de l'empire, les blancs avaient intérêt à montrer à l'Europe les Polonais toujours debout et l'insurrection redoutable. Un nouveau dictateur Romuald Traugut arriva à Varsovie en octobre, mais sans pouvoir ranimer un zèle qui s'éteignait, sans apporter autre chose qu'une victime de plus aux recherches de plus en plus actives de Trépov. En même temps un vaillant homme de guerre, le fameux Hauke-Bossak essayait de réveiller l'insurrection dans le gouvernement de Radom et de venir ainsi en aide à Traugut. Il tint jusqu'en février 1864 et il eut le mérite de livrer aux Russes le dernier combat sérieux à Opatovo [1] (22 février). Quant au comité de Varsovie il existait encore mais sans aucune autorité : il imposa en janvier une nouvelle contribution; mais ses menaces mêmes furent sans effet. La police finit par mettre la main sur un membre du comité; Traugut fut arrêté le 18 mars et le 5 août 1864 les cinq membres du comité furent exécutés.

L'insurrection n'était pas encore étouffée que l'empereur adoptait pleinement les idées des slavophiles à l'égard de la Pologne, et revenait au système de Nicolas. Ses dispositions furent changées sans retour et il ne s'agit plus de trouver un accommodement à la situation de la Pologne, mais de la détruire dans ce qui faisait sa force,

1. Il devait mourir en combattant pour la France dans la guerre de 1870 aux environs de Dijon.

la noblesse. L'instrument de cette nouvelle politique était sous sa main; et pour déraciner du sol l'aristocratie polonaise, Alexandre envoyait dès le mois de septembre le démocrate N. Milutine. Ce n'était pas un homme à regretter l'insuccès de Vielopolski. « Aux bords de la Vistule, disait-il, le libéralisme ne pouvait de longtemps fomenter que des embarras sans issue ou de sanglantes révolutions. L'expérience était faite; ce qu'il fallait à la Pologne, ce n'était pas des droits politiques dont elle était incapable d'user; c'était une rénovation économique qui en changeât la face et en régénérât le peuple... il fallait nécessairement renoncer à toute autonomie. » Parti de Saint-Pétersbourg avec son ami le prince Tcherkarski, il alla s'inspirer à Vilna de la politique de Mouraviev et celui-ci lui offrit « dans toute cette grave affaire de marcher la main dans la main, » pour « l'avantage de la Russie ». Après avoir étudié la situation du pays, il revint soumettre ses plans à l'empereur qui les approuva pleinement. « Il serait possible, disait-il, en face de toute la Pologne latine et nobiliaire de relever très rapidement ce peuple opprimé qui peut devenir pour nous, au moins dans le temps présent un réel appui. »

Ce peuple opprimé, c'étaient les paysans que la jalousie de Saint-Pétersbourg n'avait pas voulu laisser affranchir par la noblesse du pays. Et la pensée de trouver chez eux un appui, se trahit dans toute la conduite du gouvernement russe. « On ne pouvait rien attendre de la Pologne, disait Milutine, que lorsque tout lien sera brisé et que sur la scène apparaîtra un acteur inconnu dans l'histoire de la Pologne, le peuple. » Aussi on s'appliqua non seulement à affranchir le paysan et à lui donner la terre comme en Russie, mais encore à opposer ses intérêts à ceux des propriétaires. Un ukaze du 2 mars 1864, déclara que les paysans « rentraient dans la possession pleine et entière des terres dont ils sont détenteurs. » Ils reçoivent en outre la propriété

des bestiaux et des bâtiments; les redevances, les corvées sont abolies. L'indemnité à payer au propriétaire ne fut pas comme en Russie mise à la charge du paysan, mais des finances du royaume; enfin toutes les servitudes imposées aux terres ou aux forêts de propriétaires, furent maintenues sans qu'aucune décision vînt régler cette question : on voulait maintenir l'antagonisme des intérêts. Cet affranchissement qui cherchait si bien à organiser la rivalité des deux classes du peuple polonais, fut complété par la création de communes polonaises dont l'accès fut soigneusement interdit au propriétaire, au curé, à l'instituteur, au juif.

Ce ne fut pas assez de toutes ces précautions. Tcherkarski laissé à Varsovie comme directeur de la commission de gouvernement, devait exécuter les plans que Milutine défendait à Saint-Pétersbourg. Il s'agissait « de déraciner la culture latine et de la remplacer par une civilisation vraiment slave. » La commission de gouvernement fut supprimée à la fin de 1866. Mais la russification n'en continua pas moins avec une énergie que rien n'arrêtait. Toute administration distincte fut supprimée : les services administratifs furent directement rattachés aux ministères de Saint-Pétersbourg; le pays fut divisé en dix gouvernements et quatre-vingt-cinq districts relevant immédiatement du ministre de l'intérieur. L'université polonaise fut supprimée; les professeurs durent à partir de 1869 faire leur cours en russe; l'organisation judiciaire nouvelle fut introduite en Pologne à partir de 1876, et il fut interdit de se servir devant les tribunaux d'autre langue que le russe. Le polonais fut interdit dans les églises et les écoles, les journaux, les affiches, les enseignes, les cartes de restaurant et jusque dans les conversations. Enfin toute une série de mesures furent prises contre le clergé catholique. Au lendemain de l'insurrection, la plus grande partie des couvents furent supprimés, soit pour avoir favorisé l'insurrection, soit pour ne posséder qu'un nombre insuffisant de

moines; leurs biens furent confisqués : en 1866, un simple ukaze attribua à l'État tous les biens de l'Église catholique-romaine, en fixant un traitement pour les ecclésiastiques.

Cet ensemble de mesures attaquait la Pologne dans sa constitution sociale, sa langue, la force de son culte. La Russie se flattait par là d'anéantir cette nation rebelle au joug, et de supprimer l'élément polonais en l'absorbant. Sur la masse des biens confisqués à l'Église ou aux particuliers, il favorisait l'établissement des Russes ou d'Allemands, excluait soigneusement les Polonais de l'acquisition de la terre et s'il réussit peu dans la Pologne proprement dite, il eut plus de succès en Lithuanie et imposa à la lettre ce dilemme du successeur de Mouraviev : « Si vous ne devenez pas Russes de pensées et de sentiments, vous ne serez que des étrangers dans un pays qu'il vous faudra quitter à la fin. »

## III

La réaction entreprise en Pologne au nom de l'unité russe ne fut pas seulement fatale à ce malheureux pays : sous la passion des slavophiles succomba une autre victime, le libéralisme russe. Les tendances libérales, disait Milutine en 1861, n'ont pu encore revêtir de formes définies; tout cela est vague, confus, vacillant et plein de contradictions. Une telle opposition est impuissante au point de vue positif... » Ce dédain était devenu du mépris après la chute du grand-duc Constantin : l'exécution de la Pologne, le retour de Mouraviev accueilli «comme un héros national», changèrent la joie du parti en triomphe; et l'enthousiasme laissait à peine aux modérés la liberté de refuser leur hommage à ce sanglant missionnaire.

Si l'anéantissement de la Pologne, était du moins quelque chose de positif, la nationalité russe comptait encore d'autres

conquêtes à achever, et pour cette œuvre politique on n'avait que faire de libéraux comme Souvarov, Golovnine, Valouïev. Ce qui importait avant tout c'était de ramener à l'unité les pays qui gardaient dans l'empire les traces de la civilisation occidentale, des constitutions, une langue, une religion particulières, c'est-à-dire les provinces baltiques, la Finlande; c'était de propager partout la langue russe et l'orthodoxie. Sans doute il viendrait un moment « où le pouvoir prendrait conseil du peuple, et sous une forme ou sous une autre lui donnerait la parole sur les affaires publiques. » La civilisation slave, en germe dans le mir, devait se compléter d'une représentation nationale *semskaia douma*. Mais en attendant cette « ère nouvelle », il fallait « parer au danger de laisser dans les pays et les populations non russifiés et organisés à l'européenne un obstacle à la volonté nationale russe. » Contre ces ennemis du développement de la civilisation slave, la machine était toute dressée, on venait de la voir à l'œuvre en Pologne: c'était l'absolutisme du tsar. Ce puissant engin de destruction valait bien la peine qu'on ajournât les revendications politiques : les slavophiles s'offrirent comme instruments pour ne laisser debout que le mir et le tsar, et mieux niveler le reste sous le despotisme.

La bureaucratie pour cette œuvre d'entraves et de réaction était une alliée toute prête; et Alexandre II, par instinct naturel du pouvoir, s'arrêtait tout à coup dans les réformes, comme effrayé de son œuvre. A la première adresse qui réclama de l'empereur une assemblée d'élus du pays et de députés choisis par la noblesse, Alexandre répondit par un manifeste qui coupait court à toute démarche de ce genre à l'avenir. « Le droit d'initiative dans les diverses parties de cet œuvre de perfectionnement graduel n'appartient qu'à moi, disait-il, et ce droit est indissolublement lié au pouvoir autocratique qui m'est confié par Dieu. » Il ne faisait encore que rappeler à la Russie le pouvoir absolu dont il ne voulait

aliéner aucune parcelle. Bientôt, menacé dans sa vie, il entrait franchement dans la voie de la réaction.

Le 16 avril 1866, Dmitri Karakossov tirait sur le tsar, qui achevait à pied sa promenade habituelle dans le jardin du palais d'été : le coup, détourné par un paysan, ne porta pas. Mais les conséquences furent graves : le gouvernement tout à coup ajournant les réformes, revint franchement en arrière. On avait attribué d'abord l'attentat à un Polonais; on n'eut bientôt plus de doutes : « Ce qu'il y a de plus triste, dit l'empereur, c'est que l'assassin est un Russe. » Il était jusqu'alors inouï qu'un sujet sorti du peuple eût osé porter la main sur « son père » le tsar. Cette découverte provoqua des protestations d'amour et de dévouement de toute la Russie. Mais elle condamnait les hommes modérés qui gouvernaient et les réformes qu'ils avaient sincèrement soutenues : le pouvoir passa aux slavophiles leurs adversaires. Mouraviev fut chargé d'instruire le procès de Karakossov et de rechercher ses complices. Le comte Chouvalov fut appelé à la III[e] section; le gouverneur de Saint-Pétersbourg Souvarov, l'un des principaux libéraux, dut quitter la place; Golovnine fut remplacé à l'instruction publique par le comte Dmitri Tolstoï, et, complétant leur triomphe deux ans plus tard, le modéré Valouïev cédait le ministère de l'intérieur au slavophile Timachev.

Avec ces nouveaux personnages, les passions des slavophiles et de l'autocratie reçurent à la fois satisfaction. La publication du livre de Samarine sur les « Marches frontières de la Russie », publication qui fut un véritable « événement », donna le branle à l'opinion contre les provinces baltiques et entraîna le gouvernement. Un premier décret interdit l'emploi de la langue allemande dans les bureaux de l'administration de la Livonie, de l'Esthonie, de la Courlande; d'autres mesures furent prises pour propager le russe dans ces provinces. Un ukaze abolit le droit exclusif des nobles de

posséder les terres et permit aux paysans, libres personnellement depuis 1849, de devenir propriétaires. L'université de Dorpat ne dut plus communiquer qu'en russe avec l'administration de Saint-Pétersbourg; et si, devant la résistance de l'empereur, Tolstoï ne réussit pas à imposer la langue russe à cette université comme à celle de Varsovie, les slavophiles eurent du moins la joie de voir supprimer en 1876 le gouvernement général des provinces baltiques, la vieille constitution hanséatique de leurs villes détruite en 1878 et remplacée par une organisation semblable à celle des villes russes. Ils furent moins heureux en Finlande. Alexandre II avait convoqué en 1863 les États du grand duché. Malgré toutes les attaques des slavophiles, il imposa silence à la *Gazette de Moscou* et aux journaux hostiles et laissa au grand duché sa langue, son administration et son parlement.

Mais les Slavophiles ne séparaient pas l'unité politique de l'unité de religion : pour eux, comme autrefois pour Nicolas, l'une était le signe de l'autre, et leur victoire sur les étrangers de l'intérieur ne pouvait être complète qu'en imposant la religion orthodoxe. Ils reprirent avec une nouvelle ardeur dans les provinces baltiques et en Pologne la propagande religieuse inaugurée sous le règne précédent. Ils étaient appuyés dans cette campagne par le zèle bruyant et la bigoterie de quelques dames puissantes à la cour. Cependant dans les provinces baltiques le gouvernement se contenta de soutenir les efforts de leurs comités particuliers, sans recourir comme en 1839 aux mesures administratives. Une société s'était fondée en 1871 pour propager la religion grecque dans les provinces baltiques : elle construisit des écoles et des églises, des habitations pour les prêtres orthodoxes et les instituteurs; elle chercha à attirer à la foi orthodoxe les prolétaires des campagnes. Mais de l'aveu même du comité, sa propagande eut peu de succès.

Il en fut autrement en Pologne. Là, le désir de maintenir

l'autorité du gouvernement se rencontrait avec les passions unitaires des slavophiles. Ramener les Uniates à la foi grecque c'était bien continuer la russification des pays. C'était aussi rendre à ces convertis une nationalité qu'ils avaient oubliée, et cette communauté de race aux yeux du gouvernement justifiait ses mesures. « Les Uniates ayant passé au latinisme, disait le *Journal de Saint-Pétersbourg*, devinrent de fervents latinisants et de zélés Polonais, étrangers à leur nationalité et rougissant du nom de Russes. La dernière rébellion dans le royaume de Pologne ouvrit les yeux sur le péril extrême qui menaçait la population russe. Le gouvernement ayant constaté la situation pénible de cette population et de l'église, grecque unie, résolut de soutenir et de défendre d'une main ferme la nationalité et la foi russes. »

A la suite d'une longue propagande continuée sans relâche depuis 1864, le gouvernement ordonna de rétablir en 1874, chez tous les Uniates l'ancien rite, débarrassé de toutes les formes qui l'avaient presque confondu avec le rite latin. Des troubles éclatèrent dans quelques communautés du gouvernement de Siedlc, et il fallut contenir les populations en envoyant des troupes. Les Polonais firent grand bruit de ces violences et crièrent à la persécution. Les journaux russes répondirent en enregistrant la déclaration publique des communautés exprimant le désir « de s'unir par la foi au tsar blanc. » Ils constataient qu'au 24 janvier 1875, 45 paroisses formant un ensemble de 50.000 âmes et 36 prêtres s'étaient réunis à l'Eglise de leurs ancêtres ; en avril, on portait à 100.000 le nombre des Uniates revenus à l'orthodoxie dans le gouvernement de Siedlc et à 250.000 ceux du gouvernement de Lublin. Quoi qu'on pense de ces chiffres et de ces conversions officielles, il faut reconnaître que c'était une mesure de défense de la part du gouvernement et il est permis de soupçonner les Polonais de quelque exagération dans leurs protestations contre les violences. Voici au moins ce qu'en

pensait l'ambassadeur d'Angleterre : « Il est bien possible que le parti polonais qui a eu toujours un désir ardent de conserver sa foi et son indépendance nationales, ait profité de cette occasion pour donner une description fortement colorée et exagérée des moyens employés en faveur de l'Église orthodoxe russe et qu'il ait de propos délibéré propagé une version exagérée dans un but national et patriotique. »

On peut dire que l'administration intérieure de l'empire, depuis l'arrivée au pouvoir des Slavophiles, tendit à discréditer et à ruiner les institutions octroyées au début du règne. Dans ce pays que la bureaucratie seule avait gouverné jusqu'ici, il eût fallu pour donner la vie à ces institutions, une volonté énergique de les soutenir et de les développer : la défiance de l'empereur, les livra à la bureaucratie et celle-ci était tout intéressée à les étouffer. Le jury entra en fonctions à Saint-Pétersbourg un mois après l'exécution de Karakossov : c'était d'un mauvais présage pour la durée de cette institution. Les juges qu'on avait voulu rendre indépendants, restèrent de fait dans la main du pouvoir et continuèrent à être ses instruments. Les zemstvos ne pouvaient suffire avec leurs seules ressources aux charges qu'on leur avait imposées. L'administration de Timachev s'ingénia à leur créer des obstacles, à entraver leurs résolutions; les hommes importants qui s'étaient dévoués à mettre en œuvre cette institution de liberté, se retirèrent et ces assemblées locales languirent inertes sous la main de plus en plus envahissante de l'administration.

Mais là où la réaction se donna surtout carrière ce fut dans l'instruction publique. Les Slavophiles avaient fait remonter la responsabilité de l'attentat de Karakossov au système suivi par Golovnine. C'était, disait la *Gazette de Moscou*, l'enseignement réaliste qui développait dans la jeunesse les idées d'anarchie et de matérialisme; le dédain des langues an-

ciennes, la culture exclusive des sciences avaient causé tout le mal dont souffrait la Russie ; il fallait réagir, et pour donner l'exemple, Aksakov fondait le collège classique Nicolas à Moscou. Le comte Tolstoï, soutenu par la *Gazette de Moscou*, prit en mains la cause du classicisme. Mais sous le masque d'une querelle pédagogique il poursuivit un but purement politique.

On ne pouvait revenir au système de limitation et d'étouffement de Nicolas. On prit un chemin détourné pour atteindre le même but. Les gymnases proprement dits comportèrent désormais l'étude du grec et celle du latin, et le gymnase seul donna accès aux universités. De sévères examens de passage où l'on s'inquiétait moins de constater la capacité des élèves que de diminuer le nombre des futurs étudiants furent établis ; des conseils de discipline exercèrent une rigoureuse surveillance sur les gymnases et les universités et au moindre soupçon des autorités, l'exclusion fut prononcée. Les choses en étaient venues à ce point que « le nombre des étudiants renvoyés pour motifs politiques dépassait tous les ans le nombre de ceux qui achevaient leurs études ; » et que, en 1879, au gymnase d'Odessa, un enfant de onze ans fut renvoyé « pour ses opinions politiques. »

La presse ne fut pas moins rigoureusement enchaînée. On emprunta au gouvernement de Napoléon III le système d'avertissement, d'interdiction, de suppression des journaux : la censure fut rétablie à Saint-Pétersbourg et à Moscou. Et les feuilles publiques de ces deux villes seules furent autorisées sous la surveillance tracassière de l'administration à discuter les affaires intérieures ; celles des provinces avaient seulement le droit de reproduire les articles parus dans les deux capitales et on pouvait compter sur la bureaucratie pour les limiter à ces inoffensives publications.

Il était bien tard pour ce retour timide et incomplet au système de compression du « bon temps » de Nicolas. Les

espérances qu'avaient données les réformes du début se changeaient peu à peu en mécontentement chez les classes éclairées : à la veille de la guerre de 1877, après près de quinze ans de fonctionnement, « aucune de ces institutions n'était entrée dans la chair et le sang de la nation ». La bonne volonté était découragée ; et au lieu de cet élan spontané si remarquable au commencement des réformes, on se repliait dans une résignation passive et inquiète de la lutte du gouvernement contre les révolutionnaires.

Ce qui avait prospéré, ce qui s'était répandu comme un fléau parmi la jeunesse violentée et asservie, c'étaient toutes les idées révolutionnaires que contient le mot de nihilisme. Nous avons déjà indiqué sous quelles influences était née la doctrine. Depuis les beaux jours du *Kolokol*, elle n'avait pas cessé d'envahir l'esprit de la jeunesse russe, et elle régnait souverainement sur ces fervents adeptes de Hegel et de Büchner. Bakounine échappé à l'exil en Sibérie était arrivé à Londres en 1864; il prit en mains la rédaction du *Kolokol* et donna au journal une direction purement anarchiste, ce qui amena une rupture entre Herzen et lui. L'influence de Bakounine fut décisive et fit des nihilistes un parti de propagande et d'action. En Russie même, un autre puissant esprit, Tchernicevski, enthousiasmait encore davantage la jeunesse russe, et tout en continuant la doctrine, lui donnait une nouvelle forme. Le nihilisme de Bakounine est une doctrine toute de négation, son mot d'ordre est la Révolution tout court : l'anarchie dans l'État et dans la société, tel est son but ; et l'avenir rêvé se lèvera quand la Révolution aura fait table rase de tout ce qui présente une organisation quelconque, gouvernement, lois, constitution sociale : « Si on conservait une seule forme ancienne, dit Bakounine, elle deviendrait l'embryon d'où renaîtraient toutes les vieilles formes sociales. »

Cette pure négation, cette haine contre tout l'organisme

politique, la société, la famille se retrouve aussi violente, aussi radicale chez Tchernicevski[1]. Mais ce dernier ne voue tout ce qui existe à la destruction que pour fonder une nouvelle société politique, organiser le travail humain et répartir équitablement la richesse : il aboutit au socialisme. L'élément de la nouvelle société, il le trouve déjà créé dans la commune russe. Et c'est sous cette forme que le nihilisme, au lieu de rester une doctrine simplement anarchiste, devint une doctrine politique et put s'étendre au-delà de la jeunesse des universités.

L'esprit révolutionnaire avait son foyer à l'Académie militaire de médecine; mais on peut dire que toute la jeunesse des écoles en était pénétrée. Les femmes qui s'étaient jetées avec passion vers les études de médecine n'étaient ni les moins ardentes ni les moins enthousiastes. Mais c'était encore trop peu. Les étudiants étaient une poignée : le peuple des campagnes et même des villes, ignorant, borné à la surveillance de ses intérêts immédiats, offrait une matière toute prête. Bakounine poussa la jeunesse à le gagner.

« Le Stenko Rasin qu'attend le peuple, qu'il lui faut, c'est l'esprit de destruction de l'État, inné dans la jeunesse russe et sorti des profondeurs de la nation. » On vit alors la jeunesse des écoles entraînée par le fanatisme de la destruction aussi enivrant que celui de la religion, descendre dans les couches épaisses du peuple russe et se dévouer tout entière à la préparation de ce sombre avenir. Des jeunes gens, des jeunes filles plus enthousiastes encore que les jeunes gens et aussi résolues dans le sacrifice, abandonnaient leurs livres et leurs études pour se faire ouvriers, pour vivre au milieu des

1. Les deux principaux ouvrages de Tchernicevski, condamné en 1863 aux mines et à la déportation en Sibérie, sont : *L'Économie politique jugée par la science*, où il combat les théories de Stuart Mill et expose sa doctrine sociale, et le roman *Que faire?* où il met en action les doctrines nihilistes sur la société. Ces deux ouvrages eurent une immense iufluence sur la jeunesse russe.

ouvriers et des paysans et répandre leurs doctrines : « aller dans le peuple » devint le terme consacré pour désigner cette propagande occulte. A mesure que s'étendait la doctrine et que ses progrès rapides alarmaient le gouvernement, les émeutes d'étudiants, les violences, l'arbitraire contre les personnes redoublèrent ; la III^e section reprit toute son importance et les arrestations s'accrurent dans de telles proportions que, tandis que le nombre des déportés par an sous Nicolas était de 8.000 personnes, il s'éleva à 16.000 ou 20.000 sous Alexandre II.

On ne saurait dire si la propagande nihiliste a eu grand succès auprès des paysans. Le respect traditionnel pour le tsar, le bienfait de l'émancipation et la simplicité des idées chez ces hommes ignorants seront sans doute longtemps des garanties contre toute idée révolutionnaire. Mais si les idées radicales des nihilistes trouvent peu d'accès dans ces cervelles épaisses, le paysan n'est pas assez heureux pour ne pas souhaiter un changement dans sa situation. Le socialisme n'est pas une nouveauté pour lui puisque le mir russe est une société communaliste. En outre l'opération du rachat est loin de donner les heureux résultats qu'on avait espérés. Dans la plus grande partie des provinces, les terres allouées au paysan sont insuffisantes à couvrir toutes les charges de l'impôt et du rachat. Aussi l'opération marche-t-elle lentement : au 1^er janvier 1876 plus de 2.000.000 de serfs s'étaient encore refusés à racheter leurs terres et préféraient rester soumis à l'obrok ou même à la corvée librement débattue avec le propriétaire ou fixée par un règlement; sur les 5.300.000 qui avaient racheté leurs terres, 640.000 seulement l'avaient fait sans le concours de l'État. Les autres étaient soumis aux charges que l'État leur a imposées pour 49 ans. Encore ont-ils l'amertume de se dire que les terres allouées ne rendent pas assez pour fournir à leur entretien et à l'acquittement de leurs charges, qu'on ne leur a rien cédé des

forêts du seigneur où ils se procuraient le bois indispensable en Russie, qu'en exigeant l'intérêt de ses avances pendant 49 ans, quand 37 ans suffiraient au remboursement, l'État les vole; en un mot ils se considèrent comme plus misérables qu'auparavant et s'ils ont cessé d'être les serfs des nobles' ils sont devenus ceux de l'État.

Devant ce mécontentement général qui s'étend des classes éclairées au paysan, on peut dire que l'État reste isolé avec sa bureaucratie et son armée en face de la révolution. La société s'est retirée de lui. Et voici l'aveu mélancolique que, dès 1871, faisait l'organe du parti le plus dévoué au pouvoir: « Dans ces temps difficiles de coups de force et de profond ébranlement moral et social, un grand État (la Russie) demeure sans une science sérieuse, sans un développement indépendant, sans aucune force de résistance morale, et tombe sans défense en proie à tout mensonge et à tout sophisme. »

# CHAPITRE HUITIÈME

## 1877-1881

I. — Politique extérieure d'Alexandre II. — Le prince Gortchakov. — Entente avec Napoléon III. — Alliance avec la Prusse. — Rivalité de la Russie et de l'Angleterre.

II. — Soumission de Shamyl. — Soumission des Tcherkesses. — Acquisition du territoire de l'Amour et de Sakkalin. — Acquisition de Kuldja. — Premier progrès dans le Turkestan. — Circulaire de Gortchakov. — Bataille d'Irdjar et annexion de Tachkend. — Kauffmann. — Bataille de Zéra-Buleh. — Conquête du Zérafchan et du Ferghana. — Expédition contre Khiva. — Organisation du Turkestan. — Négociations entre la Russie et l'Angleterre. — Prise de Geok-tepe.

III. — Politique de la Russie à l'égard de la Turquie. — Le Panslavisme. — Le panslavisme russe. — Congrès de Moscou. — Propagande en Bulgarie. — Le général Ignatiev. — La question de l'exarchat bulgare. — Révision du traité de Paris. — Alliance des trois empereurs. — Mouvement de l'opinion russe en faveur des Serbes. — Ultimatum de la Russie. — Entraînement à la guerre. — Conférence de Constantinople. — Entrée en Roumanie. — Passage du Danube. — Prise de Chipka. — Plevna. — Campagne d'Asie Mineure. — Chute de Plevna. — Prise de Kars. — Campagne des Balkans. — Traité de San-Stéfano. — Congrès de Berlin.

IV. — Mécontentement en Russie. — Audace des nihilistes. — Mesures de compression. — Assassinat d'Alexandre II.

### I

La politique extérieure d'Alexandre fut dirigée dans un tout autre esprit que celle de Nicolas. Violemment repliée sur

elle-même par la guerre de Crimée, la Russie sembla se désintéresser des affaires européennes et se concentrer dans un travail de réformes intérieures. « La Russie se recueille, » écrivait en 1856 le prince Gortchakov. Le recueillement fut long. A peine si la formation de l'Italie, l'extorsion des duchés du Danemark, Sadowa, Sedan provoquèrent quelques observations ou quelques démarches diplomatiques. On voudrait croire que tant de discrétion était une habileté prévoyante et que cette réserve de la diplomatie, des armées et des finances russes n'avait pour but que de travailler énergiquement à la conquête de l'Orient. Il est vrai qu'en Asie la domination russe fit d'immenses progrès et s'étendit avec une rapidité prodigieuse de l'Océan Pacifique jusqu'au voisinage de l'Afghanistan. Mais quand la guerre lui offrit l'occasion de régler la question d'Orient, la Russie se trouva comme prise au dépourvu. Le prix de son inaltérable complaisance pour la Prusse fut la liberté de déchirer le traité de Paris. Mais le congrès de Berlin devint aussi pour la Prusse une revanche courtoise de la capitulation d'Olmütz. Et tandis qu'on n'avait eu que des compliments et des couronnes pour les fondateurs du nouvel empire allemand, il fallut bien s'avouer que cette politique de désintéressement et d'admiration avait suscité un nouveau et puissant protecteur de la Turquie en ruines, un protecteur intéressé à garder ces débris mêmes comme un appât et une pomme de discorde pour ses plus chers alliés. Il fallut bien s'avouer que l'unité de l'Allemagne avait placé à la frontière un formidable voisin et fermé désormais tout le centre du continent à l'influence russe.

L'homme qui se mit avec tant de persévérance à la remorque de la politique de Berlin était ce diplomate qui s'était signalé aux négociations de Vienne pendant la guerre de Crimée, le prince Gortchakov. En succédant à Nesselrode, il eut surtout ce bonheur des gens habiles d'arriver à son heure. Un diplomate contemporain d'un Napoléon III et d'un Bismarck

ne pouvait plus s'attarder aux idées légitimistes d'un Nicolas ou d'un Metternich : il fit accueillir de la chancellerie russe le principe nouveau des nationalités, et il était assez adroit pour s'en servir à son tour comme d'une arme. Mais avec une parfaite justesse, il sut en même temps garder à la politique russe l'apparence de ses traditions. Ce diplomate « qui avait encore un pied dans le passé, » conservait dans sa tenue, dans son langage correct et la tournure littéraire de ses circulaires, les formes d'une époque finie sans retour; il était bien le ministre qui convenait à la Russie en voie de transformation. Dégagé des préjugés de l'ancienne chancellerie, il apportait aux affaires une haine passionnée contre l'Autriche; et sa liaison avec M. de Bismarck préparait ce rapprochement intime des deux puissances qui fut le trait dominant de sa politique. Il y avait là pour lui une double force : son antipathie contre l'Autriche satisfaisait les rancunes populaires et à plusieurs reprises ses actes flattèrent les sentiments nationaux; le souvenir des anciennes relations avec le ministre de Berlin répondait aux sentiments de respect que le tsar témoigna toujours au roi, puis à l'empereur Guillaume, son oncle, et il put ainsi se flatter d'être à peu près toujours d'accord avec la nation et le tsar.

Ce fut une grande habileté tout d'abord que de se tenir à l'écart. A ce manège de coquetterie politique, la Russie gagna d'être courtisée par ceux-là mêmes qui lui avaient porté les plus rudes coups. Le rapprochement de la France et de la Russie au congrès de Paris était significatif. Bientôt Napoléon III recherchait à Stuttgard (septembre 1857) une entrevue avec Alexandre II; les deux puissances se trouvaient unies pour soutenir les mêmes idées dans le réglement des questions orientales La politique étrangère de Napoléon III semblait toute entière fondée sur l'alliance russe et le prince Gortchakov ne lui marchanda pas les bons offices : dans la guerre d'Italie, il adressa aux États d'Allemagne une circulaire cé-

lèbre, pour calmer leur agitation et leur démontrer qu'ils ne formaient « qu'une combinaison purement et exclusivement défensive. » Mais il s'attacha aussi à prouver que sa dépendance n'était nullement servile. Dès 1860, quatre ans après la guerre de Crimée, il reprenait position dans la question d'Orient et invoquait « les événements accomplis en Occident comme un encouragement et une espérance » pour les peuples de la Turquie. Peu après, le tsar voyait le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche le rechercher à Varsovie et son chancelier demander au nom de l'Europe des explications amicales sur l'annexion de la Savoie. Sans se livrer, tout en laissant sentir qu'il fallait la gagner sans cesse, la Russie avait repris son rang.

L'entente « cordiale » entre elle et Napoléon III ne dura pas : la question polonaise rompit cet essai d'alliance. Les représentations de l'Angleterre, de l'Autriche, de la France n'avaient aucune chance de succès, dès que les trois puissances ne mettaient aucun concert dans leurs démarches et ne voulaient pas l'appuyer par la force. Elles n'eurent d'autre effet que de surexciter le patriotisme russe et de rendre la répression plus sanglante. Mais elles fournirent à Gortchakov l'occasion de circulaires habiles et fières qui le signalèrent à l'enthousiasme des slavophiles et du parti national et lui conquirent une longue popularité.

L'insurrection polonaise fut la crise décisive de la politique russe. Un nouvel acteur était entré en scène, bien plus redoutable par son habileté que la France avec sa politique d'à coups et d'irrésolutions. M. de Bismarck avait tiré un merveilleux parti de l'insurrection. Pendant que la France mécontentait la Russie sans profit et que l'Autriche ajoutait encore aux anciens griefs sa complaisance pour les insurgés en Gallicie, M. de Bismarck s'offrait, imposait presque son alliance : le 8 février 1863, il signait une convention secrète qui mit la Russie dans sa main. Celle-ci dès lors n'eut plus qu'une politique de senti-

ment et de tendresse pour la Prusse. Malgré sa parenté avec les tsars, le roi de Danemarck fut dépouillé de ses duchés sans un mot de blâme de Gortchakov. Sadowa put donner satisfaction aux ressentiments de la Russie contre l'Autriche ; mais il fut difficile désormais de croire que l'Allemagne n'était qu'une force défensive. Dans la guerre franco-allemande le cabinet de Saint-Pétersbourg n'agit que pour imposer l'immobilité à l'Autriche : cependant la défaite de la France et la restauration de l'empire germanique parurent sans doute suffisantes à la force de l'Allemagne, s'il est vrai que le tsar ait arrêté en 1875 les velléités belliqueuses du parti militaire en Prusse.

Ce n'était pas toutefois par un pur sentiment de modestie ou par une défiance exagérée de sa force que la Russie s'effaçait ainsi derrière la Prusse et laissait bouleverser le système de l'Europe. Il est permis de croire que M. de Bismarck lui abandonnait l'Orient pour se dédommager ; et la question d'Orient toujours pendante était assez vaste pour absorber son attention. Ses progrès en Asie donnaient un développement immense au débat et tout ce vieux continent pour théâtre. De plus en plus la question se précisait, se transformait en une rivalité directe entre l'Angleterre et la Russie. Aussi leurs intérêts n'étaient que par contre-coup en jeu dans les affaires européennes, et à l'égoïsme de la Russie répondait l'égoïsme de l'Angleterre. Placées chacune aux extrémités de l'Europe, ces deux puissances ne cherchaient qu'à se ménager des alliances sur le continent. Avec le même soin, elles épargnaient leurs forces et s'observaient l'une l'autre. Il faut bien le reconnaître, si l'on ne veut pas se payer de mots : la fatalité de leur situation, de leurs tendances, de leur développement historique les met forcément aux prises.

L'intérêt de l Angleterre, celui de son empire maritime, de son industrie et de son commerce c'est de tenir ouvertes ou dans sa main les avenues qui mènent aux Indes, c'est de pénétrer dans les immenses régions fermées de la Chine et du

Japon. Tant que ces larges voies terrestres ou maritimes sont possédées par les populations inconsistantes de l'Asie, elle est tranquille : car sa domination n'a rien à redouter de la faiblesse de la plupart de ces États. Mais la Russie est une puissance militaire et conquérante : de la Sibérie, de l'Oural et de la Caspienne, elle attaque le Turkestan, et sous Alexandre II elle s'y est si rapidement avancée qu'elle a presque supprimé l'intervalle entre ses possessions et les provinces anglaises de l'Inde. Vers le Caucase elle tient la route de la Perse; elle est à portée d'Erzeroum et de Trébizonde, ces débouchés de l'Asie antérieure sur la mer Noire; elle menace Constantinople. En cheminant le long des côtes asiatiques de l'Euxin, elle peut prendre à revers ce carrefour des routes terrestres et maritimes que de tout temps ont suivies les migrations des peuples et le commerce du monde. Elle peut faire un jour de la mer Noire un lac russe et de cette position formidable que ferment les détroits menacer directement le canal de Suez et la grande route maritime de l'Orient.

Contre cette puissance envahissante, l'Angleterre est réduite à la défensive. Arrêter la Russie ou retarder sa marche en Asie avant qu'elle n'atteigne les Indes, maintenir la Turquie à tout prix, sa politique est là tout entière. Mais la nécessité lui impose un rôle ingrat. Elle ne peut protéger la Turquie sans partager l'odieux de ce despotisme oppresseur et de cette administration, véritable fléau pour ses sujets. Les tentatives pour obtenir des réformes justifient toujours ce mot d'un diplomate : « Avant de réformer le Turc, il faudrait commencer par l'empaler. » Aussi sa politique est-elle régulièrement en opposition avec ses doctrines humanitaires. Ce n'est pas non plus l'une de ses moindres contradictions et de ses moindres faiblesses que de ne pouvoir prendre en mains les intérêts des chrétiens d'Orient. Elle est intéressée à ne toucher en rien au chef des fidèles pour ménager l'élément le plus vigoureux de l'Hindoustan, les musulmans de l'Inde : aussi, quoi qu'elle

fasse pour les orthodoxes sujets du sultan, son zèle paraîtra toujours tiède auprès de la passion avec laquelle les Russes défendent leurs coreligionnaires. En Asie enfin elle a poussé la Perse dans les bras de la Russie, elle a vu tomber successivement les États les plus capables d'arrêter les Russes, sans pouvoir s'engager elle-même, et elle est réduite à veiller sur l'Afghanistan comme sur son meilleur rempart.

La Russie a beau jeu contre elle. Elle justifie ses conquêtes en Asie par une sorte d'entraînement fatal et passe outre aux représentations de l'Angleterre. En Europe elle n'a pas de plan arrêté sur le réglement de la question d'Orient. Malgré les vues qu'on lui prête et les desseins profonds dont on lui fait honneur, elle est obligée à ménager trop d'intérêts, de craintes et de susceptibilités pour poursuivre l'établissement d'un état de choses imaginé de toutes pièces, pour n'être pas tenue de s'accommoder aux exigences du moment et aux volontés de puissances qui la surveillent. Mais ce qui est vrai, c'est qu'une fatalité historique la pousse contre la Turquie, c'est que la conformité de religion entre elle et la majorité des sujets ottomans lui donne une puissante influence et une clientèle toute formée dans la presqu'île des Balkans; c'est encore que Sainte-Sophie exerce une véritable fascination sur l'imagination du peuple russe et que le cri : A Constantinople ! éveille toujours chez lui une ardeur enthousiaste de croisade.

L'Angleterre ne peut opposer que ses flottes à cette puissance libératrice qui réveille les nationalités des Balkans. Il est vrai qu'elle aime assez le Turc pour le débarrasser du soin de gouverner ; et elle tient assez à l'empire pour se charger au besoin de l'administrer tout entier elle-même. Mais elle ne lui apporterait que des légions d'administrateurs comme aux Indes. La Russie prend racine dans le sol. Derrière la ligne de ses postes ou de ses forts, arrive le colon russe. Le premier est le soldat même : agriculteur et bûcheron il cultive la terre et bâtit. En agrandissant l'empire dans les plaines du Turkestan,

il ouvre d'immenses territoires que l'humeur voyageuse des Russes et leur amour du déplacement finiront par peupler. En même temps le marchand russe patient, adroit et rusé, s'ouvre la Chine et parcourt l'Asie en longues caravanes du Pacifique et de l'Hindou-Kouch en Europe. A ces éléments nationaux la Russie sait mêler les indigènes qu'elle plie à son organisation et qu'elle entraîne dans ses armées. C'est un grand empire terrestre qu'elle fonde en Asie en face de l'empire maritime de l'Angleterre et les analogies ne manquent pas pour comparer la rivalité de ces deux puissances à celle de Rome et de Carthage.

## II

Après la guerre de Crimée, la lutte entre les deux puissances semblait encore bien lointaine en Asie, si lointaine que même en Angleterre, même après tous les progrès faits sous Alexandre II, toute une école la déclare impossible. Quoi qu'il en soit, sur deux points au moins, le Caucase et la Chine, l'Angleterre ne pouvait qu'assister en témoin muet aux progrès de la Russie.

Il semblait que la guerre de Crimée fût pour les peuples du Caucase une excellente occasion de fortifier leur résistance et de se débarrasser des Russes. Les alliés agitèrent la question, mais ne firent rien. La Porte envoya bien aux Tcherkesses un représentant du sultan. Mais cet envoyé n'amenait pas un soldat; il se contenta de disputer sans aucun résultat au chef que s'étaient donné les Tcherkesses, la domination de ces montagnes. Quant à Shamyl, il était resté immobile. Ces tentatives du dehors, l'abandon où elle avait dû laisser pendant la guerre la côte de la mer Noire, firent sentir à la Russie la nécessité d'en finir. Le district du Kouban reçut une organisation militaire et, à l'automne de 1857, les troupes se mirent en mouvement. Poursuivi dans ces derniers

aouls, sans secours à attendre du dehors, Shamyl fût enfin poussé avec quatre cents des siens dans sa dernière forteresse, Gounib. Il se défendit héroïquement, et il ne restait que quarante-sept défenseurs autour de lui lorsqu'une colonne russe escalada la forteresse du côté réputé inaccessible ; Shamyl se voyant enveloppé se rendit à discrétion (25 août 1859). Le prince Bariatinski l'accueillit comme le méritait son courage. On se contenta de le reléguer à Kalouga avec une pension de 10,000 roubles. Ce fut la fin de la résistance à l'est.

Les populations du Caucase furent singulièrement étonnées que le tsar vaincu fût encore si redoutable à leur pays. La prise de Shamyl amena le chef tcherkesse, Méhémet Amin, à se soumettre ; et désespérant de résister aux forces russes, deux des tribus commencèrent à émigrer. Le gouvernement russe avait conçu le projet de pousser à bout la victoire et de transplanter en masse ces peuples indomptables qui ne seraient jamais qu'à moitié soumis dans leurs montagnes. Les lignes des Cosaques s'avancèrent progressivement du Kouban vers le Caucase depuis 1860. Une tribu après l'autre fut forcée dans ses retraites et la seule liberté que leur laissèrent les Russes, ce fut de se transporter sur le territoire de l'empire en arrière des lignes militaires ou d'émigrer en Turquie. Quelques-unes acceptèrent et descendirent sur le Kouban inférieur. Les autres implorèrent l'intervention de l'Angleterre, et quand celle ci refusa son appui, elles quittèrent en masse le pays. Soixante-dix mille personnes abandonnèrent ainsi les montagnes; le versant nord était soumis (février 1864).

Pour venir à bout des tribus établies du côté du sud, le grand-duc Michel les fit attaquer à la fois de tous les côtés par des colonnes convergentes. Refoulées par ces battues régulières, les plus désespérées se retranchèrent dans la vallée d'Aïglos et, quatre jours durant, luttèrent contre toutes les forces russes. Ce fut le dernier acte de résistance et le 2 juin 1864, le grand-duc Michel écrivait à l'empereur : « Sire, je

suis heureux de pouvoir offrir à Votre Majesté mes félicitations pour l'issue définitive de la glorieuse guerre du Caucase; il ne reste plus une seule tribu qui n'ait été soumise. » La Russie imposa rigoureusement ses conditions. Chassés de leurs pays, les malheureux Tcherkesses affluèrent sur la côte marécageuse de la mer Noire où bientôt, faute de ressources, ils furent décimés par les maladies. Lentement les navires russes et turcs les transportèrent à Trébizonde, Samsoun, Sinope d'où ils furent dispersés à Constantinople, Varna, Kustendje, toujours livrés aux privations et en proie aux épidémies. Le nombre de ces émigrants fut évalué à 200,000; les deux tiers périrent de misère et de maladies. Mais le Caucase dépeuplé par l'impitoyable politique russe fut percé de routes, ses forêts éclaircies livrèrent passage aux troupes; des forteresses s'élevèrent aux positions favorables et la paix fut assurée dans ces montagnes surveillées.

L'éloignement de la Chine des autres États européens et le voisinage de la Sibérie, sont une tentation pour la Russie d'ouvrir les contrées centrales du vaste empire du Milieu au trafic et à l'exploitation de ses commerçants. Mais les intérêts du commerce ne sont pas seuls à l'exciter et elle ne demande qu'à empiéter sur les provinces chinoises. La Sibérie méridionale et le Turkestan confinent à la Kachgarie que la patience et l'industrie des Chinois avaient portée à un haut degré de prospérité. A l'extrême Orient, la Russie touche au Pacifique sur des côtes que les glaces rendent inabordables la plus grande partie de l'année. Enfin les derniers traités avec la Chine ne permettaient le commerce entre les deux nations que sur un seul point, à Kiachta au sud du lac Baïkal. C'était trop peu pour l'ambition de la Russie.

On s'était aperçu que, au voisinage de l'Amour, les peuples que l'on croyait à la Chine payaient indifféremment tribut aux Russes et aux Chinois. La Russie se hâta de tirer de ce fait une conclusion toute à son profit. Elle construisit un premier

fort à l'embouchure de l'Amour, Nicolaïevsk (1861); puis se portant successivement au sud sur le Pacifique, elle élevait les forteresses de Mariinsk, Alexandrovsk, Constantinovsk. Enfin en 1854 pour amener des renforts à Pétropaulovsk, une flottille descendit l'Amour sans obstacle. L'usage lui donna ainsi la possession d'un immense territoire à l'extrémité de l'Asie et dès 1868, elle avait six bateaux à vapeur sur le fleuve. Il était temps de régulariser cette prise de possession; le traité d'Aïgoun lui céda tout le territoire du Pacifique à l'Ossouri et à l'Amour (28 mai 1858). Bientôt un envoyé russe se rendit à Pékin pour réclamer tous les droits que la Chine venait d'accorder aux puissances maritimes. Le traité de Tien-tsin (1er juin 1858) lui donna satisfaction et fut complété deux ans plus tard par une troisième convention. Les Russes obtenaient le droit de libre circulation dans l'empire, pourvu que chaque caravane ne dépassât pas deux cents personnes; au lieu de ne tolérer que Kiachta comme marché accessible au commerce russe, tous les points de la frontière lui étaient ouverts; enfin la délimitation des deux empires était définitivement fixée à l'Amour et à l'Ossouri (2 novembre 1860).

La Russie complétait ces avantages en se faisant ouvrir les ports du Japon et en obtenant de lui la cession d'une partie de l'île Sakkalin; en 1875 une nouvelle convention lui abandonnait l'île tout entière en échange des deux Kouriles les plus méridionales.

Mais son esprit de conquête faillit amener plus tard sur un autre point une guerre entre elle et la Chine. A la faveur des révoltes des musulmans de la Chine proprement dite, la Dzoungarie s'était affranchie et la Kachgarie ne tarda pas à chasser les Chinois (1862-63). Un hardi aventurier Yacoub-beg, se constitua une principauté de la Kachgarie et bientôt son activité et son intelligence lui donnèrent des forces respectables et assez grandes pour alarmer les Russes. Inquiets de la présence de ce prince musulman à la porte du Turkes-

tan; de ses relations avec le gouvernement des Indes, de l'appui qu'il cherchait à Constantinople, les Russes songèrent à prendre des précautions contre lui. Ils construisirent une forteresse à Naryn vers l'une des passes principales de la Kachgarie (1868). Sous prétexte de pacifier le district de Kuldja que se disputaient avec acharnement les Dunganes et les Tarantchtis, ils entrèrent dans la province et s'emparèrent de tout le cours de l'Ili, à l'issue de la haute vallée duquel ils étaient déjà établis (1871).

C'était là une importante conquête : la vallée de l'Ili a toujours été le grand chemin des migrations asiatiques ; c'est un vaste passage qui conduit à la Mongolie et à la Chine intérieure, sans compter ceux qui mènent à la Kachgarie. La conquête était bonne à garder. Aussi lorsqu'en 1877 la Chine eut renversé Yacoub-beg, remis la Kachgarie et les Dunganes sous sa domination, la Russie se déclara prête à restituer la province qu'elle avait soigneusement gardée, mais à condition qu'on la dédommageât de ses dépenses. Et ce dédommagement, c'était précisément cette vallée de l'Ili qu'elle comptait bien annexer. Dans un premier traité elle s'assura tant d'avantages que l'ambassadeur chinois qui l'avait signé faillit le payer de sa tête et que la guerre parut un moment imminente. Un nouveau traité négocié en novembre 1880 a écarté les causes principales du conflit. La Russie s'est contentée de la riche vallée de l'Ili qu'elle convoitait et d'une indemnité de neuf millions de roubles ; elle a renoncé aux points stratégiques qui menaçaient la Kachgarie, mais a obtenu la promesse qu'une grande route serait construite d'une ville frontière de la Sibérie au grand port du Yang-tsé-Kiang, Han-Keou.

Ces progrès vers la Chine n'étaient pas le fait d'une ambition déréglée, avide de conquêtes. C'était la tendance réfléchie d'une puissance qui cherche à atteindre ses limites naturelles ou à se créer une frontière artificielle capable de protéger ses

territoires et ses colons. L'annexion de Kuldja appuyait la Sibérie méridionale à la haute chaine des Tian-Chan et de l'Ala-tau; elle formait à l'est la ligne de sûreté que dès leurs premiers pas dans le Turkestan, les Russes avaient jugée indispensable.

Du jour où ils avaient porté les lignes de leurs postes sur le Syr-Daria et élevé la forteresse Pérovski, ils sentirent que leurs établissements resteraient en l'air pour ainsi dire, et comme une tentation incessante aux Turcomans, s'ils n'arrêtaient ces pillards par une barrière continue de la mer d'Aral à la Sibérie. Le fort de Vernoë fut élevé au nord du Tian-Chan, comme une amorce de cette ligne de forts qu'ils projetaient (1854); et malgré la distance de mille kilomètres qui séparaient les deux extrémités, le plan général fut arrêté. La guerre de Crimée seule en retarda l'exécution.

Les circonstances favorisèrent bientôt les projets non abandonnés des Russes. Le Khanat de Kokand, vassal de celui de Boukharie était agité de troubles incessants par les compétitions de Khans indépendants et du protégé de Boukhara, Khudayar. On pouvait mettre à exécution les plans arrêtés sans craindre de résistance sérieuse de la part de quelques Turcomans. Un premier corps sous le colonel Verevkin partit d'Orenbourg avec 1.200 hommes, prit la ville de Turkestan; elle se réunit bientôt à une colonne de 2.000 hommes venue de la Sibérie sous le commandement de Tchernaïev qui s'était emparée d'Aulié-ata. Les deux troupes réunies enlevèrent Tchemkend et la prise de possession de ces points donna aux Russes la ligne qu'ils convoitaient (octobre 1864).

Le prince Gortchakov s'empressa, en annonçant ces conquêtes à l'Europe, de rassurer sur l'ambition qu'on ne manquerait pas de prêter à la Russie : « La ligne primitive de nos frontières le long du Syr-Daria, disait sa circulaire, jusqu'au fort Perovski d'un côté, et de l'autre jusqu'au lac Issi-Koul, avait l'inconvénient d'être presque à la limite du désert. Elle

était interrompue sur un immense espace entre les points extrêmes; elle n'offrait pas assez de ressources à nos troupes et laissait en dehors des tribus sans cohésion avec lesquelles nulle stabilité n'était possible. » Les récentes conquêtes étaient une garantie pour l'avenir et tout en proclamant le droit de châtier les déprédations des turbulentes peuplades de ces régions, il donnait l'espérance que la Russie s'arrêterait là. « Nous nous trouvons, continuait-il, en face d'un milieu social plus solide, plus compacte, moins mobile, mieux organisé et cette considération marque avec une précision géographique, la limite où l'intérêt et la raison nous prescrivent d'arriver et nous commandent de nous arrrêter. »

A peine cette circulaire était-elle envoyée, que les assurances du chancelier étaient démenties par les faits. Il est vrai qu'en face de peuplades indépendantes, pillardes comme les Turcomans, une puissance régulière est entraînée, qu'elle le veuille ou non, à une conquête toujours poussée plus avant. Les Russes l'avaient éprouvé au Caucase et notre expérience en Algérie le démontre à chaque instant. Il était raisonnable de penser qu'à la limite des territoires cultivés que gouvernaient les khans de Kokand et de Boukara, les Russes trouveraient un pouvoir intéressé à vivre en paix avec eux et capable d'arrêter les méfaits à leur égard. Malheureusement les révolutions et les dissensions intérieures de ces États musulmans sont aussi inquiétantes pour des voisins que les attaques de pillards; le désordre y règne en permanence, et la turbulence des esprits ne permet nulle part de compter sur un pouvoir solide reconnu de tous et obéi. En présence de cette désorganisation, les chefs militaires ont toujours la tentation d'étendre leurs conquêtes; et comme à une telle distance du gouvernement ils sont abandonnés à eux-mêmes, ils suivent leurs inspirations, bien certains de n'être pas désavoués à Saint-Pétersbourg quand ils étendent l'empire dans ces immenses espaces.

C'est ce qui arriva à tous les chefs que la Russie envoya dans le Turkestan. Tchernaïev donna l'exemple. En prenant Turkestan, on avait déjà dépassé les instructions reçues de Russie. Mais un décret n'avait pas moins incorporé la conquête à l'empire et formé une nouvelle province, celle de Turkestan, de tout le territoire situé entre la mer d'Aral et le lac Issi-Koul (1865). Nommé gouverneur de cette province, Tchernaïev ne songea qu'à l'agrandir. Sous un vague prétexte, il entra dans le Khanat de Kokand, s'empara de Chinaz et de Niazbeck, et comme il tenait là les sources qui alimentent d'eau Tachkend, il amena cette grande ville de 80.000 habitants à se rendre. En même temps que lui, l'émir de Boukhara, Mozaffer-Eddin, enlevait à son protégé Khudayar qu'il venait de rétablir à Kokand, la ville de Khodjend. Les Russes et les Boukhariens s'avançaient ainsi au partage du Kokand. Maintenant que les Russes étaient engagés, il était peu vraisemblable qu'ils souffriraient longtemps les prétentions de l'émir.

Il fournit lui-même des prétextes à une agression en détenant prisonniers des envoyés russes. Tchernaïev franchit aussitôt le Syr-Daria et s'engagea dans le désert de Kisil-Kum qui sépare le Kokand de la Boukharie avec 14 compagnies d'infanterie, 16 canons et 1.200 chameaux. Mais parvenu à la région montagneuse que commande la forteresse de Djizak, il fut arrêté par l'armée de l'émir, complètement battu et dut revenir précipitamment en arrière (février 1866). Cet échec amena son rappel. Sur ses pas, arrivait Mozaffer triomphant qui déjà voyait les Russes hors du Kokand. Le général Romanovski anéantit ces belles espérances. Avec 2.000 hommes il battit les 35.000 Boukhariens de l'émir, lui enleva toute son artillerie et lui tua un millier d'hommes à la bataille d'Irdjar (mai 1866). Sans poursuivre les vaincus à travers le désert, il se tourna contre Khodjend et la prit après huit jours de siège. Cette conquête complétait la précédente. Le Kokand séparé

de la Boukharie, enveloppé au nord et à l'ouest par les positions russes, ne pouvait plus être qu'un état vassal. C'est ainsi qu'on l'entendit à Saint-Pétersbourg en déclarant Khodjend annexée et en fixant la capitale du Turkestan à Tachkend (1867). La Boukharie restait intacte et le *Journal officiel* était loin d'annoncer de nouvelles entreprises contre elle : « La conquête de la Boukharie, séparée de nos possessions par la steppe aride de Kisil-Kum, quelque facile qu'elle fût dans l'état actuel, non seulement ne saurait être le but de nos opérations, mais encore serait positivement inutile. »

Ces déclarations sans cesse renouvelées se répétaient trop pour n'être qu'un manège destiné à tromper l'Europe. Encore une fois la volonté des gouverneurs allait l'emporter sur les résolutions de Saint-Pétersbourg. Le nouveau gouverneur, le général Kaufmann, se trouvait à Tachkend dans une situation tout indépendante. Il ne relevait plus que de l'empereur et à partir de son arrivée, la décision des affaires de l'Asie centrale fut à Tachkend plus qu'à Saint-Pétersbourg. Pour s'entourer d'un prestige capable de frapper ces populations de l'Asie, il ne parut jamais, lui ou sa famille que dans un train somptueux, au milieu d'un imposant déploiement de forces, dans l'attitude d'un roi plus que d'un officier dépendant. Les princes, ses voisins, dont les guerres précédentes avaient révélé la faiblesse, durent se soumettre à ses volontés. Au refus de Mozaffer de payer la contribution à laquelle il avait été taxé, Kaufmann prit l'offensive contre lui. Il franchit les monts qui séparent le désert de la fertile vallée du Zérafchan et s'empara de Samarcande. L'émir marcha à sa rencontre pour sauver cette importante cité de la Boukharie. Mais malgré la révolte des habitants, il fut complètement défait à la bataille de Zéra-Buleh et un traité lui fut imposé (juillet 1868). Les Russes gardaient Samarcande et frappaient l'émir d'une contribution de guerre de deux millions de roubles. En même temps ils stipulaient des garanties pour leur commerce, ga-

ranties qu'ils avaient déjà obtenues de Khudayar, c'est-à-dire, la libre circulation pour leurs marchands, et la fixation des droits sur les marchandises au plus à $2\,^1/_2$ % de leur valeur.

Cette nouvelle conquête fut affermie par la soumission de toute la haute vallée du Zerafchan, et elle forma en 1870 une nouvelle province, la province de Zérafchan. Placés ainsi à l'est de Boukhara, sur le fleuve même qui fertilise la région où s'élève cette capitale, les Russes tiennent étroitement dans leur dépendance l'émir réduit à n'être plus que leur vassal, sur son territoire amoindri. L'avenir ne lui réserve pas sans doute un meilleur sort qu'au Khan de Kokand. Ce malheureux prince avait vu les Russes s'étendre encore vers le Syr-Daria supérieur et construire des forteresses destinées à l'isoler de la Kachgarie et des états de Yakoub-beg. Enveloppé ainsi de toutes parts, il indigna par sa complaisance pour les infidèles[1] ses sujets croyants; ils se soulevèrent contre lui et le chassèrent.

La révolte s'étendit et les Kokandiens vinrent assiéger Khodjend. Les Russes débloquèrent facilement la ville, vainquirent les rebelles et leur imposèrent un nouveau Khan, Nasreddin. Mais sa complaisance pour les Russes ne fit pas mieux venir le nouveau souverain de ses sujets. Une nouvelle révolte amena encore les Russes à Kokand et cette fois, ils voulurent en finir. Kokand et le reste du Khanat fut annexé à la Russie et forma la province de Ferghâna (1876). Quant à Khudayar, il fut interné à Orenbourg, où il vit des richesses qu'il a réussi à emporter dans sa fuite.

Des trois Khanats de l'Asie centrale, deux avaient été atteints par les Russes. Le troisième situé sur la rive gauche de l'Amou-Daria, à une certaine distance au sud de la mer d'Aral, était séparé du Turkestan russe par le Kisil-Kum et de la mer Caspienne par un autre désert plus vaste encore, le Kara-Kum. Protégé par ces déserts, le Khan pensait sans doute n'avoir rien à redouter des Russes. Et cependant ils prenaient déjà

position pour attaquer aussi du côté de l'ouest ce qui leur échappait encore de l'Asie centrale. Autant pour réprimer sur la Caspienne le pillage des pirates turcomans que pour surveiller les importuns nomades de la steppe, ils fondaient en 1869 la colonie de Krasnovodsk sur la rive orientale de la mer Caspienne. Ils entamaient aussitôt des négociations avec la Perse pour fixer d'un commun accord leurs frontières sur ce point, et bientôt la Perse limitait son territoire au cours de l'Attrek, à l'embouchure duquel les Russes établissaient immédiatement un fort nouveau, Chigichlar. La surveillance incessante des Russes, leurs colonnes mobiles aventurées au loin dans la steppe, annonçaient leur intention de ne souffrir aucune violence contre leurs sujets. En dépit de tout, le Khan de Khiva ne cessa de les provoquer par des injures continuelles contre les marchands russes, par un appui donné ouvertement aux Khirgiz insoumis : il leur fournit ainsi le prétexte qu'ils attendaient. La guerre fut résolue dès le mois d'octobre 1872.

Cinq colonnes furent mises en mouvement. Les deux premières parties de Kraonsvodsk et de Chigichlar sous le colonel Markozov, furent arrêtées au milieu du désert par un froid terrible qui descendit jusqu'à 25 degrés, et durent rebrousser chemin. La seconde, partie de Kasalinsk sous le commandement du général Kaufmann, dut abandonner une partie de ses bagages à la garde d'un détachement au milieu de Kisil-Kum et précipiter sa marche vers l'Amou-Daria. Les deux autres colonnes venues d'Orenbourg et de la pointe nord de la Caspienne se joignirent sur l'Amou-Daria, battirent deux fois l'ennemi en avant de Khiva, et bombardèrent la ville qui se rendit au moment même où arrivait le général Kaufmann. Le Khan s'était enfui d'abord de sa capitale ; il y rentra bientôt et on lui imposa un traité onéreux. Il dut se reconnaître vassal de la Russie, lui céder toute la rive droite de l'Amou-Daria jusqu'à son embouchure, lui laisser la navigation exclusive du fleuve, enfin s'engager à payer en vingt ans une indem-

nité de 2.200.000 roubles. Pour compléter sa dépendance, à deux journées en amont de Khiva, sur l'Amou-Daria, les Russes fondèrent un fort à Chourakhan et évacuèrent le reste du Khanat.

Tout ce vaste territoire conquis depuis 1865 a reçu des Russes une organisation assez semblable à celle de la Russie, mais appropriée à ces populations orientales. Chez les nomades, la famille est l'élément des nouvelles institutions. Un certain nombre de familles forment un *aul* et dix auls constituent le *volost*. Chacune de ces divisions administratives est régie par un *aksakal* (ancien) élu. La même division et les mêmes groupes se retrouvent dans les villes et les villages de la population sédentaire et des municipalités élues délibèrent sur les affaires communes. Deux juridictions ont été établies, l'une pour les Russes, l'autre pour les indigènes, sans compter la juridiction militaire. Mais cette tentative de donner à des populations musulmanes une organisation européenne, est singulièrement compromise par l'arbitraire et le sans-gêne des fonctionnaires. Ici encore, plus qu'en Russie, les assemblées délibérantes ne sont indépendantes que de nom. Le fanatisme religieux d'ailleurs suffirait à maintenir l'hostilité entre les vainqueurs et les vaincus, si l'augmentation des impôts depuis la conquête, et le despotisme d'une bureaucratie toute puissante n'envenimaient pas encore les haines de ces deux races.

Ainsi, en moins de quinze ans, la Russie avait conquis presque toute l'Asie centrale. L'un après l'autre, les Khanats avaient passé sous sa dépendance. Il ne lui restait plus qu'à atteindre Balk et Merv pour maîtriser les routes qui mènent du Turkestan à l'Afghanistan et à la Perse, pour être à portée de Hérat et tenir les passes qui débouchent sur le plateau de l'Iran. Tôt ou tard elle poussera ses conquêtes jusque-là et l'Inde ne sera plus séparée des possessions russes que par la largeur de ce plateau.

Ces progrès gigantesques ne pouvaient laisser indifférents le gouvernement et l'opinion publique en Angleterre. Il était impossible d'intervenir directement et de s'opposer aux progrès des Russes, tant que les agressions des turbulents Turcomans légitimaient leurs conquêtes. Mais quand la Boukharie fut entamée, quand Balk fut menacé, l'inquiétude ne tarda pas à se manifester. Les États intermédiaires n'avaient qu'à être entraînés sous l'influence des Russes pour que ceux-ci fussent aux portes de l'Inde. La Perse est déjà dans leurs mains et ils peuvent l'y retenir en lui offrant la possession de Hérat. Il ne reste plus aux Anglais comme boulevard que l'Afghanistan. C'est là qu'ils doivent chercher des garanties et prendre des positions défensives.

Mais la politique anglaise, même quand il s'agit de l'empire des Indes, est soumise à des fluctuations sensibles. Tantôt elle cherche à installer ses avant-postes dans l'Afghanistan, tantôt elle ne veut y maintenir que son influence. L'opinion la plus puissante, celle qui l'a généralement emporté depuis 1869 jusqu'à nos jours, c'est la résignation aux progrès inévitables des Russes. La conquête de l'Asie centrale sera un bienfait pour le pays et pour la civilisation générale, et il n'y a à s'inquiéter que d'établir une durable entente entre l'Angleterre et la Russie.

« Contribuer, même le moins possible, disait lord Mayo, à une entente entre la Russie et l'Angleterre dans les affaires d'Asie, c'est rendre service à l'humanité entière, surtout aux intérêts de la civilisation et au bien-être des peuples des deux puissances. » Cette politique humanitaire et optimiste inspira vers 1869 les premières démarches du cabinet de Londres pour fixer une limite aux envahissements des Russes. Il fut convenu qu'on laisserait entre les possessions des deux puissances une zone neutre où chacune s'interdisait de pénétrer. D'une façon générale, la Russie renonçait à toute ingérence dans l'Afghanistan, l'Angleterre au nord de l'Afghanistan.

Lors de l'expédition de Khiva, le cabinet de Londres voulut déterminer cette zone intermédiaire. Il comprit dans l'Afghanistan les districts montagneux d'où tombe l'Amou-Daria, le Badachkan, l'Ouakan ainsi que ceux de Kondouz, Kulm, Balk. La Russie accepta cette délimitation qui laissait l'indépendance aux Turcomans-Tekkes, à l'ouest de Balk, et lui permettait de les soumettre à sa domination. Mais ces tentatives d'entente n'aboutirent pas.

L'arrivée de M. Gladstone aux affaires ruina toutes les négociations. En refusant d'accepter la responsabilité des attaques des Afghans contre les Russes et de les contraindre à la paix au besoin, il suivit peut-être une sage politique, mais il rendit à la Russie toute sa liberté d'action. Bientôt on apprit qu'une ambassade russe était arrivée à Caboul. Le gouvernement anglais n'était plus dans les mêmes mains. Lord Beaconsfield qui sentait le besoin de relever le prestige de l'Angleterre en proclamant la reine Victoria impératrice des Indes, passa brusquement à une politique d'action. L'Afghanistan fut envahi. Le traité de Gandamak rectifia la frontière de l'Inde et établit le protectorat anglais sur l'Afghanistan. Mais un nouveau retour de M. Gladstone au pouvoir a amené un nouveau revirement. Les positions péniblement conquises ont été évacuées ; l'Afghanistan a été abandonné à lui-même. La politique de non intervention a triomphé une fois de plus. Mais une fois de plus aussi, les Russes ont marché en avant : les Turcomans Tekkes ont été attaqués et leur forteresse de Geok-Tepe vient de tomber (1881) entre les mains de la Russie. On dit même qu'avec cette position, Merv et la route du Murghab ne lui sont plus indispensables pour arriver sur le plateau de l'Iran.

La conclusion de ces politiques contraires, c'est que la Russie en prouvant sa force, inspire la crainte à ces populations orientales, et que la conduite effacée de l'Angleterre ne leur laisse qu'une impression d'étonnement et de défiance.

Les partisans de la politique de paix à outrance pourraient se consoler de ce manque de prestige s'il était certain que l'Angleterre et la Russie ne dussent jamais entrer directement en conflit. Mais la question d'Orient toujours brûlante, est toujours à la veille de recevoir une solution définitive, et il faut nourrir de trop simples illusions pour croire que la solution de la Russie sera celle de l'Angleterre, que la guerre sera écartée par la diplomatie ou que l'Inde ne s'ajoutera pas fatalement aux enjeux de cette guerre.

## III

En face de la Turquie, le traité de Paris semblait interdire à la Russie toute idée de revanche. L'indépendance de l'empire ottoman solennellement reconnue arrêtait toute velléité d'ingérence dans ses affaires intérieures; le principe de l'intégrité non moins hautement proclamé laissait craindre une coalition à la première attaque. Et cependant vingt ans à peine étaient écoulés que les Russes avaient effacé toute trace du traité de Paris, et anéanti la puissance turque sans qu'une épée se fût tirée pour elle. Sans doute les circonstances et le bouleversement de l'équilibre européen aidèrent puissamment à amener de tels résultats; sans doute la Turquie prêta elle-même les mains à son ennemie et lui fournit trop de prétextes par son incurable obstination. Il n'en est pas moins vrai que l'habileté de la Russie paralysa ou neutralisa le reste de l'Europe, écarta toute tentative de coalition et réduisit le différend à un duel entre elle et la Porte.

Instruite par la guerre de Crimée, elle n'eut garde de heurter de front les puissances jalouses ou intéressées à la surveiller en Orient. Il n'était guère probable que l'expérience de Navarin encourageât quelque puissance à affranchir de vive force les chrétiens d'Orient : la Russie ne pouvait espérer,

comme en 1829, faire de l'Europe la complice de son ambition et de sa haine contre le Turc. Mais elle sut profiter des difficultés intérieures de la Turquie pour relever d'abord son influence et tourna de nouveau vers Saint-Pétersbourg les espérances de tous les Slaves des Balkans; elle sut au moment critique, faire intervenir les cabinets juste assez pour les convaincre de leur impuissance et les réduire au silence quand elle saisit elle-même les armes. Nous n'avons nullement l'intention de soutenir qu'elle ait tout prévu, tout dirigé jusqu'à ce point d'arrêt de sa politique qui se nomme le congrès de Berlin. Avait-elle un plan préconçu? La guerre même de 1877 entrait elle dans ses prévisions? Il est permis d'en douter. Le moment n'est pas venu et les preuves font défaut pour affirmer que la main de la Russie était dans toutes les complications intérieures de la Turquie. Mais ce qu'on peut assurer c'est que la tendance générale de la politique russe à Constantinople fut, depuis la guerre de Crimée, de chercher sa revanche dans ces complications intérieures, d'ouvrir largement la voie à son influence; et sans tenir compte des connivences possibles dans l'insurrection de 1875, dans l'intervention de la Serbie et du Monténégro, la guerre prouve que l'occasion seule était une raison suffisante pour lui mettre l'épée à la main.

Les progrès de la Russie commencèrent au lendemain même du traité de paix. La réunion des deux principautés moldo-valaques en une seule, l'installation du vieil Obrenovitch en Serbie lui rendirent dès 1858 l'influence sur ces États vassaux de la Porte. A peine avait-elle constaté son importance renaissante en Europe qu'elle s'empressait de reprendre position dans les affaires turques; dès 1860, le prince Gortchakov rouvrait audacieusement la question d'Orient et invitait les cabinets à améliorer la situation des chrétiens en déclarant « que les événements accomplis à l'Occident de l'Europe et qui ont retenti dans tout l'Orient comme un encou-

ragement et une espérance ont achevé d'y porter l'agitation. »
Cette conclusion inattendue tirée de la guerre d'Italie indiquait bien le double mouvement qui se dessinait alors dans la nation et dans la politique russes en faveur des chrétiens d'Orient.

Les sympathies naturelles de la nation russe pour les orthodoxes sujets des Turcs, trouvaient à ce moment une force nouvelle dans les théories des races et le principe des nationalités. En présence de l'unité de l'Italie, et bientôt de celle de l'Allemagne, les Slaves avaient à leur tour lancé en Europe la théorie du panslavisme. Mais ce n'était pas là une idée russe, ce n'était pas même une idée du XIXe siècle. Comme théorie elle datait de la fin du siècle précédent. La communauté de race des Slaves de l'Autriche, de l'Allemagne, de la Turquie, de la Russie avait été proclamée tout d'abord par des patriotes nés hors de la Russie. Littérateurs, grammairiens, poètes, ces Slaves du sud ou de la Bohême avaient rendu à leurs frères, par leurs travaux, leur langue, leur littérature nationale, leur histoire oubliée; grâce à eux, dans toute l'Europe les Slaves avaient repris conscience de leur nationalité distincte et de la commune origine de toute leur grande famille. Et du jour où tous ces peuples, Serbes Tchèques, Bulgares, Ruthènes, s'étaient reconnus parents des Russes, la théorie du panslavisme était née! Pour eux tous qui vivaient opprimés, il était naturel d'attendre la délivrance du seul État slave indépendant constitué en Europe; et leurs regards se tournaient vers la Russie comme vers une puissance libératrice.

L'esprit d'association et de fraternité est si naturel aux races slaves que le souvenir de cette communauté d'origine amena bientôt en Russie la formation de sociétés de secours pour ces frères étrangers. Mais la première société de ce genre fondée à Kiev en 1846 n'avait aucun caractère politique. La confrérie de Cyrille et Méthode ne se proposait que

d'améliorer la situation matérielle et morale du peuple sans acception de nationalité ni même de religion. Nicolas y vit une société secrète et la supprima sous prétexte qu'elle avait un but politique, « la réunion de tous les états slaves en un grand Etat. »

La société se reforma plus tard vers 1857, mais dans un esprit tout nouveau. Les slavophiles s'en emparèrent et leur intervention agrandit et précisa les visées et le but du panslavisme. En acceptant pour la Russie le rôle de libératrice, ils prétendaient que la délivrance profitât à la Russie en même temps qu'à l'orthodoxie. Ces champions de la vraie foi et de l'idée nationale n'entendaient pas seulement travailler pour le ciel ou la plus grande joie des érudits : tous les Slaves unis sous la foi unique du tsar devaient former un grand empire européen dont la Sainte Russie serait la tête. C'était là le vrai panslavisme, le seul pratique, la réponse directe au pangermanisme qui venait de remporter une première victoire en 1866.

Pour mieux démontrer la réalité de leurs théories, pour prouver que les Slaves eux aussi avaient l'ambition de s'unir en un grand corps d'État, les slavophiles convoquèrent dans leur ville sainte à Moscou, en 1867, tous leurs frères d'Europe au congrès « de la société des amis de l'histoire naturelle. » Les membres de la famille impériale appuyèrent l'entreprise de leur argent et de leur présence ; les villes et toute la nation fêtèrent avec enthousiasme les hôtes accourus de tous les coins de la terre slave. Mais quand on chercha à s expliquer, on s'aperçut qu'on ne s'entendait nullement. Ce n'était pas seulement faute d'une langue slave commune à tous. Mais on ne put parler de fraternité et d'union slave sans rappeler les Polonais absents et réveiller les colères slavophiles contre ces frères qui se refusaient aux sanglants embrassements des Russes; on ne put faire allusion à la domination slavo-russe rêvée sans amener les Tchèques et même les Slaves du sud à

indiquer en même temps leur penchant certain pour l'union des cœurs slaves et leur goût prononcé pour l'indépendance politique.

Ce fut la mort du panslavisme tel que le prônaient les slavophiles. Mais le désir de propagande les rejeta avec une ardeur nouvelle vers les Slaves des Balkans vassaux ou sujets du Turc, vers les Ruthènes *opprimés* de la Gallicie. La Bulgarie et la Serbie surtout offraient à la propagande des orthodoxes militants un vaste champ d'action. Leur activité au début sembla n'avoir pas plus d'importance que celle des sociétés bibliques de l'Angleterre. Ce furent tout d'abord de modestes envois de livres; mais quand l'affluence des dons et l'agitation panslaviste permirent de réunir des sommes considérables, il n'y eut pas d'occasion où l'argent de la charité russe ne secourût les frères bulgares ou serbes. Des jeunes gens défrayés au moyen de bourses étaient appelés dans les universités russes. A chaque instant c'était l'envoi d'objets pieux pour le culte, l'ouverture d'écoles à l'aide de fonds russes, l'érection de nouvelles églises orthodoxes. C'était l'initiative des slavophiles et des particuliers qui avait créé et continuait ce grand mouvement d'opinion publique et d'active intervention. Mais est-il besoin de faire remarquer quelle force donnait à la politique russe cette tutelle officieuse cachée sous ces œuvres de secours et de charité? Est-il besoin d'indiquer quels progrès faisait l'influence russe à l'aide de ces pieuses fondations en terre turque, et faut-il ajouter que toute conquête de l'orthodoxie était une conquête pour la Russie?

La diplomatie russe soutint avec habileté ce mouvement qui lui donnait une nombreuse clientèle en Turquie; mais elle s'appliqua à ne laisser nullement confondre les intérêts politiques et religieux. Développer l'orthodoxie en Bulgarie c'était agrandir l'influence du patriarche grec de Constantinople et par suite augmenter encore l'importance de l'habile et

remuante nation des Grecs. La Russie n'avait nullement le désir d'accroître ces rivaux qui se posaient en héritiers de l'empire ottoman. Elle tenait à Constantinople depuis 1865 un ambassadeur capable de veiller à la fois à tous ses intérêts, le général Ignatiev. Attaché au parti national, ce représentant partageait toutes les passions et toutes les ambitions des slavophiles et des orthodoxes; mais en même temps son esprit d'intrigue, quelques-uns disent même de fourberie, le rendait éminemment propre à se servir de la cause orthodoxe et de la religion pour élever l'influence russe au-dessus de toute autre à Constantinople. Ses avances et ses caresses aux Hellènes lui avaient gagné le patriarche grec et toute sa nation; son zèle orthodoxe amenait tous les chrétiens à lui remettre leurs intérêts; son intervention répétée auprès de la Porte, la puissante clientèle dont il s'était fait l'appui lui permirent vite de peser souverainement dans toutes les affaires intérieures et bientôt ni la France ni l'Angleterre ne purent contrebalancer son influence dominante. Maître désormais d'une place qu'il était homme à garder, il ne s'occupa plus que de se brouiller avec les Grecs. Sa conduite équivoque d'abord, et ensuite l'abandon où il les laissa dans l'affaire de l'insurrection de la Crète, leur prouvèrent leur faiblesse et le besoin qu'ils avaient de la Russie. Son hostilité se déclara tout entière dans la question de l'église bulgare.

La propagande panslaviste portait alors ses fruits en Bulgarie. L'agitation commençait dans le pays et la religion en était encore le prétexte. Les Bulgares demandaient à ne pas dépendre plus longtemps du patriarche de Constantinople et réclamaient la constitution d'une église indépendante pour leur nation. Il était habile, sous le couvert d'intérêts religieux, de réveiller le souvenir de leur nationalité et de les grouper en vue d'un affranchissement plus complet dans l'avenir. S'affranchir des Grecs était un premier pas; et la question politique était si bien au fond de cette querelle religieuse que,

à peine la Russie parut-elle disposée à agir contre la Turquie, un comité révolutionnaire se forma (1870) et publia une proclamation où on lisait : « Les Turcs et le clergé grec sont les ennemis de la liberté et du progrès en Bulgarie. » Sollicité des deux côtés, Ignatiev affecta l'impartialité jusqu'au moment où passant brusquement aux Bulgares, il détermina leur triomphe. Les Hellènes et le patriarcat grec de Constantinople devinrent les irréconciables ennemis du protecteur des Bulgares; mais les chefs bulgares reçurent le droit de se choisir un exarque spécial et l'indépendance de leur église fut proclamée le 24 avril 1872.

L'attitude de la Russie à l'égard de la Turquie avait été pour beaucoup dans cette victoire des Bulgares. C'était le moment où sans effort elle obtenait la révision du traité de Paris. La guerre franco-allemande réduisait à l'impuissance l'un des garants du traité et l'un des défenseurs attitrés de l'empire ottoman. L'amitié de la Prusse victorieuse permettait à la Russie de tout oser; il était bien improbable que l'Angleterre et l'Autriche voulussent se risquer dans une guerre pour s'opposer à ces deux puissances réunies. D'ailleurs l'inaction de la Russie au milieu de tous ces changements européens était à charge à la nation aussi bien qu'au tsar et au prince Gortchakov. Les journaux réclamaient une guerre qui contre la Turquie, qui contre l'Autriche, qui contre l'Allemagne même. L'empereur avec une profonde répugnance pour la guerre, nourrissait cependant le désir de réparer les défaites de la guerre de Crimée et d'anéantir les clauses humiliantes du traité de Paris. Quant à Gortchakov, le moment lui parut bien choisi pour la fortune de la Russie, et l'occasion opportune pour ranimer l'enthousiasme populaire en sa faveur, et reprendre une popularité dont il ne pouvait plus se passer.

Le 31 octobre 1870, il adressait brusquement aux cabinets une circulaire où il réclamait le droit de tirer les consé-

quences pour la Russie des modifications de l'équilibre européen. Le traité du 30 mars 1856, disait-il, avait été altéré ainsi que la plupart des autres transactions européennes. Aussi « il serait difficile de soutenir que le droit écrit ait gardé cette sanction morale qu'il a pu avoir dans d'autres temps » et l'empereur « ne peut plus s'estimer lié par les obligations du traité du 30 mars 1856, en tant qu'elles limitent ses droits de souveraineté dans la mer Noire. » En même temps que le chancelier russe déclarait s'affranchir ainsi d'une des principales clauses du traité de Paris, le gouvernement faisait mine de préparer la mobilisation des troupes. Corporations, zemstvos, municipalités acclamaient la résolution de l'empereur et se déclaraient prêtes à la soutenir « de leur argent et de leur sang. »

L'éclipse de la France rendit impuissantes ou circonspectes les autres puissances qui avaient garanti le traité. D'ailleurs, le prince Gortchakov faisait déclarer à l'Angleterre, qu'il souhaitait comme elle, maintenir le plus longtemps possible l'existence de l'empire ottoman et que la solution de toute crise en Turquie devait être cherchée avant tout dans une entente générale des grandes puissances de l'Europe. Bientôt même, M. de Bismark rendant à la Russie les bons offices qu'il en avait reçus, proposait la réunion d'une conférence à Londres pour s'entendre sur la circulaire russe (26 novembre). La proposition accueillie, l'Angleterre fixa au 15 janvier l'ouverture de la conférence. Retardée pour laisser au délégué français le temps d'arriver, elle commença le 25 février. Tout fut réglé en deux séances et, le 13 mars, la clôture fut prononcée. La neutralité de la mer Noire était supprimée ; mais on maintenait le principe de la fermeture des détroits ; le sultan, en temps de paix, pouvait admettre ou non les flottes des puissances amies. La commsision européenne du Danube devait continuer pendant douze années encore ses fonctions et les puissances signataires gardaient le droit de tenir deux

vaisseaux aux embouchures du fleuve. Le reste du traité était maintenu. Une convention spéciale entre la Russie et la Turquie constata qu'elles reprenaient chacune la liberté de construire sur la mer Noire des flottes de toute grandeur (18 mars 1872).

Rien ne montrait mieux le désarroi de l'Europe que ce grand succès diplomatique obtenu à l'aide d'une simple circulaire. La Russie ressaisissait sa souveraineté dans la mer Noire sans prendre conseil que de son désir et du sentiment de sa force; la conférence de Londres n'était qu'une simple formalité. Aussi quelles espérances ne devait pas exciter cette victoire si rudement gagnée sur les cabinets!

L'état de l'Europe favorisait singulièrement l'ambition de la Russie. Depuis que la Prusse avait commencé à jouer son rôle en Allemagne, aucune affaire n'avait été considérée par la diplomatie comme une question d'intérêt européen. Habileté ou concours de circonstances, M. de Bismarck avait tout remanié à son gré sans jamais trouver devant lui qu'un seul ennemi à la fois. Chaque puissance avait été isolée à son tour et on pouvait dire que la prépondérance de l'Allemagne tenait lieu du concert européen. L'amitié des deux empereurs, la longue fidélité de la Russie à l'alliance prussienne garantissaient l'entente des deux pays, et si la question d'Orient devait être mise de nouveau sur le tapis, la Russie était assurée de la toute puissante bienveillance de l'Allemagne. Toutefois, l'entente parfaite entre les deux cours ne suffisait pas à M. de Bismarck. Il se rapprochait alors de l'Autriche. Malgré l'hostilité des deux pays, il poussa la Russie à entrer dans cette alliance et, suivant ses désirs, les trois empereurs eurent une entrevue à Berlin au mois de septembre 1872. Ils étaient accompagnés de leurs chanceliers et sans qu'on sache rien des concessions ou des engagements pris, l'alliance dite des trois empereurs fut fondée. Au mois de mai suivant, l'empereur François-Joseph et l'empereur Guillaume

rendaient à Alexandre II visite dans sa capitale. Les fêtes et les démonstrations en l'honneur du vainqueur de Sedan, du fondateur du nouvel empire allemand témoignèrent à toute l'Europe l'intimité qui régnait entre les trois cours et pour mieux montrer que l'ancienne animosité contre l'Autriche cédait à des raisons politiques, Alexandre II se rendait à Vienne au mois de juin 1873.

Deux ans plus tard éclatait l'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine. L'impuissance de la Turquie à étouffer le mouvement, l'adresse des insurgés qui se réclamaient du traité de Paris, contraignirent bientôt la diplomatie européenne à intervenir et à peser sur la Porte pour régler la condition de ses sujets chrétiens et obtenir des réformes satisfaisantes. Mais, de toutes les puissances de l'Europe deux seulement pouvaient entrer directement en action, l'Angleterre et la Russie. L'Allemagne n'avait pas d'intérêt direct en Orient; la France se tenait à l'écart des complications européennes; l'Autriche inquiète de tout mouvement slave dans la presqu'île des Balkans, jalouse de tout agrandissement de la Russie, ne savait qu'observer sans se résoudre à une intervention active. L'Angleterre était l'adversaire né de la Russie. De tout son pouvoir elle s'attachait à l'intégrité de l'empire ottoman; mais il lui était impossible de ne pas prêter l'oreille aux réclamations des chrétiens et elle était réduite à s'occuper ouvertement de leurs plaintes tout en craignant d'affaiblir la Turquie et en la soutenant par dessous main. La Russie avait là le beau rôle. Elle sut attendre et ne pas se montrer tout d'abord plus impatiente que les autres puissances.

L'entrée en scène de la Serbie et du Monténégro permit, sinon au gouvernement du moins à la nation, de se mêler à la lutte et de témoigner toute la passion qu'elle nourrissait pour la cause des Slaves. De toutes parts se formèrent des comités slaves pour envoyer argent et secours à la petite armée serbe. Les nationaux proclamaient que le moment était venu d'agir,

« de remplir la mission de la Russie et d'écarter tous les obstacles qui l'entraînaient. » Des milliers de volontaires, équipés par les comités, allaient grossir les rangs des Serbes; des officiers quittaient l'armée et mettaient leur épée au service de la cause sainte des Slaves; l'ancien général du Turkestan, Tchernaïev, recevait le commandement de l'armée de la Serbie. En un mot, la Russie était indirectement engagée dans la guerre.

L'attitude de la Turquie acheva de déterminer le gouvernement que poussait l'opinion publique surexcitée. Le renversement d'Abdul-Aziz, sa mort msytérieuse, l'installation de Mourad V remplacé presque aussitôt par Abdul-Hamid (mai 1876), indiquaient, de la part de la Porte, l'intention d'agir par elle-même et de précipiter les événements, avant les décisions des puissances européennes. La guerre sainte fut proclamée. Des masses de Bachi-Bouzouks et de Tcherkesses inondèrent la Bulgarie déjà agitée, et, par d'épouvantables massacres, réprimèrent toute tentative d'insurrection. La Serbie, vigoureusement attaquée, éprouva défaites sur défaites, le Monténégro fut assailli de toutes parts. Il était clair que la Porte avait hâte d'en finir avec ces soulèvements intérieurs et de mettre l'Europe en face de faits accomplis. Elle n'était pas moins pressée d'enlever tout prétexte à l'ingérence des cabinets dans ses rapports entre elle et ses sujets, et, le 5 octobre, Midhat-Pacha communiquait au conseil de la Porte un plan de constitution tout prêt pour le bonheur de l'Empire. Quels que fussent les instigateurs de cette politique, l'intention était trop claire : comme à l'époque du traité de Paris, le sultan se hâtait de proclamer des réformes pour éviter qu'elles ne lui fussent imposées par l'Europe. Malheureusement on avait appris ce que valaient les réformes annoncées par la Porte ; et le palliatif dérisoire qu'elle offrait comme un semblant de satisfaction à l'Europe, ne pouvait faire la moindre illusion.

Alexandre II ne voulut pas être sa dupe. Dès le mois d'octobre sa décision était prise, et de Livadia où il résidait alors, il ordonna tout pour commencer la guerre sur-le-champ, s'il le fallait. La diplomatie était impuissante à arrêter les Turcs qui venaient d'abattre le dernier rempart des Serbes à Djunis : Ignatiev fut chargé de signifier un ultimatum à la Porte (28 octobre); et un armistice immédiatement conclu prévint l'écrasement définitif des Serbes (5 novembre). Le 2 novembre, le grand-duc Nicolas recevait le commandement des forces qui allaient être mises en mouvement, et le 13, un ordre de l'empereur mobilisait six corps d'armée. Cependant ce n'était là qu'une démonstration. Une conférence des ambassadeurs des puissances allait se réunir à Constantinople. Quelque défiance qu'elle eût des mesures que promettrait la Porte, la Russie avait tout intérêt à paraître modérée devant l'Europe et à attendre l'effet de ces négociations. Ses actes montraient assez qu'elle n'accepterait que des garanties sérieuses de réformes efficaces. En laissant agir la diplomatie, elle la laissait aussi désarmée, si son impuisssance était une fois constatée. La guerre, d'ailleurs, n'était pas sans exciter des appréhensions sérieuses en Russie.

Les fonctionnaires et le parti gouvernemental étaient non seulement froids mais encore nettement opposés à la guerre. Ils n'avaient que du mépris pour les Serbes et les volontaires russes dont les malheurs exaltaient encore l'ardeur belliqueuse des slavophiles. Les finances, à peine en équilibre, risquaient d'être gravement compromises par les dépenses d'une guerre, si courte qu'elle fût. L'armée était en pleine réorganisation et deux ans seulement s'étaient écoulés [1] depuis

1. Un ukaze du 1er janvier 1874 a établi l'obligation du service militaire pour tout Russe majeur. Le service doit durer 20 ans, dont 6 dans l'armée active, 9 dans la réserve, 5 dans la milice (opoltchénié). Chaque classe annuelle est divisée en deux portions par le sort : la première forme l'armée active; la seconde entre

que la Russie avait introduit chez elle le service obligatoire. Enfin, on connaissait la répugnance prononcée de l'empereur pour la guerre et l'hésitation du prince Gortchakov à se lancer dans une aventure où la Russie pouvait se heurter à une coalition. Il ne fallait rien moins que les clameurs des slavophiles et l'entraînement guerrier de la masse de la nation, pour vaincre les tendances pacifiques de l'empereur et les craintes du chancelier. L'espoir de reprendre la Bessarabie chez l'un, la soif d'une popularité dont il ne savait plus se passer chez l'autre, contribuèrent à engager leurs résolutions. Aussi a-t-on pu dire avec une vraisemblance suffisante : « La guerre qui commença le 24 avril 1877, fut déclarée par le peuple russe et non par le gouvernement de Saint-Pétersbourg. »

Alexandre II avait suivi le mouvement des esprits et engagé solennellement sa parole à la nation, quand, au retour de Livadia, il s'exprimait ainsi au Kremlin : « Je sais que toute la Russie avec moi prend le plus vif intérêt aux souffrances de nos frères de religion et de race. Mais je tiens par dessus tout aux véritables intérêts de la Russie. Je veux épargner jusqu'à la dernière extrémité le sang russe... Mais au cas où à Constantinople on n'arriverait pas à une entente unanime et où je verrais l'impossibilité d'obtenir des garanties pour l'accomplissement de nos justes réclamations à la Porte, j'ai la ferme intention de reprendre mon indépendance et d'agir seul, et

immédiatement dans la milice et y reste 20 ans. Pour l'armée active, « le séjour au régiment est en proportion inverse de l'instruction; » de 6 ans pour les illettrés, il n'est que de 4 ans quand on possède un certificat d'études primaires, de 3 pour un élève du gymnase réal, de 18 mois pour un élève du gymnase, de 6 mois pour un étudiant des universités. La milice se compose de deux bans : l'un des anciens soldats de 35 à 39 ans, et des plus jeunes de la deuxième portion de chaque classe, l'autre des hommes de 25 à 40 ans de la deuxième portion qui ne font pas de service actif. Ceux-ci peuvent être versés dans la réserve. On a calculé qu'en 15 ou 20 ans la loi nouvelle pouvait porter l'armée au chiffre énorme de 9 millions d'hommes.

je suis couvaincu que toute la Russie répondra à mon appel quand je le jugerai nécessaire et que l'honneur du pays le demandera. »

Tout dépendait donc encore des mesures de la Conférence de Constantinople et de l'accueil que leur ferait la Porte. Dans des réunions préliminaires, les ambassadeurs arrêtèrent les conditions suivantes: agrandissement du Monténégro, rectification des frontières de la Serbie, autonomie locale de la Bosnie, de l'Herzégovine et de la Bulgarie avec des administrateurs chrétiens, deux commissions internationales pour veiller à l'exécution des réformes, enfin l'introduction d'un corps de gendarmerie européen jusqu'à la formation d'une milice provinciale. La conférence s'ouvrit le 23 décembre. Mais fidèle à son système, la Turquie s'empressa de proclamer solennellement la fameuse constitution de Midhat Pacha et prétendit satisfaire par là à toutes les exigences de l'Europe. La conférence passa outre, mais après de vaines tentatives, reconnut le mauvais vouloir de la Porte, et l'Angleterre déclara inutile de prolonger les séances : les négociations furent closes le 20 janvier 1877.

La Russie avait dès lors un programme reconnu nécessaire et consenti par l'Europe. Le prince Gortchakov s'empressa de constater l'aveuglement de la Turquie et de demander aux puissances quelles résolutions elles avaient l'intention de prendre pour imposer leurs volontés (31 janvier). Le général Ignatiev fut envoyé à tous les cabinets pour les amener à une action commune contre la Porte. Cette tentative n'aboutit qu'à la signature d'une nouvelle pièce diplomatique, le protocole de Londres du 31 mars. Tout en déclarant la situation actuelle inconciliable avec les intérêts des chrétiens d'Orient et de ceux de l'Europe, les puissances se contentaient d'annoncer que, en cas d'un nouveau refus de la Porte, « elles aviseraient en commun aux moyens qu'elles jugeraient les plus propres à assurer le bonheur des chrétiens et la paix géné-

rale. » Il y avait loin de cette déclaration à l'action concertée que réclamait la Russie.

En fait c'était l'abdication de la diplomatie : l'Angleterre laissait les hasards de la guerre forcer ou reculer ce véritable démembrement qu'elle ne pouvait s'empêcher de consentir, qu'elle ne voulait pas consommer elle-même. La Turquie le comprit ainsi et répondit qu'elle n'était pas encore vaincue pour subir de telles conditions (10 avril).

Le 24 avril, à Kichenev, Alexandre II publia son manifeste de guerre en présence des quatre corps d'armée concentrés en Bessarabie depuis l'automne, et les opérations militaires commencèrent aussitôt sur le Danube et en Arménie. L'armée d'Europe, aux ordres du grand-duc Nicolas avec les généraux Nepokoitchiztky et Levitzki pour chefs d'état-major, franchit le Pruth, se saisit sans obstacle du pont du chemin de fer roumain à Barboche; et grâce à une convention conclue avec la Roumanie, se répandit librement dans le pays, bordant toute la rive du Danube, l'armée roumaine à l'aile droite extrême en face de Viddin. La flottille des monitors turcs ne s'ébranla pas pour s'opposer à ces premiers mouvements de l'armée russe et bientôt l'audace de quelques officiers qui firent sauter deux cuirassés devant Matchin à l'aide de torpilles, paralysa complètement leur action. Les Russes purent préparer sans être inquiétés leur campagne en Bulgarie.

Le plan en avait été arrêté d'avance, et dès le mois d'octobre le grand-duc Nicolas avait déterminé la marche qui fut suivie exactement dans les premières opérations, le passage du fleuve à Zimnitza-Sistova, une simple observation des places du quadrilatère, et la pointe hardie sur Chipka. Dès que la baisse des eaux le permit, le passage du Danube fut tenté. Pour donner le change à l'ennemi, le général Zimmermann força le fleuve au nord de la Dobrudja et y construisit un pont (22 juin), pendant qu'une canonnade furieuse tenait les Turcs en haleine de Routchouk à Nicopoli. Grâce à leurs précautions et au

secret soigneusement gardé, les Russes purent prendre terre sur la rive droite à Zimnitza (nuit du 26 au 27 juin) et, après un violent combat, ils restèrent maîtres de la rive du fleuve et s'emparèrent de Sistova; leurs pontons purent passer, la nuit, sous le canon de Nicopoli sans être vus des Turcs et trois corps russes se déployèrent aussitôt en Bulgarie. L'un vint masquer Routchouk et border la Jantra, l'autre se déploya vers le Vid et s'empara de Nicopoli (16 juillet), pendant qu'une avant-garde sous les ordres du général Gourko se hâtait d'atteindre l'important défilé de Chipka dans les Balkans. Gourko parvint à franchir sans obstacle la passe de Hankoï; il apparut tout à coup de l'autre côté des Balkans dans la vallée de la Toundja et prenant à revers les positions turques de Chipka les enleva après un premier insuccès (19 juillet). En vingt jours, le Danube était franchi, les Balkans forcés et la route ouverte sur Andrinople et Constantinople.

Ces rapides succès furent arrêtés tout à coup. Osman-Pacha de Viddin s'était avancé à marches forcées sur le flanc droit des Russes et il avait déjà couvert la forte position de Plevna en avant du Vid de tranchées et de lignes inexpugnables, quand les Russes tentèrent avec un corps d'armée d'enlever ses 20.000 hommes : leur échec fut complet (20 juillet). En libre communication avec Sofia, pourvu de renforts et de vivres, le général turc travailla infatigablement à achever ses redoutes et ses ouvrages défensifs. Quand les Russes avec leur héroïque bravoure en tentèrent une seconde fois l'attaque, ils enlevèrent bien les premières lignes, mais ils furent arrêtés au pied des redoutes par un terrible feu étagé sur trois lignes, et, malgré huit assauts, définitivement repoussés (30 juillet). En même temps, Suleyman Pacha transporté du Montenegro avec 35.000 hommes d'excellentes troupes paraissait sur la Toundja (26 juillet) pour tenter de reprendre Chipka et l'armée de Routchouk sous Méhémet Ali sortait enfin de son inaction. Les Russes furent obligés de concentrer leurs

forces pour répondre à ce mouvement d'ensemble des Turcs. Ils se retirèrent au nord des Balkans, fortifièrent la passe de Chipka et restant partout ailleurs sur la défensive ils portèrent tous leurs efforts contre Plevna en appelant à eux l'armée roumaine. Suleyman fut le premier prêt. Pendant cinq jours (21-26 août) il engagea une lutte furieuse dans la passe, enleva plusieurs ouvrages russes, et enveloppant les défenseurs épuisés du fort Saint-Nicolas qui dominait la position, il faillit s'ouvrir le chemin de Tirnova : mais l'arrivée de renforts russes lui fit lâcher prise, et il rentra au village de Chipka sans s'être rendu maître des ouvrages russes. Méhémet Ali par une suite de combats dont l'un au moins fut une véritable victoire, replia devant lui l'armée du tsarévitch sur la Jantra (22 août-5 septembre). Mais il manqua d'audace et loin de donner la main à Suleyman, il rentra dans ses lignes sans profiter de ses succès.

Le grand effort des Turcs pour joindre Plevna avait échoué ; ils ne surent plus désormais combiner un plan d'action défensive. Vainement Osman Pacha demandait l'autorisation de quitter Plevna, et de couvrir les Balkans du côté de Sofia. Il dut se condamner à l'immobilité dans ses positions. Il y soutint du 7 au 13 septembre, la troisième attaque des Russes. A l'aile gauche, le général Skobelev parvint à enlever deux redoutes turques, et il s'y maintint contre cinq retours de l'ennemi. Mais l'insuffisance des forces envoyées contre Plevna, l'obligea à céder, devant une sixième agression, cette conquête si chèrement achetée. Les Russes rentrèrent dans leurs lignes, ne gardant que la redoute de Grivitza surprise par les Roumains à la fin de l'action. Leurs trois échecs contre Plevna leur avaient coûté plus de 30.000 hommes, et ils durent renoncer à ce système d'héroïque folie.

Les mêmes surprises leur étaient réservées en Asie. Dès le début des hostilités, les Russes, commandés par Loris Mélikov, débouchèrent en quatre colonnes sur le territoire turc. La

première se porta sur Batoum, le long de la mer Noire ; les trois autres, parties chacune d'un point différent de la frontière, avaient comme objectifs Kars et Erzeroum. La colonne de Batoum ne tarda pas à se replier devant les attaques des Turcs qui tenaient librement la mer Noire et débarquèrent des corps d'émigrés pour soulever le Caucase ; à l'aile gauche des Russes, Bayazid fut enlevé sans résistance (30 avril), Ardahan fut pris après un combat de 12 jours (16-17 mai) et le blocus de Kars fut achevé le 4 juin. Le général turc Moukhtar-Pacha, trop faible pour résister à cette attaque, s'était retiré entre Erzeroum et Kars pour attendre ses renforts et concentrer ses forces. Loris Mélikov voulut forcer sa position. Il fut complètement repoussé à Zevin (25 juin), et Moukhtar Pacha, prenant l'offensive, débloqua Kars, fit céder partout les Russes, les obligea à se retirer sur leur territoire, en ne gardant sur le sol turc que la forteresse d'Ardahan. Il remporta même sur eux un avantage signalé à Kizil-Tepe (25 août) sans pouvoir, il est vrai, sortir de sa position.

Ainsi au milieu de septembre, la campagne semblait prendre une fâcheuse tournure pour les Russes. La bravoure entraînante de leurs soldats et de leurs généraux ne pouvait compenser leur insuffisance numérique, et la ténacité des Turcs compromettait les brillantes opérations du début. Ils comprirent leurs fautes. 50.000 hommes vinrent renforcer l'armée d'Asie. La garde fut dirigée en toute hâte sur Plevna, la milice fut appelée et l'illustre défenseur de Sébastopol, Totleben reçut la direction des opérations contre Osman Pacha.

Au lieu de vouloir emporter Plevna de vive force, Totleben jugea qu'il fallait l'attaquer comme une place forte et la faire tomber par la famine. « Le nombre des ouvrages turcs, en laissant de côté les tranchées-abris et les chemins de communication, s'élevait à 60; ils étaient réunis par groupe et formaient en quelque sorte plusieurs camps retranchés

isolés. » Pour investir cette formidable position, le général russe disposait à la fin de septembre de 112.000 hommes. Son premier soin fut de se porter sur les lignes de communication d'Osman Pacha, et d'intercepter les voies par où il recevait sans cesse des approvisionnements et des renforts, évacuait ses malades et ses blessés. Le 24 octobre, Gourko s'empara de Gorni-Doubniak sur le Vid, y fit 4.000 prisonniers et coupa ainsi Plevna d'Orkhanié et de Sofia; les Roumains en même temps s'établissaient sur la ligne de Rahova. Osman Pacha fut dès lors complètement cerné. 300 canons dont 40 pièces de sièges couvrirent de feu les ouvrages turcs, pendant que Gourko se portait sur Orkhanié et s'établissait dans des positions solidement retranchées en face de Chékir-Pacha. Il n'y avait plus qu'à attendre l'effet de la famine sur les défenseurs de Plevna. Quand il eut épuisé ses vivres, Osman Pacha tenta une sortie désespérée. Dans son premier élan il emporta les deux premières lignes russes; mais il fut arrêté devant la troisième par la ténacité d'un régiment de la garde. Lui-même blessé à la jambe fut obligé de se rendre et il livra à la Russie 40.000 hommes et le meilleur général de la Porte (10 décembre).

La chute de Plevna impatiemment attendue décida de la campagne. La fortune était revenue aussi aux Russes en Asie. Moukhtar Pacha battu par Loris Mélikov s'était retiré précipitamment sur Erzeroum affaibli de la moitié de ses troupes (15 octobre). Repoussé de chaîne en chaîne, il fut encore forcé par une série de combats dans les défilés de Deve-Boyum qui couvrent Erzeroum (4 novembre). Kars fut pris le 18, et l'investissement de la capitale de l'Arménie commença aussitôt.

A partir de la nouvelle année, les Russes se précipitèrent comme une avalanche des Balkans sur la Roumélie. Les Serbes s'étaient mis en mouvement le 14 décembre pour les joindre. Malgré un froid de 25 à 30 degrés, quoiqu'il fallût ouvrir dans la neige des tranchées « où un cosaque à

cheval avec sa pique disparaissait tout entier, » Gourko à l'extrême droite tourna la position d'Arab-Konak, s'empara de Sofia (3 janvier) et uni aux Serbes, se lança par la vallée de la Toundja et de la Maritza vers Andrinople et sur les derrières des Turcs. Une autre colonne débouchait le 7 janvier par le col de Trajan. A Chipka enfin, les 35.000 hommes de Wessel Pacha attaqués de front par Radetzki, tournés par Skobelev et Mirski mettaient bas les armes. Débordés de tous côtés les Turcs n'eurent pas le temps de se reconnaître. Suleiman Pacha culbuté par Gourko à Philippopoli (15 janvier), coupé d'Andrinople par Skobelev, fut réduit à se jeter dans les monts Rhodope; Andrinople fut occupé le 20 janvier; le 31, les Russes étaient à Silivri et Rodosto sur la mer de Marmara, et les Turcs réunissaient péniblement 12.000 hommes sur les positions de Tchadalcha, dernière défense de Constantinople. Le même jour Ignatiev signait à Andrinople avec les plénipotentiaires turcs un armistice et les préliminaires de paix.

Mais à la nouvelle de la marche foudroyante des Russes, la flotte anglaise avait franchi les Dardanelles (1er février) et elle vint mouiller à l'île des Princes à l'entrée du Bosphore. Le grand-duc Nicolas exigea alors l'abandon des positions de Tchadalcha et porta ses troupes sur le Bosphore même à San-Stefano. La flotte anglaise s'était déjà retirée à Ismid sur la côte d'Asie.

Ce fut à San-Stefano que les négociateurs russes, Ignatiev et Nélidov, signèrent avec les diplomates turcs Savfet et Sadullah, le traité de paix (3 mars.) Les conditions étaient bien celles que pouvait dicter un slavophile triomphant, fâché de n'avoir pu entrer jusqu'à Constantinople : l'indépendance de la Serbie, du Monténegro, de la Roumanie, avec un agrandissement de territoire pour les deux premières; la formation d'une principauté de Bulgarie tributaire, mais autonome, avec un prince élu par la nation et un territoire de 164,000 kilomètres carrés environ, les réformes demandées par les con-

férences de Constantinople pour la Bosnie et l'Herzégovine, la cession à la Russie de la Dobrudja jusqu'à Kustendje, celle de Batoum, Ardahan, Kars, Bayazid en Asie; enfin une indemnité de guerre de 300.000.000 de roubles. La Turquie n'avait plus qu'un territoire d'une étendue égale à celui de la Bulgarie; elle perdait toute importance territoriale et on pouvait dire qu'elle était réduite à trois villes, Salonique, Andrinople, Constantinople.

Il était impossible cependant que la Turquie fût ainsi démembrée sans que l'Europe ratifiât les conditions du vainqueur. La Russie le savait; elle parlait seulement du traité de San-Stefano comme d'un traité « préliminaire », et c'était sans doute en prévision des réclamations de l'Europe qu'elle avait tout d'abord enflé ses exigences. L'Angleterre recherchait déjà l'alliance de l'Allemagne. L'Autriche s'effrayait du projet de constituer une principauté de Bulgarie et ébauchait une alliance avec l'Angleterre sur le terrain du traité de 1856. M. de Bismarck n'était pas fâché de ce mécontentement devant lequel la Russie ne pouvait que s'arrêter; et il invita toutes les puissances européennes à examiner dans un congrès tenu à Berlin les dispositions du traité.

Sans vouloir entrer dans l'historique du traité de Berlin, nous nous contenterons d'indiquer les modifications qu'il fit subir à celui de San-Stefano. La Bulgarie était réduite à un territoire de 64.000 kilomètres carrés qui s'étendait seulement un peu au sud de Balkans, et elle payait un tribut à la Porte. Le pays bulgare au sud des Balkans était restitué à la Porte, mais recevait une certaine autonomie administrative, et prenait le nom de Roumélie occidentale. Le Montenegro voyait sa frontière sensiblement éloignée de Novi-Bazar et de la Serbie; celle-ci recevait quelques territoires plus étendus; les concessions faites à la Roumanie étaient aussi quelque peu augmentées. Bayazid et le territoire de Alachgerd en Asie faisaient retour à la Turquie. Mais la grande innovation du

traité de Berlin, c'était d'introduire l'Autriche dans la presqu'île des Balkans, de lui confier l'administration et l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine, et de lui laisser la tentation de s'emparer aussi de Novi-Bazar pour la poster mieux entre la Serbie et le Montenegro. Les autres stipulations d'intérêt européen étaient confirmées. En échange de la Dobrudja, la Russie recouvrait la partie de la Bessarabie cédée en 1856 jusqu'au Pruth et à la bouche Kilia. Toutes les forteresses du Danube et de la Bulgarie devaient être rasées, et le fleuve était déclaré neutre jusqu'aux Portes de fer (13 juillet 1878).

En somme ce traité était la contre-partie du traité de Paris : il rendait la Bessarabie à la Russie, il affranchissait et agrandissait presque tous les Slaves des Balkans vassaux nés de cette puissance. L'ennemi héréditaire était profondément abaissé et l'Europe était réunie cette fois non pour proclamer l'intégrité de son empire, mais pour lui arracher de nouvelles concessions et de nouveaux territoires. Mais ces avantages n'empêchaient nullement de sentir que la Russie avait dû reculer devant l'Angleterre, et qu'une nouvelle combinaison éclose à Berlin venait de pousser l'Autriche, à son corps défendant, dans la presqu'île des Balkans, l'enfoncer comme un coin entre les différents États slaves et poster à portée de Salonique un nouveau prétendant à la succession.

## IV

Malgré l'héroïsme des troupes, les succès prodigieux des Russes et les avantages solides conquis par le traité de Berlin, cette glorieuse guerre fut loin de profiter à la dynastie. L'opinion publique surexcitée ne comptait pas avec les nécessités de la politique et les embarras du gouvernement. Au moment où on franchissait le Pruth, les slavophiles, et à leur suite la

masse de la nation, voyaient déjà Constantinople aux mains des Russes et la croix grecque plantée sur Sainte-Sophie. Les cruelles réalités de Plevna et de la première campagne de l'Asie-Mineure provoquèrent une longue agitation dans le pays. Un moment l'héroïsme des soldats au milieu des Balkans et la marche sur le Bosphore, rendirent la nation à toutes ses espérances et firent croire qu'on touchait au but. Mais il fallut s'arrêter aux portes de Constantinople, se contenter du traité de San-Stefano; bientôt même, au lieu du triomphe attendu, il fallut reculer devant le congrès de l'Europe et capituler de fait à Berlin. La désillusion fut d'autant plus amère que les espérances avaient été plus enivrantes et c'est au gouvernement qu'on demanda compte de tant de déceptions.

La guerre de Crimée avait ouvert l'ère des réformes; celle de 1879 ouvrit l'ère de l'anarchie. Les slavophiles s'étaient jetés dans la guerre pour mettre à l'épreuve le gouvernement, et expérimenter ce qu'avaient produit vingt ans de sagesse et de concentration. « Dans le déchaînement des passions guerrières russes, contre la Turquie, les plans de politique intérieure eurent une part au moins aussi importante que le désir de dresser la croix grecque sur Sainte-Sophie, et les tendances modernes du panslavisme à concentrer toutes les forces slaves aux mains de la Russie. » « Il faut, disaient les slavophiles au début de la guerre, que la Russie sache où elle en est, il faut justifier les espérances échafaudées sur les promesses qu'on lui fit en 1861 et 1863-1864. Le temps de l'hésitation et de l'irrésolution est passé. Les slaves étrangers nous ont appelés à remplir notre mission historique : à nous de prouver que nous avons su exploiter les vingt et une années écoulées depuis la guerre de Crimée et qu'après avoir dompté nos ennemis intérieurs, nous savons aussi ruiner de fond en comble ceux du dehors. » Le désenchantement fut d'autant plus complet; le mécontentement devint si vif et s'exprima

avec tant de liberté que le pouvoir dut prononcer la dissolution de la Société de secours aux Slaves, pour étouffer ce foyer d'opposition passionnée (août 1878).

Cet état des esprits désabusés, hostiles même, favorisait singulièrement le parti révolutionnaire. Au milieu de cette grave désaffection de la nation et des organes les plus hardis de l'opinion publique, leurs énergiques revendications éclataient comme des protestations légitimes et une revanche de ce qu'on appelait la faiblesse au dehors. Les nihilistes profitèrent de cette tendance nouvelle à accueillir les attaques contre le gouvernement. Chaque procès devint pour eux l'occasion d'une manifestation et nulle propagande ne valait cette proclamation publique de leurs doctrines et de leurs espérances. Si l'audace souvent leur tenait lieu de raison, l'indomptable attitude des accusés devant les tribunaux, leur violence contre les atteintes portées à la liberté individuelle, leurs prostestations indignées contre l'arbitraire trouvaient dans le public un écho favorable et éveillaient de longues sympathies. On ne s'étonna plus de voir les nihilistes porter la main sur les agents du pouvoir. Quand Vera Zassoulitch invoqua la dignité humaine violée, pour justifier son attentat sur le gouverneur de Saint-Pétersbourg, Trépov, il se trouva un public pour l'acclamer, un jury pour l'acquitter; et le gouvernement se sentit plus profondément atteint de ce mépris des lois et de la morale officielle que des plus rudes attaques révolutionnaires.

L'audace avait trop bien réussi aux nihilistes pour ne pas les encourager à frapper davantage l'opinion publique. Un comité occulte dirigeant, une savante organisation imitée sans doute de celle du comité insurrectionnel de Varsovie, l'immensité du territoire et jusqu'à la vénalité des fonctionnaires leur permirent de tout oser. Ils affichèrent les noms des victimes qu'ils avaient condamnées, et les attentats succédèrent aux attentats. Le 16 août 1878, le chef de la gendar-

merie Mesentzev fut attaqué à Saint-Pétersbourg ; le 21 février 1879, le gouverneur de Kharkov, Krapotkine, fut assassiné en plein jour ; le 25 mars, le nouveau chef de la gendarmerie Drenteln fut assailli dans les rues de la capitale. Enfin le 14 avril, Soloviev tirait sur l'empereur même plusieurs coups de revolver sans l'atteindre. En même temps d'épouvantables incendies se multipliaient sur différents points de la Russie, à Orenbourg, Ouralsk, etc. (avril-mai).

Le gouvernement restait seul à se défendre. Ses rigueurs mêmes paralysaient toute initiative privée et n'inspiraient que de l'aversion ou tout au moins de l'indifférence pour toutes ses précautions et toutes ses recherches. Des attentats furent commis en plein jour et quand la police survenait, elle ne trouvait pas un indice à recueillir sur les assassins. Seul, Soloviev arrêté au moment de l'attentat, fut mis à mort (9 juin). La police ne pouvait compter que sur le zèle et la vigilance de ses propres agents.

Pour lutter contre ces ennemis insaisissables, le gouvernement multiplia les arrestations, les emprisonnements, les convois vers la Sibérie. Il força tous les pouvoirs qu'il avait entre les mains et ce qui pouvait subsister des réformes d'Alexandre II disparut. Le scandale de l'acquittement de Vera Zassoulitch avait fait supprimer le jury et la publicité des tribunaux : la justice passa aux mains de l'autorité militaire. Après l'attentat de Soloviev tout le territoire fut mis en état de siège ; six gouverneurs généraux provisoires furent installés à Saint-Pétersbourg, Varsovie, Moscou, Karkov, Odessa, Kiev. Le général Gourko, chargé du gouvernement de Saint-Pétersbourg, exagéra tellement les mesures de défense qu'elles lassèrent le tsar même sans donner de résultats plus décisifs. L'administration de Loris Mélikov amena un apaisement apparent, mais sans désarmer les nihilistes.

Depuis l'attentat de Soloviev, le but de leurs attaques était l'empereur lui-même. Il échappa deux fois à leurs coups :

lors de la tentative d'Hartman sur le chemin de fer de Moscou et de l'explosion du Palais d'hiver (mars 1880). On sait qu'un nouvel attentat aboutit à l'assassinat de l'empereur, tué d'une bombe explosible à deux pas de son palais (13 mars 1881).

Ce crime, qui ne devait profiter à personne, posait-il du moins nettement la question intérieure en Russie? Il n'en est rien. Entre un pouvoir absolu réduit à se défendre lui-même et le parti nihiliste acharné à son œuvre de ruine, le reste de la nation épouvantée ou désabusée demeurait inerte. Le pouvoir disposait de sa police, de son armée, de sa bureaucratie. Mais la police, trop souvent impuissante à prévenir les attentats, n'atteignait que rarement les coupables; le régime de compression militaire n'arrivait ni à désarmer le parti révolutionnaire, ni à briser ses audaces; la bureaucratie enfin qui ne forme pas, comme en d'autres pays, l'articulation pour ainsi dire nécessaire de l'organisme de l'État, n'est qu'un autre instrument de despotisme, usé par ses œuvres de concussion et de scandale. Les réformes d'Alexandre II ont fait banqueroute aux espérances des modérés; et les fatales expériences des guerres de Crimée et de Turquie ont répandu dans tout le peuple l'irrévocable déconsidération du pouvoir absolu. Aussi c'était une nécessité désormais pour le pouvoir de rallier l'une ou l'autre des forces vivantes du pays.

# CHAPITRE NEUVIÈME

## 1881-1894

I. — Les projets réformateurs d'Alexandre II. — Le nouveau gouvernement. — Alexandre III. — Le nihilisme, ses causes, son développement, sa répression. — Persécution contre les Juifs, leur émigration.

II. — Russification de la Pologne et des provinces Baltiques. — Autonomie de la Finlande respectée. — Les banques agraires. — Économie. — Agriculture. — Instruction publique. — Armée. — Marine.

III. — Expansion en Asie. — Le Transcaspien. — Lutte contre les Anglais. — La Corée.

IV. — Politique en Europe. — L'alliance des trois empereurs. — Les Balkans. — La Bulgarie ; fausse situation de Battenberg, son triomphe, sa chute. — Mécontentement de la Russie. — Rapprochement avec la France. — Mort d'Alexandre III. — Conclusion.

Deux grands faits généraux, fort peu concordants, caractérisent le règne pacifique du tsar Alexandre III.

A l'intérieur, sensiblement différent de son père qui avait des tendances libérales et qui a entrepris des réformes importantes quoique partielles, le nouvel empereur s'est distingué par un soin jaloux à maintenir autour de son trône tous les pouvoirs, à étouffer les moindres velléités d'indépendance, à resserrer les mailles du réseau où sont étreints ses cent dix millions de sujets. Autocrate comme Nicolas Ier, mais avec des procédés moins cruels, parce que les temps ont changé, on le vit s'appliquer avec acharnement à effacer sur son immense territoire les nuances entre les hommes, Polonais,

Juifs, Lettons, Caucasiens : orientation des esprits, langue, religion, mœurs, costumes, son rêve était de tout fondre, de l'océan Arctique à la mer Noire, de la Vistule au Pacifique. Slavophile, le dos tourné à Saint-Pétersbourg, à cette fenêtre que Pierre se flattait d'avoir ouverte sur l'Occident, les yeux fixés sur l'antique Moscou, il fut Russe et travailla à *rerussifier* sa nation; despote, il eut pour idéal d'imposer à ses sujets l'uniformité dans l'obéissance.

Au dehors il intervint en Europe de façon efficace et, par une contradiction singulière, les nécessités de la politique l'amenèrent non plus à former une Sainte-Alliance comme celle de 1815, mais au contraire à s'unir avec le peuple de la Révolution. Sa sagesse le fit se rapprocher de la République Française que par instinct il ne pouvait pas aimer, et, grâce à ce sacrifice, la conservation de la paix lui est due et le rétablissement de l'équilibre européen. Tandis qu'il se détachait peu à peu des souverains en conformité d'esprit avec lui, il venait s'appuyer sur le principal représentant des idées qu'il combattait dans son empire, comme pour leur accorder une sorte de revanche : ce double rôle, qui va ressortir avec évidence d'un exposé sommaire des faits, donne à la figure peu saillante d'Alexandre III son trait personnel dans l'histoire.

## I

L'assassinat d'Alexandre II ne profitera à personne, écrivions-nous au lendemain de ce crime, à la fin du chapitre précédent. C'est peu de dire qu'il fut sans profit : il enraya, on l'a su depuis, et il enraya certainement pour de longues années, l'émancipation du peuple russe. En effet, sous l'influence croissante d'une favorite adroite, la princesse Dolgorouki — depuis princesse Jourewski, d'un des noms de la famille Romanov, — à qui le tsar, devenu veuf, s'était récemment uni par un mariage morganatique, le général Loris Mélikov

avait été investi d'un pouvoir presque dictatorial. Arménien de naissance, souple et avisé comme sont d'ordinaire ceux de sa race, ambitieux et désireux de s'illustrer par une grande réforme, il s'était efforcé de ramener son maître aux idées de 1861 et de lui faire reprendre le développement du programme élaboré alors et interrompu trop tôt : il avait réussi à le détacher des moyens de répression excessifs, à l'entraîner dans la voie des concessions et même à accepter l'idée du régime constitutionnel. Une assemblée élue par les États provinciaux devait être créée pour examiner les lois; elle aurait voix consultative : quant à la décision, l'empereur la prendrait seul. Progrès bien modeste et pourtant considérable en un pays où l'intervention du peuple dans la politique est nulle. « C'est l'assemblée des notables de Louis XVI », avait dit le tsar. Néanmoins son approbation était donnée, et, le matin même du jour où il allait être frappé, il avait envoyé à l'imprimerie un avis qui devait paraître le lendemain dans le *Messager officiel* et répandre la bonne nouvelle : il n'eut pas le temps d'en assurer la publication. Aussitôt après le décès, Loris Mélikov, anxieux pour son œuvre, interrogea le nouveau tsar qui répondit tout d'abord : « Ne change rien aux ordres de mon père; ce sera son testament ». Mais dans la nuit d'autres influences se firent sentir, surtout celle de Pobiédonotsev, vieux Russe fanatique, ancien professeur d'histoire d'Alexandre III et procureur général du Saint-Synode, c'est-à-dire directeur des affaires religieuses. Il soutint qu'une concession en un pareil moment aurait l'air d'une faiblesse et serait un encouragement au crime : son avis prévalut, et l'ordre qui annonçait l'élévation des Russes à la dignité de citoyens fut révoqué. Les éclats de la bombe avaient déchiré la première charte de l'empire.

Ainsi, après une très courte hésitation, le nouveau tsar avait choisi le chemin dont il ne devait plus dévier jamais durant tout son règne. Cette continuité dans l'action une fois

commencée a été le trait distinctif de sa nature. D'une stature colossale, fort au point de tordre les plus grosses pièces de monnaie entre ses doigts et de déchirer un jeu de cartes d'un seul coup, il avait le corps solide et ferme comme un bloc massif. Ferme et massif également était son esprit sur lequel les idées qui agitent le monde extérieur mordaient difficilement. Son abord hautain montrait tout de suite l'estime qu'il professait pour lui-même et l'importance qu'il attachait à cette situation exceptionnelle d'autocrate. Mais il avait l'âme loyale et candide, « une âme de cristal », avait dit au moment de lui laisser ses droits à la couronne son frère aîné expirant. Sincèrement religieux, tout pénétré de sa mission qu'il croyait divine, il fut vraiment dévoué à son peuple. L'influence des femmes ni celle des favoris ne le détournaient pas de son devoir; honnête et franc, il était plein de mépris pour les détours ordinaires de la politique et les concevait à peine.

Loris Mélikov, le projet de constitution une fois rejeté, donna sa démission, et ses partisans Milutine et Abaza tombèrent avec lui. Le général Nicolas Ignatiev, d'abord appelé au ministère de l'intérieur, fut écarté l'année suivante parce qu'il avait repris le programme réformateur. Il eut pour successeur le comte Dmitri Tolstoï, homme extrêmement rétrograde qui, chose incroyable, trouva moyen de réduire encore l'imperceptible ouverture par où peut filtrer au dehors, grâce à la presse, la pensée des écrivains nationaux, et qui de plus augmenta la dose de « caviar » répandue chaque jour sur les colonnes des journaux étrangers.

Quant au ministère des affaires étrangères, lors de la retraite du vieux Gortchakov, il fut confié à Nicolas de Giers, diplomate d'origine suédoise, élevé à l'école de Nesselrode. Ses tendances étaient allemandes, c'est-à-dire opposées aux opinions de plus en plus prononcées du souverain. Aussi demeura-t-il surtout un agent d'exécution : mais cet effacement d'un personnage élevé à un poste si important est

sans conséquence sérieuse dans un pays où l'absence de cabinet et de présidence du conseil enlève toute vigueur au faisceau ministériel; le chef de l'État traite isolément chaque affaire avec le ministre compétent. Ce n'est pas toujours la fonction qui donne l'influence : Katkov, publiciste de talent, d'un esprit très conservateur, était, quoique sans mandat officiel, plus écouté à la cour que bien des hommes placés dans de hautes situations.

Le premier acte du nouveau pouvoir fut le châtiment des organisateurs de la conspiration qui avait abouti à la mort d'Alexandre II. L'un d'eux, Gelnikov, avait été tué par l'explosion. Un autre se brûla la cervelle au moment d'être arrêté. On découvrit encore six coupables parmi lesquels étaient deux femmes, Sophie Pérovski et Jessa Helfmann. Tous furent condamnés à mort; seule Jessa Helfmann, qui était enceinte, fut graciée. Les cinq autres subirent leur arrêt avec une fermeté qui inspira le respect (15 avril 1881). Ces régicides en effet n'étaient pas des assassins vulgaires. Ils servaient leur cause par des moyens détestables, mais cette cause — l'affranchissement de la Russie — était noble; ils intéressaient par la sincérité de leur fanatisme farouche, par la grandeur de leur conception, par leur audace et par la disproportion de leurs moyens contre un gouvernement si fortement armé. Et, chose curieuse quoique aisément explicable, c'est peut-être dans leur propre pays que les nihilistes furent le moins compris par la masse de la population. Les réformes accomplies, ou plutôt ébauchées par le « tsar libérateur », qui mourait le « tsar martyr », n'avaient guère donné de résultats appréciables. Qu'était-ce que d'avoir entr'ouvert la main pour la refermer aussitôt? Les paysans demeuraient libérés du servage, mais leur sort s'améliorait à peine. Des États provinciaux avaient été créés, mais ils restaient presque sans effet, et rien ne diminuait l'avidité et la corruption des fonctionnaires, cette plaie

de l'empire. On voyait s'élever de grandes écoles où beaucoup de jeunes gens pauvres pouvaient recevoir gratuitement une instruction supérieure, mais cette culture même dont on attendait des fruits bienfaisants en produisait de pernicieux. Certes c'était une belle entreprise d'ouvrir largement la source qui va féconder les esprits et répandre avec générosité l'enseignement de la littérature, des sciences, de la philosophie. Seulement les âmes ainsi nourries avaient été soudain agrandies et élevées; elles s'étaient enflées d'une immense espérance; elles avaient puisé dans les œuvres des savants et des penseurs un fier idéal de liberté, de justice, de progrès; elles étaient dévorées d'une soif ardente, d'un besoin immédiat de vertu et d'indépendance. Hélas, au sortir de l'école, à l'entrée dans la vie, cruelle déception! Jeunes gens et jeunes filles se sentaient étrangers dans leur propre patrie où on ne les entendait pas. Que trouvaient-ils autour d'eux? En bas un peuple misérable, mais faible et résigné, à peine conscient de son sort, incapable de rien tenter pour l'améliorer et attendant tout d'un pouvoir vénéré; en haut ce même pouvoir systématiquement despotique et tout à fait hostile aux idées qu'il aidait à se propager pourtant dans les écoles supérieures. Le gouvernement avait cru pouvoir impunément répandre la lumière; ceux qui l'auraient reçue, croyait-il, en useraient uniquement pour son propre service et deviendraient des auxiliaires précieux de la classe riche et puissante. Il ne prévoyait pas quel indocile foyer il allumait et que les idées une fois lancées veulent s'épanouir en gerbes que l'on n'étouffe plus.

En même temps, la jeunesse entrevoyait au delà des frontières des peuples policés et libres, politiquement maîtres de leur destinée, des êtres actifs, toujours agités, troublés même mais troublés par le mouvement fécond de la pensée, préférable à la stagnation morne et stérile. Et ce mouvement intellectuel de l'Occident, à peine se faisait-il et se fait-il encore sentir jusqu'en Russie; à peine livres, brochures et journaux y

pénètrent-ils, et encore mutilés ; enfin à peine y sont-ils compris.

Le contraste entre le rêve et la réalité apparut trop grand aux jeunes gens instruits, ou, comme on dit là-bas pour désigner la classe éclairée, à « l'intelligence ». Elle souffrait d'un généreux malaise en comparant à son idéal le triste tableau qu'elle avait sous les yeux, tableau qui revivait d'ailleurs dans les romans pleins de pitié des Tourguénev, des Dostoïewski, des Léon Tolstoï. Et, il faut le dire, à ce tourment moral, à cette sensibilité aiguë pour le malheur d'autrui se joignaient aussi de cruelles irritations personnelles. Presque tous les étudiants appartiennent à la petite bourgeoisie et sont très pauvres ; beaucoup vivent de bourses très modestes accordées par l'État ou par des nobles ; mais beaucoup aussi n'ont rien ou presque rien pour subsister. Malgré les sacrifices des familles, pas de livres, pas de quoi payer l'éclairage, souvent pas même de vêtements : nombre d'entre eux, pendant les terribles hivers, ne se rendent pas aux cours parce qu'ils ne peuvent se couvrir assez chaudement pour sortir. Il y en a qui s'entassent dans d'étroits locaux, étudiants et étudiantes mêlés avec une chasteté presque toujours observée et que l'on jugerait héroïque partout ailleurs que chez ce peuple idéaliste : ils économisent ainsi sur le loyer, le feu et la chandelle. Fâcheuse condition pour juger favorablement un état social où de telles privations sont imposées à qui veut s'instruire. Enfin autre grief : après avoir acquis un diplôme au prix de si rudes épreuves, on n'est pas toujours sûr de trouver par la suite un emploi de ses facultés ; car les débouchés sont insuffisants et le gouvernement n'aime pas recruter ses fonctionnaires dans une catégorie de gens qu'il sait lui être hostiles.

La jeunesse des écoles, ou du moins une grande partie de cette jeunesse ainsi surexcitée, s'imagina qu'elle parviendrait aisément à la rénovation de la Russie grâce à deux moyens : le premier consistait à faire de la propagande parmi le peuple, à l'évangéliser pour ainsi dire, à lui donner connaissance et

conscience de ses propres droits; le second était d'accomplir la révolution politique, de frapper les plus importants serviteurs de l'État, la famille impériale et le tsar lui-même. Le premier de ces moyens avait primitivement été employé seul, et il aurait sans doute continué d'être seul mis en pratique si le gouvernement ne s'y était opposé et n'avait donné l'exemple de la violence. Pendant plusieurs années on vit des jeunes hommes et des jeunes filles, quelques-uns riches et nobles, qui abandonnaient situation et famille pour « aller dans le peuple », pour se mêler à lui et vivre de sa vie. Ils adoptaient un humble métier manuel et, devenus serruriers ou menuisiers, ils menaient la rude existence de l'atelier, prenant le vêtement, l'habitation, la nourriture des ouvriers, et profitant de cette intimité constante pour leur parler de fraternité et d'affranchissement. Ils formaient des sociétés secrètes, prononçaient dans des endroits cachés des discours émus, expliquaient leur pensée par des paraboles saisissantes, répandaient des brochures clandestines. Mais, malgré l'ardeur de leur zèle, ils recrutaient peu de prosélytes. Le peuple écoutait sans se laisser pénétrer. Il se méfiait de ces individus qui ne lui parlaient pas au nom de son tsar. Simple et ingénu, il attendait tout, il attend tout encore de son père aveuglément respecté, qui lui a promis une amélioration et qui la lui donnera spontanément lorsque le moment sera venu. Les révolutionnaires ne réussissaient pas à dessiller les yeux de ces pauvres gens : ils oubliaient que le caractère, la volonté, l'esprit d'initiative ne surgissent pas soudain chez des êtres passifs, façonnés à l'obéissance depuis de nombreuses générations, nullement préparés à recevoir la nouvelle parole, et d'ailleurs éparpillés sur un territoire immense, dispersion qui est un obstacle de plus à la cohésion morale.

En même temps le gouvernement s'efforçait de neutraliser les effets de cette propagande qu'il redoutait au moins pour l'avenir : il jetait les jeunes apôtres en prison ou bien, avec le

despotisme qui lui est habituel, il les déportait en masse et sans jugement au fond de la Sibérie. C'est alors que les nihilistes, changeant de tactique et usant de représailles, renoncèrent à la douceur et, n'écoutant que leur fanatisme, songèrent à frapper l'autocrate. Pendant une nuit de juillet 1877, près de Lipetsk (gouvernement de Tambov), au milieu des bois, quinze conspirateurs organisèrent une société de lutte qui se développa peu à peu grâce à deux journaux occultes, *La Volonté populaire* et *Le Partage noir*. Telle fut l'humble source des vingt attentats qui terrorisèrent la Russie depuis cette époque et dont l'un devait aboutir à un tyrannicide funeste. Pour les accomplir il a suffi de quelques milliers de conjurés, aveuglément dévoués, tels que Jéliabov, Rissakov, Kibaltchich, Michaïlov, Sophie Pérowski, presque tous anciens étudiants instruits aux frais du tsar et devenus ses assassins. Les modestes dépenses nécessaires aux frais des complots étaient alimentées par des contributions volontaires, par les dots sacrifiées de jeunes filles enthousiastes et aussi quelquefois par les subsides de certains personnages riches, comme le docteur Weimar de Saint-Pétersbourg et Dmitri Lizogoub, tous deux condamnés depuis.

Les attentats des nihilistes continuèrent pendant les premières années du nouveau règne. Un manifeste lancé dès le début par leur comité exécutif était une véritable déclaration de guerre. Et en effet Tchérévim, adjoint au ministère de l'intérieur, fut l'objet d'une inutile tentative d'assassinat (novembre 1881); Strelnikov, procureur général, fut tué à Kiev (30 mars 1882); Soudéikim, lieutenant supérieur de police, le fut également (28 décembre); en 1884 un procès pour propagande révolutionnaire amena la condamnation de huit accusés, parmi lesquels Véra Fiegner, une des organisatrices du congrès de Lipetsk, qui fut envoyée aux travaux forcés en Sibérie à perpétuité. Enfin il faut citer le déraillement de Borki (1887), qui faillit coûter la vie à la famille impériale.

Le gouvernement, décidé à n'accorder aucune concession,

lutta le plus efficacement possible; il augmenta le nombre et la paye des agents de sa police et, comme cette mesure ne suffisait pas, il alla jusqu'à y enrôler gratuitement les particuliers eux-mêmes. Dans les grandes villes, les propriétaires furent rendus responsables, sous peine de confiscation, de la conduite de leurs locataires : ils durent exercer une surveillance assez étendue pour empêcher dans leurs maisons l'entrée des individus coupables ou même douteux, le dépôt des livres défendus, la préparation des matières explosives, etc. De plus le portier, ou *dvornik*, eut nuit et jour la garde de la partie de la rue située devant son immeuble : service formidable, si l'on songe que, pendant les longs hivers, il doit durer toute la nuit sans interruption, seize heures consécutives, « sans que le dvornik en faction puisse quitter son poste sous aucun prétexte, sans qu'il puisse s'abriter contre la pluie ou la neige sous la porte cochère ». Enfin grâce à l'*état de protection renforcée* et à l'*état de protection extraordinaire*, sortes de régimes d'état de siège qui peuvent toujours et à chaque instant être mis en vigueur de façon arbitraire par l'autorité, il fut légalement possible d'emprisonner toute personne jugée suspecte, de faire des perquisitions n'importe chez qui à toute heure, de fermer les établissements industriels, d'interdire à un particulier le séjour de telle ou telle ville, d'emprisonner les gens sans procès et de confisquer leurs biens.

Il faut observer d'ailleurs que les mesures répressives, officiellement édictées par les oukases relatifs à la *protection renforcée* et à la *protection extraordinaire*, avaient toujours été employées et que, en leur donnant une sorte de consécration, on a voulu surtout en augmenter l'épouvante.

On a usé aussi et sans mesure, autant sous Alexandre III que sous son père, de ce qu'on appelle en Russie, par une sorte d'euphémisme, le *déplacement par voie administrative*. Ce déplacement n'est autre que la transportation sans jugement soit au fond de la Sibérie, soit dans la Russie d'Europe sur les bords

glacés de la mer Blanche. Bien que les transportés jouissent d'une liberté relative, bien qu'un tiers d'entre eux parvienne à s'évader, leur peine est extrêmement dure ; elle est aggravée par l'éloignement qui ne leur permet de recevoir le courrier d'Europe que deux fois et même une fois l'an ; elle est aggravée par la mort civile qui les ruine, qui autorise leur femme à se remarier et enlève aux enfants jusqu'au nom de leur père. Le voyage des malheureux *déplacés*, depuis leur pays jusqu'au lieu d'exil, est excessivement cruel : aujourd'hui il s'effectue le plus souvent le long des fleuves, sur des bateaux plats où s'entassent les victimes sans abri, vêtues de guenilles ; encore est-ce là une atténuation. Mais souvent les condamnés effectuent le trajet à pied, en troupes, les menottes aux mains, à peine nourris de salaisons, soutenus par la charité des paysans et dormant sur la neige. Et le voyage dure un an ! Et jusqu'à ces derniers temps la moyenne des gens ainsi *déplacés par mesure administrative* a été de douze mille chaque année !

Enfin en même temps que sévissait cette répression à outrance le comte Dmitri Tolstoï, d'accord avec les conseillers Pobiédonotsev et Katkov, réduisait à rien le peu de liberté et d'initiative accordées aux zemstvos et les subordonnait complètement à l'autorité des directeurs de provinces.

Il est difficile de préciser l'efficacité qu'ont pu avoir tous ces moyens de défense. Mais quelque opinion que l'on professe à cet égard, on doit avouer que, depuis plusieurs années déjà, les nihilistes semblent avoir renoncé à la lutte. Est-ce le résultat des supplices, des déportations, de la dispersion des principaux chefs du parti ? Il serait téméraire de l'affirmer, car le plus souvent la persécution ne fait qu'aiguiser chez les fanatiques leur appétit de dévouement et qu'embellir à leurs yeux l'auréole du martyre. Lorsqu'un grand mouvement tend à se produire, lorsqu'une idée commence à germer, les semeurs se laissent rarement intimider par ceux qui veulent, en les frappant, arracher la pousse féconde. Mais, si les nihilistes ont réellement

désarmé, ce qui est d'ailleurs très incertain, il est probable que cette résignation apparente est due surtout à l'impossibilité où ils se sont trouvés de se faire comprendre du peuple russe. Comme il a été dit plus haut, ceux qu'ils prétendaient affranchir ne les ont pas entendus; aucun écho ne s'est éveillé dans les couches inertes de la population, immobile et sourde comme ses steppes neigeuses. Le Russe est resté attaché à son tsar; il l'aime, il croit en lui. Un long temps s'écoulera sans doute et de nombreuses déceptions seront nécessaires avant que le peuple candide abandonne ses illusions et se décide à compter sur lui-même pour améliorer son propre sort. Une révolution ne réussit dans la pratique que lorsqu'elle est déjà accomplie dans les esprits: voilà la vérité que les nihilistes ont méconnue; voilà la cause de leur échec. Peut-être la sentent ils maintenant; peut-être est-ce là l'explication de leur silence.

La proscription des nihilistes, quoique aveugle et peu politique, est du moins explicable. Mais rien ne saurait justifier celle dont les Juifs furent victimes sous le règne d'Alexandre III. A la vérité la question juive n'est pas nouvelle en Russie; de tout temps les enfants d'Abraham ont été soumis dans ce pays à un régime spécial et ils n'y ont pas bénéficié de la tolérance introduite en Occident par la Révolution française. Pourtant ils ne vivaient pas en état d'hostilité avec le reste de la population; ils étaient simplement mal vus et dédaignés par elle. Aussi, pendant les années 1881 et 1882, l'Europe fut-elle aussi surprise qu'émue d'apprendre que des troubles graves avaient éclaté dans de nombreuses villes de Russie, que les Juifs y avaient été l'objet de cruels sévices. A Balta seulement, dans la Podolie, on citait, outre le pillage de 976 maisons juives, 211 personnes blessées et 8 tuées. Il est difficile de comprendre pourquoi cette agitation s'est produite à telle époque plutôt qu'à telle autre, puisqu'il n'est survenu aucun fait nouveau qui paraisse la motiver. On peut croire cependant qu'elle est le résultat de

cette croisade antisémite, factice sans doute, mais assez générale, dont quelques polémistes voudraient secouer l'Europe. La prédication ne devait pas réussir dans des pays avancés en civilisation; mais, répercutée chez ce peuple arriéré, elle éveilla rapidement le sauvage qui sommeille en lui. Quant à Alexandre III, il ne fallait pas attendre que cet autocrate portât aux Juifs la même affection paternelle que tout bon tsar se vante d'avoir pour l'ensemble de ses sujets. Ces gens à part, qui ne professent pas la religion orthodoxe, qui diffèrent des autres par le costume, par certaines mœurs, par une tendance à se grouper entre eux, blessaient sa conception unitaire, comme l'existence des protestants en France avait au XVIIe siècle offusqué l'idéal de symétrie et de régularité qu'avait conçu un autre monarque absolu.

Les Juifs, qui sont en Russie au nombre de cinq millions environ, n'occupent pas librement toutes les parties de l'empire. Ils sont parqués dans une portion qui comprend l'ancienne Pologne et quinze gouvernements du sud-ouest, savoir ceux de Vilna, Volynie, Grodno, Kovno, Minsk, Podolie, Iékatérinoslav, Pultava, Tchernigov, Kiev, Vitepsk, Mohilev, Bessarabie et Tauride. Ce ghetto s'appelle le territoire juif. Il est vaste et paraît tout d'abord capable de nourrir aisément ceux qui l'habitent, car la population n'y est pas en excès. Mais les Juifs, en Russie ainsi que partout, ne sont point cultivateurs; et, comme si elle voulait les empêcher de le devenir, la loi leur interdit de posséder ou même de louer la terre; le séjour des campagnes leur est défendu. Les voilà donc cantonnés dans les villes; encore ne peuvent-ils habiter à moins de cinquante verstes de la frontière, afin qu'il ne leur soit pas possible de se livrer à la contrebande. Or les villes sont rares; ils s'y entassent les uns sur les autres, petits ouvriers, petits boutiquiers, réduits trop souvent à pratiquer l'usure, et succombant à la concurrence qu'ils sont forcés de se faire entre eux. On prétend qu'ils ouvrent partout des cabarets et que, par leur com-

plaisance à offrir des crédits, ils encouragent la désastreuse passion du moujik pour l'alcool et arrivent bientôt à l'abêtir, à le ruiner, à le déposséder de sa récolte, de son bétail. Il est difficile d'attribuer un tel pouvoir malfaisant à des gens que l'on s'accorde à dépeindre comme si étrangement misérables et dont la situation a encore empiré par suite des rigueurs de ces dernières années. En effet l'application des mesures relatives au séjour sur le territoire juif s'était beaucoup relâchée sous le règne libéral d'Alexandre II. Les israélites avaient pu s'étendre et, bénéficiant d'une certaine tolérance, se répandre dans des endroits moins envahis et y travailler de façon plus fructueuse. Mais en 1882 Ignatiev a édicté les prescriptions les plus restrictives, ordonnant que les familles qui avaient émigré vers le nord et vers l'est fussent renvoyées par étapes à leur lieu d'origine; c'étaient des centaines de milliers d'individus forcés de briser des liens qui les attachaient à une localité depuis fort longtemps, vingt ans, vingt-cinq ans parfois. Ils abandonnaient leur commerce, leur clientèle, leur gagne-pain pour refluer en masse vers des pays de misère où l'espace est trop étroit pour eux, où ils n'ont pas l'emploi de leur activité. Les fonctions publiques, l'accès des grades dans l'armée leur demeurent interdits; on a multiplié les difficultés pour empêcher les jeunes gens d'entrer dans les grandes écoles, et pourtant l'obtention des diplômes universitaires confère certaines prérogatives et dispense de certains impôts vexatoires. Mais successivement en 1885, 1886, 1887, il fut prescrit que le nombre des étudiants juifs admis dans les universités russes, à l'institut des Arts et Métiers de Kharkov, à l'institut Vétérinaire, ne dépasserait pas 10 p. 100 du nombre total des étudiants inscrits; dans les autres provinces le chiffre ne doit pas dépasser 5 p. 100. A Moscou et à Saint-Pétersbourg il est réduit à 3 p. 100. Cette mesure a été étendue aux gymnases et généralement à tous les établissements d'instruction publique. On l'appliqua avec tant de rigueur que des enfants, dont l'instruc-

tion commencée avait déjà coûté à leur famille les plus pénibles sacrifices, furent renvoyés en grand nombre de l'école afin que le taux imposé par le nouveau règlement ne fût point dépassé. On fit plus : le diplôme de sage-femme permet à une juive d'exercer sa profession hors du territoire juif; pour rendre cette tolérance illusoire on décida que les enfants des sages-femmes juives seraient astreints à résider sur le territoire et par conséquent séparés de leur mère le cas échéant.

Il existe pour les Juifs, ou du moins pour les Juifs aisés, un moyen pécuniaire d'obtenir quelques dispenses : c'est d'appartenir depuis cinq ans à la première *guilde* ou corporation des marchands, c'est-à-dire de payer une certaine patente d'un chiffre déterminé. Mais la jouissance de cet avantage est empêchée autant que possible par la mauvaise volonté de la bureaucratie, par sa résistance à accorder les autorisations réglementaires et aussi par l'obligation imposée aux Juifs de ne jamais employer de domestiques chrétiens : or, dans les villes éloignées du territoire, il est presque impossible de se procurer des serviteurs juifs et, par suite d'une décision nouvelle, il est interdit d'en faire venir.

Bien peu de Juifs peuvent donc échapper aujourd'hui aux lois spéciales et abusives dont leur secte est victime. Soumis aux impôts ordinaires comme tous les Russes, le Juif paye en tant que Juif une série de taxes supplémentaires : il en paye pour s'habiller, pour manger, pour s'éclairer, pour travailler. Le droit de se vêtir à l'ancienne mode juive, le droit de « porter une calotte », est fixé à cinq roubles argent par an. Taxe pour tout animal de boucherie ou pour toute volaille tués suivant le rite juif; taxe pour chaque livre de viande au moment où la bête détaillée est vendue au consommateur : c'est « l'impôt du tronc ». Taxe pour les lumières. Taxe sur le revenu des maisons, boutiques, etc., taxe sur les manufactures et les successions.

Comment s'étonner après cela si les Juifs de Russie vivent

dans un état de misère effroyable? A Berditchev dans la province de Kiev, « des dizaines de milliers de Juifs n'ont aucun moyen d'existence fixe et vivent au jour le jour; plusieurs familles sont souvent entassées dans une ou deux chambres d'une hutte à moitié en ruines, de sorte que la nuit il ne reste absolument aucune place entre les dormeurs. Les rues du quartier juif de la ville n'ont pas plus de quatre pieds de large : de chaque côté les vieilles maisons penchées semblent prêtes à tomber; des enfants sont étendus dans la rue, devant les maisons, dans un état de nudité presque complet, se roulent dans la boue et au milieu d'eux on voit des quantités de femmes, mères de ces enfants, également étendues en long et en large dans la rue et dormant sous les rayons brûlants du soleil... Il y a des familles qui ne rompent le jeûne que le soir et cela seulement quand le père de famille ou celui qui nourrit la famille a trouvé de l'ouvrage et touché son salaire. »

A Minsk, à Vilna surtout où sont parqués plus de cinquante mille juifs, la misère de ces malheureux est, d'après les témoins oculaires, plus cruelle encore. Des pauvres, expulsés de Moscou, de Saint-Pétersbourg sans motif et après les mesures les plus vexatoires, se sont réfugiés à Vilna et, dans cette ville manufacturière, ils ont fait baisser les salaires à des prix excessivement bas. Les meilleurs charpentiers peuvent y gagner un rouble par jour pendant l'été; mais l'hiver il n'y a pas d'ouvrage. Dans un moulin à blé sur la Vilia, les ouvriers juifs touchent trente ou quarante copeks pour une journée de vingt heures; ils couchent dans le moulin sur des sacs. Des jeunes filles employées dans les manufactures ne gagnent qu'un rouble par semaine en travaillant douze heures par jour. Elles ne mangent que du pain noir; on ne peut voir sans pitié leur état de maigreur et la tristesse de leur physionomie. Pourtant elles ne peuvent séjourner hors de Vilna; elles sont condamnées à y végéter et à s'y étioler. Elles ne pour-

raient être tolérées hors du territoire à moins d'accepter la carte jaune des prostituées. Malka Halphin, jeune couturière âgée de dix-huit ans, que l'on voulait chasser de Moscou ou réduire à cette extrémité, se trouva si désespérée qu'elle se jeta dans la Moskova : elle fut d'ailleurs heureusement sauvée et protégée. Ces inscriptions forcées sur le registre des prostituées ne sont pas rares : on cite entre autres le cas d'une jeune Juive qui n'eut d'autre ressource pour obtenir le droit de résider à Moscou, où elle était venue étudier la sténographie; encore fut-elle expulsée parce qu'elle n'exerça pas réellement l'infâme métier. Quiconque ne découvre pas un subterfuge même odieux pour justifier sa présence hors du territoire, est chassé sans merci. La nuit du 9 au 10 avril 1891, notamment, reste célèbre par une de ces expulsions violentes, par la descente que firent les Cosaques dans les habitations des Juifs à Moscou; ce fut un véritable pillage : ils saisirent des familles entières que l'on enferma en prison pour les conduire de là par étapes jusqu'à leur lieu d'origine. Ces razzias nocturnes se répétèrent un grand nombre de fois. Les Juifs n'osaient plus coucher chez eux. Ils passaient la nuit dehors, errant dans les rues, se réfugiant dans les cimetières; ils cherchaient un asile avec leurs femmes jusque dans les maisons de prostitution.

De si dures persécutions, de tels excès de misère ne laissaient aux Juifs qu'un moyen de salut — si l'on passe sous silence la ressource peu honorable d'une abjuration sans sincérité, — et ce moyen c'était d'émigrer. C'est en effet à ce parti qu'ils eurent recours; un grand nombre d'entre eux allèrent employer leur activité dans les terres encore peu exploitées du Nouveau Monde. En 1893 on estimait à plus de 300 000 les Juifs russes qui avaient cherché un refuge dans l'Amérique du Nord seulement. D'autres étaient allés au Brésil, à la République Argentine, au Cap, en Australie et aussi en Palestine. Dans la seule année 1891 plus de 60 000 ont abandonné la Russie : ils s'embarquaient à Hambourg, qui bientôt leur fut fermé, puis à

Brême, à Stettin : le gouvernement prussien refusait de leur laisser traverser le territoire allemand et les faisait refouler mourant de faim vers la frontière.

Un israélite, M. le baron de Hirsch, a fondé en 1891 une société pour faciliter l'émigration et l'installation de ces malheureux dans la République Argentine. Mais leur dénuement, malgré la générosité du fondateur, laisse très incertain le résultat à atteindre. En effet, à raison de 5000 francs par famille, pour emmener et sauver de la misère la moitié des Juifs russes, c'est-à-dire quatre cent mille familles, il ne faudrait pas moins de deux milliards!

Il y a donc un autre remède à chercher. Ce remède c'est l'émancipation des Juifs, victimes de lois d'exception, victimes d'une haine religieuse, d'un préjugé séculaire, de la tendance qu'ils ont à se grouper et à former au milieu de la nation une caste isolée, victimes aussi de la jalousie qu'ils inspirent, car pour l'intelligence et la capacité ils apparaissent clairement supérieurs aux paysans chrétiens (Rapport adressé au gouvernement des États-Unis par ses délégués MM. Weber et Kempster en 1891, p. 82). Alexandre III, mal servi cette fois par ses sentiments slavophiles, s'est montré injuste envers les Juifs et peu digne du nom de père que les Russes aiment donner à leur tsar.

## II

Entraîné par son idéal d'unité, l'empereur se montra rigoureux aussi envers les Polonais qui pourtant, après la cruelle répression de 1863, sont si affaiblis qu'ils semblent avoir renoncé pour toujours à l'espoir de l'indépendance. Ces éternels conspirateurs ne conspirent plus : c'est à peine si l'on peut citer sous le règne d'Alexandre III, à Varsovie, le complot de Badowski, qui amena deux cents arrestations et quatre exécutions (1885). La même année, l'enseignement de la langue russe

fut imposé dans les écoles primaires, et l'emploi en fut rendu obligatoire dans les administrations publiques. On supprima la Banque de Pologne. L'acquisition de la terre en Lithuanie fut interdite aux Polonais. Enfin pour empêcher l'établissement des Allemands, l'achat ou la location des immeubles en Pologne cessa d'être permis aux étrangers.

Des mesures analogues prises dans les provinces Baltiques, Livonie, Esthonie, Courlande, y furent plus aisément acceptées, car l'esprit national y était fort atténué depuis de longues années. Ici la russification n'était d'ailleurs que la suite d'un système déjà employé sous les règnes précédents, comme on l'a vu au cours de cette histoire : c'était le système recommandé par Samarine dans son livre fameux, les « Marches frontières de la Russie » (voir p. 235). Peuplées par les Lettons, les provinces Baltiques, soumises au moyen âge par les chevaliers de l'Ordre Teutonique, avaient reçu d'eux la langue allemande, mais sans que la race des habitants eût été changée ni par cette conquête ni par un attachement momentané au Danemark ou à la Suède. Seuls l'aristocratie et son clergé étaient allemands et usaient de leur influence pour développer la germanisation des campagnes. La fusion n'était pas faite entre seigneurs et paysans; le dualisme des conquérants et des vaincus, du temps des Porte-Glaives au XIII^e^ siècle, n'était pas complètement effacé. Des émissaires slavophiles s'employèrent à faire revivre le vieil antagonisme et en 1882 ils soulevaient sourdement les paysans contre les nobles. Bientôt les châteaux furent attaqués sans que l'autorité intervînt et même avec la connivence d'Ignatiev, disait-on. Les pillages, les incendies se multiplièrent; les paysans surexcités voyaient dans ces discordes comme la vengeance d'une sujétion dix fois séculaire. C'était l'accomplissement de cette prophétie qu'on se répétait couramment en Russie sous le règne d'Alexandre II : « Alexandre Ier nous a débarrassés des Français, Alexandre II des Polonais; Alexandre III nous débarrassera

des Allemands. » En effet, l'élan une fois donné par en bas, les pouvoirs publics s'empressaient de pousser le mouvement. De 1885 à 1889 l'usage de la langue allemande et même celui de l'idiome letton furent interdits dans les communications officielles soit écrites, soit orales, et le russe devint obligatoire; il le fut aussi dans l'enseignement, dans les écoles primaires et dans les établissements supérieurs comme la grande université de Dorpat. Les noms des pays furent changés et abandonnèrent leur tournure allemande pour prendre une physionomie russe : Dorpat devint Jouriev, Dünabourg devint Dvinsk et ainsi de suite. Le système russe ayant été introduit également dans les tribunaux et les municipalités, il ne restait plus à transformer que la religion : les provinces Baltiques pratiquaient le luthéranisme; elles furent contraintes de l'abandonner pour l'orthodoxie. On interdit la construction de temples protestants; on édifia au contraire des églises orthodoxes, des hospices orthodoxes et même, comme si les morts ne pouvaient reposer côte à côte quelle qu'eût été la confession des vivants, on établit des cimetières orthodoxes. Il y eut des conversions en masse. Malgré les colères des journaux de l'empire allemand, qui protestèrent avec violence tout en approuvant des mesures bien plus vexatoires prises contre les Français d'Alsace-Lorraine, cette révolution fut favorablement accueillie par le fond de la population et ne fut pénible qu'aux nobles et au clergé.

On pouvait croire que ce parti pris de russifier toutes les provinces irait plus loin encore et s'étendrait jusqu'au grand-duché de Finlande. Ce pays, depuis la conquête de 1808, n'est pas intimement mêlé à la Russie; il est seulement juxtaposé à l'empire comme naguère le Luxembourg à la Hollande, comme aujourd'hui la Norvège à la Suède, la Hongrie à l'Autriche. Le tsar en est le grand-duc et il est représenté par un gouverneur à Helsingfors; mais la Finlande a sa diète composée de quatre ordres, noblesse, clergé, bourgeois, paysans et

où l'on parle plusieurs langues; elle a son administration, son budget, sa petite armée de dix mille hommes; même dans les actes officiels elle conserve l'usage de la langue finnoise. Malgré les réclamations de certains journaux russes ces prérogatives ont été respectées. Seulement les douanes, qui mettaient une barrière entre les deux pays ont été abolies; les monnaies et les postes sont devenues communes.

Le Caucase ayant perdu, avec sa vice-royauté, le peu d'indépendance administrative qui lui restait, la Finlande est le dernier pays de l'empire qui conserve son autonomie et se dérobe à la centralisation.

Pendant qu'il se montrait dur pour les anciens peuples conquis et pour les Juifs, Alexandre III témoignait au contraire à la population purement slave de son empire une sollicitude éclairée. Les paysans affranchis du servage par la loi de 1861 sont obligés, on se le rappelle, de verser chaque année une certaine somme d'argent à leur ancien seigneur : c'est leur rachat, c'est le prix de leur émancipation. Mais la charge est lourde et le noble ne fait pas crédit. Le tsar songea à aider ces débiteurs toujours inquiets, et il eut la pensée de se substituer lui-même à leurs créanciers, sûr qu'il était de pouvoir accorder au besoin des tolérances et des atermoiements. C'est dans ce but que furent fondées en 1883 les banques agraires des paysans, banques où ceux-ci trouvent à emprunter facilement les annuités nécessaires à la rançon de leur servage. A la suite de cette mesure, qui a rendu d'utiles services, Alexandre III fut appelé le « tsar des paysans ». Une banque agraire de la noblesse, instituée en 1885, permit également aux seigneurs, qui ont souvent la faiblesse de s'endetter, d'emprunter à un taux moins onéreux que celui imposé par les usuriers.

Alexandre III s'occupa aussi de la question de ses domaines privés et des domaines de l'État, qui jusqu'à lui ne rappor-

taient rien. Il fut assez habile et assez bon administrateur pour s'enrichir de ce chef et pour pouvoir ainsi réduire de dix-huit millions de roubles la liste civile que touchaient ses prédécesseurs. Partout il favorisa l'agriculture ; les cultures de la soie, de la vigne, du coton, de la betterave furent développées par ses soins ; les communes pauvres lui durent des semences de choix ; il encouragea l'élevage, l'exploitation des forêts et des pêcheries.

L'instruction publique, dont le tsar se méfiait, ne fut pas poussée avec la même activité. On créa, il est vrai, d'utiles écoles professionnelles, des écoles manuelles pour les jeunes filles, un institut technologique à Kharkov, un institut de médecine expérimentale à Saint-Pétersbourg. Mais, sans doute par crainte de répandre des idées philosophiques, on se préoccupa surtout de donner à l'enseignement un caractère pratique. On distribua les bourses aux étudiants pauvres avec plus de parcimonie qu'autrefois, de manière à ne pas encourager la propagande nihiliste ; on voulut que l'instruction supérieure ou secondaire devînt un privilège des classes riches et on interdit l'entrée des gymnases aux enfants des domestiques et des ouvriers.

Alexandre III a continué l'œuvre entreprise par son père pour développer l'armée russe et pour tirer de la nation le maximum de puissance meurtrière, suivant le funeste système imposé à l'Europe depuis la guerre de 1870. Tous les Russes sont soldats et restent sous les drapeaux vingt-deux ans dont cinq dans l'armée active, treize dans la réserve et quatre dans la milice ou *opoltchénié*. Les mesures adoptées depuis 1888 portent le nombre de soldats de l'armée russe au total de 11 millions. Mais il a été impossible jusqu'ici d'instruire et d'encadrer une si prodigieuse quantité d'hommes ; les deux tiers environ n'ont reçu aucune instruction militaire. Sur le pied de paix, l'effectif de l'infanterie active est de 17 500 officiers et fonctionnaires et de 412 000 sous-officiers et soldats.

Depuis 1890 la transformation de l'armement a été décidée et l'on a adopté le fusil de petit calibre. En même temps un ingénieur des poudres et salpêtres français est allé organiser en Russie la fabrication de la poudre sans fumée. Enfin d'importantes mesures de défense ont été prises pour mettre à l'abri la frontière de l'Ouest qui est la plus menacée et la plus ouverte. Le tsar y a fait transporter des troupes nombreuses. Tottleben, le héros de Sébastopol, a transformé Varsovie en une puissante place forte que protègent de nombreux forts détachés. Outre ce poste avancé, une ceinture de défense a été établie depuis la frontière autrichienne jusqu'au Niémen.

Toutes les mers qui baignent l'immense empire des tsars portent maintenant des flottes russes, qui deviennent de plus en plus nombreuses, avec cuirassés à tourelles, croiseurs et torpilleurs. Il y en a sur la Baltique, sur la mer Noire où Batoum est devenu un port militaire, sur la Caspienne que commande la ville de Bakou, sur le Pacifique où Vladivostok se dresse comme une menace en face du Japon. On ne compte pas moins de 28 000 hommes et 1200 canons à bord d'environ 400 navires russes.

## III

Cet immense déploiement de forces sur terre et sur mer n'a été sous Alexandre III qu'une réserve et un gage de sécurité. Des conquêtes ont été faites du côté de l'Asie, mais la force y a eu peu de part. On est frappé de la facilité avec laquelle les Russes traversent en peu de temps des territoires immenses, y demeurent, s'y installent et s'assimilent sans luttes, sans froissement grave, les premiers propriétaires du sol. En arrivant dans cette Asie, ils ne semblent pas dépaysés, ils se mêlent sans peine à des peuples dont ils retrouvent les frères dans leur Russie d'Europe. Aidés ainsi par une sorte d'accoutumance préétablie, ils se servent en même

temps d'un puissant auxiliaire, les chemins de fer. Deux longues voies très importantes construites par eux rapidement, leur ont permis d'assurer une occupation bienfaisante en répandant, comme on l'a dit, la civilisation par le rail. La première, le Transcaucasien, relie la mer Noire à la Caspienne. La seconde, qui part d'Ouzoun-Ada sur la rive orientale de cette dernière mer, fut commencée en 1880; dirigée vers le sud-est sur une longueur de 225 kilomètres, elle alla d'abord toucher les frontières septentrionales de la Perse. Grâce à cette ligne le général Skobelev, qui devait mourir à Moscou si prématurément (7 juillet 1882), avait pu amener des troupes dans la région, réprimer les brigandages des Turcomans, les battre à Jangui-Kali et s'emparer de Gœk-Tépé, une de leurs villes principales (24 janvier 1881). Merv, leur deuxième ville importante, était encore épargnée; mais le 11 février 1884, quatre khans du pays vinrent d'eux-mêmes, dit-on, solliciter l'entrée des Russes sur leur territoire. Malgré les protestations des Anglais, les Russes ne se firent pas prier, prirent possession de la contrée et poursuivirent l'exécution du Transcaspien. C'est le général Annenkov qui fut chargé de diriger les travaux. Il réussit au prix de mille difficultés : tantôt les ouvriers pensaient s'ensevelir sous les sables mouvants dans un désert qui n'a pas moins de 300 kilomètres de long, désert si aride qu'il fallait tout y apporter, même l'eau; tantôt au contraire on avait à redouter les inondations de l'Amou-Daria (l'Oxus), qui ne s'étale pas sur moins de deux kilomètres à Tchardjoui où la ligne le franchit. Pourtant la voie, remontant vers le nord-est par Merv et Bokhara, atteint un développement total de 1700 kilomètres et vient aboutir dans le Turkestan à Samarcande, le point extrême qu'avait touché Alexandre le Grand vers le nord, Samarcande la vieille capitale barbare de Gengis et de Tamerlan. L'inauguration a eu lieu le 17 mai 1888. Une autre ligne projetée doit traverser la Sibérie depuis l'Oural jusqu'à Vladivostok, et,

lorsque le grand-duc Nicolas, depuis empereur, a effectué son voyage autour du monde en 1891, il a donné sur l'Oussouri le premier coup de pioche pour l'établissement du long ruban d'acier qui achèvera d'unir l'Atlantique au Pacifique à travers toute l'Europe et toute l'Asie.

Ces pacifiques efforts n'arrêtent nullement la poussée des Russes vers les contrées à frontières définies et à gouvernement organisé. Du côté de l'Inde ils s'avancent sans relâche, empiétant sur les territoires où l'Angleterre et l'Afghanistan ne peuvent invoquer que des droits contestables. Mais l'Angleterre a su depuis 1881 imposer son protectorat à l'émir Abdurrhaman ; elle a des titres aujourd'hui pour veiller sur ses frontières; elle travaille à donner sa « frontière scientifique » à l'État-tampon comme à ses possessions indiennes : et au lieu de notes diplomatiques, de menaces en l'air, elle envoie au-devant des Russes des commissions de délimitation préparer à loisir la matière de traités formels.

En 1885 les habitants de Pendjeh avaient fait leur soumission comme ceux de Merv l'année précédente. Les Afghans, appuyés sous main par les Anglais, attaquèrent près de la rivière de Koushk une colonne russe commandée par le général Komarov qui venait prendre possession de la ville : ils furent battus. Lord Dufferin, alors vice-roi des Indes, conseilla l'emploi de la nouvelle méthode et après deux ans de travaux, le traité du 22 juillet 1887 fixa les limites de l'Afghanistan en laissant aux Russes la passe de Zulfikar et le cours du Mourghab jusqu'à Mérouchak. Hérat était désormais à moins de cent cinquante kilomètres de leurs postes.

Plus haut, sur les plateaux herbeux des Pamirs, l'incertitude des cartes permit aux Russes de nouvelles revendications. Dans l'été de 1891 quelques troupes de ligne et une demi-sotnia de Cosaques sous le colonel Janov, parcoururent ces hauteurs, s'avancèrent jusqu'à l'Hindou-Kouch et poussèrent même quelques pointes au delà. Ce n'était qu'une reconnaissance,

une simple chevauchée destinée à établir leurs prétentions. Mais ils revinrent en 1892, s'établirent à Sarhad (sur une des branches supérieures de l'Amou-Daria, à 3202 mèt.) et défirent les Afghans à Somatach. Leurs troupes hivernèrent dans les postes ainsi conquis ; ce fut une prise de possession formelle. Dès lors ils prétendirent garder, comme héritiers du Khan de Khokand, tout le Pamir entre le Transalaï et l'Hindou-Kouch, reconnaissant à l'Afghanistan le cours de l'Amou-Daria au-dessous seulement de Sarhad, faisant bon marché des droits de la Chine sur les vallées et les plateaux de l'est, et lui donnant comme limite la chaîne du Kizil Yart. Cette fois ils touchaient à des limites que la nature et la politique ont nettement marquées. Le Kizil Yart les sépare de la Kachgarie qu'administrent des gouverneurs chinois. L'Hindou-Kouch et le Karakorum sont les bornes formidables de l'Inde au nord. Mais en bordant de leurs postes les passes de ces dernières chaînes, les Russes en fait ont tourné l'Afghanistan ; ils peuvent déborder Peishawer par les affreuses vallées qui mènent à l'Indus ; et s'il est improbable qu'un corps de troupes puisse prendre sa route par le Pamir et ces vallées méridionales, cette région montagneuse sans maîtres pouvait devenir une tentation nouvelle pour les Russes.

Aussi les Anglais menacés ont activement travaillé depuis 1891 à placer ces vallées indépendantes sous leur domination ; une commission s'est mise à l'œuvre de ce côté et un traité du 27 février 1895 vient de régler entre la Russie et l'Angleterre la question du Pamir. On peut croire que ce traité a posé les bornes de ces conquêtes des Russes en pleine paix.

En même temps, du côté du Pacifique, Alexandre III continuait la politique de pénétration à travers l'immense empire chinois. Il avait fait reconnaître par la Chine l'indépendance du royaume de Corée, il concluait avec celui-ci un traité de commerce ; et on a vu tout récemment les tendances bien nettes de cette politique envahissante, lorsque Nicolas II, à la

suite de la guerre sino-japonaise, a empêché le Japon victorieux de mettre la main sur la Corée (mai 1895). C'est une contrée que les Russes entendent se réserver.

## IV

On a indiqué au début de ce chapitre le grand fait qui caractérise la politique extérieure d'Alexandre III en Europe : ce fait c'est le rétablissement de l'équilibre européen troublé par l'hégémonie de l'Allemagne après la guerre de 1870, c'est l'abandon par la Russie de l'alliance austro-allemande, c'est le rapprochement de la Russie et de la France. Un changement si grave de la part du tsar ne fut pas le fruit d'une sympathie enthousiaste ni d'un entraînement spontané. Il se produisit à la longue par suite d'une évolution lente, et fut dû en partie à une notion vraie des intérêts de l'empire, en partie à certaines vexations que subit le caractère entier du souverain. Les événements qui se déroulèrent dans la péninsule des Balkans à la suite du traité de Berlin furent l'occasion imprévue de ce revirement.

Alexandre III, très autocrate, très éloigné des idées libérales, avait, par suite même de ce penchant, une tendance naturelle à marcher d'accord avec les deux grandes monarchies conservatrices, l'Allemagne et l'Autriche, et en effet il continua d'abord la triple alliance formée par son père avec ces États. On remarqua ses prévenances particulières pour le vieux Guillaume Ier, d'ailleurs son parent et vénérable par l'âge. Il lui rendit visite à Dantzig en 1881. Plus tard, ne craignant pas de s'associer au rappel de souvenirs pénibles pour la France, il célébra par l'envoi d'un bâton de maréchal l'anniversaire du combat d'Arcis-sur-Aube où, soixante-dix ans plus tôt, Guillaume adolescent avait lutté à côté du régiment russe de Kalouga (février 1884). Enfin il fêtait par des banquets

l'anniversaire de la naissance du vainqueur de Sedan. A ces manifestations, qui en somme pouvaient n'être que de pure courtoisie, se joignit bientôt un gage effectif d'amitié : le traité de la triple alliance fut renouvelé pour trois ans, le 15 septembre 1884, après une entrevue des souverains et des chanceliers Giers, Bismarck et Kalnoky à Skierniewice en Pologne ; si l'une des trois puissances signataires se trouvait en guerre avec une quatrième (la France), les deux autres s'engageaient à observer une neutralité bienveillante. Toutefois Bismarck subit un demi-échec : le tsar repoussa une clause spéciale introduite par lui et stipulant que le traité subsisterait même si la France avait deux adversaires sur les bras : le chancelier allemand laissait voir par là qu'il prévoyait le cas où l'Allemagne et l'Autriche agiraient simultanément contre la République française, et en effet les cours de Berlin et de Vienne avaient conclu un traité plus étroit, plus intime dont l'existence seule révélait une méfiance contre Saint-Pétersbourg : Alexandre III, froissé, se tint pour averti. Il fut d'ailleurs pleinement éclairé par la conduite que ses deux amis tinrent bientôt à son égard dans la péninsule des Balkans.

Après avoir versé tant de sang pour démembrer l'empire ottoman, et quoique le traité de Berlin eût notablement atténué l'effet de ses victoires, la Russie comptait bien conserver une influence légitime sur les petits peuples qui lui devaient leur émancipation. Il lui semblait naturel et profitable que la Roumanie, la Serbie, la Bulgarie, le Monténégro l'acceptassent comme tutrice, tant par reconnaissance que par suite d'affinités de race et de religion. Le petit groupe slave nouvellement né à la vie politique devait, croyait-elle, tourner sans cesse ses regards du côté du Nord et représenter sur les bords du bas Danube les idées, les intérêts du chef de la grande famille slave. La Russie n'imaginait pas que ces nations jeunes avaient cru acquérir une indépendance réelle, qu'elles prétendaient ne pas échapper au joug ottoman uni-

quement pour se soumettre à un autre vasselage même amical, qu'en définitive elles se prenaient au sérieux et voulaient se gouverner elles-mêmes en toute indépendance, avec leurs souverains, leurs ministres, leurs parlements et toute la machinerie constitutionnelle. Elle ne comptait pas que l'Autriche, récemment introduite dans la péninsule par la possession de la Bosnie et de l'Herzégovine, obtiendrait si vite un si grand crédit dans la région. Elle ne comptait pas que Bismarck, toujours soucieux de détourner de l'Allemagne l'attention et l'action des trois peuples qui l'entourent, pousserait si fort l'Autriche dans les Balkans, comme il pousse autant que possible le tsar vers l'Asie et la France vers le sud.

Seul, Nicolas Ier Pétrovitch, prince héréditaire de Monténégro, échappa constamment à l'influence autrichienne et se montra l'ami de la Russie. Il rendit plusieurs fois visite au tsar, fut nommé colonel d'un régiment russe, maria deux de ses filles à des princes de la famille impériale; sa troisième fille épousa un membre de la dynastie déchue des Karageorgevitch; c'était poser une candidature éventuelle à la succession des Obrénovitch en Serbie.

Charles de Hohenzollern, prince de Roumanie, annonça des prétentions à l'indépendance en se faisant décerner le titre de roi par le sénat et la Chambre des députés (mars 1881) et en se faisant sacrer dans la cathédrale de Bukharest. Bientôt des intérêts économiques et les questions du commerce danubien le tournèrent du côté de Vienne. D'ailleurs la Roumanie, qui est le pays le plus important de la péninsule par sa population, en est aussi le plus tranquille; elle se développe paisiblement et sans secousse.

Il n'en est pas de même des deux autres peuples, la Serbie et la Bulgarie. Milan, prince de Serbie, voulut lui aussi se donner de l'importance et se fit proclamer roi par la *skouptchina* ou parlement (mars 1882). On vit bientôt qu'il subissait la grande attraction de la force; quoiqu'il eût fait son édu-

cation à Paris, il manifestait des sympathies pour l'Allemagne; il voyageait dans ce pays, il assistait aux manœuvres prussiennes, il signait à Vienne une convention qui mettait les chemins de fer serbes dans la dépendance de l'Autriche. Les Serbes refusèrent d'abord de le suivre dans cette voie et nommèrent des députés hostiles; il ne tint pas compte de leur vote et passa outre. Puis une insurrection qui éclata à Kniajévatz fut réprimée et la skouptchina dissoute. De nouvelles élections, favorables cette fois à la politique autrichienne du roi, parurent assurer son pouvoir (1884), mais ses démêlés maladroits avec la Bulgarie le compromirent en détruisant son prestige.

Il faut se rappeler que la guerre de 1877 avait eu pour effet d'enlever, au moins partiellement, à l'influence turque le groupe de populations bulgares qui vit autour des monts Balkans. Mais, au lieu de faire cette séparation d'une façon franche, le traité de Berlin ne l'avait accomplie qu'à moitié, au grand mécontentement de la Russie. Une première partie du territoire située au nord était détachée sous le nom de Bulgarie et formait une principauté nominalement vassale du sultan. Une seconde partie, au sud-est, constituait sous le nom de Roumélie Orientale une province de l'empire turc qui gardait pourtant son autonomie; elle avait une assemblée et un gouverneur chrétien nommé par la Porte; en dépit de cette solution bâtarde, la Roumélie était bulgare de race, de mœurs et d'aspiration. Il existait donc deux tronçons de Bulgarie artificiellement séparés et qui ne demandaient qu'à se rejoindre.

Le premier tronçon, c'est-à-dire la principauté de Bulgarie, choisit pour chef le prince Alexandre de Battenberg, qui fut élu le 29 avril 1879 par l'assemblée nationale ou *sobranié*. Battenberg, fils du grand-duc de Hesse, slave par sa mère et parent du tsar, plaisait à la Russie dont il suivit d'abord nettement la politique. Mais sur ce point il se trouva bientôt en désaccord avec ses sujets. Les Bulgares en effet, tout en restant

sympathiquement dévoués à la Russie, souhaitaient passionnément deux choses : d'abord la réunion de la Roumélie, ensuite l'affranchissement complet de la Bulgarie, ainsi augmentée et débarrassée de toute tutelle étrangère. Battenberg fut alors exactement dans la situation très fausse des rois installés jadis par Napoléon sur les trônes voisins de la France : comme Louis Bonaparte placé entre les intérêts de son frère et ceux de ses nouveaux sujets les Hollandais, il fut forcé d'opter entre deux partis, l'un national et l'autre russe ; il choisit d'abord le second. Il se décida à dissoudre le sobranié qui était trop indépendant (24 mai 1881), fit élire de nouveaux députés qu'il espérait trouver plus dociles et prit parmi ses ministres deux généraux russes, Sobolev et Kaulbars. Ces derniers, d'accord avec le consul de Russie, Sonine, travaillèrent à concentrer toute l'influence entre leurs mains en affaiblissant le parti national bulgare et même en ruinant le crédit de Battenberg. C'est alors que le prince, dont le rôle devenait chaque jour plus effacé, se défendit en se tournant du côté de son peuple et, soutenu par un nouveau sobranié, provoqua et accepta la démission des ministres russes (19 septembre 1883). Alexandre III manifesta une vive irritation de ce procédé que son orgueil ne pardonna jamais ; il fut plus blessé encore lorsque les officiers russes qui servaient dans l'armée bulgare se virent congédiés. Pourtant Battenberg fit des concessions et prit pour ministre de la guerre le prince Cantacuzène que le tsar lui avait envoyé ; mais il n'était pas maître d'empêcher l'explosion des sentiments nationaux, qui se prononçaient de plus en plus et qui éclatèrent le 31 mars 1884 à Sofia, dans une grande réunion populaire : cette assemblée vota l'annexion de la Roumélie Orientale. Le vote, il est vrai, demeura d'abord sans effet ; mais la Roumélie n'était pas à conquérir ; elle brûlait de se donner elle-même, et le patriote Stranski organisait à Philippopoli des comités de propagande pour répandre partout le mouvement révolutionnaire. La révolution, que tout le monde prévoyait, se fit,

joyeuse et sans effusion de sang, le 18 septembre 1885. Le gouverneur ottoman Kerstovitch se trouva renvoyé en Turquie avant que personne eût songé à prendre sa défense. Stranski fut nommé président du gouvernement provisoire : il s'empressa d'appeler Battenberg qui était à Varna et revenait d'un voyage en Autriche. Battenberg se trouva fort embarrassé du présent qu'on lui faisait et qui très probablement ne lui agrandissait son royaume que pour le lui arracher : refuser c'était se rendre impopulaire au point d'être rejeté par toute la nation; accepter c'était achever de rompre avec la Russie déjà si mécontente d'un client qu'elle ne voulait en aucune façon voir fortifié; c'était de plus se brouiller avec la Turquie et déchirer le traité de Berlin. Bien qu'il se fût, disait-on, engagé à s'opposer à l'annexion de la Roumélie, il adopta la solution qui lui laissait au moins momentanément la couronne, accepta le fait accompli et se proclama prince de la Bulgarie Nord et de la Bulgarie Sud.

Alexandre III rappela Cantacuzène, laissa sans réponse un télégramme très respectueux de Battenberg, et raya ce dernier des cadres de l'armée russe où il lui avait donné le titre honorifique de lieutenant général à la suite. Devant l'attitude de l'Allemagne et de l'Autriche, qui soutenaient la Bulgarie, il n'alla pas plus loin. Ainsi, par un singulier renversement des rôles, c'était le tsar qui ne voulait plus du traité de San Stefano jadis imposé par la Russie victorieuse; c'étaient l'Allemagne et l'Autriche qui acceptaient la rupture du traité de Berlin prescrit par elles. Et, chose non moins étonnante, le roi Milan, client de l'Autriche, se montrait froissé d'un événement que cette puissance accueillait avec une faveur visible. Il prétendit que l'agrandissement dela Bulgarie détruisait l'équilibre balkanique; déjà il s'était plaint que Battenberg donnât asile à des réfugiés politiques serbes. La jalousie l'aveuglant, il partit en guerre sur ces motifs futiles sans écouter aucun conseil. Il passa la frontière avec une armée de 100 000 hommes.

Mais le sort des armes lui fut contraire. Battenberg, qui pourtant était bien inférieur en nombre, le battit à Slivnitsa (19 novembre 1885); il le poursuivit juqu'en Serbie et le battit encore à Pirot. Sa marche ne fut arrêtée que par la volonté de l'Autriche.

Après ces succès militaires, la situation du prince semblait très affermie; il était populaire; il avait conclu la paix avec la Serbie; il semblait avoir calmé le courroux de la Turquie; mais, malgré ses concessions, il lui fut impossible de se faire pardonner son esprit d'indépendance par le vindicatif Alexandre III. Une conspiration, qu'il ne devina pas, s'ourdissait contre lui et il allait être victime du parti russe. Dans la nuit du 21 août 1886, son palais fut envahi par des officiers conjurés qui, le pistolet sur la tempe, l'obligèrent à signer un acte d'abdication : il se contenta d'écrire : « Dieu protège la Bulgarie! Alexandre. » On l'emmena clandestinement avec son frère Frantz, après avoir agité la question de se débarrasser d'eux : la fin du duc d'Enghien leur fut épargnée, heureusement pour l'honneur d'Alexandre III! Partie à travers bois, partie le long du Danube, on les conduisit jusqu'à Reni sur le territoire russe, en Bessarabie. Là un ordre de l'autorité supérieure interdit qu'on laissât le prince rentrer directement en Bulgarie; il fut expédié entre deux gendarmes jusqu'à Lemberg en Autriche (26 août). Ainsi le tsar montrait qu'il acceptait le patronage du complot et la responsabilité de cette indigne violation du droit des gens.

Toute la Bulgarie se leva pour protester. Les conspirateurs, Zankof, Grouïef et le métropolite Clément, qui avaient cru triompher, durent quitter Sofia, laissant la place à un gouvernement provisoire dont Stamboulof, président du sobranié, était un des principaux membres. Battenberg, rappelé par télégramme, rentra aux acclamations d'une population enthousiasmée. En même temps, il adressa au tsar, dont il avait tant à se plaindre, une dépêche très humble, offrant même de déposer sa couronne et ne demandant qu'un désaveu de

l'acte du 21 août. Alexandre III répondit avec sa hauteur accoutumée qu'il n'approuvait pas le retour de Battenberg en Bulgarie et ajouta en termes vagues qu'il réservait sa conduite dans l'avenir et qu'il la conformerait aux intérêts de la Russie et à la paix de l'Orient. Le prince, puisqu'il ne réussissait pas à désarmer cette haine acharnée, comprit qu'il ne pouvait rester sur le trône. Il ne fit punir aucun des conspirateurs que la Russie protégeait, il nomma une régence dont faisait partie Stamboulof, adressa à son peuple une proclamation émue et partit laissant partout de vifs regrets (7 septembre 1886). Après un interrègne qui dura plus d'un an et qui fut marqué par les troubles les plus violents, après avoir vainement offert le trône au prince Waldemar de Danemark, le sobranié choisit pour prince un candidat désigné sous main par l'Autriche, Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha, petit-fils de Louis-Philippe par sa mère (7 juillet 1887). Aucune puissance ne le reconnut. Pourtant il se maintint, mais sans se soumettre à la Russie. Son ministre Stamboulof gouverna péniblement, sans cesse en butte aux difficultés de tous genres, aux conspirations, aux tentatives d'assassinat et ne réussit à se maintenir que par la terreur. Cruel, dit-on, il n'hésitait pas à employer la torture contre ses adversaires prisonniers. Pourtant le tsar a supporté Ferdinand qui lui fut nettement hostile : il n'avait pas contre lui cette animosité personnelle qu'il nourrissait contre Battenberg, son parent et son obligé.

Les intérêts de la Russie n'étaient guère mieux défendus dans le royaume de Serbie. Après des luttes politiques ardentes qui amenaient au pouvoir des ministres tantôt russes, tantôt autrichiens de tendance, Milan fut bientôt dégoûté d'une situation équivoque. Le conflit s'était installé jusqu'à son foyer, car tandis que lui-même demeurait sous l'influence de l'Autriche, la reine Nathalie, fille d'un officier russe, avait l'oreille constamment tendue du côté de Saint-Pétersbourg et disputait au roi l'éducation de son fils le jeune prince Alexandre. Milan, que

l'opinion publique ne soutenait point, divorça et se résigna à abdiquer(6 mars 1889).

Ainsi, on l'a vu, c'est au moment où le tsar venait de renouveler le traité de la triple alliance (russe, allemande, autrichienne, septembre 1884) que les déboires de la Russie avaient commencé dans la péninsule des Balkans. Or, qui était la cause de ces déboires? Qui avait soutenu tour à tour Charles de Hohenzollern, Alexandre de Battenberg et Milan? qui avait donné à ces roitelets l'audace insigne de résister au tout-puissant empereur? qui, sinon l'Autriche et derrière elle l'Allemagne, c'est-à-dire les deux États auxquels Alexandre III s'unissait par un pacte solennel? Il y avait là une duplicité, une trahison facile à sentir et qui devait froisser au plus haut degré un homme aussi droit et aussi susceptible qu'était le tsar. Celui-ci ne fit point de menaces directes, mais il renforça ostensiblement son armée et garnit de troupes sa frontière occidentale. Il permit que le publiciste Katkov (mort le 1er avril 1887) changeât le sens de ses écrits et que, jusque-là sympathique à l'Allemagne, il attaquât soudain Bismarck avec vivacité. Dans un de ses articles, la Russie était représentée comme marchant docilement à la suite de l'Allemagne. « Nos pèlerinages chez le prince de Bismarck rappellent un peu trop les anciens voyages à la Horde d'or... (par allusion au tribut que payaient les Russes au khanat de Kiptchak avant le tsar Ivan III). Est-ce que les succès répétés du *faiseur de tours* qui gouverne l'Allemagne ne sont pas le produit de la servitude volontaire de la Russie?... Il suffirait à la Russie de cesser de jouer le rôle d'un marchepied pour que le fantôme de la toute-puissance allemande s'évanouît... Nous désirons que des rapports amicaux s'établissent avec les autres nations et surtout avec la France... » Pour bien comprendre la portée d'un article aussi véhément, on doit se souvenir qu'il paraissait dans un pays où la presse est bâillonnée et que par suite il était certainement inspiré par le souverain. Autre symptôme signifi-

catif : à la suite du refus par la France d'extrader le nihiliste Hartmann, soupçonné de conspiration contre le tsar, le général Appert, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, avait été rappelé. A l'automne de 1886, les relations diplomatiques furent reprises sur la demande d'Alexandre III, et Laboulaye, successeur d'Appert, fut reçu avec une distinction flatteuse. Il devenait évident que l'alliance des trois empereurs, laquelle expirait en septembre 1887, ne serait pas renouvelée. Non seulement elle ne devait pas l'être, mais encore le tsar prouva bientôt par une démonstration formelle qu'il considérait le traité comme rompu. Il intervint pour faire dissiper les rassemblements de troupes que l'Allemagne avait formés en Alsace-Lorraine afin de répondre aux prétendues provocations du ministre de la guerre, le général Boulanger. Un peu plus tard, le 20 avril 1887, Bismarck, qui cherchait une fois de plus la guerre, fit saisir, par une manifeste violation de frontière, l'agent français Schnœbelé sur le territoire français : une solution pacifique semblait impossible si l'Allemagne persistait dans sa conduite. Mais après avoir reçu d'Alexandre III une lettre autographe apportée par l'aide de camp Mouraviev, le vieux Guillaume fit remettre Schnœbelé en liberté. C'était la seconde fois en douze ans que la Russie arrêtait l'Allemagne et maintenait la paix en Occident. On sut bientôt en effet de façon positive, par les révélations du général Leflô, ancien ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, qu'une démarche personnelle faite à Berlin par Alexandre II sur la demande du duc Decaze avait empêché la guerre (mai 1875).

Tout concourait en même temps à achever la rupture de l'alliance entre l'Allemagne et la Russie. C'était l'époque où Ferdinand de Cobourg se faisait nommer prince de Bulgarie, et Bismarck, qui combattait ostensiblement cette élection, passait au contraire pour la soutenir en secret. Des documents probants, dont l'authenticité fut niée plus tard, il est vrai, par l'intéressé, semblèrent établir aux yeux du tsar cette duplicité.

Enfin pendant que Vychnégradski, ministre des finances (mort en avril 1895), doublait les tarifs douaniers sur les fers et les aciers pour protéger l'industrie nationale, ce qui portait un coup grave à la métallurgie allemande, Bismarck ripostait en fermant le marché de Berlin aux valeurs russes. Il espérait par là obtenir une réduction sur les droits d'entrée. Le résultat fut tout différent. La Russie chercha et trouva en France l'argent qu'on lui refusait désormais en Allemagne. Elle y contracta de nombreux emprunts qui furent constamment couverts par la petite épargne. Le premier, qui était de 500,000,000 de francs, eut lieu à Paris en décembre 1888. En 1889 il y en eut deux autres, un de 700,000,000 et un second de 1,242,000,000. Puis les emprunts se succédèrent si vite que la France en dix ans a prêté plus de sept milliards à la Russie. Ces sommes énormes ont été surtout employées à l'amortissement d'anciens emprunts onéreux contractés antérieurement en Allemagne et en Angleterre. Mais les finances russes ne sont pas prospères, malgré la confiance dont elles jouissent en France; elles restent obérées par suite de trois causes principales qui ne s'effacent que lentement : d'abord le trouble économique produit par l'abolition du servage; ensuite la création des chemins de fer; enfin les dépenses de la guerre de 1877. De plus le paysan russe est excessivement pauvre; sa nourriture est mauvaise et insuffisante; en 1892 une cruelle disette a rendu la situation encore plus misérable; des épidémies de choléra l'ont aggravée.

Alexandre III maintint pendant plusieurs années la politique de rapprochement avec la France et d'hostilité à l'Allemagne. En 1888, fidèle à sa haine implacable, il empêchait le mariage de Battenberg déchu avec Victoria, fille de Frédéric III, mariage promis pourtant et ardemment désiré par l'impératrice. En 1890 il ne se formalisa pas lorsque son sujet le cosaque Atchinov, sorte d'aventurier illuminé, qui conduisait une mission militaire et religieuse aux peuples d'Abyssinie, fut violemment

expulsé de la terre française d'Obock, après une descente imprudente. La même année il ferma le théâtre allemand de la cour à Saint-Pétersbourg. En mai 1891, il vint lui-même à Moscou visiter une exposition française dont il avait encouragé l'idée.

Il paraît certain que cette même année une agression combinée par la triple alliance de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie aidées de l'Angleterre, auxquelles la Belgique ouvrait complaisamment son territoire, devait être tentée contre la France (voir à ce sujet *Alexandre III et son entourage*, par Nicolas Notovitch). Le tsar intervint encore, et c'est pour montrer de façon éclatante sa volonté et ses nouvelles tendances, qu'il provoqua au mois de juillet la visite à Cronstadt de la flotte française commandée par l'amiral Gervais. La réception fut extrêmement brillante. Non seulement Gervais eut l'honneur de saluer à son bord, sur le *Marengo*, le tsar accompagné des grands-ducs et des grandes-duchesses, mais encore il fut invité à dîner avec ses officiers sur le *Derjava*, puis au palais de Péterhof (28 juillet); chose inouïe, le tsar écouta debout la *Marseillaise* jouée par la musique de sa garde. Tous les Français reçurent des cadeaux offerts par les municipalités de Cronstadt, de Pétersbourg, de Moscou. Le 4 août, 55 officiers et 12 marins accompagnèrent l'amiral Gervais à Moscou; ils y trouvèrent une réception extrêmement cordiale et significative. L'effet de cette visite fut immense en France et dans toute l'Europe; il ne fut pas diminué par la station que l'amiral Gervais, en revenant, dut faire à Portsmouth pour saluer la reine d'Angleterre; c'était une sorte de compensation que le ministère français voulait ou acceptait par timidité. Deux ans après, au mois d'octobre 1893, une escadre russe commandée par l'amiral Avellane rendit à la France la visite de Gervais; elle vint à Toulon où l'attendaient des fêtes magnifiques. L'amiral Avellane et ses officiers passèrent une semaine à Paris; ils furent splendidement accueillis par le gouvernement et par la population qui, en les accla-

mant, affirmait son amour pour la paix. Des télégrammes de félicitation furent échangés entre Alexandre III et le président Carnot.

Après ces bruyantes manifestations, après un traité de commerce qui favorisait l'entrée du pétrole russe en France et des vins français en Russie, traité que le nouveau ministre des finances, Witte, avait préparé et conclu (juin 1893), il paraissait certain qu'une entente sérieuse existait entre les deux nations et que le tsar ne renouerait pas de longtemps avec la cour de Berlin. Aussi fut-on généralement surpris d'apprendre qu'un traité très important, longuement discuté au Reichstag et enfin adopté, ouvrait pour dix ans la Russie aux produits allemands (18 mars 1894). Ce n'est pas là le signe d'une nouvelle alliance politique entre les deux gouvernements; mais c'est du moins le gage d'une détente des rapports qui avaient été très difficiles durant sept années, résultat imprévu qui n'est certes pas à l'avantage de la République.

Une certaine préoccupation relative à la solidité de l'amitié russe gagna en France les esprits après cette sorte de revirement; elle commençait à se calmer lorsqu'une nouvelle grave la réveilla vers la fin de l'été de 1894 : on apprit soudain qu'Alexandre III était très malade. Il souffrait d'une maladie de cœur compliquée d'albuminurie; sa situation empirait chaque jour. On le transporta à Livadia pour qu'il pût jouir du doux climat de la Crimée. Mais cette précaution fut inutile : après une courte apparence d'amélioration, il expira le 1er novembre, laissant à son fils Nicolas II une situation qui ne comporte pas actuellement de crises aiguës mais qui reste délicate.

Les questions qui ont occupé son règne paraissent apaisées, mais elles ne sont pas résolues : les nihilistes ne lancent plus de bombes, mais la misère, les injustices, les aspirations qui avaient engendré leur soulèvement n'ont pas disparu; on ne persécute pas directement les Juifs, mais leur sort n'a pas

été réglé par des lois généreuses; la péninsule des Balkans n'est plus violemment troublée, mais il n'y a pas de stabilité en Serbie, ni en Bulgarie et, si ce dernier pays a été longuement bouleversé, il peut s'en prendre à la funeste vanité et à la susceptibilité trop chatouilleuse du tsar; des emprunts ont introduit beaucoup d'argent en Russie, mais il a fallu augmenter l'impôt pour en payer l'intérêt.

Après tant de démonstrations d'amitié, après tant de services échangés on ignorait encore récemment jusqu'à quel point la France et la Russie étaient rapprochées. Mais Nicolas II paraît décidé à suivre la voie ouverte par son père. Aux fêtes données par l'Allemagne à propos de l'inauguration du canal de Kiel, les escadres française et russe, identiquement composées, se sont concertées pour faire leur entrée ensemble dans la rade, et tout le monde a attaché un sens précis à cette simultanéité. En même temps le tsar envoyait au président de la République le plus estimé des ordres russes, le grand cordon de Saint-André. Enfin pour la première fois un ministre français, M. Ribot, prononçait à la tribune de la Chambre des députés le mot *alliance* à propos des relations franco-russes (juin 1895). Il semble donc que la politique extérieure inaugurée par Alexandre III dans les dernières années de sa vie porte ses fruits et que l'équilibre européen — toujours instable — est, grâce à son initiative, aujourd'hui rétabli.

FIN

# BIBLIOGRAPHIE

**Ouvrages généraux.** Anatole Leroy-Beaulieu : *L'empire des tsars et les Russes.* — Rambaud : *Histoire de Russie.* — Th. von Bernhard : *Geschichte Russlands.* — Schnitzler : *L'Empire des tsars.* — Mackenzie Wallace : *La Russie.* — Gerebtzov : *Histoire de la civilisation en Russie.* — Beaumont-Vassy : *Histoire des États européens depuis le congrès de Vienne.* — *La Russie...* par MM. Delavaud, Girard de Rialle, Rabot, Rambaud, Vandal, etc. — Debidour : *Histoire diplomatique de l'Europe de 1815 à 1878.* — E. Simon : *L'Allemagne et la Russie au XIX<sup>e</sup> siècle.*

**Règne d'Alexandre Ier.** Thiers : *Histoire du Consulat et de l'Empire.* — De Garden : *Histoire des traités de paix.* — De Martens : *Recueil des traités de la Russie.* — Armand Lefebvre : *Histoire des cabinets de l'Europe.* — A. Rabbe : *Histoire de l'empereur Alexandre Ier.* — Schnitzler : *La Russie en 1812.* — Mikhailovski-Danilevski : *Vie de Kutusov.* — De Gentz : *Dépêches inédites.* — Gervinus : *Insurrection et régénération de la Grèce.* — Tatichev : *Alexandre Ier et Napoléon.* — A. Vandal : *Napoléon et Alexandre Ier.* — *Mémoires de Metternich.* — *Mémoires du général baron de Marbot.* — *Souvenirs du comte de Ségur.* — *Mémoires du chancelier Pasquier.* — Gaston Stiegler : *Le maréchal Oudinot.* — *Souvenirs du général comte de Rochechouart.*

**Règne de Nicolas Ier.** Balleydier : *Histoire de l'empereur Nicolas.* — Baron de Korf : *Avènement de l'empereur Nicolas.* — Prince Dolgoroukov : *La vérité sur la Russie.* — Marquis de Custine : *la Russie en 1839.* — Herzen : *Le monde russe et la Révolution.* — Lelevel : *Histoire de Pologne.* — De Mazade : *La Pologne contemporaine.* — Mieroslavski : *Les Révolutions*

*de Pologne.* — Rosen : *Geschichte der Turkei.* — De Moltke : *Campagnes des Russes dans la Turquie d'Europe en* 1828 *et* 1829. — Fonton : *La Russie dans l'Asie Mineure.* — Bodenstedt : *Les peuples du Caucase et la lutte de l'indépendance.*

GUERRE DE CRIMÉE, RÈGNE D'ALEXANDRE II : *Étude diplomatique sur la guerre de Crimée par un ancien diplomate.* — C. Rousset : *Histoire de la guerre de Crimée.* — Anitchkov : *Feldzug in der Krim.* — Klaczko : *Deux chanceliers.* — Forcade : *Histoire des causes de la guerre d'Orient.* — Schmeidler : *Das russiche Reich unter kaiser Alexander II.* — *La société russe par un Russe.* — Herbert Barry : *La Russie contemporaine.* — Docteur Célestin : *Russland seit Aufhebung der Leibeigenschaft.* — Lisicki : *Vie du marquis Vielopolski.* — *Berlin und Petersburg*, Leipzig, 1880. — *Russland vor und nach dem Kriege.* — Courrière : *Histoire de la littérature contemporaine en Russie.* — De Vogüé : *Le Roman russe.* — Louis Léger : *Le monde slave, Nouvelles études slaves.* — Molinari : *Lettres sur la Russie, Le livre jaune* (congrès de Berlin). — Arnaudo : *Le nihilisme et les nihilistes.* — Lavigne : *Introduction à l'histoire du nihilisme russe.* — Dubail : *Précis d'histoire militaire.* — *Correspondances du Daily News sur la guerre de* 1877.

RÈGNE D'ALEXANDRE III. Osman Bey : *Révélations sur l'assassinat d'Alexandre II.* — Stepniak : *La Russie souterraine.* — Nicolas Notovitch : *L'empereur Alexandre III et son entourage.* — E. Flourens : *Alexandre III, sa vie et son œuvre.* — Raffalowich : *Les finances de la Russie depuis la guerre d'Orient.* — De Cyon : *M. Witte et les finances russes.* — Weber et Kempster : *La situation des Juifs en Russie.* — Léo Errera : *Les Juifs russes.* — *Les Juifs de Russie.*

Les *Annuaires historiques.* — Daniel : *l'Année historique.* — *Revue des Deux Mondes.* — *Nouvelle Revue.* — *Russiche Revue.* — *Revue scientifique.*

# TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

1801-1812



CHAPITRE DEUXIÈME

1812-1816

## CHAPITRE TROISIÈME

### 1816-1825

## CHAPITRE QUATRIÈME

### 1825-1831



## CHAPITRE CINQUIÈME

### 1830-1850

## CHAPITRE SIXIEME

### 1850-1856



## CHAPITRE SEPTIÈME

### 1856-1877

## CHAPITRE HUITIÈME

### 1877-1881

## CHAPITRE NEUVIÈME

### 1881-1894



FIN DE LA TABLE



Coulommiers. — Imp. Paul Brodard. — [illegible]


U. C. BERKELEY LIBRARIES
C047912024

